

Le Monde

idées

La force tranquille de la démocratie

par NICOLE BRICQ (*)

P.L.M.

Paris-Lyon-Marseille. Le débat s'enfle sur la modification du statut des trois métropoles. Pour Paris, Pierre Uri estime que toute la difficulté tient au fait que la capitale est à la fois commune et département et pense qu'une communauté urbaine devrait être instaurée sur l'ensemble de la zone que couvrent les transports parisiens. Pour Nicole Bricq, rapprocher les élus des administrations, bâtir ainsi une ville solidaire, c'est la façon la plus sûre de travailler à son unité. Dominique Bidou trouve bâtarde le système proposé par le gouvernement du fait du jumelage de deux scrutins, l'un pour les arrondissements, l'autre pour les villes entières.

Le débat qui s'ouvre sur Paris, nous entendons assumer la responsabilité de l'animer. Nous avons quelque fierté à ce qu'ainsi la force tranquille de la démocratie chemine d'un bon pas. Il n'est ni de notre propos ni de notre responsabilité de présenter le détail du projet de gouvernement. Ce qui nous semble en revanche être notre rôle est d'en expliquer la sens. Cela tient très simplement en trois idées : une démocratisation de la vie politique, une décentralisation dans la capitale pour une ville unie et solidaire, un appel à l'initiative pour décider ensemble.

La Ville de Paris - les Français et même les Parisiens s'en souviennent-ils ? - est sortie lors des municipales de 1977 d'un régime d'exception qui fait du préfet l'exécutif des affaires des Parisiens, la véritable maire de Paris. Une réforme du statut de Paris fut décidée par le gouvernement de Giscard et de Chirac - elle nous semblait insuffisante, mais cela eût dû constituer un progrès.

Un maire de Paris et non plus un préfet ! Un élu du peuple et non plus une tutelle administrative ! Les mesures politiques du statut de Paris et de ses proches ont fait que ce qui était à tout prendre un mieux aboutisse à une régression de la vie démocratique. Il fallait (et il faudra) respecter les réalités politiques entre la ville dans son ensemble et les arrondissements, une équilibre conforme aux choix politiques exprimés localement dans l'intérêt de la commune tout entière. Tel n'est pas le cas présentement avec l'actuel statut de Paris et, notamment, à travers les commissions d'arrondissement, ces structures qui si peu de Parisiens et à fortiori de Français connaissent.

Les commissions d'arrondissement regroupent les élus de l'arrondissement pour un tiers, des officiers municipaux désignés par le seul maire pour un autre tiers, des représentants d'associations nommés également par la majorité dont le maire est l'expression pour un dernier tiers. Cela revient, en fin de compte,

à remettre en cause par différents artifices les choix des électeurs. Bref, à chaque fois que les Parisiens désignent un élu, le maire de Paris désigne deux de ses amis. Une manière comme une autre de corriger leur choix. La réalité des choix politiques des différents arrondissements ne doit pas être masquée, quelle qu'elle soit. Sans doute fallait-il déjà que la représentation du peuple soit pluraliste, et c'est le sens de la réforme électorale votée en juillet 1982, qui introduit les mécanismes proportionnels propres à assurer la diversité de la représentation. L'essentiel est le respect du choix des électeurs, c'est bien le sens de la moralisation de la vie politique.

Une ville unie et solidaire

Il faut savoir que les actuels officiers municipaux (un tiers des commissions d'arrondissement) sont, pour la plupart, les battus des dernières élections municipales, les affidés de l'actuel maire et souvent les élus de la population. Il faut savoir que les élus dans leurs arrondissements, s'ils sont de gauche, ont peine à y tenir réunion, voire permanence. Il faut savoir que des députés de droite, battus en 1981, sont devenus chargés de mission du maire et continuent d'exercer ce qui n'est plus leur mandat aux frais du contribuable parisien. L'on nous dit que la réforme du statut de Paris est décentralisatrice. Voyons aussi les économies qu'elle entraîne. Les officiers municipaux, les chargés de mission au nombre incertain, qui payent tout cela ? Nous souhitions que les élus soient enfin responsables devant ceux qui les mandatent, cela sera chose faite avec l'institution de conseils d'arrondissement.

Des conseils d'arrondissement élus, assurément, qui, la représentation des majorités et des oppositions politiques, cela n'est pas un progrès, c'est un gigantesque bond en avant sur le chemin de la responsabilité dans l'exercice moralité de la

vie politique voulue par les citoyens. Et tant pis pour ceux qui s'accommodent, semble-t-il, si mal de la légitimité que confirme le suffrage des élections.

La décentralisation de la capitale viendra demain de la décentralisation voulue par le projet de gouvernement. Cela nous semblerait relever du simple bon sens, de l'évidence qui se pose aux yeux de chacun. Et voilà que l'on entend sur le sujet des complots de la plus invraisemblable mauvaise foi.

Qu'est-ce que cela signifie une décentralisation dans un pays centralisé comme était le nôtre ? Cela veut dire que, pour un certain nombre de domaines, ce qui peut être décidé à l'échelle nationale doit être ramené à Paris. Cela veut dire que la machine administrative doit être allégée au profit d'une plus grande efficacité de la conduite des dossiers. De ce mouvement-là, seules les pesanteurs bureaucratiques sont perçues. Cela met en cause l'unité de la nation ? Cela constitue-t-il la menace de conflits permanents ? Bien sûr que non et pour des raisons simples : les orientations de la nation s'inscrivent dans le budget de l'Etat voté par l'Assemblée nationale ; les compétences des collectivités locales sont définies par la loi ; la transferts des compétences à l'échelle nationale jusqu'à l'Etat et dévolues désormais à des collectivités territoriales, régions, départements ou communes, est assorti du transfert corrélatif des moyens financiers et humains pour les assurer.

Pourquoi ce à quoi nous nous engageons à l'échelle du pays pourrions-nous ne pas le faire pour la gestion d'un aussi grand ensemble humain que la capitale ? Pourquoi ce qui peut être décidé dans les arrondissements dans la cadre de compétences limitativement définies devrait-il être tranché place de l'Hôtel-de-Ville et nourrir ainsi une forme parisiennaise de bureaucratie ?

Le bon sens exigeait que l'on confie aux conseils d'arrondissement, dès lors qu'ils seraient respectables, le soin de gérer le quotidien, la gestion des équipements et des choix budgétaires qu'elles impliquent. Comment peut-on disconvenir que la gestion des équipements de la petite enfance, que l'entretien des squares et des jardins, que les conditions de fonctionnement des maisons de quartier, bref, que ce qui relève de l'animation de la vie locale doit être débattu et tranché au plan local ? Les conseils d'arrondissement disposeraient de moyens financiers sous forme d'une dotation allouée par la Ville. Ainsi aurons-ils des recettes votées par la Ville. Cela n'a rien d'exceptionnel. La Ville de Paris reçoit comme l'ensemble des communes de France une dotation globale de fonctionnement prise sur le budget de l'Etat. Le maire de Paris n'a pas voté le dernier budget ; il n'a pas pour autant, décliné la dotation globale de fonctionnement. Il en ira de même demain entre la Ville et les arrondissements qui seront d'une majorité autre que celle du Conseil de Paris. Nous pensons pour notre part que le rapprochement entre élus et administrés au cœur des besoins de ces derniers est une véritable clé de l'épanouissement des solidarités : bâtir ainsi une ville solidaire, c'est la façon la plus sûre, la plus sûre et la plus digne de travailler à son unité.

L'imagination de chacun pour décider ensemble

L'unité de la capitale, il n'est pas que de temps de s'y attacher. Depuis des années nous la voyons se désagréger. La dégradation de la vie sociale, la montée des ghettos, la désurbanisation des rapports entre les gens, tout concourt à une inexorable déclin de l'unité de la ville. Nous sentons se dessiner une ville à deux vitesses, un Paris de la richesse réservé à quelques-uns et un Paris d'horreur, c'est-à-dire une situation génératrice d'insécurité, de vraie misère. Ni l'un ni l'autre nous paraissent acceptables pour la majorité des Parisiens, qui attendent vivre dans une ville réunie. C'est à ce niveau-là que se pose la question de l'unité de la capitale. C'est du renforcement des solidarités locales que l'unité va renaitre.

Pour le reste, et nous avons en particulier en tête le renforcement de la capitale dans l'Hexagone et au-delà de nos frontières, il est d'une évidence évidente que, depuis le 10 mai 1981, Paris a repris le chemin de la tradition profonde à laquelle nous sommes, socialistes, attachés : de grands projets d'aménagement, la vocation pour Paris affirmée et entendue à être le siège de l'Exposition universelle et aussi une place recouvrée de grande capitale diplomatique.

S'il est ainsi vrai que Paris pour reprendre le chemin de sa dignité, de son unité, pour réaliser l'unité l'intelligence de tous, l'effort de chacun, l'ambition du plus grand nombre. No-

tre entreprise est élevée, c'est ce qui la voue au succès. Nous aurons fait le pas de faire vivre la démocratie, de savoir inviter demain le façon de décider ensemble.

Nous n'entendons pas en rester aux mots. Il ne s'agit pas pour nous de dire que l'on va « faire de la concertation » mais de préciser comment on va le faire. Nous l'avons en aucune manière l'exclusivité de l'inspiration et de la force de proposition en la matière. Il revient au débat démocratique des semaines qui viennent de donner du contenu à l'ambition de décider ensemble et au particulier au mouvement associatif de s'exprimer à ce niveau.

Pour notre part, nous pensons qu'il est nécessaire de créer au niveau du Conseil de Paris des commissions extra-municipales sur les différents thèmes intéressant la vie des Parisiens et au niveau des arrondissements de mettre en place des commissions consultatives où les associations pourront s'exprimer. Cela sera déjà un pas. Il nous faut aller

plus loin et d'abord organiser la circulation de l'information, qui est la condition d'un véritable débat public. Les équipements publics locaux, en particulier les maisons de quartier, ateliers... et pourquoi pas les écoles, centres sociaux... doivent devenir les supports d'un réseau de communication. D'autres structures doivent naître pour l'urbanisme de nos quartiers, pour que s'affirme le droit à l'habitat, pour que la création soit vivante...

Le maire sortant de Paris s'est cru jusqu'alors autorisé à faire entendre que la projet de décentralisation de la capitale visait à entamer son pouvoir (qu'il doit juger, sans doute, éternel). Sa coupable conviction à se considérer comme son propre successeur l'aveugle. Qu'il sache que c'est parce que justement nous sommes candidats à lui succéder pour gérer autrement la capitale que nous nous félicitons que souffre un air nouveau de démocratie.

(*) Premier secrétaire de la fédération de Paris du Parti socialiste.

Les embarras de Paris

par PIERRE URI

GRANDS dieux, quel tumulte ! Les majorités conservatrices aux conseils de Paris et de Lyon se mobilisent. Va-t-on voir à nouveau les murs couverts d'affiches, des pages entières de journaux achetés à grands frais pour appeler les habitants à sauver Paris ? Ne dirait-on pas une levée en armes contre un nouveau manifeste de Brunsvick : « Blentôt on chahutera sur les rives de la Seine si Paris a existé... » Rassurez-vous, bonnes gens : le pouvoir central ne songe ni à assiéger votre place, ni à bombarder vos demeures, ni à dynamiter vos monuments. Ce qui est en jeu c'est que de savoir si Paris représente en mieux la Goutte-d'Or.

Manceuvre pour réduire les pouvoirs de M. Chirac ? La vraie opération politicienne, on l'a oublié, c'était de couper Paris de sa banlieue immédiate, de l'ériger en département. Le prétexte était qu'il n'est pas possible d'administrer efficacement des masses de plus de deux millions d'habitants. Comme si Londres, New-York et Tokyo n'étaient pas quatre fois plus peuplées. Le mouvement allait au retour des autres métropoles dans le monde, il y a un Grand Londres, un Grand New-York, un Grand Berlin et même un Grand Bruxelles, où plusieurs communes coexistent, sans évoquer le film célèbre *Passeport pour Pimlico*. Du coup les départements de la région parisienne étaient redessinés suivant les plus bizarres contours - il est commode pour les habitants d'Antony d'aller chercher leur préfecture à Nanterre ! Et comme si la ligne idéale, comme Giraudoux baptisait les frontières, était plus marquée sur le sol entre l'Etoile et Neuilly, entre Stalingrad et Pantin, que la distance entre le parc Monceau et Ménilmontant, entre les hôtels particuliers du Ranelagh et les tours du quartier Italie. L'arrière-pensée, on la voit bien, il est plaisant de prétendre que notre capitale n'a de réalité que dans les limites fixées par Housmann au siècle dernier. Mais la hausse des terrains, le niveau des loyers, les opérations des promoteurs ont chassé les couches populaires de la grande ville. En isolant la capitale, on l'arrimait à une majorité bourgeoise.

Ainsi Paris est la seule commune qui soit en même temps un département. C'est un cas unique en France, cela n'a jamais été ni ne sera jamais celui de Marseille. La confusion des unités territoriales est même un cas unique dans le monde. En se plaçant sur ce terrain il n'y avait pas à accepter aussitôt que Marseille suive le sort de Paris ; et si les Lyonnais ne veulent pas qu'on découpe leur municipalité, qu'ils demeurent donc comme ils sont. Mais l'ambiguïté de la situation parisienne appelle à l'évidence un statut particulier.

A-t-on oublié dans quelles contradictions le Conseil d'Etat s'est emporté ? Quand M. Chirac, président du conseil général de Corrèze, est devenu maire de Paris, la haute juridiction n'y a vu aucune incompatibilité, malgré la loi qui interdit de présider deux conseils généraux. Quand les pouvoirs des préfets ont été transférés au président de ce conseil, la même juridiction a opiné que M. Chirac était chef d'un département et, à ce titre, se voyait transférer ceux du préfet de Paris. Faut-il penser qu'il possède ou ne possède pas cette qualité suivant qu'elle le dessert ou le sert ?

Soit dit en passant, il était peut-être imprudent d'investir les présidents des conseils généraux de tant de pouvoirs sans modifier les conditions dans lesquelles ils étaient élus. Ils le sont par une majorité du conseil général, mais les cantons, qui ont chacun un représentant, sont si inégaux que la répartition des élus peut déformer celle de l'électorat. Pourquoi un président de conseil général ne serait-il pas dans son département, comme le président de la

République dans le pays, élu au suffrage direct ?

Paris à la fois commune et département, toute la difficulté vient de là. Et il n'y aurait logiquement que deux issues. Un département comporte normalement une pluralité de communes. Il serait donc normal d'ériger les arrondissements, séparément ou regroupés, en municipalités de plein exercice. L'autre issue, ce serait de reconstituer l'ancien département de la Seine, où Saint-Denis et Bobigny, aussi bien que Neuilly et Sceaux, participeraient à l'équilibre politique.

Mais on ne reviendra pas en arrière, et le gouvernement a accepté que Paris soit à la fois département et commune. Par où côté il est trop grand, M. Chirac lui-même l'avait reconnu en instaurant des commissions d'arrondissement. Seulement il les nommait lui-même. Il faut quelque audace pour protester quand elles vont être élues et se reconstruire des pouvoirs décentralisés sur ce qui touche directement la vie des citoyens, c'est-à-dire l'aide sociale et l'attribution des logements. A l'autre bout, Paris est une unité trop petite. On n'a pas osé y border la zone des communications urbaines du téléphone. La Régie autonome des transports parisiens débordait vers l'ensemble de la région. Et sans doute l'Etat participe-t-il largement à son financement, mais aussi la région Ile-de-France : on se demande bien pourquoi l'Oise ou les Yvelines se trouvent ainsi associées à l'charge de services dont elles ne profitent pas.

La solution se dégage d'elle-même. Quelles que soient les limites des départements, une communauté urbaine devrait être instaurée sur l'ensemble de la zone que couvrent les transports parisiens. On sortirait ainsi des difficultés qu'entraîne la multiplicité des autorités responsables.

Le maire de Paris n'aurait pas plus à protester contre la présence d'un président de la communauté urbaine que ne l'a fait le maire de Lille, qui, aussi bien que lui, est devenu premier ministre.

Un tremplin politique

Mais ce qui fait de Paris un tel tremplin politique, si jalousement défendu par celui qui s'y est installé, c'est une facilité singulière. Les règles d'attribution des dotations que fait le budget d'Etat aux collectivités sont telles que la ville où le revenu par tête est de loin le plus élevé du pays reçoit de l'Etat beaucoup plus par habitant qu'aucune autre commune, une fois et demie au moins ce qui va aux agglomérations industrielles ou aux communes-dortoirs de la périphérie. Que les projets culturels et les programmes sociaux se développent, on s'en félicite. Qu'ils s'accommodent d'impôts locaux moins lourds que dans le reste de la France et qui montent moins vite, ce n'est pas un miracle de gestion : tout simplement, à travers les dotations de l'Etat, c'est en partie la Lozère et la Basse-Bretagne qui paient. Une réforme majeure dans le financement des collectivités locales s'impose.

Les incroyables déséquilibres ne pourront être évités que si les transferts par l'Etat obéissent à un critère unique : compenser l'insuffisance du potentiel fiscal de chaque commune, c'est-à-dire des recettes qu'elle obtiendrait en appliquant les taux moyens nationaux des contributions locales aux bases situées sur son territoire, activités économiques, valeurs des terrains, des immeubles, des logements. L'Hôtel de Ville apparaît comme un fief moins enviable quand il faudra réduire les dépenses ou alourdir les impôts parce que Paris cessera d'être subventionné par le reste du pays.

La fin des dissidents

par DOMINIQUE BIDOU (*)

de deux scrutins, l'un pour les arrondissements, l'autre pour les villes entières.

Où alors, c'est la division en secteurs. Dans cette hypothèse, la seule manière d'introduire la proportionnelle est de l'appliquer à l'Etat pur, en utilisant les restes au niveau « ville entière ». Le nombre de sièges à pourvoir dans les petites circonscriptions est, en effet, trop faible pour permettre une répartition équitable des restes par secteur. Il est alors possible de ne voter qu'une fois les règles de répartition variant selon le niveau considéré, conseil d'arrondissement ou conseil municipal.

Le système proposé aujourd'hui par le gouvernement est bâtarde et ne trouve guère de justification théorique. Il s'agit pour effet d'éliminer les formations indépendantes, celles qui refusent d'entrer dans le dilemme simpliste droite-gauche. Il renforce la bipolarisation artificielle d'un

pays victime des « avantages acquis » des gros partis qui veulent protéger leur monopole. Sans se soumettre à leur loi, sans accepter leur « parrainage », il ne sera pas possible d'entrer au conseil municipal des trois plus grandes villes de France.

L'objectif de cette réforme électorale paritaire serait-il d'interdire aux écologistes l'accès aux conseils municipaux là où ils avaient les meilleures chances, tant par leurs précédents résultats que par le fait du grand nombre de sièges à pourvoir ? ou bien serait-il de les contraindre à faire acte d'allégeance, si possible au P.S.

Et pourtant l'opinion souhaite sortir du jeu bipolaire. Les seules élections récentes réellement à la proportionnelle, les régionales en Corse en août, l'ont montré avec éclat : malgré la puissance des clans et des appareils, près du tiers des élus sont des dissidents qui ont refusé la loi des grands partis, dissidents de ces partis ou dissidents par nature comme les autonomistes.

Quand les règles du jeu autorisent vraiment les électeurs à choisir, les « grandes familles » politiques sentent leurs fauteuils trembler. Il leur faut donc fermer la porte, et cela a bien fonctionné jusqu'à présent puisque, malgré des scores honorables (souvent supérieurs à 10 % aux municipales de 1977), les écologistes sont toujours exclus, alors qu'en Allemagne et en Belgique ils ont été élus avec des résultats plus modestes.

Il est temps que tous ceux qui refusent la simplification abusive du débat politique et la règle du « tout ou rien » s'unissent pour dénoncer l'entente cordiale des partis dont le but premier est d'assurer leur mainmise sur la vie politique, et dont les joutes spectaculaires occultent des questions aussi fondamentales que les conditions de vie quotidienne des Français. Au-delà des grandes théories, les écologistes veulent, à l'occasion des élections municipales, se battre pour des objectifs concrets et appréhendables au niveau communal. Ils sont prêts à travailler pour cette échéance avec tous ceux qui s'inquiètent du dérapage des enjeux de ce scrutin. Le gouvernement comme l'opposition ne veulent-ils pas en faire un test de leur audace respective ?

« Muoiepalisons les municipales », pour reprendre un slogan vieux de bicent six ans, mais hélas ! toujours valable. « Dissidents » du régime, qui refusons de nous soumettre aux diktats de la « bande des quatre », unissons-nous.

* animateur des Amis de la Terre.

L'ÉVANGILE SELON S'-MARC

par Raymond GEROME PASSE A L'ECRAN

Une cassette vidéo éditée par Bayard Presse.

L'intégrale du spectacle qui eut un immense succès au théâtre Montparnasse, filmée par le chef opérateur d'Ingmar Bergman, Sven Nilquist. Cette version vidéo devient aussi un instrument de catéchèse pour adultes et adolescents.

Unefiche de repérage donne les N° des compteurs vidéo qui correspondent aux différents épisodes du récit évangélique.

PRIX PUBLIC TTC: 600 F.
Prix avec droit de location TTC: 700 F.
(Port payé, envoi recommandé).

BON DE COMMANDE

Nom, Prénom _____
Adresse _____
Code Postal, Ville _____
desire recevoir la videocassette de l'évangile selon St-Marc.
☐ avec droit d'abonnement privé: prix 600 F. TTC.
☐ avec droit de location : prix 700 F. TTC.
Commande avec paiement joint (chèque bancaire ou postal 3 volets) à Bayard Audio-Visuel: 3, rue Bayard 75393 Paris Cedex 08. En vente aussi chez les libraires religieux.

محکمات الامم

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

Guatemala

Les massacres d'Indiens prennent les proportions d'un génocide

L'organisation Amnesty International a affirmé, le lundi 11 octobre à New York, que deux mille six cents paysans, des Indiens pour la plupart, — surtout des femmes et des enfants — ont été assassinés au Guatemala depuis la prise de pouvoir du général Efraín Ríos Montt, le 23 mars dernier. Elle indique qu'on lui a rapporté de nombreux cas de tortures, de mutilations et de massacres commis par des unités de la défense civile et de l'armée.

Dans son combat en faveur des prisonniers d'opinion, Amnesty International ne peut qu'être agité au Guatemala. En pour cause, « Dans mon pays, nous expliquent amèrement un Guatemalteco, il n'y a pas de libertés politiques, il y a seulement des assassinats politiques ».

Endémique depuis plus d'un quart de siècle, la violence a repris de plus belle depuis que le général Ríos Montt a proclamé l'état de siège, le 1^{er} juillet. (Le

Monde du 2 juillet). L'apparente acalmie enregistrée au lendemain du coup d'état du 23 mars aura été de courte durée et les promesses d'apaisement du nouveau maître du pays ont fait long feu. En mai, les journaux guatemaltecos avaient dénombré cinq cent cinquante-dix-sept tués, cinq cent trente-deux personnes ont trouvé la mort en juin pendant la durée de l'offensive d'été. Trente jours valablement proposés à la guérilla pour déposer les armes.

La presse est maintenant réduite au silence. En juillet et en août, six cent vingt et un assassinats ont officiellement été recensés dans les campagnes, en majorité de paysans indiens victimes d'une répression déchaînée. Pour la première fois, quatre membres présumés de l'Armée de la guérilla des pauvres (E.G.P.), l'un des quatre mouvements clandestins, ont été passés par les armes le 17 septembre dans un cimetière de la capitale. En vertu de l'état de siège, les accusés ont été condamnés à mort par une cour martiale socialement créée « pour juger les actes de subversion ».

Le même tragique scénario se répète chaque fois à un ou deux détails près. « Des massacres organisés à tout trippon », déclarent les journaux, « les victimes sont des hommes, des femmes, des vieillards, des enfants, quelquefois des hommes tombent sous les rafales. Les « innocents » s'ajoutent en mille dans les forêts et les ravins environnants pour traquer ceux qui ont réussi à fuir. A nouveau des tués, puis le forfait accompli, le silence de la mort tombe sur le village ou le hameau. Les tueurs disparaissent ».

La presse guatemalteca en est réduite à publier la version officielle de ces faits sanglants. Les journaux mexicains s'en font parfois l'écho, tandis que des communistes accusent les dirigeants des « affrontements » entre l'armée et la guérilla. Stabilité d'ailleurs d'une sécheresse désholante, certains ont déploré des dizaines de morts aux responsabilités autochtones, marquant d'un bout à l'autre du pays le calvaire des Indiens du Guatemala. Nebal, Cotzal, Uspantán, San Mateo, Ixtabán, San Jilgón, Acatan, Rabinal, San Cristóbal, Verapaz, Xalbal, Xela, même Chichicastenango, naguère halte privilégiée des touristes, sur les hauteurs plateaux du Nord-Ouest, presque chaque hameau, chaque village, est frappé. Sans compter les réfugiés et les forêts incendies, les hameaux ruraux, habitations et habitants confondus.

Dans cette « bataille finale contre la guérilla », l'armée pratique la tactique de la terre brûlée. Pour que la population soit mieux contrôlée, des milliers d'Indiens ont été déplacés dans des « villages stratégiques » et certains ont été déportés dans des camps militaires. Terribles, de nombreux réfugiés ont gagné le Mexique. D'après des responsables de l'ONU, plus de deux mille familles se seraient réfugiées dans ce pays voisin depuis la proclamation de l'état de siège.

Les Indiens

sont des subversifs

Fin août, le quotidien *El Día* de Mexico rapportait qu'une centaine de milliers d'Indiens ont été massacrés à Santa Anita, La Cane et San Martín, Jilotepeque, dans la région de Chimaltenango. Le *New-York Times* du 18 septembre relayait ces faits analogues à Los Pinos, près de Cobán. Parmi des dizaines d'autres, citons le témoignage d'un survivant de la tuerie du 14 juin dans le hameau de Fanabché, près de San Cristóbal, l'alté Verapaz : « Un hélicoptère a d'abord lâché une rafale, blessant un enfant, puis des hommes armés sont arrivés, les uns en uniforme et les autres en civil, tous armés, et ils nous ont encerclés dans le village. Quelques-uns d'entre nous sont venus à la forêt et à se cacher dans la forêt, mais les autres ont été tués. Au total, quatre-vingt-seize morts, dont une majorité de femmes et d'enfants qui ne courent pas vite. Ils nous ont tous tués. Et parmi les morts, des gens venus d'autres hameaux qui n'ont pas ni maison ni lopin de terre à travailler parce que des hommes armés les ont chassés de chez eux et qu'ils ne savent plus où aller. Nous demandons seulement de nous laisser vivre en paix dans nos villages, sans bombe et sans qu'on vienne nous massacrer ».

Le gouvernement et les mouvements de guérilla se rejettent mutuellement la responsabilité des atrocités commises. Selon les organisations humanitaires, la plupart de ces exactions sont imputables à des éléments d'extrême droite liés à l'armée régulière. Dans une récente étude publiée aux États-Unis, une centaine de citoyens américains vivant au Guatemala estiment que la violence exercée par l'armée pousse de nombreux Indiens à rejoindre les rangs des groupes d'extrême gauche, « qui constituent pour eux un moyen de survie et de défense de leur communauté ».

Le porte-parole du général Ríos Montt, M. Francisco Bianchi, cité par le *New-York Times*, a une manière bien à lui d'atténuer cette réalité : « La guérilla a gagné de nombreux collaborateurs parmi les Indiens. Par conséquent, les Indiens sont des subversifs. Et comment lutter contre la subversion ? C'est clair, il faut tuer les Indiens parce qu'ils collaborent avec la subversion. Ils diront alors : « Vous massacrez des gens innocents ». Mais ils ne sont pas innocents. Ils sont venus à la subversion. » Dans l'indifférence de l'opinion, cette attitude vague de violence contre les Indiens, qui représentent plus de la moitié de la population du Guatemala, tend à prendre les proportions d'un génocide.

BERNARD BRIGOUDET.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Bolivie

« L'armée ne trahira pas les espérances du peuple » affirme le nouveau commandant en chef

Les quatre membres du haut commandement de l'armée, qui a été complètement remanié, ont prêté serment, le lundi 11 octobre, devant le président bolivien, M. Silas Zuazo. « Les forces armées ne trahiront pas les espérances du peuple bolivien », a déclaré le général Alfredo Villaruel, nouveau commandant en chef des forces armées, dont les dirigeants ont été choisis au sein du secteur « légaliste ».

des trois armes. M. Silas Zuazo a annoncé son intention de renouveler la Cour suprême, l'instance qui doit statuer sur la demande d'extradition de Klaus Altmann-Barbie, ancien responsable de la Gestapo de Lyon, présentée par Bonn. Il a également l'intention de renégocier les dettes contractées par le régime militaire auprès des banques internationales.

Un long chemin vers la démocratie

La Bolivie est un pays difficile. Pas seulement par son climat, sa morphologie andine (à 4 000-5 000 mètres d'altitude, elle est le « toit » de l'Amérique latine), mais aussi en raison de ses courbes raciales et sociales, ainsi que de ses mœurs politiques qui défient toute prévision, parfois même toute interprétation.

Apparemment, la coalition de gauche de M. Silas Zuazo a accédé, le 10 octobre, au gouvernement — et rétablit du même coup la démocratie — portée par une vague populiste qui a provoqué la décomposition rapide du régime militaire. Mais on peut se demander si les généraux ne sont pas partis, aussi, de leur propre chef : la crise économique et financière est telle, en effet, qu'ils ont dû être heureux de « se débarrasser » du pouvoir, quitte, à la première éclaircie, à le récupérer.

En outre, parmi les hommes qui incarnent aujourd'hui la légitimité constitutionnelle, n'est-ce pas ceux qui n'ont pas joué à un moment ou à un autre la carte militaire, et ouvert ainsi la voie à des régimes d'exception. La tentation était d'autant plus grande que les chefs militaires ne sont pas tous des « gorilles », même si c'est ce rôle qu'ils ont le plus souvent assumé. On a trouvé parmi eux, dans le passé, des réformistes, voire des progressistes. Depuis quelques années, le partage se fait plus volontiers entre les légalistes, partisans de la restauration du pouvoir civil, et ceux, plus nombreux, qui entendent accéder et se maintenir au pouvoir par des putschs militaires, afin d'en tirer le profit maximum, grâce au népotisme, à la dilapidation des fonds publics et aux trafics en tous genres — surtout celui de la cocaïne.

L'opposition de deux hommes

Enfin, comme dans beaucoup de nations de civilisation ibérique où l'individu pèse la loi et le droit, — les idéologies en Bolivie, comptent moins que les hommes, elles servent souvent de paravent à leurs rivalités. Rien de plus trompeur, à cet égard, que l'étiquette « révolutionnaire » accolée à certains partis qui se réclament en fait du libéralisme ou de la social-démocratie, ou l'étiquette de « socialiste » dont s'arbitre un parti fascisant. Depuis près de vingt ans, la vie politique bolivienne est dominée, en partie, par l'opposition de deux hommes, MM. Paz Estenssoro et Silas Zuazo, qui ont fait la révolution de 1952 — le deuxième en Amérique latine, après celle du Mexique et avant celle de Cuba — et qui ont partagé longtemps les mêmes idées réformistes. Une telle opposition a contribué à déstabiliser le pays.

Mais si la Bolivie apparaît comme un pays difficile, c'est surtout parce qu'elle est coupée en deux. Géographiquement d'abord. Aux hauts plateaux de l'Altiplano, sévères, désolés, rien que des pierres ou de la stépie, s'opposent les plaines chaudes et humides de l'Ortío, riches en cultures de toutes sortes (coton, canne à sucre, café, cacao), ainsi qu'un pétrole et un gaz. C'est là-haut, dans les mines d'étain de Siglo-XX ou de Huancuni, que bat le cœur ouvrier de la Bolivie : pulsations violentes, parfois sauvages, lorsque les mineurs, dont l'espérance de vie ne dépasse pas trente-cinq ans, se révoltent contre leurs conditions d'existence et que l'armée note leur rébellion dans le sang. Et c'est en bas, depuis quelques années, avec l'aide des nouveaux riches et d'une colonie allemande qui compte d'anciens nazis. Coupure raciale et sociale en outre. De tous les pays andins, la Bolivie est le plus indien. Une masse d'indiens méprisables et analphabètes, qui vivent d'orge et de pommes de terre sur les hauts plateaux, ou brûlent leurs pounons dans les mines, et qui, pour la plupart, ne parlent que la quechua ou l'aymara, les langues de l'ancien empire inca. Un abîme de méfiance et d'incompréhension sépare ces témoins d'un autre âge — et d'une autre civilisation — de la minorité

d'origine espagnole, qui compose ce que les Boliviens appellent le *rosco*, l'élite des nantis. Ici comme ailleurs, le métissage atténue une telle séparation et « en brouillant » les sangs, brouille quelques peu les cartes. Jusqu'à la mort de ce siècle, les paysans indiens ont été réduits au servage. Malgré leur hostilité séculaire à l'égard du Blanc, ils se sont souvent laissés manipuler. C'est un trait caractéristique des civilisations indigènes du continent : leur ingénuité formidable, face à l'occupant et à ses « caudillos ».

Mais, ici encore, il faut nuancer. Sinon comment comprendre ce qui s'est passé depuis trente ans en Bolivie ? Certes, l'histoire est restée fidèle à elle-même. Les golpes ont payé de deux millions d'habitants où le président pouvait être élu avec quarante mille voix, et un député... avec sept.

Depuis 1952, les mouvements de gauche se sont multipliés, et fragmentés à l'infini. Après l'épisode de la guérilla menée en 1967 par « Che » Guevara, une autre date est à retenir : 1971. Cette année-là, sous la présidence d'un militaire nationaliste et populiste, le général Torres, des mineurs, des paysans, des étudiants, des hommes politiques, ont tenu une « assemblée du peuple » dans les locaux du Parlement. Pour leurs adversaires, il s'agissait d'un « soviet », le premier d'Amérique latine. Il n'a duré que quelques mois. Un colonel venu de l'Ortío, Hugo Benzer, a vite rétabli l'ordre. Les « Banzer divisions », comme on les a appelées alors, ont pourchassé la gauche, l'ont torpillée, enfermée dans des camps. Croissance et répression sont allées de pair : grâce aux recettes économiques empruntées au volaille brésilien, la production a progressé en moyenne de 5 % par an. L'industrie s'est développée. Et, avec elle, les classes moyennes.

Des manifestations populaires ont mis fin en 1978 à un régime qui avait eu une durée exceptionnelle — sept ans — dans un pays qui a connu près de deux cent putschs ou coups d'état depuis son indépendance, en 1825. Depuis lors, la

confusion n'a pas cessé. Une partie de l'intelligentsia et de la classe ouvrière s'est retrouvée, à trois reprises, au cours d'élections générales, derrière l'Union démocratique et populaire de M. Silas Zuazo, coalition qui regroupe la M.N.R. « de gauche » de l'ancien président, la parti communiste et le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) de tendance social-démocrate. Chaque fois, M. Silas Zuazo a obtenu une majorité relative face à son éternel rival, M. Paz Estenssoro, chef du M.N.R. « historique » (libéral). Faute d'obtenir plus de 50 % des voix, il aurait dû être élu — en une sorte de deuxième tour — par le Parlement nouvellement constitué : c'est ce qui s'est finalement produit le 5 octobre dernier. Mais la fraude puis des putschs militaires l'en avaient alors empêché.

Le putsch de la cocaïne

Le dernier s'est produit en juillet 1980, à la suite d'un intermédiaire constitutionnel. Il a été baptisé le *golpe* de la cocaïne parce que des trafiquants de pasta l'ont financé, et que des militaires impliqués dans le trafic y ont participé, avant d'entrer au gouvernement. De sinistres conseillers argentins, métrés dans la technique des « disparitions », ont aidé à la répression qui s'est ensuivie — l'une des plus brutales de ces dernières décennies : opposants assassinés, dirigeants ouvriers emprisonnés, centres miniers encerclés et mitraillés, partis et syndicats suspendus, etc.

Le nouveau régime était si peu présentable que le président Reagan, après M. Carter, avait refusé de le reconnaître. Il lui reprochait surtout de favoriser un trafic qui rapporte, certes, de confortables devises à la Bolivie (de 1 à 2 milliards de dollars par an, plus que l'ensemble des exportations officielles), mais qui a provoqué un bond dans l'usage de la cocaïne aux États-Unis.

Selon les dirigeants du MIR, les Américains se sont alors empressés de chercher un militaire « à leur main », disposé à donner un coup de frein au trafic et à stabiliser le pays en programmant, sur trois ans, son retour à la démocratie. Ils l'avaient trouvé en la personne du général Celso Torrello, qui prit le pouvoir le 4 septembre 1981 et assumait la vie politique et syndicale. Mais la famille financière du régime a entraîné des troubles sociaux qui ont fait écarter le plan de démocratisation graduelle et contrôlée.

Un autre général s'est insénié à la présidence et a décidé, le 17 septembre dernier, sous la pression des officiers légalistes et de nombreux secteurs de l'opinion, de laisser la direction du pays — qui est en banqueroute — à une gauche minoritaire, certes, mais qui a été régulièrement choisie.

CHARLES VANHECKE.

DIPLOMATIE

DEVANT LA CONVENTION POUR L'EUROPE

Mme Veil reproche au P.C. de préparer un changement de la politique européenne de la France

La deuxième Convention pour l'Europe s'est réunie, samedi 9 et dimanche 10 octobre à Versailles, à l'initiative du conseil français du Mouvement européen présidé par M. Louis Leprince-Ringuet. Ce mouvement, qui rassemble de nombreuses organisations et personnalités intéressées par la construction européenne, avait déjà tenu une première réunion du même type en octobre 1977.

A chaque Convention européenne son inquiétude. La première Convention, en 1977, avait été marquée par les incertitudes suscitées au sein de la Communauté par l'impensable des États influents du parti communiste. M. Doumeng, dénonçant les effets pervers du système monétaire européen et surtout en cause l'aspect positif de la politique agricole commune. Mais surtout, à plusieurs reprises, ces dernières semaines, M. Philippe Heron, expert économique de ce même parti, s'est prononcé sur ce que devrait être une nouvelle stratégie économique et industrielle de la France, stratégie dont l'adoption conduirait au changement de la France à quitter la Communauté économique européenne.

« De telles prises de position ne sont pas innocentes. Elles sont destinées à préparer l'opinion à un éventuel changement d'attitude à l'égard de nos engagements communautaires », a ajouté Mme Veil, qui s'est d'autre part inquiétée de la résurgence anti-européenne du thème de la « reconquête du marché intérieur ».

Plusieurs orateurs ont insisté, à la suite de Mme Veil, sur l'importance du rôle que pouvait et devait jouer la Communauté « économique » par rapport à la Communauté « politique ». Celle-ci, l'agence de sa propre unification, de sa résistance aux tentatives hégémoniques de Washington par rapport à l'ensemble de l'Occident, ou de ses relations avec le tiers-monde.

A Dar-es-Salaam

M. CHEYSSON ESTIME QUE LA TACHE DU « GROUPE DE CONTACT » SUR LA NAMIBIE EST TERMINÉE

Avant de se rendre à Tunis, ce mardi 12 octobre, M. Claude Cheysson a été reçu, lundi à Nairobi, par le président Arap Moi du Kenya, et la veille à Dar-es-Salaam, par le président Nyerere de Tanzanie.

Les discussions ont porté en particulier sur la Namibie. À l'issue de l'audience que lui a accordée M. Nyerere, président des États africains de la ligne de front, le ministre français des relations extérieures a déclaré que la tâche du « groupe de contact » occidental, chargé par l'ONU de négocier un règlement namibien, était terminée et que seule l'assistance des Américains et des Sud-Africains à l'égard des troupes cubaines d'Angola au règlement du conflit namibien se dressait encore sur la voie de l'indépendance namibienne. « Tout est prêt, a-t-il dit, pour cette indépendance et je ne peux que blâmer ceux qui utilisent ce prétexte (la présence de troupes cubaines) ».

D'autre part, le président Dos Santos d'Angola, en même temps, une visite officielle de quatre jours au Zimbabwe qui doit marquer le réchauffement des relations longtemps tendues entre ces deux États de la « ligne de front ». — (A.F.P., A.P., Reuters.)

Le dollar tout-puissant

MM. Pierre Uri, rapporteur des travaux des quatre commissions de la Convention, et Jacques Delors, ministre des finances ont à leur tour dénoncé les dangers d'un dollar tout-puissant, mais aussi appelé à une prise de conscience par les Européens eux-mêmes de leurs devoirs et de leur puissance. « L'Europe », a notamment estimé M. Delors, « n'assume pas actuellement toutes ses responsabilités dans cette phase très difficile que traverse le monde. Elle doit compléter par une politique commerciale commune l'effort entrepris sur le plan monétaire. Mais les progrès accomplis dans le domaine politique, même s'ils restent insuffisants, sont néanmoins bien réels ».

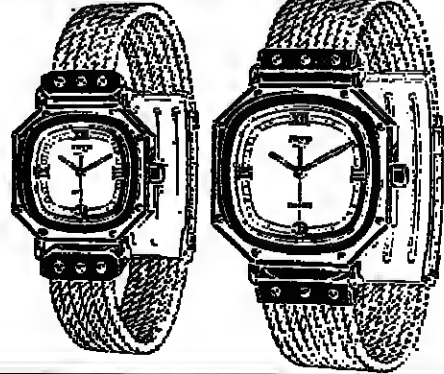
Chacun dans le registre qui lui est propre — MM. Lescaudet, président de l'U.D.F., Chander-magor, ministre chargé des affaires européennes, Thörn, président de la Commission européenne et ancien premier ministre luxembourgeois, n'avaient finalement pas dit autre chose, laissant l'auditoire libre d'y voir, au choix, l'illustration des ambiguïtés de la cause européenne, ou au contraire la preuve qu'une grande idée permet parfois de transcender les oppositions partielles.

BERNARD BRIGOUDET.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Force 10. Précision Fred.

Quand un homme de la mer devient joaillier, il transforme un câble marin en une montre d'or et d'acier.



FRED

6, rue Royale, Paris 8^e. Tél. 260.30.65 • Le Clusard, 74, Champ-Elysées • 14000 Nîmes, Paris, 24, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Loews, Monte-Carlo • Hôtel Sphère, Saint-Tropez • Aéroport d'Orly • Genève • Beverly Hills, Houston, Dallas.

Espagne

Les auteurs du putsch manqué voulait utiliser l'artillerie indique le ministre de la défense

De notre correspondant

Madrid. — Tous les dirigeants politiques ont interrompu leur campagne électorale en province pour écouter, le lundi 11 octobre, le ministre de la défense, M. Ollart. Celui-ci s'est présenté devant la commission permanente du congrès des députés (1) pour donner des éclaircissements sur la tentative de coup d'Etat déjouée par les services de renseignements militaires et qui a entraîné, le samedi 2 octobre, l'arrestation de trois officiers.

Cette première comparution depuis le début de l'affaire d'un membre du gouvernement devant les députés a été vivement applaudie. Elle n'a pas apporté de réponses aux nombreuses questions que l'opinion publique se pose toujours à ce sujet.

D'entrée de jeu, M. Ollart a balisé les limites de l'information qu'il était émise de donner, en invoquant la loi de la presse et l'insurrection et les précautions indispensables pour ne pas nuire à l'enquête qui se poursuit. Les précisions qu'il a fournies sur le plan militaire au point de vue des renseignements, dans l'ensemble, déjà connues (le Monde du 9 octobre), il s'agissait, le 27 octobre, veille des élections, de « neutraliser les centres de pouvoir civil et militaire », de « déclarer l'état de guerre et d'isoler la capitale », de « neutraliser les personnes qui auraient pu s'opposer à l'opération ».

« Mener l'enquête à son terme »

Si le gouvernement dispose, parmi des documents saisis, d'une liste de militaires susceptibles de collaborer à l'opération, quelles sont les mesures qui ont été prises à leur égard ? a demandé, de son côté, un représentant communiste, M. Solé Tura. Combien d'entre eux ont été écarter, ne serait-ce que provisoirement, de leur poste ? Le secrétaire général du parti socialiste ouvrier espagnol, M. Felipe Gonzalez, a déclaré, d'autre part : « A quelques jours de la date fixée pour le coup d'Etat et alors que trois personnes seulement ont été arrêtées, le gouvernement peut-il affirmer avec certitude qu'il connaît l'ampleur exacte de l'opération projetée ? »

« Nous ne pouvons pas agir sur la base de rumeurs, mais de faits avérés », a répondu M. Ollart. Accuser certaines personnes sans disposer de preuves suffisantes pourrait affaiblir le système démocratique. Le démocrate doit respecter ses propres règles même lorsqu'elle se défend de ses ennemis. Il ne s'agit pas de réprimer ceux qui sont idéologiquement opposés à la Constitution, mais seulement ceux qui conspirent activement contre elle. Le ministre de la défense a assuré que le gouvernement était bien décidé à « mener l'enquête à son terme ».

Juridiquement défendable, la position de M. Ollart aurait toutefois

paru plus convaincante si le gouvernement ne se trouvait pas en présence, comme l'a rappelé un député nationaliste basque, M. Clavero, d'un « même coup d'Etat sans cesse recommencé, et par les mêmes personnes ». « Après les expériences antérieures des putschistes qui ont été libérés et qui recommencent à conspirer, quelle garantie avons-nous qu'il n'y ait cette fois-ci un autre coup ? », a demandé M. Solé Tura.

« Depuis trois à quatre ans, le gouvernement tient le même raisonnement et fait les mêmes promesses sans que l'on ait obtenu grand-chose », a déclaré M. Gonzalez. Un représentant du parti nationaliste basque, M. Marcos Vizcaya, a émis doute résumé le sentiment général de l'opposition en affirmant : « La prudence a été la caractéristique dominante de toutes les formations politiques depuis le tenté de coup d'Etat du 23 février 1981. Mais cette attitude n'a fait que profiter aux putschistes qui ont pris notre modération pour un manque de courage. Il est temps de faire face une fois pour toutes à leur provocations répétées ».

THIERRY MALINIAK.

(1) Composée de trente-sept députés représentant tous les groupes parlementaires, elle remplace le Congrès en cas de vacance ou de dissolution de ce dernier.

Italie

APRÈS L'ATTENTAT DE LA SYNAGOGUE

La communauté juive de Rome s'est abstenue de participer au meeting de protestation des syndicats

Correspondance

Rome. — Les trois manifestations de solidarité — une réunion solennelle des conseils municipaux et régional au Capitule lundi matin, une grève générale de deux heures et un meeting organisé par la Fédération syndicale unitaire en fin d'après-midi — contre l'attentat du 9 octobre à la synagogue de Rome, ne semblent pas avoir réellement contribué à combler le fossé psychologique qui depuis le jour de l'attentat, s'est creusé entre d'une part la communauté juive et de l'autre le reste de l'opinion.

« Amis juifs, ne vous réjouissez pas sur vous-mêmes, ne vous

levez pas, ne faites pas du vieux ghetto un nouveau ghetto », insistait dans son discours le secrétaire général de la C.G.I.L., M. Luciano Lama, lors du meeting syndical.

En signe de protestation contre l'attitude adoptée les semaines précédentes à propos du Liban par les confédérations syndicales, qui demandaient le boycottage pendant quelques jours des avions d'El Al ou qui diffusaient des slogans du genre « Nazism », et des badges portant l'étoile de David et la croix gammée mélangées, la communauté juive avait décidé de ne pas assister à la manifestation sur la place des Saints-Apôtres, au cœur de Rome.

Trois à quatre mille personnes ont donc été présentes à ce qui aurait dû être le grand meeting de protestation. Cela traduirait-il une indifférence de l'opinion, une espèce de sentiment différé que « tout cela c'est finalement une affaire entre juifs et Arabes » ?

Peut-être en partie, mais il faut souligner qu'après dix ans d'interruption d'attentats terroristes, la capacité d'émotion et de mobi-

lisation s'émousse. d'autant qu'aussi bien les responsables politiques et syndicaux que la base ne semblent pas totalement éprouver l'horreur spécifique qu'a pu susciter ce premier attentat antisémite en Italie.

« L'Italie n'a jamais véritablement connu de politique d'antisémitisme », notait à la manifestation une intellectuelle juive communiste.

Un animateur d'un groupe de juifs de gauche, M. David Degh-ni, psychologue et spécialiste du Moyen-Orient, évoquait pour sa part « cette situation kafkaïenne où, depuis des années, dit-il, nous sommes seuls, car la gauche, en toute bonne foi, ne réussit pas à développer une culture tiers-mondiste qui ne porte des récents antisémitisme ».

Et cela explique donc l'insistance avec laquelle dans son discours M. Lama a affirmé : « Nous ne confondons pas le judaïsme avec le sionisme, le sionisme avec l'Etat d'Israël ». Puis, notant que la C.G.I.L. avait condamné la politique aventureuse de Begin, mais pas l'Etat d'Israël en tant que tel, le leader syndical a ajouté : « Le peuple palestinien est une nation, une identité nationale et un Etat ».

Le sentiment de colère et d'isolement qu'éprouve la communauté juive de Rome s'est exprimé notamment avec la réquisition que, devant les autorités municipales et régionales, a prononcé M. Bruno Zevi, architecte cé-

bre, proche du parti socialiste. Un « J'accuse » où, avec véhémence M. Zevi a mis en cause péle-mêle le ministre de l'intérieur pour n'avoir pas assuré la protection du ghetto ; le monde catholique pour avoir reçu M. Arafat et avoir oublié que les massacres des camps de Sabra et de Chatila ont été perpétrés par des chrétiens ; la classe politique « pour son concours d'accablés » avec le président de l'O.L.P. ; la radio et la télévision « pour avoir déformé l'information sur le Moyen-Orient » ; et l'intelligentsia pour s'être trop occupée des « maux d'Israël ».

La violence du ton et les références à une différence juive ont choqué une partie de l'opinion, dont s'est fait l'écho l'éditorialiste de la Repubblica, qui souligne : « Nous ne connaissons ni juifs, ni non-juifs, ni Noirs, ni Blancs, mais seulement des citoyens italiens ».

Une telle attitude pourrait sembler d'autant plus étonnante qu'en l'absence des massacres de Beyrouth les organismes représentatifs de la communauté juive italienne avaient, à la différence d'autres pays, durement mis en cause le gouvernement de Begin.

Mais il ne faut pas oublier que, contrairement aux juifs du nord de l'Italie, en général membres de professions libérales et très insérés dans le tissu social, la communauté de Rome, ancienne de plus de deux mille ans, est plus traditionnellement fermée sur elle-même et en marge. Cela explique ses réactions qui pour le moment se sont traduites par une espèce de repli sur soi, plus que par des gestes de représailles.

Les enquêtes sur les auteurs de l'attentat semblent pour le moment piétiner, d'autant que deux des personnes décrites comme pouvant en être les auteurs se sont reconnues dans les portraits robots diffusés par la presse et se sont présentées à la police, qui a certifié que si elles étaient bien présentes sur les lieux, elles étaient totalement innocentes.

MARC SEMO.

MANIFESTATION A PARIS

Une cinquantaine de personnes ont participé, lundi 11 octobre, à une manifestation organisée au Mémorial du martyr juif, à Paris, par plusieurs associations juives (1), après l'attentat commis à Rome. M. Henri Bulawco, président du cercle Bernard-Lazare, a regretté l'attitude des journaux et des moyens d'information, qui n'avaient pas annoncé cette manifestation. M. Bulawco a indiqué qu'elle visait à exprimer la « solidarité du peuple juif face au terrorisme » et le refus de tous les terrorismes, y compris celui qui s'était exercé contre les habitants des camps de Sabra et Chatila à Beyrouth.

Le comité de liaison des étudiants sionistes socialistes manifestait près de l'ambassade d'Italie

(1) Association des juifs de gauche, Cercle amical, Cercle Bernard-Lazare, Cercle Gerson, Cercle du Centre, Cercle de l'Enfance juive, Identité et dialogue, Bachem, Jaccar, Michman, Renaissance de la presse juive progressiste, Shalom Archav, Socialisme et judaïsme. Le MSAF s'était associé à cette manifestation.

POUR LE 8^e CENTENAIRE DE NOTRE-DAME

« Une cathédrale ce sont deux mains qui s'unissent en prière ».

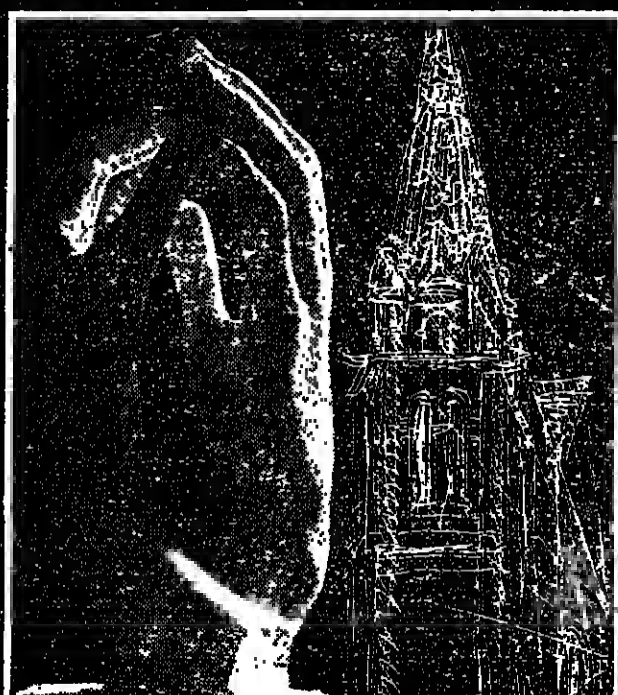
(Rodin)

Auguste Rodin, génie de la sculpture, a écrit ce seul livre : Les Cathédrales de France.

19 Mai 1162 :

Tout Paris est en liesse. On consacre la cathédrale de Notre-Dame pour laquelle ont travaillé les plus grands architectes de l'époque et des milliers de compagnons : tailleurs de pierre, sculpteurs, maçons, vitriers, charpentiers. Son architecture nouvelle bouleverse les idées reçues, mais les fidèles ressentent profondément l'impression d'envolée vers le ciel, traduite par la hauteur des voûtes et le jeu de lumière de la nef. L'art gothique a trouvé son épanouissement.

Pour fêter cet événement, Jean de Bonnot imprime le seul livre d'Auguste Rodin, génie de la sculpture : « Les Cathédrales de France ». C'est plus qu'un livre, c'est son testament spirituel.



Jean de Bonnot publie en édition d'art les **Cathédrales de France d'Auguste Rodin**. C'est le seul livre écrit par ce génie de la sculpture. C'est aussi son testament spirituel.

Attention : le livre paraîtra dans 6 mois environ. Les souscriptions sont ouvertes. Ne pas joindre de règlement.

« Je lègue aux Français leur plus grand trésor artistique : Les Cathédrales de France ». (Rodin)

Cet ouvrage d'art est actuellement en impression. Il sera relié au fur et à mesure des demandes, la date de la poste faisant foi. Le tirage est limité aux seuls souscripteurs. Dès aujourd'hui, vous pouvez envoyer votre bulletin, sans aucun engagement de votre part : les 1500 premiers souscripteurs recevront un exemplaire du tirage de tête.

Pour ce grand livre d'art : **prix éditeur.**

Une œuvre de cette importance réclamait une édition de grand prestige. Dans ce livre, il n'y a aucune magie, seulement un soin patient apporté à chaque détail. Le papier est fabriqué lentement par une machine dite à la « forme ronde », inventée au XVIII^e siècle. Par ce procédé, les fibres de la pâte s'entremêlent naturellement et forment un papier solide et sonore. Aucun blanchiment chimique : les feuilles gardent leur couleur naturelle noire. Un

filigrane que vous pouvez apercevoir en transparence garantit sa qualité.

Nous utilisons toujours les anciens outils du relieur : tranchet, massicot, fers à dorer gravés à la main. Les cahiers sont assemblés et cousus avec du fil résistant. Les coins du cuir sont repliés à la main avec un os de bœuf.

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN de BONNOT

7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Qui envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours « Les Cathédrales de France » d'Auguste Rodin, en un seul volume 21x27 cm, auquel vous joindrez mon cadeau.

J'attendrai néanmoins le temps nécessaire pour qu'il puisse être relié (environ 6 mois).

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai, de toute façon, la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 345 F (+22,80 F de frais de port).

Nom Prénoms

Adresse complète

Code postal Ville

Signature 1

Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.

Description de l'ouvrage.

1 vol. grand in-quarto (21x27 cm). 730 pages environ. 138 dessins de Rodin. Papier chiffon filigrané aux canons. Reliure pleine cuir d'une seule pièce. Dos à l'or fin 22 carats. Plats repoussés à l'or et à l'argent. Tranches filées et signées très soignées. La reliure de ce livre a reçu le prix Aspra de Rome 1982, pour la plus belle reliure artistique de l'année. En effet, l'artiste Ingo Altolta a réussi à exprimer merveilleusement, en argent et or véritable, le symbolisme profond de la cathédrale.

Une doublure invisible du dos assure une résistance supplémentaire.

Nos décors sont gravés à la main. 183 cm² de feuille d'or véritable, tiré 22 carats, sont utilisés pour chaque volume.

Garantie à vie

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'âme une éclaircie des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront, avec cet envoi, une estampe originale représentant un paysage. Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise, quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot.

Alfa Romeo
la maestria automobile

VENEZ ESSAYER LES NOUVELLES
GIULIETTA 6.8 ET 11 CV

GAP Paris-est

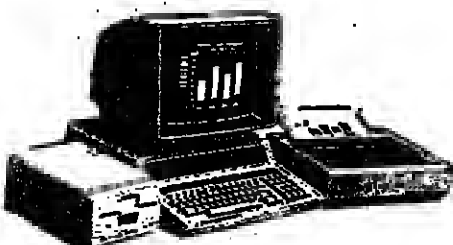
CONCESSIONNAIRE

NOISY-LESEC 93160
122, Rue VAILLANT COUTURIER - Tél. 11 843.93.99



**HEWLETT
PACKARD**

HP-86 : un système professionnel
chez COMPTA-FRANCE



- Logiciels d'applications industrielles, scientifiques et de gestion
- Conseil et assistance technique

Le bon sens informatique

**COMPTA
FRANCE**

3 Route de la Reine
92100 Boulogne - Tél. (1) 603 76 40
Centre Artisanal Les Passages
91000 Evry Tél. (1) 078 41 37

مكتبة الامم المتحدة

ENQUÊTE

Ces terroristes venus d'ailleurs

II. - Abou Nidal, le « renégat irréductible »

par PHILIPPE BOGGIO

Les différents services de renseignements des pays occidentaux tentent, depuis l'évacuation des Palestiniens de Beyrouth, de mesurer les risques d'un regain du terrorisme en Europe et autour du Bassin méditerranéen, illustrés par l'attentat de Rome (le Monde du 12 octobre). Ils s'efforcent aussi de mieux cerner le rôle fort ambigu d'Abou Nidal, Palestinien dissident de l'O.L.P., devenu le mercenaire de causes parfois contradictoires.

Il est craint, mais surtout, terriblement mandé. Un membre de l'O.L.P. à Paris le qualifie de « renégat irréductible », et des centaines de jeunes Palestiniens rêvent, de par le monde, de lui régler son compte parce que, depuis bientôt dix ans, il promet d'assassiner leur guide, M. Yasser Arafat.

Sabri al-Banna, plus connu sous le nom d'Abou Nidal, est sans doute le seul « traître » officiellement condamné par l'histoire récente de l'O.L.P., une organisation qui prône pourtant, plus que toute autre, le compromis avec ses opposants et dédaigne de condamner publiquement ses brois galeuses.

Car, du point de vue palestinien, Abou Nidal est bien davantage qu'un extrémiste rebelle à toute solution négociée avec Israël, bien plus qu'un ex-fedayin égaré dans les folies du terrorisme au point de s'être fait une spécialité de la liquidation physique des délégués de la « centrale » palestinienne à l'étranger. C'est un dangereux alchimiste des antagonismes, un provocateur patenté capable d'enflammer, mieux qu'une armée, les relations naturellement ambiguës que l'O.L.P. entretient avec une bonne partie du monde. C'est un manipulateur malin dont les attentats ont déjà, par deux fois, servi de détonateur aux guerres du Proche-Orient. En 1976, pour l'offensive définitive lancée par les Syriens contre les islamistes palestiniens du Liban. En 1982, pour l'opération « Paix en Galilée » : le 3 juin, ses hommes blessaient grièvement l'ambassadeur d'Israël à Londres, Shlomo Argov. Deux jours plus tard, Tshab pénétrait au Sud-Liban.

Mais Abou Nidal, c'est aussi ce nom à consonance mystérieuse qui a soulevé le cœur de l'opinion publique française après l'attentat, le 9 août, de la rue des Rosiers. On venait de découvrir un nouveau label de violence antisémite, laissé par des tueurs méthodiques sur les corps des clients du restaurant Goldenberg. Abou Nidal était-il le véritable responsable de cet attentat ? C'est vraisemblable, mais non prouvé. M. Gaston Defferre, le ministre de l'Intérieur, l'a aussitôt désigné, mais l'enquête ne l'a pas encore démontré.

Un mois après l'attentat de la rue des Rosiers, le 16 septembre, le premier secrétaire de l'ambassade du Koweït en Espagne tombait sous les balles d'un autre tueur. Et, deux jours plus tard, le bruit d'une rafale d'arme automatique, dans la rue, faisait se jeter à terre les participants à une cérémonie dans la syna-

gogue de Bruxelles. Le nom d'Abou Nidal, en ces deux occasions, resurgissait sans d'inutiles précautions. Comme si, après tant d'autres, ces actes-là étaient signés : Abou Nidal n'a jamais légué, il est vrai, sur les revendications - aujourd'hui pour la plupart authentifiées - de ses méfaits et a rarement pris la peine de brouiller les pistes. Ses hommes appréhendent trop les pistolets mitrailleurs polonais de marque WZ-63 (1), et ils se font toujours un devoir, en cas d'arrestation, de déclarer leur identité et leur appartenance.

Itinéraire compliqué

Malgré la publicité contraignante qu'il se taille, ce mauvais génie demeure un personnage mystérieux, aux objectifs mal cernés, et sur lequel se penchent, encore sans grande réussite, de nombreux services spéciaux.

Sa biographie est, surtout, son « palmarès » : laissez apparaître, on va le voir, de grands vides que ses adversaires comblent avec peine, soulignant, à chaque nouveau progrès, de bien étranges interrogations. Le 26 octobre 1973, Abou Nidal, représentant de l'O.L.P. à Bagdad, est condamné à mort par le « tribunal de guerre » du Fath, l'organisation de M. Yasser Arafat. La sentence est prononcée par contumace, et le jugement ne sera jamais exécuté. Abou Nidal est déjà hors d'attente : supportant mal l'ébauche du rapprochement palestinien-egyptien, l'Irak est ravi de jouer un premier tour à Yasser Arafat et omet de signifier au condamné son avis d'extradition.

A cette époque, l'O.L.P. cherche, en fait, à imposer à tous les courants qui la composent l'abandon des méthodes terroristes, qui dévalent son crédit. Parmi les réfractaires qui formeront, moins d'un an plus tard, le « Front du refus », les compagnons du représentant palestinien à Bagdad sont les plus prompts à donner des consignes contraires.

Dès 1974, Abou Nidal apparaît un peu plus chaque mois comme l'homme de Bagdad, chargé des besognes d'intimidation contre l'O.L.P. Il dispose encore d'amis dans les rangs du Fath et peut guider quelques meurtres que la « centrale » palestinienne interprète comme autant de messages hostiles. Mais l'heure est au double langage : Bagdad soutient toujours financièrement le mouvement palestiniens et reçoit M. Arafat avec des témoignages appuyés d'amitié que le chef de l'O.L.P., à court d'alliés, ne peut refuser.

Abou Nidal se donne bientôt une autre spécialité. Il devient l'exécutant fidèle des menées anti-syriennes de son protecteur. Jusqu'en 1982, il servira ainsi, d'un bord à l'autre, le jeu compliqué des rivalités des « frères ennemis » du parti Baas. Et sans doute s'en servira-t-il abondamment.

Le 28 septembre 1976, un commando se réclame de « Juin noir », une organisation jusque-là in-

connue, attaque l'hôtel Semiramis de Damas. Le président Hafez el Assad prend prétexte de l'opération qu'il impute au Fath pour lancer une vaste offensive contre les forces palestiniennes et progressistes au Liban. Pour l'O.L.P., il ne fait pas de doute que le commando cache, en fait, des hommes d'Abou Nidal.

La défitte des forces palestiniennes progressistes face aux troupes syriennes contraint, alors, l'O.L.P. à signer un pacte minimum avec Damas. Du coup, en vertu du principe des vases communicants basés, Bagdad consomme sa rupture avec M. Arafat et « réactive » Abou Nidal. Les Palestiniens comptent leurs représentants assassinés dans les premiers mois de 1978 : Saïd Hammami à Londres, Youssef Sebati à Nicosie, Ali Yassine à Koweït et Ezzeddine Kalak à Paris.

Retournement de situation en octobre 1978. Les « frères ennemis » sont contraints de se réconcilier pour mieux faire front contre l'Egypte de Camp David. M. Arafat, après le général Hafez el Assad, doit renouer à son tour le dialogue avec Bagdad et obtient qu'on calme les intempérances anti-palestiniennes d'Abou Nidal.

Pour Damas

Deux ans plus tard, l'Irak, que l'agressivité militaire de l'Iran inquiète, se rapproche encore des pays arabes modérés. Comme gage de son apaisement, Bagdad prie Abou Nidal d'aller opérer ailleurs. Celui-ci, curieusement, s'installe en Syrie, pays où il a su, depuis 1978, s'attacher la bienveillance de certains services spéciaux. Le chef dissident a acquis une réputation de maître en terrorisme, et sa haine de l'O.L.P. séduit les Syriens, à nouveau en froid avec M. Yasser Arafat. Et puisque l'exilé s'est servi des basistes irakiens, il peut bien, en retour, servir les basistes syriens. Les rancunes s'inclinent devant l'efficacité.

Abou Nidal pourrissait donc, de Damas, sa guerre personnelle contre l'O.L.P., notamment, pensait-on, en organisant en 1981 l'assassinat du délégué de la « centrale » à Bruxelles, Naim Khader. Il rejoindra, selon toute vraisemblance, les provocateurs antisémites durant l'été de la même année, contre la synagogue de Vienne et se fera aussi l'exécutant de quelques basses œuvres contre les Frères musulmans, opposants du régime d'Hafez el Assad.

Enfin en mars dernier, la Syrie et l'O.L.P. sentant poindre les signes d'une invasion israélienne du Liban, s'efforcent à nouveau au dialogue. Prix à payer pour Damas : le départ d'Abou Nidal qui pille armes et bagages et se réinstalle en Irak.

Voilà résumé un peu juste ce que l'histoire peut raisonnablement rete-

nir du parcours sinueux de Sabri al-Banna. Au-delà de ce cadre étroit et relativement sûr, comment des zones plus mouvantes, à n'aborder qu'avec précaution.

Reprenons, par exemple, le cours des allers et retours d'Abou Nidal entre Bagdad et Damas. Dans l'une et l'autre capitale, le dissident de l'O.L.P. n'est pas un simple agent aux ordres, qu'on cache entre deux mauvais coups. Il se veut un dirigeant organisé, en prise sur certains milieux palestiniens installés dans ces deux pays et, en tout cas, le relais obligé entre ces communautés et les autorités. Il aurait ainsi détenu, de 1976 à 1978, le monopole de l'attribution des bourses d'études irakiennes pour l'Europe à des étudiants palestiniens, à charge pour les bénéficiaires d'accepter de devenir les terroristes « dormants » de son groupe à l'étranger. Après leur arrestation en 1978, les assassins d'Ezzeddine Kalak, le chef du bureau de l'O.L.P. à Paris, avaient bien sûr justifié leur acte par des motifs politiques. Mais l'un d'eux, au moins, avait été soumis au chantage du billet pour l'Occident.

Abou Nidal possède des villes, gardées comme des forteresses, mais auxquelles il veut donner une fonction de siège de mouvement. Il y reçoit des diplomates et apprécie volontiers le rôle du leader en exil qui rêve d'avoir pignon sur rue. Ses énonciations sont importantes. On parle d'une somme de dix millions de dollars versée par l'Irak, d'une autre plus modeste - 1 million de dollars - payée par la Syrie. Abou Nidal aurait aussi tenté quelques « rackets » à l'attentat au Koweït et en Arabie Saoudite pour se procurer de l'argent frais.

Attentats en trompe-l'œil

Cette autonomie politique et financière explique vraisemblablement l'étrange liberté de mouvements dont aurait, en fait, bénéficié Abou Nidal depuis 1974 et qui lui aurait permis de séjourner quelques semaines en Syrie - en juillet 1976 - alors qu'il vivait en Irak, ou de se rendre à Bagdad - au printemps 1981 - alors qu'il était censé servir, à cette époque, la cause de Damas.

La biographie se brouille ? L'O.L.P. et certains services occidentaux ont enquêté des mois avant d'oser avancer une hypothèse lourde de sens à propos de trois attentats. Le premier, celui commis contre l'hôtel Semiramis de Damas, en 1976. Commanditaire soupçonné : Bagdad. Mais Abou Nidal aurait pu vendre aussi le projet à Damas, qui aurait donné son accord pour servir de cible. Second et troisième attentats, cette fois durant la période « syrienne » d'Abou Nidal, en 1981

contre la synagogue de Vienne, puis le 3 juin dernier contre l'ambassade israélienne à Londres. Commanditaire soupçonné : la Syrie, puisque le dissident de l'O.L.P. y réside. Mais c'est Bagdad qui aurait pu suggérer à Abou Nidal de réaliser ces deux opérations qui impliquaient la capitale adverse et affaiblissaient sa position face à Israël et à l'O.L.P.

Un tel machiavélisme, bien sûr, laisse songeur. Mais il serait la mesure de la haine des portés Baas et de la réputation d'un personnage devenu une sorte d'agent double à objectifs variables, dont les actions ne répondent pas toujours, en tout cas, à la logique trop évidente qui consiste à suspecter le pays d'accueil de Sabri al-Banna.

Abou Nidal serait aujourd'hui entré dans une phase plus trouble encore de son itinéraire. Les subtils manipulations du trio original se seraient compliquées du poids des dossiers embarrassants que le Palestinien posséderait sur un passé commun et des appuis solides dont il dispose au sein d'appareils d'État. Le Syrien et l'Irakien, qui ne brillent pas par leur cohésion interne. Comment expliquer autrement que l'Irak, épuisé par sa guerre avec l'Iran, de plus en plus à l'écart du conflit du Proche-Orient et qui cherche à s'attirer les faveurs des États-Unis, ait pu accueillir une seconde fois cet exilé compromettant ?

Nouveaux soupçons

Et puisque tout est possible, pourquoi pas l'absurde ? Pourquoi pas l'irrecevable ? Depuis deux ans, certains membres de l'O.L.P. accusent Abou Nidal d'être un agent à la solde d'Israël.

L'accusation repose sur une analyse et un constat. Les opérations du dissident palestinien servent souvent, indirectement, les intérêts de Jérusalem. Comme ces attaques de synagogues qui permettent de justifier une position radicale face au problème palestinien et, affirmant, scot le soutien des communautés juives au gouvernement de M. Begin. Le quotidien algérien *El Moudjahid* n'avait pas hésité, cet été, à imputer la responsabilité de l'attentat de la rue des Rosiers aux services secrets israéliens, reprenant à son compte la vieille question : à qui profite le crime ?

Le constat, maintenant. Plusieurs informations font état du recrutement, par Abou Nidal, ces toutes dernières années, d'Arabes israéliens et de jeunes Palestiniens originaires des territoires occupés. A trois reprises au moins, l'O.L.P. a suspecté dans ses rangs, durant la même période, des combattants de service dissident le Mossad. Des fedayins moins déterminés que leurs aînés, donc plus influençables, appartenant à une sorte de « seconde génération » sans souvenir. Pourquoi ce qui a été fait ici

n'aurait-il pas été tenté là-bas, de maodent les accusateurs ?

Comment les Israéliens pourraient-ils trouver un intérêt, même très indirect, à des crimes commis contre des juifs d'Europe ? Oser poser, même de manière détournée, la question d'une part éventuelle prise par Israël vous attirait toujours les répliques cinglantes des chancelleries ou les haussements d'épaules des services de renseignements. Bien sûr, Abou Nidal est l'horloger d'une mécanique à multiples facettes, mais tout de même ! Ces accusations n'étaient que pure propagande anti-israélienne, fourbies par des Palestiniens en mal de polémiques.

Il faut toutefois noter un certain embarras des milieux occidentaux, notamment français, depuis quelques semaines, lorsque la question leur est posée. Possèdent-ils des nouvelles formations récentes, une nouvelle grille d'analyse de l'imbroglio ? Il est impossible d'en approcher davantage. Constatons simplement le trouble des sources de renseignements dignes de foi, et rapportons cette réponse d'un spécialiste des services secrets français. Une responsabilité israélienne ? « C'est une des hypothèses retenues ».

Observons aussi que ces mêmes milieux occidentaux, la tête soulevée par la valse étourdissante d'Abou Nidal, paraissent maintenant soulever le voile sur un itinéraire difficile à suivre et propre à faire naître trop de soupçons entre amis. Nombreux sont ceux, à l'occasion de rencontres avec les dirigeants palestiniens, qui suggèrent désormais à l'O.L.P. de régler un cas devenu gênant pour beaucoup de monde. Les amis de M. Arafat ne sont-ils pas les seuls, après tout, à avoir toujours pâti des vengeances de leur dissident ?

La « centrale » palestinienne aurait jusqu'ici décliné l'offre. En 1979 déjà, certains services avaient assuré à l'O.L.P. qu'aucune enquête, aucune enquête sérieuse s'entend, ne serait ouverte si, d'aventure, Abou Nidal venait à être assassiné dans l'hôpital de Londres où il était soigné après une crise cardiaque. A l'époque une telle opération était difficilement réalisable. Transporté dans un avion spécial de Bagdad, le « renégat irréductible » était protégé en permanence par vingt-cinq gardes du corps irakiens. Abou Nidal, malade du cœur, voilà déjà, pour ses ennemis, une consolation.

(1) Palestinien, né au Liban, ancien combattant de la Soffa, la branche baasiste pro-syrienne du mouvement palestinien, Ibrahim Nasir Hamdam, a lui, tué le premier secrétaire de l'ambassade du Koweït avec un pistolet WZ-64, une arme fabriquée dans la même usine polonaise que les WZ-63. Le même pistolet avait déjà été utilisé, en 1979, à Madrid pour l'assassinat d'un membre de l'O.L.P. par le groupe d'Abou Nidal.

Prochain article :

OBJECTIF FRANCE

BIBLIOGRAPHIE

« Vivre avec le terrorisme »

Le premier commentaire du *Corriere della Sera* sur l'attentat de Rome situe très pertinemment l'événement dans son vrai climat : « Le problème des responsabilités ne doit pas se réduire à la seule question de la venue d'Arafat à Rome. C'est toute une culture européenne, devenue ces quinze dernières années assassineuse, et même aveugle devant le phénomène du terrorisme, qui est en cause ».

Si les premiers éléments de l'enquête incitent à exclure un crime de terroristes italiens rendus fous de passion propagandiste après que leur propre combat eut perdu tout sens, on peut penser que les inspirateurs de l'attentat ont mis sur les effets politiques d'une réaction nationale de lassitude devant un acte qui relance treize ans d'attentats et de meurtres et restaure le climat d'inquiétude engendré par le pire abus de la violence armée.

Vivre avec le terrorisme, c'est le sort quotidien des Italiens depuis 1969. Ils y ont montré un courage, tranquille. La vie a continué et, en fin de compte, le corps social a été capable d'interdire au terrorisme sa victoire et de lui enlever sa justification. L'Italie est demeurée un État démocratique ; un État assez réel pour n'emprunter à la dictature aucun des moyens répressifs extrêmes. Indiscutables, les mesures de police exceptionnelles n'ont en rien outrepassé ce qu'édictaient des pays voisins. L'intelligence soupçonne de la loi sur les « repens » à ouvrir aux terroristes l'issue qui les sortait du désespoir, la chance de recommencer à vivre hors de l'incarcération ou de la vocation de tuer.

Telles sont les réalités. *Le Corriere della Sera* touche au point essentiel en accusant implicitement beaucoup

d'intellectuels européens de les avoir ignorés depuis quinze ans.

Le même constat inspire l'essai-rapportage que Marcelle Padovani vient de dédier à ce thème : *Vivre avec le terrorisme, le modèle italien*. Correspondante à Rome du *Nouvel Observateur*, l'auteur est riche d'une longue expérience de participation aux débats de la gauche italienne. Elle s'y appuie pour dessiner l'événement et le développement de la violence terroriste, comme modèle à la violence occidentale. Dépourvue de toute indulgence, loin des tentations qui animent à cet égard les socialistes italiens, Marcelle Padovani rencontre les travaux et les attitudes fermes du P.C.I. Son étude ne procède pas d'un calcul technique. Son observation même cautions son engagement. Son analyse est aussi destinée à ceux des représentants de la gauche française, dont le refus de se salir les mains. Il leur sera difficile désormais de dire que les informations manquent.

Ce que décrit Marcelle Padovani, c'est la conscience, le gouvernement puis la réduction d'une contre-société groupusculaire (pris de cinq cents organismes en douze ans) née surtout de la bourgeoisie. Nourrie du départ de ferveurs militantes, catholiques ou communistes, leurs militants les épanouissent dans une utopique pureté. Inassurables eux enchaînés d'essais dont ils ne sont plus que les instruments, incapables de mettre en cause le mécanisme qui fait leur raison de vivre, ils en arriveront à un nihilisme dont la vengeance sera la seule motivation. Leurs victimes représentent des abstractions, comme eux-mêmes. A la limite, ils tuent des mots.

Fonctionnaires de leurs rêves, mais aussi mandarins ou zéloteurs d'actes, ils n'ont pas tout été jusqu'au bout du processus de déshumanisation comme l'indiquent de nombreux témoignages de « repens ».

Certains intellectuels ont manipulé les militants de base, les ont expédiés au risque des travaux pratiques. Ils ont enseigné à exécuter les institutions en s'engageant en même temps qu'un « Enceinte démesurée de pouvoir à tous leurs besoins. Sans apporter d'éléments inconnus, Marcelle Padovani met bien en situation les « professeurs », philosophes ou juristes formant des militants dans un éclairage qui ôte à l'ingénuité l'excuse de l'ignorance.

L'attitude du P.C.I.

On entend souvent dans ces pages l'écho des analyses faites à la gauche du parti communiste italien, où l'on s'est toujours interrogé sur la stratégie qui prévalait de toute justification les milieux de militants gauchistes où se sont recrutés les Brigades rouges et les autonomes. Marcelle Padovani estime, en accord avec ces analyses, que la renouveau du P.C.I. à la fin de la guerre, le ligne molle ou conciliante, ont encouragé les mouvements de contestation violente en créant un vide politique. « Le terrorisme, dit-elle, est un défi pour le syndicalisme », un « défi à s'arrêter » par le renforcement de la démocratie interne et le retour à une stratégie conflictuelle.

Si cet effacement relatif du parti communiste et des syndicats a suscité la violence, est-ce à dire qu'en France l'existence de l'actuelle ma-

rité peut créer un vide où se développerait un terrorisme à l'italienne ? Marcelle Padovani ne pose pas la question, mais elle découle logiquement de son analyse.

Au passage, elle minimise nettement la thèse des inspirations étrangères du terrorisme italien. Est-il imaginable pourtant que, parmi « les actions extérieures » contre le P.C.I. récemment dénoncées par M. Berlinguer, aient figuré des exploitations ou moines ponctuelles du terrorisme pour déstabiliser moins l'Italie que ce parti communiste qui revendique l'indépendance de sa ligne ?

Ce bien, au total excellent et qu'aucune langue de bois n'a stérilisé, serait sans doute meilleur encore s'il faisait sa place au terrorisme d'extrême droite... et surtout s'il inscrivait les dernières années dans une esquisse de la si spécifique tradition italienne de l'anarchie.

Un autre ouvrage aborde le même thème par le biais du pur reportage : Fabrizio Calvi, auteur de *Camorade P 38*, et très bien connu les protagonistes de la « lutte armée » à Milan. Il a adopté le ton du roman noir pour raconter, à partir de leurs interrogatoires, les itinéraires de Marco Barbone - et de ses amis, - assassin du journaliste Walter Tobeggi. Passionnant certes et très bien écrit, mais surtout exemple même du comportement intellectuel que dénonce le *Corriere della Sera*. L'auteur n'approuve pas, bien entendu, mais le plus brillant reportage est aussi une façon d'éviter l'analyse politique.

JACQUES NOBECOURT.

* Marcelle Padovani, *Vivre avec le terrorisme, le modèle italien*. Calmann-Lévy, éd., 250 p., 59 F.
* Fabrizio Calvi, *Camorade P 38*. Grasset, éd., 250 p., 56 F.

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO D'OCTOBRE

Élections sans illusions
L'ESPAGNE MALADE DE SA DROITE

Un peuple privé de défenses (Francisco Umbral). - Espoirs et illusions de l'après-franquisme (Joan E. Garcés). - Passion et mort de l'Union du centre démocratique (Eduardo Haro Tecglen). - La question-clé des autonomies dans le jeu des partis (Manuel Vazquez Montalban). - Dans l'attente de la consécration européenne (J.-J. Kourilsky). - Vie culturelle et désenchantement politique (Juan Goytisolo).

LA MAFIA AU CŒUR DE L'ÉTAT
ET CONTRE L'ÉTAT

(Fernando Scianna)

Le gouvernement israélien à l'heure des comptes (Amnon Kapelouk). - Les choix de Jérusalem en Amérique centrale (Ignacio Klich). - Crise à l'Internationale socialiste (Jean Ziegler).

CORNE DE L'AFRIQUE : L'éthiopie ou le socialisme impérial (Colette Braeckman). - La ruine du pansosellisme (Michel Carelli).

YÉMEN DU SUD : L'étoile rouge pètit-elle à Aden ? (Chris Kutschera).

5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09
Publication mensuelle du Monde - En vente partout
Le numéro : 10 francs

مكتبة الأصيل

PROCHE-ORIENT

Israël

La commission d'enquête sur les massacres engage ses travaux dans une totale indépendance à l'égard du pouvoir

Alors que la commission d'enquête israélienne a commencé ses travaux sur les massacres des Palestiniens des camps de Sabra et de Chatila, le procureur militaire libanais chargé de cette affaire a annoncé, lundi 11 octobre, que 328 corps ont été dénombrés et qu'il y a 591 disparus. Ces chiffres ont été établis à partir des rapports de la Croix-Rouge internationale, de la Croix-Rouge libanaise et des équipes de sauveteurs. Parmi les victimes identifiées, on compte, outre les Palestiniens, 21 Libanais, 10 Syriens, 13 Pakistanais, quatre

Egyptiens, deux Algériens et 45 Libanais. La plupart des disparus auraient péri dans les blockhaus souterrains qui servaient d'abris.

De son côté, le porte-parole de l'armée israélienne a publié le premier bilan global de ses pertes entre le 6 juin et le 10 octobre. Les Israéliens ont perdu 328 hommes dont 97 officiers et ont en 2 383 blessés dont 106 sont dans un état grave. Cinq soldats sont portés disparus, trois sont détenus par les forces syriennes et huit par les Palestiniens. — (A.F.P., A.F.P.)

De notre correspondant

Les trois personnes chargées de l'enquête jouissent d'une réputation d'intégrité à l'égard de la Cour suprême. Cette dernière a dans le passé été à maintes fois critiquée en suspendu des décisions gouvernementales. Elle avait notamment suspendu l'expulsion de différentes mesures dans les territoires occupés qu'il s'agisse de la création de certaines implantations, d'expulsions ou de la tentative de mainmise sur la Compagnie palestinienne d'électricité de Jérusalem-Est.

Comme l'avait fait son prédécesseur en 1973, le président de la Cour suprême, M. Ushak Kahane, soixante-neuf ans, a décidé, étant donné l'importance de l'affaire, de diriger personnellement les investigations. Pour l'assister, il a nommé le général de réserve Yona Efrat, cinquante-six ans, qui, depuis qu'il a quitté le service actif, a déjà mené, en 1978, une enquête à l'intérieur de l'armée et, dernièrement, a eu l'occasion de redécouvrir celle-ci puisqu'il a été, pendant quelques semaines, conseiller auprès du chef d'état-major, ce qui l'a conduit à plusieurs reprises à Beyrouth durant le siège. Certains Israéliens y verraient une raison de mettre en doute son impartialité, mais d'autres estiment au contraire que c'est un avantage, car il aurait eu connaissance des éléments du dossier. Le troisième membre de la commission — le plus connu de l'opinion — M. Aaron Barak, quarante-cinq ans, est le plus jeune des juges de la Cour suprême, qu'il a déjà marquée de sa forte personnalité et de sa rigueur. Conseiller juridique du gouvernement, il avait, dans ces fonctions, manifesté ses talents de juriste et de diplomate en participant activement à la négociation du traité de paix égypto-israélien. L'ancien président Carter l'avait qualifié de « véritable héros de Camp David ».

La loi de 1968, aux termes de laquelle vient d'être instituée cette commission comme l'avait été celle d'Agrat, donne de sérieuses garanties d'indépendance. Dès lors que le gouvernement a décidé ce mode d'investigation, la constitution et le fonctionnement de la commission échappent totalement au contrôle du pouvoir politique. Son caractère judiciaire (1) lui permet de citer tous les témoins qu'elle souhaite entendre, et les convocations sont obligatoires. Ainsi la commission Agrat avait-elle pu faire comparaître le premier ministre, plusieurs membres du gouvernement — parmi eux, bien sûr, le ministre de la Défense — le chef d'état-major, des généraux et des officiers et sous-officiers de tous grades. Il en sera vraisemblablement de même cette fois-ci. En outre, tous les témoins peuvent être interrogés sous la foi du serment. C'est pourquoi M. Barak avait tenté de proposer une forme d'enquête moins contraignante qui eût été soumise à l'autorité gouvernementale.

« Recommandations »
Cependant les commissaires, à la fin de leurs travaux, ne peuvent que faire des « recommandations ». On en tient compte généralement : dans le cas de la commission Agrat, le chef d'état-major, le général Elazar, a dû se retirer, le chef des renseignements militaires a été muté ainsi que d'autres officiers, mais les conclusions avaient beaucoup de poids. M. Barak avait déjà fait comparaître le premier ministre, plusieurs membres du gouvernement — parmi eux, bien sûr, le ministre de la Défense — le chef d'état-major, des généraux et des officiers et sous-officiers de tous grades. Il en sera vraisemblablement de même cette fois-ci. En outre, tous les témoins peuvent être interrogés sous la foi du serment. C'est pourquoi M. Barak avait tenté de proposer une forme d'enquête moins contraignante qui eût été soumise à l'autorité gouvernementale.

« Recommandations »
Cependant les commissaires, à la fin de leurs travaux, ne peuvent que faire des « recommandations ». On en tient compte généralement : dans le cas de la commission Agrat, le chef d'état-major, le général Elazar, a dû se retirer, le chef des renseignements militaires a été muté ainsi que d'autres officiers, mais les conclusions avaient beaucoup de poids. M. Barak avait déjà fait comparaître le premier ministre, plusieurs membres du gouvernement — parmi eux, bien sûr, le ministre de la Défense — le chef d'état-major, des généraux et des officiers et sous-officiers de tous grades. Il en sera vraisemblablement de même cette fois-ci. En outre, tous les témoins peuvent être interrogés sous la foi du serment. C'est pourquoi M. Barak avait tenté de proposer une forme d'enquête moins contraignante qui eût été soumise à l'autorité gouvernementale.

« Recommandations »
Cependant les commissaires, à la fin de leurs travaux, ne peuvent que faire des « recommandations ». On en tient compte généralement : dans le cas de la commission Agrat, le chef d'état-major, le général Elazar, a dû se retirer, le chef des renseignements militaires a été muté ainsi que d'autres officiers, mais les conclusions avaient beaucoup de poids. M. Barak avait déjà fait comparaître le premier ministre, plusieurs membres du gouvernement — parmi eux, bien sûr, le ministre de la Défense — le chef d'état-major, des généraux et des officiers et sous-officiers de tous grades. Il en sera vraisemblablement de même cette fois-ci. En outre, tous les témoins peuvent être interrogés sous la foi du serment. C'est pourquoi M. Barak avait tenté de proposer une forme d'enquête moins contraignante qui eût été soumise à l'autorité gouvernementale.

« Recommandations »
Cependant les commissaires, à la fin de leurs travaux, ne peuvent que faire des « recommandations ». On en tient compte généralement : dans le cas de la commission Agrat, le chef d'état-major, le général Elazar, a dû se retirer, le chef des renseignements militaires a été muté ainsi que d'autres officiers, mais les conclusions avaient beaucoup de poids. M. Barak avait déjà fait comparaître le premier ministre, plusieurs membres du gouvernement — parmi eux, bien sûr, le ministre de la Défense — le chef d'état-major, des généraux et des officiers et sous-officiers de tous grades. Il en sera vraisemblablement de même cette fois-ci. En outre, tous les témoins peuvent être interrogés sous la foi du serment. C'est pourquoi M. Barak avait tenté de proposer une forme d'enquête moins contraignante qui eût été soumise à l'autorité gouvernementale.

FRANCIS CORNU.

(1) Des commissions d'enquête parlementaires sont également prévues par la législation israélienne, mais jamais, dans l'histoire du pays, on n'y a eu recours.

M. Cheysson a l'intention de rencontrer M. Arafat à Tunis

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, a confirmé qu'à l'issue de ses visites en Tunisie, et au Kenya, il se rendra ce mardi 12 octobre à Tunis, où il était attendu dans la soirée. Il doit s'entretenir mercredi matin avec le premier ministre tunisien, M. M'Zali, le ministre des affaires étrangères, M. Calé-Essebsi, et le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Cheddi Klibi. Une rencontre est prévue dans l'après-midi avec M. Yasser Arafat, actuellement en visite à Amman, où il devait poursuivre ce mardi ses entretiens avec le roi Hussein.

M. Mahmoud Lahadi, porte-parole de l'O.L.P., a déclaré à ce propos : « Toute solution au problème palestinien doit passer par quatre principes obligatoires. » Il a cité dans l'ordre : « Retrait israélien des territoires occupés ; application du

principe d'autodétermination ; création d'un État palestinien, et, enfin, définition des relations avec la Jordanie. » Interrogé au sujet du plan Reagan, il a répondu : « Si le président américain peut appliquer son plan et pousser les Israéliens hors de la Cisjordanie et de Gaza, je ne pense pas que nous y serons opposés. Et, après, nous verrons », nous signale notre correspondant à Amman.

Par ailleurs, évoquant les conversations qui se déroulent à Amman, M. Ahmad Iskandar, ministre syrien de l'information, a vivement contesté la représentativité de M. Arafat. Dans une interview au « New York Times », il a notamment déclaré : « Personne n'a, unilatéralement, le mandat pour parler de la question palestinienne. Personne n'a le droit d'agir, de parler de la question palestinienne, en dehors d'un consensus. »

De notre correspondant

Une « situation nouvelle » que les Palestiniens ne doivent pas manquer d'exploiter. Mais il a aussi souligné le rôle majeur que la Jordanie aurait à jouer quant à l'avenir des territoires occupés, ce que craignent précisément les partisans de l'O.L.P. hostiles au roi Hussein, le sultan régnant, moins que des liens doivent être nécessairement établis entre les deux rives du Jourdain, après le retrait d'un État palestinien.

M. Bassam Chabana, maire de Naplouse, destitué par les autorités israéliennes au début de l'année 1982, a déclaré le 10 octobre que « l'initiative de M. Reagan à propos de la paix entre les Israéliens, les Palestiniens et les Arabes, et dans l'ensemble de l'opinion internationale », n'adressant aux « forces démocratiques de l'opposition israélienne », il a ajouté que « les portes de la paix doivent être maintenues grandes ouvertes ».

Cette déclaration était contenue dans un message destiné au Comité de solidarité avec Bir Zeit (l'une des universités de Cisjordanie), comprenant des professeurs israéliens militant pour la défense de l'enseignement universitaire dans les territoires occupés et, plus généralement, contre les différentes mesures de répression appliquées par les autorités israéliennes.

Leur action et les protestations des Palestiniens de Cisjordanie ont certainement incité l'administration israélienne à faire un pas en arrière : elle a annoncé, au moment de la rentrée universitaire, qu'elle « suspendait » l'application d'une nouvelle réglementation favorisant un contrôle strict et sévère des établissements d'enseignement supérieur.

DÉCÈS D'UN « CASQUE BLEU » FRANÇAIS BLESSÉ AU SUD-LIBAN

Un soldat français qui servait dans une unité du génie du contingent français de la Force interarmes des Nations unies au Sud-Liban (FINUL) (1), le caporal Pascal Pulphy, est décédé dimanche 10 octobre des suites d'une grave blessure occasionnée par l'explosion d'un engin qu'il tentait de désamorcer le 25 septembre dernier. Le caporal Pulphy avait été transporté à l'hôpital Rambam de Haïfa, sur la côte israélienne, où il est mort. Sa dépouille sera rapatriée en France, le 14 octobre, à partir de l'aéroport Ben-Gourion de Tel-Aviv, où aura lieu une cérémonie, à l'indignité du porte-parole de la FINUL. — (A.F.P.)

(1) La FINUL, force sous contrôle des Nations unies, est destinée de la force multinationale de sécurité, chargée de protéger les populations de la ville de Beyrouth.

« Guerre de religion » à La Mecque

Le pèlerinage de La Mecque, qui vient de s'achever, a, une fois encore, donné lieu à une épreuve de force entre les deux conceptions de l'islam qui prévalent à Riyad et à Téhéran. Les quelques quatre-vingt mille pèlerins iraniens, qui s'étaient déjà singulièrement les années précédentes, sont arrivés cette fois en Arabie Saoudite sous la direction d'un religieux de choc, l'hoïdjaléisme Mousavi Khomeïni, celui-là même qui avait donné l'assaut à l'ambassade des États-Unis, en novembre 1979, et organisé, avec les étudiants islamiques, la prise d'otages des diplomates américains. À Médine, comme à La Mecque, il n'a laissé aucun doute sur ses intentions, proclamant d'emblée que l'islam « ne s'agit pas de religion et de politique », tandis que le prince Nayef bin Abdulaziz, ministre de l'Intérieur, ne cessait de rappeler, en vain, que la loi saoudienne « interdit toute activité politique pendant le hadj (pèlerinage) ».

« Aborder les problèmes politiques », déclaraient les crimes d'Israël et des États-Unis, « en écho à la plan Fatah adopté à Fès... est un devoir divin », proclamait l'envoyé de Téhéran, à la tête de pèlerins porteurs de portraits de l'imam Khomeïni.

La situation était des plus embarrassantes pour les autorités saoudiennes : depuis l'occupation de La Mecque, il y a trois ans, par des extrémistes religieux hostiles au pouvoir, elles ont obéies par les questions de sécurité, mais elles ne souhaitent pas non plus envenimer inutilement les rapports avec Téhéran en lui donnant un prétexte supplémentaire d'accuser la monarchie sunnite de mépris et de maltraiter les chiites. Finalement, après avoir dispersé les manifestations intempestives, lorsqu'elles prenaient trop d'ampleur, les autorités ont attendu la fin du pèlerinage pour expulser l'hoïdjaléisme. Khomeïni et cent quarante pèlerins.

Téhéran a immédiatement réagi. L'ayatollah Montazeri, successeur probable de l'imam Khomeïni, a déclaré que les lieux saints de l'islam soient désormais confiés à une délégation des représentants des États islamiques, et l'imam a personnellement reçu son remuant délégué à La Mecque. Il y a fort à parier que cette « guerre de religion », qui vise indirectement à déstabiliser les émirats du Golfe, ne se calmera pas d'ici au prochain pèlerinage. — P. B.

A travers le monde

Guinée-Bissau

LE PRÉSIDENT JOAO VIEIRA de Guinée-Bissau aura, jeudi 14 octobre, dans l'après-midi, un entretien à l'Élysée avec M. François Mitterrand.

Mozambique

SEPT RESSORTISSANTS PORTUGAIS ONT ÉTÉ ENLEVÉS par des « guérilleros anti-gouvernementaux » près de la localité de Manica (centre-ouest du Mozambique), a annoncé lundi 11 octobre l'agence portugaise de presse Anop. — (A.F.P.)

Roumanie

M. CEAUSCESCU CREE UN « PARLEMENT ÉCONOMIQUE ». — Vendredi 8 octobre, le chef de l'État et du parti roumain, a annoncé que « le Conseil suprême pour le développement économique et social », qu'il présidait, serait dorénavant doté d'un « pouvoir absolu » équivalent à celui d'une sorte de chambre législative de l'État et du parti. Ses directives devront être appliquées par tous les organismes d'État. C'est lui qui adoptera toutes les mesures économiques que la grande assemblée nationale devra ratifier formellement. Cette semaine M. Ceaulescu fera une visite à Sofia. (Bext.)

Congo

APRÈS LA VISITE DE M. MITTERRAND

La coopération avec Paris va être renforcée

M. Mitterrand a regagné Paris, lundi 11 octobre, en début de soirée, après avoir reçu un accueil enthousiaste à Brazzaville, dernière étape de sa deuxième tournée africaine.

Brazzaville. — « Mais je ne suis pas marxiste », a répondu M. François Mitterrand, lundi 11 octobre en fin de matinée, à l'hôtel de ville de Brazzaville, à une question qu'on lui posait, lors de la conférence de presse qui mettait fin à sa visite officielle au Congo. Ces propos, qui auraient pu paraître tout à fait insolites, puisqu'ils étaient prononcés dans une capitale dont les dirigeants restent fidèles à l'orthodoxie du socialisme scientifique, n'ont apparemment choqué personne. Bien au contraire, ils ont séduit le plupart des auditeurs, dans la mesure où ils soulignaient le souci de l'hoïdjaléisme du Congo de préserver sa propre liberté d'action tout en maintenant les mêmes principes qu'il entendait préserver ceux des autres.

C'est sur un ton identique que le président de la République a répondu, dans la même cadre, à une question sur la compétition à laquelle la France et les pays de l'Est sont censés se livrer au Congo : « Je ne cherche pas à aligner les non-alignés. (...) Je ne me sens ni en compétition avec personne. (...) Les États africains ont besoin de s'adresser un peu partout pour leur développement, nous ne serions d'ailleurs pas en mesure de leur seuls face à leur demande (...) ».

Dans le même esprit, condamnant, lundi matin, l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique, comme il l'avait fait lors du toast porté en l'honneur du président de la République congolaise au cours du dîner officiel de la veille, il a dit : « Chacun conserve sa liberté d'action. »

Au cours de ce long entretien d'une heure avec la presse, M. Mitterrand évoque la sauvegarde de la paix en ces termes : « Nous n'avons pas l'intention, ni les moyens, pour établir la paix, d'envoyer notre propre armée, mais la France joue un rôle actif dans la société internationale (...) ». Interrogé sur le message que laissait passer l'Union soviétique sur la stabilité du monde, il dit, à propos des deux Super-Grands : « Ils se menacent l'un l'autre, c'est la nature même de leurs relations », et il invite ses partenaires à cesser de « se préoccuper de l'armée française, purement défensive (...) ».

De notre envoyé spécial

Admettant qu'on peut toujours faire mieux, et qu'il fallait redonner un élan aux rapports franco-congolais, M. Mitterrand insiste sur le fait que, au terme de son séjour officiel à Brazzaville, il ne manifestait pas un « satisfaction de commande ». À juste titre, car les deux entretiens personnels de dimanche et lundi entre les deux présidents seront, dit-on, suivis de mesures concrètes : discussions sur les hydrocarbures qui s'achèveront avant le fin de l'année, réunion en janvier de la commission mixte franco-congolaise, nouveaux contacts entre les deux chefs d'État, dont les dates restent à fixer.

De part et d'autre, on a, en tout cas, exprimé le souhait de développer une coopération qui, dit dimanche soir le président de la République française, « en général, semble se situer à un niveau que nous justifions par nos intérêts. (...) ». Et surtout, d'un commun accord, ont « codéveloppé ». Il s'agit de mettre en valeur les richesses congolaises du sol, du sous-sol et de la mer, en encourageant à l'acte technique de la France et à l'assistance de ses cadres, tout en utilisant de façon systématique les profits tirés de l'exploitation pétrolière. On mesurera l'importance de ces derniers en comparant les 200 milliards de francs C.F.A. (1) du budget congolais aux 100 milliards et 50 milliards de francs C.F.A. que rapportent respectivement chaque année les compagnies Elf-Aquitaine

et Agip au Trésor congolais. A ce propos, l'un des responsables de l'une des grandes sociétés pétrolières nous a dit : « Le pétrole constitue une base importante pour la coopération, car il permet de financer l'autodéveloppement. »

D'ores et déjà, on se demande cependant à Brazzaville comment préparer l'« après-pétrole », et l'on s'interroge sur la nature des ressources dont l'exploitation pourrait prendre le relais de l'or noir.

On s'efforce également, par une extension des cultures vivrières, de parvenir à une autosuffisance alimentaire qui reste l'obsession de beaucoup de gouvernements africains et le thème central des préoccupations des grandes instances internationales. Enfin, on égaré une dégradation que l'on dit spectaculaire du système national de production, la formation de producteurs va être activement poussée.

A tous ces desseins, le chef de l'État français s'est d'autant plus volontiers donné son impulsion personnelle que l'atmosphère de Brazzaville est, jusqu'à présent, marquée de sa visite, confirmée comme la plus réussie de cette deuxième tournée africaine. C'est ainsi que lundi matin encore, du centre de la capitale jusqu'à l'aéroport, M. Mitterrand a été accompagné par les vifs d'une population en fissa qui n'a cessé de crier son enthousiasme après le décollage du DC-8 présidentiel.

PHILIPPE DECKAENE.

(1) 1 F.C.F.A. = 0,05 FF.

M. GALLEY PRÉCISE LES CONDITIONS DE SON VOYAGE AU RWANDA

De notre correspondant

Troyes. — A son retour d'Afrique, M. Robert Galley, député et maire de Troyes, ancien ministre de M. Giscard d'Estaing, a fait au journal l'Est-Éclair de Troyes, la déclaration suivante : « À mon retour d'Afrique, je me suis rendu compte que certaines organes de la presse parient et émettent des informations erronées sur mon voyage au Rwanda, effectué dans le cadre du voyage officiel que j'ai fait dans ce pays le président de la République. Je dois donc préciser que j'ai été élu président du groupe d'amitié parlementaire France-Rwanda à l'automne 1981. C'est à ce titre, c'est-à-dire en tant que représentant du Parlement, que j'ai été inclus dans le voyage officiel pour la seule partie du déplacement qui concernait ce pays ami de la France. J'ajouterai que le président du Rwanda, le président Habyarimana, m'avait fait savoir qu'il serait heureux de ma présence à Kigali dans le cadre de cette réception. »

« Mon appartenance à la délégation officielle française s'est donc limitée aux six heures du séjour que le président Mitterrand a effectuées dans la capitale. Je ne suis pas intervenu à aucun moment officiel, il m'a semblé, en outre, que, si trop souvent on déplore l'insuffisance d'expression de l'opposition, je ne devrais pas céder ma place à quiconque en cette circonstance et, en conséquence, je n'ai pu intervenir que pour exprimer ma voix sur nos conceptions de la politique franco-africaine. » — A. B.

150/1000

Le Monde

politique

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE : LA RÉSORPTION DU DÉFICIT DE L'UNEDIC

Les fonctionnaires acquitteront une contribution exceptionnelle jusqu'an 31 décembre 1984

Évidemment, pour vous, la « solidarité ouvrière », cela ne signifie rien ! L'assaut de l'opposition, M. Bérégovoy a ainsi justifié la contribution de 1 % qui sera demandée aux fonctionnaires. Celle-ci sera « exceptionnelle et temporaire ». Le gouvernement aurait sans doute préféré que la loi ne finit pas un terme à l'impôt qui devrait acquitter les salariés du secteur public. Qui sait, en effet, s'il ne faudrait pas - au-delà du 31 décembre 1984 - faire de nouveau appel à la « solidarité nationale », pour combler le déficit de l'assurance-chômage ?

D'un point de vue économique, c'est donc peut-être une erreur. D'un point de vue politique, c'était probablement inévitable. L'adoption du projet de loi ne doit pas faire illusion : les députés de la majorité, notamment ceux du groupe communiste, n'étaient pas très enthousiastes à l'idée de créer un impôt qui va toucher près de quatre millions de personnes, même si celles-ci bénéficient de la garantie de l'emploi. Mais le « truc » d'environ 30 milliards de francs de l'UNEDIC impose le réalisme, justifie une

contribution dont le produit représente 14 % de la somme nécessaire.

14 % ? Une petite d'enn, un expédient ! La thèse de l'opposition (qui n'a pas participé au vote) n'est pas très facile à comprendre : il serait « indécent » de proposer une mesure ponctuelle - la contribution des fonctionnaires - face à un déficit prévisionnel de « 37 milliards », et au lendemain de l'échec des négociations entre patronats sociaux.

« Indécent » : l'adjectif a été repris par le rapporteur de la commission des finances, M. Natiez (P.S.), pour stigmatiser l'attitude des représentants du patronat lors de ces négociations. Le problème apparaît plus posé : oui ou non, la contribution des fonctionnaires est-elle nécessaire, juste ? Si elle l'est, quelle incidence aurait en la conclusion d'un accord entre représentants du patronat et des salariés ? Aucune. Pour la simple raison que, quelle qu'en soit la nature, l'accord n'aurait vraisemblablement pas modifié le montant de l'impôt exigé des agents de l'État. Imagine-t-on que le gouvernement aurait pu fixer la barre à 2 %, voire 3 % ?

Ce qui est peut-être indécent, en revanche, c'est l'idée que se fait le C.N.P.F. de la solidarité nationale.

À cet égard, M. Bérégovoy a été particulièrement net, en rejetant la responsabilité de l'échec des négociations sur le patronat. « Les Français apprécieront », a-t-il ajouté.

An bout du compte, la position du groupe R.F.R. n'est pas claire du tout : critique quant à la méthode (il fallait d'abord assainir le système de financement de l'UNEDIC), il a été pas hostile à l'instauration d'une contribution de solidarité des fonctionnaires. Seulement, il ne le dit pas officiellement. Cela, c'est de la politique. Pas du réalisme.

De côté du groupe U.D.F., il n'y a aucune ambiguïté. C'est un jugement global : le total des déficits cumulé par les socialistes depuis leur arrivée au pouvoir atteint 600 milliards ! L'expert en arithmétique, c'est M. Madelin. Le député U.D.F. va même jusqu'à dresser... l'« inventaire » : déficit du budget, de la protection sociale, du commerce extérieur, des entreprises nationales...

« Et du raison-leser ! », aurait pu ajouter Jacques Prévert.

LAURENT ZECCHINI

DANS UN ENTRETIEN AVEC « LE MATIN »

M. Mauroy se montre à la fois ferme et conciliant à l'égard du P.C.F.

Le souci de ménager les composantes de la majorité, et notamment le P.C.F., qui caractérise M. Pierre Mauroy, comme il est normal de la part d'un premier ministre chargé de la « synthèse », n'est pas démenti par l'interview que publie le *Matin* ; mais il est cette fois limité à la question des listes d'union de la gauche en vue des élections municipales.

Dans un entretien accordé, le 4 octobre, à l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel*, le premier ministre avait indiqué, s'agissant de l'attitude des communistes à l'égard du gouvernement : « Je n'ai jamais constaté le moindre manquement à la solidarité gouvernementale ; vous ne pouvez donc parler de double langage. »

Dans sa réponse au *Matin*, daté 12 octobre, il invoque les déclarations de M. Georges Marchais, ignore le rapport, plus critique, de M. André Lajoinie devant le comité central du P.C.F. et se montre ferme en soulignant que les membres de la majorité « ne peuvent se contenter de soutenir » les mesures populaires et de « critiquer » les mesures impopulaires. En revanche, il se montre plus souple que les responsables socialistes lorsqu'il s'agit de la composition des listes d'union : « La politique ne se fait pas seulement avec des chiffres », rappelle-t-il.

Comme s'il s'agissait d'inciter les communistes à s'engager davantage derrière le gouvernement, notamment en matière de sécurité sociale, en échange d'une attitude conciliante leur permettant de conserver leur implantation locale.

Dans cette interview, M. Mauroy évoque également ses relations avec le chef de l'État, en soulignant qu'il n'y a pas de « frontières fixes » entre les activités de l'un et de l'autre. Quant au remaniement ministériel, qu'il avait souhaité, il se retranche derrière l'attente d'une décision présidentielle. Sur ce sujet, le chef de l'État ne dit rien et se contente d'éviter de donner l'impression d'une instabilité gouvernementale.

J.M.C.

Dans l'entretien que publie, ce mardi 12 octobre, le *Matin*, M. Pierre Mauroy évoque l'attitude des communistes en ces termes : « Dans toute action gouvernementale, il y a des décisions faciles et populaires, et d'autres qui sont difficiles et impopulaires ; ni les membres du gouvernement ni ceux de la majorité ne peuvent se contenter de soutenir les premières et de critiquer les secondes. » Il précise que, sur la question du financement du déficit de la Sécurité sociale, « le débat peut rester ouvert des lors qu'il s'agit effectivement de réduire le déficit ».

Le premier ministre indique ensuite que la phase actuelle de « gestion » est « délicate » et qu'il est « judicieux de resserrer l'action gouvernementale ». Interrogé sur l'éventualité d'un remaniement ministériel, M. Mauroy précise que « la réponse appartient au président de la République » et qu'il ne peut pas se prononcer. Il juge en outre « toujours valable » l'article qu'il avait publié dans nos colonnes, intitulé : « Gouverner autrement » (le *Monde* du 20 avril) et ajoute : « Le débat est permanent, conformément au principe même de la démocratie ; le dialogue a ses vertus et il est de règle à gauche. »

S'agissant de la répartition des compétences entre le président de la République et le premier ministre, il déclare : « Il n'y a pas de frontière fixe une fois pour toutes entre les activités du président de la République et celles du premier ministre. Par nature et par vocation, le président de la République a autorité

sur l'ensemble des problèmes de la nation et sur le gouvernement dont il nomme le chef. Il intervient au plan international, il est intervenu à propos du terrorisme ; quoi de plus naturel ? »

M. Mauroy souligne également que, dans son discours de Figeac, le 27 septembre dernier, M. Mitterrand a montré « à quel point il approuve les options gouvernementales ». Après avoir affirmé qu'il n'est « pas du tout pessimiste pour les élections municipales », M. Mauroy évoque la question des listes d'union de la gauche en ces termes : « Je peux comprendre que là où il y a eu des difficultés il puisse y avoir au premier tour des listes distinctes. Le suffrage universel est après tout l'arbitre souverain ! J'estime que, d'une façon générale, partout où socialistes, communistes et radicaux de gauche ont su donner l'image de la cohésion municipale, préfiguration de ce que nous devons faire ensuite au gouvernement, ils n'ont aucune raison de se séparer. Il est nécessaire et souhaitable que l'on tienne compte des derniers résultats électoraux. Cela ne doit pas être automatique car la politique ne se fait pas seulement avec des chiffres. Ce sont aussi des femmes et des hommes, des équipes. Il y a des maires qui ont obtenu de bons résultats au niveau de la gestion mais dont la formation politique a obtenu de mauvais scores. Il ne faudrait pas aboutir à des exotisme dommageables pour l'ensemble de la gauche. Il convient donc d'apprécier en fonction des réalités locales. »

Le mardi 11 octobre, l'Assemblée nationale examine, après déclaration d'urgence, le projet de loi relatif au Fonds de solidarité pour l'emploi. Ce texte institue une contribution, de caractère exceptionnel et temporaire, pour tous les salariés du secteur public qui bénéficient de la sécurité de l'emploi. À compter du 1^{er} novembre, les agents de l'État, des collectivités locales et des établissements publics seront ainsi assujettis à une contribution de 1 % de leur rémunération brute, à l'exception de ceux dont les revenus sont inférieurs à 1,3 fois le SMIC (soit 4 400 francs brut au 1^{er} juillet 1982). Environ quatre millions de personnes devraient être concernées par cette cotisation, dont le produit en années plurielles est estimé à 4,2 milliards de francs.

Commentant l'échec des négociations syndicales-patronat sur le financement de l'UNEDIC, M. Natiez (P.S., Loire-Atlantique), rapporteur de la commission des finances, souligne que les députés sont en droit d'exiger un meilleur contrôle parlementaire de l'UNEDIC, et indique que, par la faute du C.N.P.F., l'avenir du système d'assurance-chômage est menacé.

M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, abonde dans ce sens : « La défaillance de l'une des parties prenantes, insiste-t-il, met en péril l'ensemble du système et risque de porter atteinte à la crédibilité de la politique contractuelle. » Après avoir rappelé qu'environ 30 milliards de francs sont inscrits dans la loi de finances pour 1983 pour l'UNEDIC (en 1982, l'ensemble des concours de l'État atteignaient 45 % du total des ressources de l'UNEDIC), M. Bérégovoy souligne : « Si les syndicats ont accepté des efforts qui témoignent d'un réalisme certain, tant du côté des économies que des cotisations, le patronat, pour sa part, a rejeté tout effort supplémentaire. Les Français ap-

précieront », ajoute-t-il. Le patronat, observe-t-il, porte « une responsabilité évidente » dans l'échec des négociations.

M. Pinte (R.P.R., Yvelines) estime que la formule retenue relève de l'improvisation. Cet « impôt », souligne-t-il, va échapper au « droit budgétaire » du Parlement. Le député R.P.R. doute que le Fonds reverse à l'UNEDIC toutes les sommes qu'il aura reçues. Après avoir rappelé que M. Mitterrand, le 12 février 1981, avait qualifié la contribution des fonctionnaires d'option « antisociale, coûteuse et inefficace », M. Pinte ajoute : « Ce que l'on demande aujourd'hui aux fonctionnaires, c'est de contribuer à un déficit dont on ne sait, par définition, rien de la source ni du montant. » En réalité, poursuit-il, « l'État se constitue une « cage » sur laquelle il pourra tout aussi bien financer la prise en charge de dépenses indues, au chichement monnayer une participation à l'UNEDIC ».

La « solidarité ouvrière »

M. Frelaut (P.C., Hautes-Seines) dénonce le refus du patronat de prendre ses responsabilités et de tenir ses engagements contractuels. Il assure que la participation patronale aux dépenses sociales de l'UNEDIC a diminué en valeur relative depuis la signature de l'accord de mars 1979 : 57 % en 1980, 41,5 % en 1981, 34,5 % en 1982. Le député communiste ajoute : « Le patronat a utilisé largement le système de la garantie de ressources, ou pré-retraite, ainsi que les conventions F.N.E. (Fonds national pour l'emploi) pour « dégraisser » considérablement les effectifs des entreprises. On peut ainsi dire qu'il a cherché à tirer profit de ces mesures sociales positives pour diminuer ses charges et augmenter la productivité par la seule économie sur le travail, faisant dans le même temps preuve de mathématisme économique. »

M. Frelaut ajoute : « S'ils ne sont pas approuvés aux aides aux entreprises, les parlementaires communistes considèrent qu'elles ne devraient être accordées qu'en contrepartie de garanties et d'engagements précis de création d'emplois, d'investissements nouveaux, d'économies d'importation et de reconquête du marché intérieur. »

M. Madelin (U.D.F., Ille-et-Vilaine) souligne que le produit de la contribution ne représente que 14 % du déficit de l'UNEDIC. Il déclare ensuite : « La totalité des déficits cumulés par les socialistes depuis leur arrivée au pouvoir - déficit budgétaire, déficit de la protection sociale, déficit du commerce extérieur et déficit des entreprises nationales - atteint 600 milliards ! » Cela signifie, ajoute-t-il, qu'« une famille de trois enfants devra payer une somme de 50 000 F environ sous une forme ou sous une autre ».

« Une telle contribution, déclare-t-il, n'est admissible que si elle a le caractère d'une ressource provisoire. »

M. Madelin voit dans le système proposé un « renforcement de l'Étatisme ». Si la solidarité nationale lui doit y avoir, poursuit-il, « elle doit s'exercer par le biais du budget et dans l'équité fiscale ». Il estime qu'il faut réexaminer l'ensemble des rémunérations, afin de tenir compte des avantages et des privilèges de chaque catégorie et non pas des seuls fonctionnaires. Enfin, la méthode retenue sera inefficace, « car, tôt ou tard, la contribution demandée aux fonctionnaires sera compensée par une hausse de leurs rémunérations dont l'ensemble des contribuables supportera le poids ».

M. Gouzes (P.S., Lot-et-Garonne), évoquant l'échec des négociations sur le financement de l'UNEDIC, souligne que les propositions du patronat revenaient à exécuter purement et simplement 275 000 chômeurs du bénéfice de l'UNEDIC.

M. Bérégovoy revient ensuite sur l'échec des négociations. Il reconnaît qu'il n'est pas facile, pour certaines entreprises, de faire face à des charges nouvelles ; mais, ajoute-t-il, « quand on prend des engagements contractuels, on les tient jusqu'au bout, sauf à accepter une remise en cause du système ». Il assure que, depuis mai 1981, le nombre des chômeurs a augmenté en France que de 14 %, contre 51 % en Allemagne et 43 % aux Pays-Bas.

Le ministre des affaires sociales justifie cette contribution au nom de la « solidarité ouvrière », action, précise-t-il, que l'opposition ne peut pas connaître. Il réfute ensuite les chiffres avancés par M. Madelin, indiquant : « On a-t-il vu cela ? Il a joué contre le franc en en parlant dans des termes inadmissibles, et cela, jamais la gauche ne l'a fait quand elle était dans l'opposition ! »

Dans la discussion des articles, l'Assemblée adopte plusieurs amendements apportant les précisions suivantes : le Fonds sera administré par un conseil d'administration dont le président est nommé par décret ; la contribution de solidarité s'appliquera également aux salariés des entreprises publiques « au sens large », lorsque ceux-ci ne sont pas affiliés au régime de l'UNEDIC ; son caractère « exceptionnel » est spécifié dans le texte ; les salariés concernés acquitteront une contribution « jusqu'au 31 décembre 1984 » (proposition des groupes socialistes et communistes).

A l'initiative du gouvernement, les députés adoptent un amendement précisant notamment : « La contribution est précomptée et versée par l'employeur à ce Fonds de solidarité dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du versement des rémunérations ayant supporté le précompte. A défaut de versement dans ce délai, la contribution est majorée de 10 %. Toutefois, des dérogations à cette périodicité pourront être prévues compte tenu du nombre de salariés, des collectivités et organismes concernés. »

A l'article 4, concernant le seuil à partir duquel les redevables sont exonérés de la contribution, la référence à « 1,3 fois le SMIC » est supprimée. Le texte modifié par la commission précise que sont exonérés les redevables « dont la rémunération mensuelle est inférieure au montant du traitement mensuel afférent à l'indice nouveau majoré 248 de la fonction publique ». (Cette définition équivaut à 4 315,82 F, selon l'indice 248, au 1^{er} avril 1982. Dans la pratique, l'exonération a la même

portée qu'initialement : montant du SMIC plus 30 %.)

L'Assemblée repousse deux amendements identiques de M. Gantier et du groupe communiste, tendant à substituer la référence de la « rémunération nette totale » - comme assiette de l'impôt - à celle de « rémunération brute totale » (c'est-à-dire avant les prélèvements sociaux). Le groupe communiste n'a pas voulu participer au vote sur l'amendement de M. Gantier. Les députés repoussent également deux amendements semblables de MM. Gantier et Frelaut instituant une progressivité dans le calcul de la contribution.

Selon les votes de l'Assemblée, l'article 6 précise que la contribution « est déduite du montant brut des traitements, salaires et autres rémunérations. Elle est due à compter du 1^{er} novembre 1982 ».

[N.D.L.R. - Cet article visait à préciser que la contribution est déductible de l'assiette de l'impôt sur le revenu. La rédaction adoptée stipule que la contribution est « déduite » des traitements etc. La confusion des débats a porté un coup fatal à cet article 6 : dans l'état actuel, il n'a plus aucune portée ni signification, puisque la mention « assiette de l'impôt sur le revenu » a disparu.]

A l'initiative de M. Joxe, président du groupe socialiste, l'Assemblée adopte un amendement stipulant : « Les députés en exercice versent une contribution de solidarité. Cette contribution (due à compter du 1^{er} novembre 1982) est assise sur le montant brut de l'indemnité parlementaire ; son taux est de 1 %. Elle est précomptée et versée par l'Assemblée nationale au Fonds de solidarité. » (Le représentant du groupe U.D.F., M. Gantier, a pas pris part au vote sur cet amendement, estimant que, dans ces conditions, les membres du gouvernement et ceux du Conseil constitutionnel et de la « maison du président de la République », devaient également acquiescer la coalition.)

L'Assemblée adopte enfin l'amendement de la commission qui donne du titre du projet la rédaction suivante : « Projet de loi relatif à la contribution « exceptionnelle » de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi. » (Le terme « exceptionnelle » résulte d'un amendement de M. Gantier adopté à l'unanimité, après une suspension de séance demandée par le groupe socialiste.)

L'ensemble du projet de loi est adopté par 324 voix contre 0, l'opposition ne prenant pas part au vote.

L.Z.

AVANT LE DÉBAT SUR LES TRANSPORTS

M. FITERMAN : une loi historique

A la veille du débat de la discussion du projet de loi d'orientation des transports intérieurs, qu'il présente, ce mardi 12 octobre, à l'Assemblée nationale, M. Charles Fiterman, ministre des transports, a estimé que ce texte serait une « loi historique », puisqu'il définirait pour la première fois de manière globale les bases d'un développement des transports adaptés aux besoins de la collectivité.

« Prendre une assise plus solide aux transports tout en donnant satisfaction aux usagers », suppose, selon le ministre, d'écarter tout à la fois le « libéralisme destructeur » qui a engendré dans le transport routier « une concurrence sauvage

conduisant à des conditions de travail inadmissibles » et un « centralisme autoritaire » qui empêcherait les régions et les départements de faire leurs propres choix en matière de transports.

S'agissant de la S.N.C.F., dont le futur statut est également contenu dans le projet de loi, une plus grande clarification de ses rapports avec l'État devra ressortir du cahier des charges en cours d'élaboration, a observé M. Fiterman.

Le ministre a enfin critiqué l'appel, lancé la semaine dernière par la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.), à un arrêt national de trois jours de l'ensemble des services routiers privés.

ipesup

1ère classe préparatoire aux concours HEC + ESSEC

Institut privé de Préparation aux Etudes Supérieures

16 rue du Cloître Notre Dame 75004 Paris - 325.63.30

HEC - ESSEC... SCIENCES-PO...

médecine pharmacie

Encadrement annuel par matière

MEDECINE... PHARMACIE...

Sté Paris Renov

FABRICANT - INSTALLATEUR
PRIX DIRECT D'USINE

Contre le froid et le bruit

changez vos vieilles fenêtres
(bâti compris)

MENUISERIE EN P.V.C. (polychlorure de vinyle)

- Les fenêtres RENOV S 1 se posent en une journée
- Sont faites sur mesures
- S'adaptent à tous les styles
- Sont déductibles des impôts

10 ANS DE GARANTIE

Offre exceptionnelle (limitée jusqu'au 1/11/82)
Ex. de prix : Pour changer une fenêtre de 1 m 85 de haut x 1 m de large équipée en double vitrage BIVER ST-GOBAIN 4/6/4 ou en glace de 8 mm, comptez 2.950 F T.T.C. posée

DEVIS GRATUIT - POSE PARIS GRANDE BANLIEUE

Sté PARIS-RENOV - 22, RUE FONTAINE
75009 PARIS - Tél. : 526.60.00

CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS

محکمات الملحق

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Coups de crosses sur les évêques

L'extrême droite et l'extrême gauche ont au même point commun : elles n'aiment pas les évêques, surtout lorsqu'ils s'engagent sur le terrain de la politique et de l'économie. La déclaration du conseil permanent de l'épiscopat rendue publique le 27 septembre (le Monde du 28) provoque une série de commentaires ironiques, parfois violents, dans la presse hebdomadaire qui se réclame de ces courants de pensée. Elles n'aiment pas non plus M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, qui, lui, aime bien ce qu'on dit des évêques.

Sous le titre « L'australité et le goupillon », *ROUGE*, l'hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (extrême gauche), écrit notamment : « Aide-toi, le ciel t'aidera. Le capitalisme n'a rien à voir là-dedans. Eux qui marchent pieds nus dans leurs sandales, vêtus d'une simple robe de bure, ils veulent faciliter pour les hommes de nouveaux comportements. » Le ton est aussi ironique, mais souvent violent, dans *LE MONDE LIBÉRAIRE*, organe de la Fédération anarchiste, qui titre, en dernière page : « Les évêques nous conviennent à vivre et à crever au SMIC pour obéir aux desseins de Dieu. » L'Eglise, remarque Marc Prévotel, « a toujours fait de la politique, généralement celle du pouvoir en place. Après avoir été napoléonienne sous le Premier Empire, de nouveau royaliste sous la Restauration, louis-philippard sous le roi des Français, impériale sous Napoléon III, il lui a bien fallu devenir républicaine, puis tourner au péjoratif pendant l'intermède de l'Etat français, pour refaire allégeance à

la République avant de se lancer avec une certaine réussite dans le syndicalisme. » M. Jacques Delors ? C'est « un agent clé de l'Eglise », affirme *INFORMATIONS OUVRIÈRES*, organe central du parti communiste internationaliste. L'hebdomadaire rappelle que le ministre de l'économie et des finances s'était exclamé : « La déclaration des évêques me réjouit le cœur ! » « Que ma joie demeure grâce à l'austérité anti-ouvrière, clame Delors ! Que nos profits se perpétuent par les mêmes moyens, répondent en écho les patrons ! », écrit *Informations ouvrières*.

A l'extrême droite, *RIVAROL* épingle une autre citation de M. Delors : « Les évêques sont les seuls à ne pas avoir oublié les valeurs positives de mai 1968. » « Les Français se demandent s'il faut ranger le ministre et les évêques dans le même rayon que les charlots », affirme Edith Delamare.

Bref, les évêques mettent en joie l'extrême droite et l'extrême gauche, qui leur distribuent allègrement quelques coups de crosses. En revanche, ils « rendent triste » Louis Pauwels, directeur du *FIGARO MAGAZINE*. N'empêche que Louis Pauwels ne s'est probablement pas ennuyé lorsqu'il a écrit : « J'imagine désormais le prêtre, le dimanche, en chaire, dénoncer les crimes, mauvais chrétiens le couple qui travaille, l'employé qui ne veut pas tout de suite prendre sa retraite, le cheminot qui fait des heures chez des voisins, l'économiste qui place son argent sur le marché privé, l'ingénieur qui a demandé de l'augmentation, le commerçant qui ne paye pas assez d'impôts. Je l'entends achever son homélie par un diptyque sur la bonne société capable de réduire le pouvoir d'achat (...). Je suis triste, par amour de Dieu et des hauteurs de l'Eglise apostolique et romaine. »

Evidemment, le ton change lorsque l'on ouvre *LA VIE*, hebdomadaire chrétien d'actualité. « En rejoignant la vie réelle de leurs contemporains, les évêques français ont célébré de la meilleure manière qui soit, les vingt ans du concile Vatican II (...). Ils ont manifesté, par leur parole, que l'Eglise est bien dans le monde de ce temps. Que les chrétiens ne sont pas des étrangers sur la terre humaine. Que l'histoire de Dieu se joue dans l'histoire des hommes. »

Le ton change aussi dans le bloc-notes de Jean Boissonnat, publié par *l'EXPANSION*. Le chroniqueur de la Croix estime que les évêques, « se mouillant », questionnent « fermement un peuple qui est resté plus chrétien qu'il ne se l'avoue à lui-même ». Jean Boissonnat reproche cependant à l'épiscopat l'absence d'un « appel à l'imagination dans le domaine de la créativité et de l'entreprise ».

Dans « Témoignage Chrétien »

GEORGES MONTARON
CRITIQUE

LE PROJET DE LOI D'AMNISTIE

Dans son éditorial de *Témoignage chrétien*, Georges Montaron critique le projet de loi adopté le 29 septembre par le conseil des ministres et qui vise « à effacer, au-delà de l'amnistie pénale déjà réalisée, les conséquences de toute nature des événements d'Afrique du Nord ». (le Monde du 1^{er} octobre 1982). Il écrit notamment :

« Aider les victimes, soit. Pardonnez, c'est normal. Mais de là à réhabiliter, il y a un pas qu'il ne fallait pas franchir. Il est vrai que, au moment où Schoendoerffer justifie l'emploi de la torture en Algérie dans son film *Honneur d'un capitaine*, projeté actuellement sur les écrans, seuls s'étonnent encore ceux qui furent les victimes de la guerre d'Algérie, ceux qui luttaient pour l'honneur de l'armée contre les exactions et ceux qui crurent à la légalité républicaine. Peut-être ne sont-ils qu'une minorité ? »

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

A PARIS

M. Quilès fait valoir qu'il serait meilleur candidat que M. Sarre

L'appel lancé par le CERES à M. Lionel Jospin afin qu'il soit le chef de file du P.S. pour la campagne municipale de Paris (nos dernières éditions du 12 octobre) ne clarifie guère la situation des socialistes parisiens.

Le premier secrétaire du P.S. a déjà fait savoir qu'il n'est pas candidat à l'investiture. La démarche effectuée par le CERES ne peut que le gêner dans la mesure où elle le contraint à expliquer, une nouvelle fois, son absence en première ligne dans un combat difficile contre M. Jacques Chirac.

Le CERES, qui assure la direction de la fédération de Paris, soutient que, dans le cas d'un refus maintenu de M. Jospin, M. Georges Sarre, président du groupe socialiste du Conseil de Paris, reste le meilleur chef de file des socialistes dans la capitale. Mais M. Sarre, qui appartient au CERES, n'a toujours pas fait connaître sa décision.

Face à M. Paul Quilès, député de Paris, membre du secrétariat national du P.S. — seul candidat déclaré pour l'instant — le CERES fait valoir que M. Sarre dispose d'une meilleure connaissance du terrain parisien.

Les amis de M. Quilès estiment pour leur part que la campagne conduite en 1977 par M. Sarre

LE HAVRE (Seine-Maritime). — M. Antoine Lagarde, ancien président de la fédération de parents d'élèves qui portait son nom, conseiller général depuis mars 1982, a manifesté l'intention d'être candidat à la mairie du Havre. M. Antoine Ruesselt (R.F.P.), ancien secrétaire d'Etat, ancien député et conseiller général, a déjà fait savoir (le Monde, daté 12-13 septembre) qu'il conduira la liste de l'opposition en mars prochain. Pour sa part, le maire actuel, M. André Durombèa (P.C.) souhaite le renouvellement de son mandat (corresp.).

NEVERS (Nièvre). — M. Pierre Bérégovoy, a confirmé son intention d'être candidat aux élections municipales sur la liste du maire sortant, M. Daoulet Benoist (P.S.). (le Monde du 22 septembre). Dans cette perspective, il a animé, lundi 11 octobre, un débat de la section socialiste de Nevers.

Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale doit se rendre une nouvelle fois à Nevers, le 14 octobre, pour une visite officielle.

LA CHANCE DE VOTRE VIE :
entrez en contact avec le
**PARTI SOCIAL-
DÉMOCRATE FRANÇAIS**

108, domaine du Capitoul
83000 FREJUS - Tél. (94) 40-72-84

A SAINT-ÉTIENNE

M. Vennin (P.S.) revendique la tête de liste

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Le premier secrétaire de la fédération de la Loire du parti socialiste, M. Michel Debout, a présenté, samedi 3 octobre, les listes de son parti dans les communes de plus de 3 500 habitants.

Pour les villes de plus de 30 000 habitants, il s'agit de MM. Jean Auroux, ministre délégué chargé du travail, à Roanne, dont il est le maire, Jacques Badi, député de la 3^e circonscription et maire sortant à Saint-Chamond, et Bruno Vennin, député de la 2^e circonscription à Saint-Etienne. Mais le maire actuel de cette ville, M. Joseph Sanguedolce, P.C., revendique, lui

aussi, la conduite de la liste de la majorité, en mars prochain.

A l'appui de leurs revendications, les socialistes se prévalent des résultats qu'ils ont obtenus lors des récentes consultations électorales et notamment à l'élection présidentielle, où M. Mitterrand avait obtenu, le 26 avril 1981, 23,62 % des suffrages exprimés à Saint-Etienne, alors que M. Marchais n'en recueillait que 17,99 %.

M. Bruno Vennin déclare : « Nous ne pensons pas qu'il y ait des droits acquis à la succession » et il ajoute, « les résultats du suffrage universel ne sont pas négociables. »

ET VOICI LES PRÉDICTIONS
DE NOTRE VOYANTE

*Sous le signe de
la Villageoise!*

VERSEAU :

VERSEZ LA VILLAGEOISE
ET VOUS N'AUREZ QUE
DES AMIS AUTOUR DE VOUS !



BALANCE :

VOUS HÉSITEZ... ÉVIDEMMENT,
ROUGE ET ROSÉ SONT
AUSSI BONS.



VIERGE :

PURETÉ,
FRAÎCHEUR, LA VILLAGEOISE
SAURA SÉDUIRE
L'ÊME DE VOTRE CŒUR.



LION : VOUS AIMEZ PLAIRE,
LA VILLAGEOISE ASSURERA
VOTRE SUCCÈS



MERCI !
ON SUIVRA
VOS CONSEILS



VIVE LA
VILLAGEOISE !
ROUGE, ROSÉ OU BLANC,
FRAÎCHE ET LÉGÈRE.



LA VILLAGEOISE EN COULEUR CA CONTINUE...
DANS V.3.D - AUTO-JOURNAL - PARIS-MATCH
TÉLÉ-POCHE - LE NOUVEL OBSERVATEUR.
À NE PAS MANQUER...

POUR ECONOMISER DÉPENSEZ 9 F.

Aujourd'hui, votre patrimoine
et vos revenus sont menacés...
La Vie Française, 1^{er} hebdomadaire d'actualité
économique et financière vous aide et vous
conseille dans la gestion de vos biens.

Cette semaine,
ne manquez pas notre numéro
"SPÉCIAL CADRES".

LA VIE FRANÇAISE
UN PLACEMENT SÛR, CHAQUE SEMAINE.

مكتبة جامعة القاهرة

POLITIQUE

LA POLEMIQUE SUR LA GESTION DE LA MAIRIE

Pouvoirs des médias : l'article d'un quotidien et une émission de télévision ont déclenché une très vive polémique sur la gestion de la mairie de Paris. Il s'agit, dans un cas, de la préparation des opérations de rénovation immobilière ; dans

l'autre, de l'équipement d'une maison de cure pour retraités. Ici comme là, la réplique des responsables de l'Hôtel de Ville a été rapide et sans détour. On confirme dans l'entourage de M. Chirac que celui-ci est décidé à ne pas lais-

ser les choses traîner en longueur, et, particulièrement, dans l'affaire des opérations immobilières, à prendre, s'il y a lieu, lorsque l'enquête qu'il a demandée en toute diligence sera terminée, des sanctions « immédiates et publiques ».

Il est évident qu'à l'arrière-plan de ces polémiques se profile l'enjeu des élections municipales. A Paris comme à Marseille, la bataille commence tôt et, apparemment, sans concession.

Les études pour les opérations de rénovation immobilière

« Nous avons été très rigoureux »

déclare l'adjoint au maire chargé du logement

Il n'y a pas détournement d'argent. Mais des manœuvres regrettables et fâcheuses qui s'inscrivent dans une campagne prémunicipale de désinformation et qui viennent après les attaques contre le statut de Paris », a déclaré lundi 11 octobre, au cours d'une réunion de presse, M. Jean Tiberi (R.P.R.), adjoint au maire, à propos d'un article du quotidien *Libération* mettant en cause, ce même jour, la façon dont ont été attribuées, réalisées et financées les études préalables à vingt-trois opérations de rénovation qui devaient être mises en chantier dans la capitale (le *Monde* du 12 octobre).

Entouré de MM. Denis Baudouin, responsable de l'information à l'Hôtel-de-Ville et Jean-Claude Jolain, directeur du service de la construction et du logement à la mairie de Paris, M. Tiberi a indiqué que « M. Jacques Chirac avait ordonné l'ouverture d'une enquête, afin de faire toute la clarté sur cette affaire dans les jours prochains ».

Libération avait écrit lundi que des bureaux d'études « fantômes », dirigés, derrière des prête-noms, par un homme d'affaires connu comme sympathisant R.P.R., M. Jean Schwedlin, avaient encaissé 7 millions de francs pour des études fan-

taistiques destinées aux opérations de rénovation décidées en 1979-1980 par la mairie de Paris. Le CRESPU (Centre de recherche et d'études sociologiques, psychologiques et d'urbanisme) apparaît dans cette affaire comme le principal bureau d'études incriminé.

M. Tiberi a formellement contesté la somme de 7 millions de francs, qui aurait été versée par la Ville au CRESPU. « 3 157 450 francs ont été versés à plusieurs bureaux d'études, dont 2 215 880 francs au CRESPU pour des études réellement effectuées », il a ajouté. « La Ville s'est montrée particulièrement rigoureuse dans cette affaire. » M. Tiberi a aussi indiqué que, contrairement à d'autres municipalités, la mairie de Paris n'a pas de bureaux d'étude qui lui sont affiliés. (1).

La Ville « n'est donc pas outillée », a continué M. Tiberi, pour mener à bien les études en vue de la réhabilitation de certains secteurs de la capitale. « C'est la raison pour laquelle, elle s'adresse à des bureaux d'études spécialisés. A l'accusation : le CRESPU était un organisme « fantôme », l'adjoint au maire a répliqué. « Le CRESPU n'est pas un bureau fantaisiste, car il avait déjà travaillé sous l'autorité préfector-

ale avant 1977 (c'est-à-dire avant l'arrivée de M. Chirac à la mairie de Paris) pour une vingtaine d'opérations. Il a donc été choisi pour mener à bien une partie des études en fonction de son ancienneté, de son expérience et de son bon rapport qualité-prix. »

Mais les démentis avec la justice de M. Schwedlin, animateur du CRESPU, n'appellent-ils pas quelques réserves de la part de la mairie avant de passer contrat avec lui ?

« Chaque année la Ville passe trente-trois mille marchés. Elle ne demande pas, chaque fois, comme cela se pratique peut-être dans d'autres mairies, la couleur politique et le casier judiciaire des contractants », précise M. Tiberi. Enfin, l'adjoint au maire a conclu : « Nous ne sommes jamais intervenus pour recommander un bureau d'études à un organisme quelconque. » (2).

M. Jean-Claude Jolain s'est élevé « contre la mise en cause de certains fonctionnaires sans preuve à l'appui ». Il a aussi indiqué : « Nous ne remboursions pas les yeux fermés les bureaux d'études auxquels les organismes constructeurs font appel. J'ai regardé personnellement toutes les factures présentées et j'y ai trouvé une rigueur qui n'est pas toujours la même dans d'autres

villes. » Le directeur de la construction s'est encore étonné que ces études qui ont été présentées il y a deux ans ou trois ans aux élus de droite et de gauche au sein des commissions d'arrondissement n'aient fait l'objet, alors, d'aucune critique et qu'elles soient aujourd'hui subitement contestées. — J. P.

(1) Sur ce point *Libération* du 12 octobre apporte la réplique suivante : « Selon nos informations, le seul CRESPU n'est chargé de quatorze opérations et a touché globalement 5 millions de francs. »

Dans ce total, nous prenons en compte certaines études de réalisation commandées au CRESPU par des entreprises de travaux, en plus des études préalables. (...)

Le chiffre de 7 millions que nous dévions dans notre enquête correspond à l'estimation la plus probable des frais d'études correspondant aux vingt-trois opérations de réhabilitation, sachant que le CRESPU, pour quatorze opérations seulement, a perçu 5 millions de francs. »

DANS LA PRESSE

■ M. ESTIER : le « système Chirac ». Au cours de l'émission de l'émission « Paris pré » sur Europe 1, M. Claude Estier, député de Paris, porte-parole du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a déclaré mardi matin 12 octobre : « M. Jean Tiberi n'a pas contesté que des sommes aient été versées par la Ville à une société chargée de préparer à des opérations de rénovation. Il a seulement rectifié le montant qui serait de 2 ou 3 millions, au lieu de 7. La n'est pas l'essentiel. Ce qui est en cause, c'est la façon dont sont passés les marchés dans ce fameux « système Chirac ». M. Tiberi se moque du monde quand, rappelant que la Ville de Paris passe chaque année plus de trente mille marchés, il prétend qu'elle ne peut connaître l'appartenance politique ou le casier judiciaire de ceux qui dirigent les sociétés avec lesquelles elle traite. Il y a marché et marché. Le plus grand nombre porte sur des sommes relativement modestes. Mais il reste quelques grosses et même très grosses opérations — c'est le cas des opérations de rénovation — qui méritent des factures que l'on prenne quelques précautions avant de signer un contrat. »

■ LA C.F.D.T. POUR UNE COMMISSION D'ENQUETE OFFICIELLE. — Le syndicat C.F.D.T. de la Ville de Paris a demandé au ministre du logement la constitution d'une commission d'enquête officielle dont « les résultats seront communiqués aux syndicats, aux Parisiennes et aux Parisiens ». La C.F.D.T. a rappelé qu'en mars 1982, elle avait déjà dénoncé les méthodes de l'Office d'H.L.M. de la Ville de Paris, dirigé par M. Tiberi. La C.F.D.T. avait estimé que, « trop souvent, l'Office d'H.L.M. confondait intérêt public avec intérêts politico-privés ».

■ LE P.C. : EN FINIR AVEC LE SECRET. — Le groupe communiste au Conseil de Paris déclare notamment dans un communiqué : « Ayant toujours souhaité la transparence et le contrôle des finances de la Ville, le groupe communiste rappelle que M. Chirac s'est toujours opposé à la représentation des élus de gauche dans les commissions d'ouverture des plis et de passation des marchés de la Ville. (...) Sans préjuger des suites qui seront données à cette affaire sur le plan administratif et judiciaire, une chose apparaît déjà certaine, il faut en finir avec la politique de centralisation et de secret qui entoure la vie municipale à Paris. Il est temps d'ouvrir au grand jour tous les dossiers de la Ville, de décentraliser la gestion municipale et de donner aux Parisiennes et aux Parisiens la possibilité d'intervenir dans la gestion de leur Ville. »

Dans la presse

La parole est à la défense

La parole est à la défense. Dominique Jamet, dans le *Quotidien de Paris* lance les plaidoiries et ouvre le dossier de ce qu'il appelle « les dessous d'une étrange affaire ». Pour lui, nul doute qu'il ne s'agisse là d'un gros dossier politique, et bien sûr, serait celui qui se laisserait prendre à d'assez limpides manœuvres. « Il est plus qu'opportun », écrit-il dans son éditorial, pour le parti socialiste que la mise en accusation du système Chirac coïncide avec la délation de candidature de M. Paul Quilès, vertueux procureur qui a d'ores et déjà fait savoir qu'il ne luterait pas sur le terrain bourgeois où M. Chirac, selon lui, s'enlève. Si Paris est sur la sellette, il n'oublie pas que des enquêtes sont en cours à Marseille, ce qui amène cette réflexion : « Il est tout à fait appréciable pour les partis de la majorité que les médias se soient tus sur Marseille — deux poids deux mesures ? — au risque d'accroître leur réputation de complaisance, voire de servilité. »

Jacques Faizant, dans son dessin de « une » du *Figaro*, s'en prend également aux mages qui passent actuellement sur la capitale phocéenne, et nous montre un Gaston Defferre ravi assurant un Jacques Chirac furibard de sa « compassion aristocratique ». Vraiment « de telles

meurs, note Charles Rebois en appui, faussent mal au cœur de la campagne des municipales ».

Le ton est moins exalté dans les colonnes du *Matin*, qui, dans ses pages 18, 19 et 20, présente l'affaire à ses lecteurs en se retranchant derrière les révélations de *Libération*. L'humanité, pour sa part, ne doute pas une minute qu'il n'y ait détournement de fonds à la mairie de Paris, et titre « Des affaires douteuses proches du R.P.R. empêchent des crédits destinés au logement ».

Et *Libération*, celui qui par le scandale est arrivé à *Libération*, sous la plume de Serge July, se défend de « courir pour les socialistes » et explique, serais-je : « Somme toute, nous avons fait notre travail et les hommes politiques font maintenant leur leur, les uns en exploitant l'affaire à leur avantage, les autres en montrant sur leurs grands chevaux. Faut-il rappeler qu'il n'est interdit à personne d'enquêter sur la France, sur Paris, sur Marseille ou sur Lille, sur le R.P.R. comme sur les socialistes ? »

Cette conclusion : « En publiant notre enquête, nous avons fait nos responsabilités. Je serais tenté de conclure en disant à la classe politique française : prenez les vôtres. »

UNE PROFESSION MAL CONNUE

Il y a bureau d'études et bureau d'études

Les bureaux d'études, qui, en s'inspirant d'une pratique américaine, se sont multipliés en France depuis trente ans, constituent encore une vraie profession. Ils n'ont ni définition légale ni statut. Aucun diplôme n'est exigé pour verser sur leur porte une séduisante plaque de cuivre. Ni « ordre », comme celui des architectes ou des médecins, ni vœux disciplinaires des étudiants qui s'installent.

Aussi, la profession présente-t-elle des aspects fort divers. Certaines officines n'occupent qu'une demi-douzaine de personnes, d'autres plusieurs centaines. Nombre de services publics et de grandes firmes privées possèdent leurs propres bureaux d'études mais on compte, dans le secteur, des sociétés indépendantes dont la moitié ont été fondées avec des capitaux publics. Au total, on estime que la profession occupe vingt mille salariés. Ils vivent pour la plus grande part des commandes publiques.

Leur rémunération était autrefois un simple pourcentage du coût de l'opération projetée. Tout le monde avait donc intérêt à « en faire le plus possible », ou à gonfler les devis. Les abus étaient tellement flagrants qu'en 1973 une réglementation est venue les tempérer. Depuis lors, les honoraires des bureaux d'études sont calculés en fonction de trois critères : le coût des travaux à réaliser, la nature et la complexité de l'ouvrage technique. En gros cela revient, selon le dossier, de 5 à 15 % du devis total.

Comme la construction bâtit, la profession, qui a connu son âge d'or au cours des années 60, éprouve à présent de sérieuses difficultés.

L'activité de ces sociétés où l'on ne met en forme que de la matière grise, a souvent suscité la méfiance. Comme il y a forcément une part de « stériles », même dans les études les plus sérieuses, on craint le gaspillage. Les résultats apparaissent parfois peu contrôlables. Il est même tentant de faire transférer par de prétendues « études » des fonds que l'on souhaite affecter ailleurs. Dans ses rapports annuels la Cour des comptes a souvent critiqué l'abondance excessive et la comptabilité éleuthère de ces travaux intellectuels.

MARC AMBEROISE-RENO

Un label de qualification

Aussi la profession a-t-elle essayé de mettre un peu d'ordre dans ses propres affaires. Une chambre syndicale des sociétés d'études et de conseil (Syntec), fondée pendant les

années 50, groupe actuellement dans sa section bâtiment, qu'vingt bureaux d'études sur lesquels certains « indépendants » ont le statut de « sociétés à responsabilité limitée ». Cette « élite » réalise plus de la moitié du chiffre d'affaires de la profession évalué, en 1981, à 1,15 billion de francs.

N'entre pas qui veut à la tonte (1). Il faut avoir obtenu un diplôme de qualification délivré par un organisme ad hoc (2) et avoir exercé deux années. Les informés fournies par la firme sont méticuleusement contrôlées y compris comptabilité et ses déclarations fiscales. Les membres de la Syntec s'engagent à respecter un d'honneur en neuf points, dont l'un est de ne pas accepter de travailler dans un autre bureau d'études sans avoir obtenu le statut de « société à responsabilité limitée ».

Les bureaux d'études ont la presse dans l'affaire des projets de rénovation de la Ville de Paris, à travers le CRESPU, n'ont pas apporté à notre organisation, mandat un label de qualification M. Emile Labrousse, délégué de la Syntec.

A la Société française des études, qui groupe huit cents personnes sur les deux mille cinq cents existant chez nous, on déclare ignorer des dirigeants des sociétés mises en cause, à savoir MM. Jean Schwedlin et Jean Deleplanque.

La chambre syndicale devait, lors d'une conférence de presse 13 octobre à Paris, thème : la rénovation des bureaux d'études, et ci était réglementée, depuis pour l'ensemble du territoire, l'existence de réseaux qui la loi de décentralisation rendra caduque en 1983. Chaque collectivité locale devra alors être libre de choisir ses bureaux d'études comme bon lui semble.

Au ministère de l'Urbanisme, logement on n'envisage pas l'existence de créer une nouvelle réglementation qui professionnaliserait les bureaux d'études mais reconnaît qu'aucune autre contrainte qu'loi du marché et ses invétus aléas.

MARC AMBEROISE-RENO

Que perçoivent les élus de Paris et les contractuels ?

M. Pierre Mauroy ayant mis en cause devant quelques journalistes conviés à l'hôtel Matignon (le *Monde* du 8 octobre) les méthodes d'action de M. Chirac à la mairie de Paris, ce dernier a fait apporter quelques rectifications aux propos du premier ministre par l'intermédiaire de la Direction générale de l'information et des relations extérieures de l'Hôtel de Ville.

Le chiffre de « cent neuf charges de mission ayant les mêmes rémunérations que les élus » avancé par M. Mauroy est contesté. On précise à la mairie qu'une centaine de personnes bénéficient en effet de « contrats » comme cela existe dans toutes les administrations et dans tous les cabinets ministériels. Ces « contractuels » sont des collaborateurs de adjoints aux maires et choisis par eux. Certains conseillers municipaux appartenant à l'opposition disposent aussi de tels contrats rémunérés par la Ville. Les autres appartiennent aux diverses directions de la mairie comme les affaires culturelles (par exemple, M. Landowski, et M. Jean-Laurent Cochet, inspecteurs des conservatoires sont recrutés sur contrat).

Au cabinet du maire une trentaine de collaborateurs sont des « contractuels ». Les rémunérations de ces personnes varient de 3 000 à 10 000 francs par mois, et leurs noms figurent sur les organigrammes administratifs de la Ville. Les indemnités qui touchent les élus en tant que conseillers municipaux et comme conseillers généraux s'élevaient au total à 12 200 francs par mois sur lesquels est opérée une retenue de 7 % pour la retraite, ceux qui sont parlementaires ne perçoivent que la moitié de leur indemnité.

Quant aux officiers municipaux qui siègent dans les conseils de quartier, le nombre (on s'est fixé par la loi, leur nombre est de 5 600 francs par mois).

M. Mauroy ayant déclaré qu'il « 109 » chargés de mission à la mairie de Paris possèdent soit chauffeur, la mairie, précise, seuls disposent de tels avantages directeur de cabinet, le directeur adjoint et le chef de cabinet de la mairie. Il en va de même pour les secrétaires des services de l'administration municipale et pour les cinq adjoints au maire. Soit au trente-quatre personnes.

■ Les associations et le des grandes villes. — La délégation nationale du Carrefour national des comités de quartier, le CARN, indique dans un communiqué : 1) Que les trois organisations brés du CARNACQ à Paris, et Marseille, la Plate-forme de mites parisiens d'habitants, l'Union des comités d'intérêts locaux et le Comité de l'agglomération lyonnaise et la Confédération générale des comités d'intérêts de quartier ont été consultés par le bureau du ministère de l'Intérieur la décentralisation sur les mesures à prendre dans la loi en ce qui concerne la participation des personnes associées à la vie de la cité ; 2) Que les organisations CARNACQ à Paris, Lyon et Marseille répondront positivement aux propositions de décentralisation de la loi, à condition qu'elles soient déjà effectives dans une première consultation le président du groupe R.P. l'Assemblée nationale.

Bien fichés

Ils ne chôment pas, lundi 11 octobre, au greffe du tribunal de commerce de Paris. Le bureau 6 est celui où le public est admis à consulter les fiches microfilmées de toutes les sociétés dissoutes. Si le « couteux » conseil d'arrance le numéro d'inscription au registre du commerce de la société dont il veut étudier la carte d'identité, il en fait directement la demande et se verra taxer d'un droit de lecture de 6 francs. S'il l'ignore, il lui faudra passer au préalable par le bureau 16, dont le gérant « recherches », moyennant une somme de 3 francs par dossier, lui indiquera les références.

C'est curieux, fait observer à l'une de ses collègues une employée du bureau 6, depuis ce matin cela fait au moins quatre ou cinq personnes qui ont demandé à lire ces quatre fiches-là... Ces quatre documents concernent les sociétés mises en cause par *Libération*, l'OCRA, la RERIC, la SFERIC et le RER. Quant au dossier du CRESPU, la fiche de renseignements que nous avions remplie est revenue vierge par le tube pneumatique. Le préposé, sans un mot de commentaire, s'est contenté, avant de nous la remettre, d'y apposer un tampon portant la mention : « D'après les renseignements fournis (sic) par le requérant aucune inscription n'a été trouvée jusqu'à présent. » Il fallait savoir que le CRESPU n'est pas une société mais un groupement d'intérêt économique, et que, de ce fait, il n'est pas soumis à l'inscription au tribunal de commerce.

Qu'ont-elles à nous apprendre ces quatre microfilms ? Que le RER (Recherches, études et réalisations) a été créé en juin 1975. Par trois associés, MM. Alain

Thomas, né en 1949 à Paris, concepteur en architecture ; Jean-Michel Perez, né en 1941 au Maroc, urbaniste ; Michel Hall, né en 1953 à Paris. Capital : 20 000 francs, dont M. Thomas détient 9 800 francs, M. Perez 8 200 francs et M. Hall 2 000 francs.

Fiche suivante, la SFERIC, créée en décembre 1981, dont l'activité déclarée est : « l'achat, la vente, la location ou la prise à bail de tous immeubles, fonds de commerce ou locaux commerciaux ». Actionnaires, M. Thomas, déjà cité, M. Nicole Fagu. Le premier détient 1 900 francs de capital, au nom d'une troisième société, la RERIC, et M. Fagu a versé 1 000 francs.

M. Thomas et M. Fagu figurent également au générique de la RERIC (Recherches, études et réalisations industrielles, immobilières et commerciales), en compagnie de M. Bernard Page et de M. Jeanne Legal. La RERIC, elle aussi, est au capital de 20 000 francs. Ses buts déclarés sont : « la fabrication, la vente, l'installation, l'engineering, le conseil en organisation de bureaux, ameublement, agencement et décoration ».

Dernière société, l'OCRA, qui entend se consacrer aux « études, conception, réalisation, création, promotion et réhabilitation immobilières ». OCRA signifie « Office de construction de réhabilitation et d'aménagement ». Son capital est de 60 000 francs. M. Jacques Deleplanque, né en 1923 à Paris, et Sarda Papouchevsky, né à Paris en 1941, en sont, avec le RER, les actionnaires.

J.-M. D.-S.

LE CENTRE NATIONAL D'ENSEIGNEMENT PAR CORRESPONDANCE (ex CNTE)
Etablissement Public du Ministère de l'Éducation Nationale (6 centres d'enseignement - 240 000 élèves)

Assure : ● Des formations scolaires de tous niveaux (écoles, collèges, lycées, enseignements technologiques et professionnels) ● Des préparations aux concours de la Fonction publique des différents ministères (carrières enseignantes, administratives, techniques, police, métiers sportifs, carrières paramédicales et sociales...) ● Certaines formations universitaires (DEUG, Capacité en droit, Expertise comptable...) ● Des écoles de formation continue dans le cadre de la Loi du 16 juillet 1971.

Scolarité : Droit d'inscription annuel pour la France Métropolitaine : de 200 à 405 F
POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS : ECRIRE A CNEC - Ministère de l'Éducation Nationale
Tour Paris-Lyon - 209/211, rue de Bercy
75585 PARIS CEDEX 12



POLITIQUE

DE PARIS

Le sous-équipement de la maison de cure de Cachan

Qui est responsable : la ville ou le gouvernement ?

Le Guide des Parisiens du troisième âge, édité par la mairie de Paris, explique au chapitre « Logement » que les maisons de cure médicale sont destinées principalement aux personnes âgées semi-valides ou invalides qui ne peuvent plus vivre de manière indépendante, et dont l'état de santé nécessite des soins constants à l'exception des soins aigus, psychiatriques, ou de rééducation. « Si vous êtes de celles-là, ajoutez ce fascicule, vous trouverez dans ces maisons de cure des conditions d'hébergement agréables et confortables et les soins dont vous pouvez avoir besoin. » Est-ce toujours le cas ?

Parmi la douzaine de maisons de cure médicale dépendant du Bureau d'aide sociale de la Ville de Paris, il en est une au moins qui a fait parler d'elle à plusieurs reprises au cours des derniers mois. Et pas toujours en bien. Il s'agit de la maison de cure Cousin-de-Mérinot située dans la rue du même nom à Cachan (Val-de-Marne). Un ensemble ultra-moderne, ouvert fin 1980. Mais aussi un « mouchoir » dans toute l'acceptation du terme, pour les pensionnaires, en majorité invalides, qui y sont hébergés aux frais du contribuable parisien.

Une séquence du journal de 20 heures de TF1 était consacrée, le dimanche 10 octobre, à cet établissement. En moins de cinq minutes, le journaliste Yvan Charon a campé le décor, montré les victimes et dénoncé le scandale. Des faits qui paraissent d'eux-mêmes : pas de service d'accueil, pas de surveillance à l'heure des visites, pas d'équipements, un directeur invisible, une cuisine infecte.

Florence, infirmière diplômée, répond aux questions : « Jeudi et vendredi, j'étais la seule infirmière pour toute la maison. Ça représente trois cent quatre-vingt-douze lits sur dix-sept niveaux dans cinq bâtiments. De 15 heures à 23 heures, j'étais seule, entièrement responsable, avec quelques aides-soignantes. » Elle signale qu'il y a eu des cas de comas hypoglycémiques et acyloténuosiques de vieillards atteints de déshydratation par défaut de surveillance.

D'autres témoins parlent : « Rendant visite à ma mère, je l'ai trouvée deux ou trois fois complètement nue, attachée à un fauteuil. » Une vieille dame de quatre-vingt-six ans est morte, le 23 septembre, dans des conditions suspectes, selon la famille. Le médecin-chef de l'établissement a adressé au conseil de l'ordre une lettre où il décline toute responsabilité quant aux conditions d'hygiène et de santé qui entourent les patients.

Un excédent budgétaire de 3,5 millions

Pourtant, la maison de Cachan a réalisé un excédent budgétaire de plus de 3,5 millions de francs en 1981, chiffre qui n'est pas contesté par le directeur du bureau d'aide sociale, M. Philippe Lafouge. Lundi, ce dernier s'est défendu des accusations portées implicitement contre ses services : entre autres au journal télévisé, puis au cours d'une conférence de presse, enfin lors d'un bref et orageux - début, à 18 heures, à

l'émission « C'est à vous » de TF1, en présence d'Yvan Charon et de M. Alain Gilette, directeur du cabinet de Mme Georgina Dufour, secrétaire d'Etat aux personnes âgées.

S'il faut en croire M. Lafouge, tout le problème des maisons de cure médicale se résumerait à deux impossibilités : celle de faire admettre dans les hôpitaux de long séjour les pensionnaires devenus invalides ; celle aussi de recruter un personnel qualifié en raison de la pénurie d'infirmières et du refus du secrétaire d'Etat aux personnes âgées de créer treize-huit postes nouveaux.

« Vous avez trois cent cinquante-trois postes vacants au bureau d'aide sociale, a répliqué M. Gilette, mais vous n'avez, fin 1981, envisagé aucune création d'emploi d'Etat. Nous vous avons demandé d'augmenter vos effectifs budgétaires, mais vous ne l'avez pas fait. Le B.A.S. a ensuite transmis une demande, mais le 25 juin, avec six mois de retard. A Cachan, vous n'avez même pas un directeur à temps plein. Aucune entreprise moderne ne survivrait à ce type de gestion. » Le directeur de la maison de Cachan, il est vrai, gère en même temps plusieurs établissements, notamment dans le nord de la France.

En fait, le retard est « colossal », a dit M. Gilette, et les hospices, a-t-il dit, étaient « dans un état indécrottable ». En un an et demi, il a fallu créer quatre mille emplois dans les maisons de retraite et dans celles de long séjour. Discours « bureaucratique et moralisateur » selon M. Lafouge, qui rejette, une fois de plus, sur le gouvernement la responsabilité du manque de personnel infirmier. « Vous êtes un menteur », conclut M. Gilette.

Quant au directeur mis en cause, M. Jean Brocus, il affirme être victime d'une cabale du personnel hospitalier C.G.T., en raison de ses sympathies affirmées envers le R.P.R. La polémique est ouverte - une de plus - entre l'Etat et la mairie de Paris.

JEAN BENOIT.

BRUXELLES FORT-DE-FRANCE
aller-retour
à partir de
2490 F
Valable 1 an dans les 2 sens

Bus Paris Bruxelles
60 F aller simple

nouvelles frontières
le voyage moins cher, pour tout le monde

37, rue Violet 75015 Paris 578 65 40
2, rue Auguste-Brizeux 44000 Nantes 20 24 61/20 31 35

Reservé aux clients de Jean de Bonnot
A la demande de 850 bibliophiles, Jean de Bonnot réimprime intégralement :

Le Livre des Merveilles de Marco Polo

(1000 exemplaires supplémentaires sont réservés aux amateurs de livres rares).

En 1283, après mille aventures, un jeune marchand vénitien devient le conseiller du cruel Kubilay Khan dont l'immense empire s'étend de Moscou à la mer du Japon.

Son récit, écrit en français en 1299, émerveilla le monde occidental.

A l'occasion de ce 7^e centenaire, Jean de Bonnot réimprime intégralement, en édition d'art, le récit de ce grand voyageur, d'après le précieux manuscrit de 1381 commandé par Philippe le Hardi, duc de Bourgogne.



Kubilay Khan était le maître absolu de toutes ces merveilles et de tous ces peuples : 1322 races différentes par la langue, la couleur de la peau, les mœurs et les traditions, toutes dominées par la force brutale, cruelle et capricieuse, mais aussi par l'habile diplomatie du grand Khan. Et, ce souverain absolu avait décidé que les Polo fassent partie de sa famille.

Quelques années plus tard, les trois Vénitiens, comblés d'honneurs et de bienfaits, sont chargés d'escorter vers le lointain Iran la princesse Cogaitra, beauté de 17 ans, promise au roi des Perses. Après des mois et des mois, voilà les Polo à mi-chemin vers l'Europe. Le mal du pays les prend, insupportable. Ils décident de quitter les magnificences et les splendeurs de l'Orient pour retrouver leurs parents, leurs amis, leur vieille demeure sur la lagune.

Ils sont pris pour des imposteurs.

Quand les Polo rentrèrent chez eux, ils étaient habillés en voyageurs tatars et avaient presque oublié leur langue maternelle.

Dans leurs vêtements grossiers, personne ne les reconnut d'emblée. La jeune femme que Niccolò avait épousée 25 ans auparavant était persuadée que son mari était mort.

Quand ils racontèrent leur histoire singulière, nul ne les prit au sérieux. Aussi, organisèrent-ils un grand festin. Les trois voyageurs apparurent alors en robes de satin cramoisi et, de la doublure de ces riches vêtements, ils sortirent une grande quantité de bijoux d'un prix inestimable : rubis, saphirs, écarabocles, diamants, émeraudes, tous d'une grosseur jamais imaginée.

La valeur des bijoux qu'ils sortirent de leurs poches était de plusieurs millions de ducats, de quoi armer dix galères de course.

Le faste était si grandiose que l'on surnomma bientôt Marco Polo « Messire Million ».

Ses concitoyens sceptiques de Marco Polo le nommèrent par dérision « Messire Million », son récit inspira toutes les explorations en Orient et on reconnut enfin l'exactitude de ses observations.

Au moment de sa mort, les amis qui se trouvaient près de son lit lui demandèrent de désavouer, pour le bien de son âme, certaines affirmations de son livre qui leur paraissaient incroyables. Mais le mourant répondit : « Je n'ai pas exagéré et il y a encore mille autres merveilles que je vous ai cachées ».

Dans ses descriptions, Marco Polo livre tous les détails : le nom des villes, le nombre des habitants et leur caractère, les effectifs des troupes et leur armement.

Comment fut écrit le « Livre des Merveilles » ? A leur retour de Chine, Venise est en guerre contre Gênes. Les Polo,

1283-1293 :

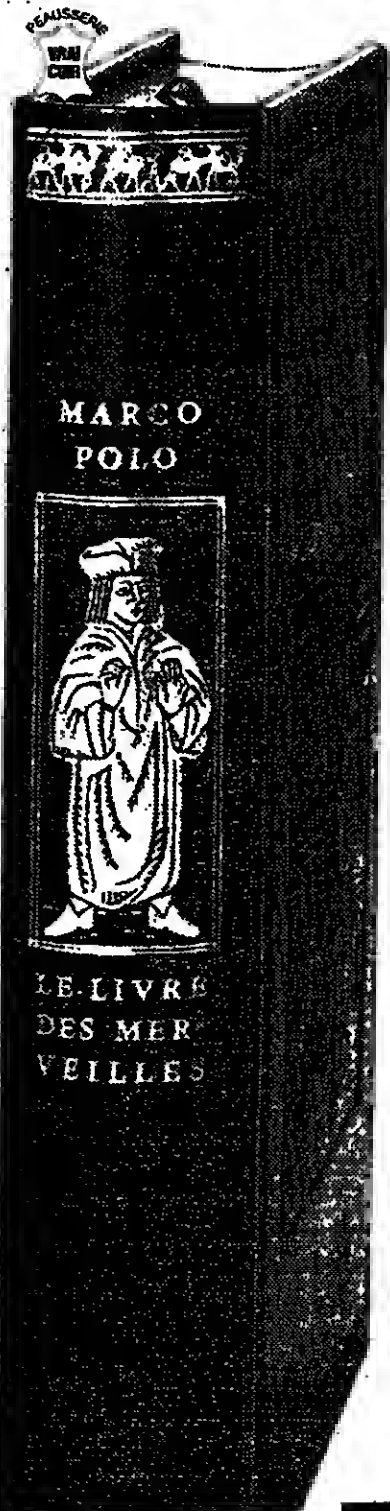
fait unique dans l'histoire, un jeune européen est nommé Gouverneur de Chine dans l'empire du grand Khan des Tartares... voilà exactement 700 ans ! Citoyen de Venise, il se nomme Marco Polo. A 17 ans il accompagne son père et son oncle sur la route de la soie.



Dans le récit de ses aventures qu'on baptisera le « Livre des Merveilles », il décrit son extraordinaire odyssée de 20.000 kilomètres. Ses observations guideront toutes les grandes explorations.

Christophe Colomb connaissait par cœur ce livre qu'il annota de sa main de 70 commentaires.

Comme le découvreur des Amériques.



Dans la capitale de l'Al-tchéou, « jou du Céleste Empire », on attend le nouveau Gouverneur, le favori du grand Khan. Le peuple a revêtu les habits les plus riches, ornés de perles et de pierres précieuses. Les étendards de soie claquent au vent pendant qu'on dresse d'immenses dragons aux couleurs chatoyantes.

Tous les sujets du grand Khan sont représentés : les Chinois raffinés, les féroces montagnards du Tibet, les gigantesques Tartares luisants de graisse de mouton, les ascétiques marchands persans, les peuples noirs de Birmanie et de Ceylan.

Cette toile tumultueuse, bigarrée et pittoresque, représente des centaines de peuples aux origines et aux langues disparates.

La foule crie : « Mais il est tout blanc ! Il a les yeux ronds ! »

Marco Polo n'est ni tatar, ni arabe, ni persan, ni chinois, mais il parle parfaitement ces langues. Il vient d'un lointain pays appelé l'Europe et d'une ville étrange, toute baignée par l'eau, nommée Venise.

Son aspect est différent de celui des races orientales, sujettes du grand Khan. Il a la peau rose, les cheveux clairs et ondulés et ses yeux sont ronds. Cela étonne profondément ses nouveaux sujets.

Sept ans auparavant, le jeune Marco avait accompagné son père et son oncle dans un long voyage qui devait ramener à Venise les précieux produits de l'Orient : les soies les plus fines, l'encens, les musc voluptueux, les épices recherchées, les pierres précieuses et mille marchandises rares. L'expédition devait l'amener à traverser tout le continent asiatique.

Les pays soumis au grand Khan abondaient en richesses : perles noires d'Arabie, brillants roses des cratères de Golkonde, saphirs des mines mystérieuses de Birmanie où les prospecteurs heureux sont tués afin que soit gardé le secret de leurs découvertes. On y voit aussi des palais de jade aux sols dallés d'or pur épais de deux doigts et des piscines parfumées aux essences de rose et de jasmin.

en qualité de nobles, sont contraints d'arriver à leurs frais une galère. Commandée par Marco, elle sera arraisonnée par les Génois.

Le voilà prisonnier de guerre, condamné à l'oisiveté. C'est en prison qu'il dictera le récit de ses voyages - directement transcrit en français - qui aura un énorme succès sous le nom de « Livre des Merveilles ».

En 1381, Philippe le Hardi, Duc de Bourgogne, désira lui aussi posséder un exemplaire de ce livre dont on parlait tant. Les plus talentueux enlumineurs ornèrent l'ouvrage d'illustrations admirables. C'est le fameux manuscrit n° 2810 de la Bibliothèque Nationale de Paris.

Une édition exceptionnelle à plus d'un titre.

C'est ce texte, dont l'exécution exigea des années de patience et d'application que reprend notre édition. Nous avons voulu l'enrichir encore en y ajoutant les éléments d'un autre joyau de la Bibliothèque Nationale de Paris : la carte dite « Catalane ». Datée de 1375, c'est la première carte à plan réalisée au Moyen Age. Elle résume les connaissances géographiques du temps et tient compte des informations puisées dans le livre de Marco Polo. Nous en avons reproduit les ligaments intéressants pour décorer, en argent, tous les chapitres.

Un grand livre d'art au prix éditeur.

Seule une édition d'art est capable de restituer la magnificence de ce maître-livre du Moyen Age.

Le papier choisi est fabriqué patiemment à la « forme ronde » inventée au XVIII^e siècle. Par ce procédé coûteux, les livres de la pâte s'entremêlent lentement et fortement, donnant ainsi un papier solide et sonnant. Exempt de tout blanchiment chimique, les feuilles gardent leur couleur naturelle, ivoire inaltérable. Un filigrane que l'on peut apercevoir en transparence garantit sa qualité.

Nous utilisons toujours les anciens outils du relieur : tranchet, massicot, lers à dorure gravés à la main. Les cahiers sont assemblés et cousus avec un fil résistant. Les coins du cuir sont repliés à la main à l'os de boeuf. Cent autres détails soulignent le soin dont a bénéficié cette édition.

Description de l'ouvrage.

1 volume grand in-quarto (21 x 27 cm), 570 pages environ. Papier chiffon garanti « à la forme ». Filigrane « aux canons ». Impression en noir et argent. 84 enluminures réalisées en monochrome. Relure plein cuir coupé d'une seule pièce. Dos à l'or fin 22 carats, plats repoussés à froid. Tranchettes et signet tressés assortis.

Une doublure invisible du dos assure une résistance supplémentaire. Nos décors sont gravés à la main, au burin. 134 cm de feuille d'or véritable, titré 22 carats, sont utilisés pour chaque volume.

Garantie à vie.

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur, pour le même prix et à n'impose quel moment.

J. de Bonnot

CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale représentant un paysage. Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré 75392 Paris Cedex 08

Qui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours « Le Livre des Merveilles » de Marco Polo, en un seul volume 21x27 cm, auquel vous joindrez mon cadeau.

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai, de toute façon, la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 332 F (+ 20,10 F de frais de port).

Nom..... Prénom.....

N°..... Rue.....

Ville..... Code postal.....

Signature.....

Je déclare sur l'honneur que tout mon adresse que ma signature sont conformes à la vérité.

150 من الاموال

Le Monde

régions

RÉALITÉS DE LA DÉCENTRALISATION

EN MIDI-PYRÉNÉES

L'État au chevet de la culture occitane

Le 28 septembre 1982, à Toulouse, MM. Jack Lang, ministre de la culture, Alex Raymond, président du conseil régional de Midi-Pyrénées, et Jacques Carbon, préfet commissaire de la République, signaient conjointement la première convention Etat-Région. Le document a pour objectif le développement culturel.

soelle les nouvelles relations entre pouvoir central et collectivité territoriale dans la perspective d'une planification nationale et décentralisée tout à la fois. C'est l'une des six conventions signées en Midi-Pyrénées à l'occasion de la visite de M. François Mitterrand.

De notre correspondant

Toulouse. — Ce contrat se réfère à une charte définitive sur la politique culturelle pour les années à venir. Il ne vaut que pour un an et se veut d'abord une étape de réflexion au moment où s'élabora le IX^e Plan. Cependant, c'est la première fois qu'en Midi-Pyrénées sont déclinés un ensemble d'actions et d'études inscrites dans un même projet cohérent dont l'ambition affichée est de restaurer les moyens alloués. Ici, il s'agit d'un premier pas conduisant une approche dynamique et populaire — au sens le plus large du terme — de la culture régionale.

C'est ainsi qu'une dotation spéciale de 6 500 000 francs est allouée à l'État, au titre de la loi de finances 1982, ainsi que trois dotations financières pour un montant total de 2 750 000 francs, auxquelles il faut ajouter 1 million de francs en crédits décaissés qui viennent en supplément des 110 millions de francs de crédits normalement mis en œuvre pour l'année en cours. Pour la région Midi-Pyrénées, a consacré un effort comparativement beaucoup plus important, puisqu'elle s'engage au travers de cette convention à débloquer 3 500 000 francs supplémentaires, alors que le budget culturel régional n'est encore que de 5 334 000 francs pour l'année 1982.

La dimension économique

Si le document signé à Toulouse manifeste le souci de valoriser le patrimoine traditionnel, un effort particulier est affirmé en direction du monde rural, qui représente 40 % de la population de Midi-Pyrénées. De même, notent-ils la volonté de s'adresser aux sous-cultures (sans intention péjorative) qui coexistent au sein de la région : adolescents, personnes âgées... La culture occitane est perçue comme l'expression même de l'identité de la région. En dehors du musée et à l'écart des sentiers battus du folklore. Enfin, dans une région qui compte la capitale de l'aéronautique et l'une des plus grandes universités de France, les sciences et techniques sont intégrées dans le projet. Une façon d'inscrire la culture dans son époque.

Cette convention, dans le droit fil du rapport récemment rédigé par le conseil régional, souligne la dimension économique des actions engagées. Mettre sur pied une politique de l'emploi culturel et en maîtriser l'évolution, c'est un peu la doctrine qui a cours aujourd'hui en Midi-Pyrénées. C'est ainsi que vingt-sept emplois cofinancés par l'État de-

Vers le monde rural

Le deuxième chapitre de cette convention, qui en compte cinq et pas moins de cinquante articles, est consacré à la culture du monde rural. Ici, ce sont d'abord les hommes qu'il faut mettre sur le terrain. Des emplois d'animateurs seront créés. Avec l'aide de l'État et le concours des conseils généraux et des communes, des salles d'animation rurale seront créées. Mais cette action volontariste en direction d'un monde trop souvent laissé pour compte de la culture nécessite des moyens techniques. Ils seront étudiés pour les départements qui le souhaitent par le biais des CUMATS, les coopératives de matériel de théâtre et de spectacle. D'autres équipements territoriaux ou pays pourront également être partie prenante de tels projets.

« La décentralisation donne aux collectivités territoriales le devoir de reprendre le flambeau du mécénat artistique public affaibli depuis quelques décennies »,

vaient être créés au titre de cette convention, plus une trentaine d'autres réservés à des organismes intervenant en milieu rural. Cette volonté de lier projets culturels et développement économique est manifeste également dans le souci de favoriser la création d'entreprises spécialisées dans les travaux de restauration du patrimoine et la fabrication de matériaux spéciaux (brique, par exemple).

Le premier chapitre intitulé « Pour une réanimation dynamique du patrimoine », un restaurant d'abord la création d'un centre de culture régionale. Dès 1981, les élus régionaux avaient financé une étude sur un projet de cette nature. L'État et la région s'engagent désormais à concrétiser les choses autour d'un centre de documentation sur les cultures régionales de Midi-Pyrénées.

Il ne faut pas oublier que la région administrative est formée d'une mosaïque de pays aux traditions affirmées et originales. Ce centre sera doté d'un atelier de restauration. Il éditera une revue d'ethnologie qui devra être, c'est la convention qui le dit, de qualité internationale. Un étude sera menée sur les trésors qui restent. Un autre centre sera mis à l'étude pour la promotion de la culture scientifique et technique, autour des activités régionales : mines, batteries, aéronautique, météorologie, informatique...

Revaloriser le cinéma en milieu rural sous une forme qui reste encore à définir (salles polyvalentes, cinémas ambulant...), développer la cinématographie de Toulouse dans ses moyens matériels mais aussi en personnel, sauver la collection photographique de Eugène Fournet à Villeneuve-de-Rouergue, quelques autres actions sont prévues dans cette convention.

Le dernier chapitre aborde la mise en place des moyens nécessaires à cette politique culturelle. Outre les emplois et les préoccupations économiques, il est prévu la nomination d'un « M. Études Midi-Pyrénées » chargé spécialement auprès du ministère de la culture de suivre les dossiers de la région. Cette convention est générale dans ses intentions. Elle assure bien, à condition que les très nombreuses études trouvent prochainement un début de réalisation, ce que pourra être la politique culturelle régionale. Le cadre de rapports contractuels avec l'État. Encore faut-il que s'approfondisse la concertation avec les autres collectivités territoriales, que s'affirment sur le terrain les besoins afin que dans un ensemble régional cohérent les « différences » aient voix au chapitre.

GÉRARD VALES.

MÉCONTENTEMENT DANS LES ASSOCIATIONS

L'enseignement du breton et les promesses socialistes

Brest. — Les mesures prises par

le nouveau gouvernement concernant la langue bretonne ne répondent pas à notre attente. Plus encore, elles sont en retrait par rapport à la situation antérieure. La réaction des diverses associations culturelles bretonnes est, pour une fois, unanime : la circulaire de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, sur l'enseignement des langues régionales a déçu.

On attend toujours des « mesures importantes en faveur du breton et de la culture régionale à la radio, à la télévision » et dans la vie publique. L'espoir des associations était la mesure des promesses faites par le parti socialiste. Qui ce soit lui le discours au cours duquel M. François Mitterrand déclarait, à Lorient, en 1981 : « Le temps est venu de dire qu'il appartient aux régions de décider de l'importance qu'elles donnent à leurs langues culturelles régionales. Le temps est venu d'un statut des langues et cultures de France qui leur reconnaisse une existence réelle. Le temps est venu de leur ouvrir grandes les portes de l'école, de la radio et de la télévision, permettant leur diffusion, de leur accorder toute la place qu'elles méritent dans la vie publique. »

N'était-ce pas, d'autre part, M. Louis Le Penec qui avait déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi en faveur de l'enseignement des langues régionales ? N'était-ce pas le Breizh (regroupement des sections sociales des députés bretons bretons) qui demandait, il y a quelques semaines, cent cinquante postes d'enseignement en breton ? Enfin, chacun se souvient du rapport Jordani, présenté à M. Jack Lang, ministre de la culture : sous le titre « Démocratie culturelle et droit à la différence », l'auteur avait insisté sur les réformes fondamentales.

C'est le 21 juin 1982 que fut publiée la circulaire du ministre de l'éducation nationale. C'était le tollé. « Dans le secondaire, les cours facultatifs (en plus des horaires

De notre envoyée spéciale

imposés) passent de deux heures, de la sixième à la troisième, à une heure. D'autre part, les chefs d'établissement doivent attendre d'avoir au minimum quinze demandes avant d'ouvrir le cours. Auparavant, une classe était créée lorsque sept ou huit candidatures étaient enregistrées. Enfin, si le ministre fait référence à un plan de trois ans, il ne donne aucune précision sur les moyens dont il dispose pour y parvenir », affirme notamment M. Armand Kervael, de l'association Défense et promotion des langues de France.

Cartes postales au président

Le recteur de l'académie de Rennes, en annonçant que « la circulaire ne fixait pas un cadre rigide », et que, en Bretagne, « il ne saurait être question de revenir en arrière », a d'autant moins convaincu que les moyens mis à sa disposition sont jugés dérisoires. « Nous sommes tombés de haut, bien que nous n'attendions pas grand-chose de la circulaire », quatre postes de professeurs titulaires dans la maternelle ; huit dans la primaire et la maternelle, — alors que l'enquête nationale faite en 1981 a démontré que cinquante mille enfants de la maternelle à la terminale étaient candidats à des cours de breton. Cinq mille d'entre eux apprenant déjà cette langue ; on est loin des deux cents postes réclamés par les enseignants cette année », déclare M. Tugdual Kervael, président de la toute nouvelle association des enseignants de breton, qui a organisé une manifestation, le 15 septembre dernier, devant le rectorat. Du côté des écoles maternelles en breton, les écoles Druon, le son de cloche n'est pas plus optimiste. « Nous avons engagé avec le ministre des discussions qui n'ont rien donné », affirme M. René Lhoest.

fondateur de l'association. Si on nous a proposé de payer notre dette, rien n'a été fait pour intégrer réellement nos écoles au service de l'éducation nationale. La Fédération Kuzul ar Brezhoneg, qui regroupe dix-huit associations, a demandé aux jeunes Bretons d'envoyer « des milliers de cartes postales à M. François Mitterrand, afin de réclamer un CAPES de breton ».

Si la licence a été accordée en 1981, le CAPES, c'est-à-dire la possibilité réelle d'enseigner, a toujours été refusé aux étudiants, et les trente-deux licenciés de Rennes n'ont pas trouvé de travail correspondant à leurs compétences, en dépit de la demande unanime et répétée du conseil culturel de Bretagne, des syndicats, associations de parents d'élèves et d'étudiants, du conseil de l'université de Haute-Bretagne.

Pour leur part, les syndicats tels que la FEN et le SNES semblent moins mobilisés. « Nous sommes attentifs à la volonté du ministre de l'éducation nationale. Nous avons constaté que de nouveaux moyens seraient donnés à la Bretagne. C'est un point positif », affirment les responsables des syndicats, qui jugent « excessif et quel politique » le langage des associations bretonnes.

Si l'enseignement du breton a mobilisé les associations en cette rentrée, la place accordée à la langue régionale, à la radio et à la télévision n'en est pas moins critique. « La déception de doubler le temps des émissions en breton prise par l'ancien gouvernement n'a même pas été confirmée par le nouveau », affirme le Front culturel progressiste, qui regroupe l'U.D.B., parti autonomiste et socialiste, le P.S., le P.S.U. Bretagne et divers syndicats. « Pas une minute de plus ne sera accordée aux Bretons à la télévision. D'autre part, Radio-Armorique, qui émettait sur toute la Bretagne, a disparu au profit de Radio-Bretagne Ouest, radio décentralisée de Radio-France (qui couvre le secteur bretonnant et émet cinq heures par jour en breton). Qu'a-t-on fait pour les bretonnants qui vivent dans l'est de la région ? »

Si les associations bretonnes sont unanimement déçues par les mesures prises par les pouvoirs publics en faveur de la culture régionale, il faut bien reconnaître qu'une fois de plus leur absence de solidarité les empêche de mener une action collective. Certaines d'entre elles ont, par exemple, refusé de participer à la manifestation organisée le 15 septembre par la nouvelle association des enseignants bretons, qui est ouverte aux enseignants du « privé » comme du « public ».

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Les méthodes d'enseignement des langues ont fait leurs preuves

- Audit linguistique et assistance-conseil aux entreprises
- Formations en entreprises
- Formations inter-entreprises
- Formations intra-entreprises :

— Langues courantes ou langues des affaires (60h sur 15 semaines ou 120h sur l'année)
— Préparation aux examens des Chambres de Commerce Étrangères
— Séminaires spécialisés :
— Préparation à la conversation téléphonique en anglais
— Anglais pour ingénieurs et cadres
— Anglais économique et culturel de la République Fédérale d'Allemagne
— Allemand par la vidéo

Centre de Formation Permanente
79, avenue de la République 75011 PARIS. Tél. 335.39.08 (p. 1264)

M. ... Fonction ...

E. ... Tél. ...

A. ...

Souscrire recevoir une documentation sur les cours de langues du CFP

GÉRARD VALES.

VACCINEZ VOTRE MAISON CONTRE LE VOL

Pour une protection par contacts d'ouverture et radar infrarouge commandés par une centrale, deux sirènes (1 extérieure - 1 intérieure), comptez environ 7 000 F TTC posé pour cinq issues - Pose Paris - Grande Banlieue.

Devis gratuit
GARANTIE : 2 ans pièce et main d'œuvre.
CREDIT GRATUIT : 4 versements

Ste PARIS-ALARM. 141, rue de la Croix Nivert
75015 PARIS - Tél. 530-05-47

HALTE AU FROID ET AU BRUIT

DOUBLE VITRAGE
2 glaces de 4 mm encastrées une lame d'air désaérée.

SURVITRAGES
sur la face intérieure de votre fenêtre un deuxième vitrage vient créer une lame d'air isolante.

Isophone
Isophone plus
Isophone plus

Paris Isolation
101, rue de la Motte-Picquet - 75015 Paris - Tél. : 566.65.20

VOS SANITAIRES REMIS À NEUF

à domicile, en un jour, sans démontage
baignoires, lavabos, bidets, w.c.
— Réparations locales, détartrage.
— Remise à neuf de baignoires, et tous objets en émail (faucet, robinet, etc.)

SAMOTEC
7, rue Sainte Anne - 75018 Paris
255.44.89

lentilles de contact souples

C'est la joie de VOIR NET à l'œil nu.

Elles sont, confortables, souples, et légères, et permettent de faire et de lire ce qu'on ne voit même plus. C'est comme si l'œil était en face d'un objet sans aucune vision normale et une correction parfaite.

Ysopie
30, bd Malesherbes
75008 Paris Tél. 503.85.32
Venez vite faire un essai
Documentation et liste des correspondants
Emploi et démontage sur demande.

LES 83 SOLEILS SELECTOUR

83 destinations soleil et neige classées par prix.

selectour voyages

مكتبة الأمل

UN BILAN POUR L'ANNÉE 1981

Les succès de la loi contre le secret administratif

Le sacro-saint secret administratif, ce monopole de la connaissance sur lequel l'administration fonde son autorité, sera-t-il bientôt vaincu ? Une loi existe depuis 1978 qui donne aux citoyens un « droit d'accès » aux documents administratifs, plan d'occupation des sols ou dossier individuel des fonctionnaires. Peu connue, mais il y a des progrès, cette loi est en train de bousculer les rapports administratifs.

Ce n'est pas que les fonctionnaires aient

accueilli cette loi avec enthousiasme, mais ils font désormais contre mauvaise fortune bon cœur. La loi, note le deuxième rapport de la Commission d'accès aux documents administratifs, que son président, M. Pierre Ordre, a commenté, ce mardi 12 octobre, en présence de M. Jacques Fournier, secrétaire général du gouvernement, « est mieux connue, mieux utilisée et mieux appliquée », même si, reconnaît le rapport, « le droit d'accès n'est pas encore devenu un réflexe naturel ».

Communications tous azimuts

Le jugement de la commission est en demi-teinte. Ni découragement ni optimisme exagéré. Pour vaincre une tradition qui « penche plutôt du côté du secret », il faut du temps, et à la commission se félicite de n'avoir pas eu de « foubis », elle reconnaît aussi qu'elle n'a pas été submergée de requêtes, même si son utilité n'a pas échappé à quelques citoyens procéduriers, qu'elle qualifie de « tenaces ».

Reste la grande masse des administrations et des municipalités. Cette plaquette explicative en termes clairs de ce qu'est la loi de 1978 sur l'accès aux documents administratifs et ce que les citoyens peuvent en attendre, ils y apprendront que toute personne qui en fait la demande doit désormais pouvoir consulter les documents émanant d'une administration, d'un établissement public ou d'une entreprise privée chargée de la gestion d'un service public. Si l'administration refuse, l'administré dispose d'un droit de recours auprès de la commission. Celle-ci instruit alors le dossier et rend un avis qui, s'il est positif, constitue un moyen de pression contre l'administration. En cas de refus persistant, le demandeur peut toujours saisir le tribunal administratif. Mais comme n'est pas dénué d'embûches.

Au fil des années la commission a dégagé une jurisprudence, confortée par les tribunaux administratifs, qui permet de reconnaître les documents « communicables » de ceux qui ne le sont pas. Appartenant à la première catégorie des « communicables », les enquêtes sociales réalisées par l'administration en vue

d'une adoption, les copies d'examen, même si elles ne comportent aucune annotation ni appréciation, les demandes d'autorisation de licenciement économique, les dossiers médicaux, sous réserve, comme le prévoit la loi, que le droit d'accès soit exercé par un médecin, etc.

Il existe des exceptions, énumérées par la loi en termes vagues, et dont la commission s'est efforcée de préciser le contenu. L'une de ces exceptions est « attente à la sécurité publique ». Pour la commission, cette notion ne fait pas obstacle à la communication à l'intérieur de son dossier des renseignements généraux, mais l'administration a pu à bon droit refuser de rendre publics les documents relatifs à la construction d'une nouvelle tour de contrôle à Marignane et les plans détaillés des sites et des installations de l'usine de retraitement de la Hague. Dans le premier cas, la commission a estimé qu'il s'agissait d'un bâtiment stratégique. Dans le second, elle a répondu à l'auteur de la demande, M. Brice Londe, que la communication qu'il réclamait risquait de faciliter les actes de sabotage.

La commission a eu à trancher une curieuse affaire. Il s'agissait d'un artisan marbrier qui désirait obtenir de la municipalité de Pignan (Hérault) la liste des concessions funéraires de la commune, afin de proposer aux familles de ces concessions de rénover ou d'embellir les tombes leur appartenant. La loi interdit d'utiliser les documents administratifs à des fins lucratives (édition commerciale ou constitution d'un fichier de clientèle par exemple). Mais comme elle n'exige pas des intéressés qu'ils

motivent leurs demandes, la commission a finalement tranché en faveur de l'artisan marbrier, tout en recommandant aux administrations d'écarter la communication de tels documents à leur utilisation future.

Aut total, la commission a été saisie de cinq cent quatre demandes d'accès au 12 novembre 1980 au 4 mars 1982, un chiffre en nette progression, qui démontre, selon elle, une meilleure connaissance de la loi. La grande majorité des demandes concernent des dossiers individuels. Les demandes d'associations de quartier ou de défense de l'environnement sont plus rares. Dans 62,5 % des cas, la commission a rendu un avis favorable, ce qui démontre que l'administration a encore une vision restrictive de la loi. Dans 15 % des cas, la saisine de la commission a suffi à faire revenir l'administration sur son refus initial et la demande a été classée sans objet.

L'intervention de la commission est-elle efficace ? La réponse est oui à 70 %. Dans 9 % des cas seulement, ses avis n'ont pas été suivis, et pour 21 % ils sont restés sans réponse de l'administration, ce qui permet à la commission d'afficher un relatif optimisme tout en demandant une augmentation de ses moyens et un accès plus fréquent aux médias audiovisuels pour se faire mieux connaître.

BERTRAND LE GENDRE.

* Commission d'accès aux documents administratifs. — 31, rue de Valenciennes, 75002 Paris. — Tél. 01 706-99-21.

* L'accès aux documents administratifs, deuxième rapport d'activité de la Commission d'accès aux documents administratifs. La documentation française, 1982 pages, 50 F.

CARNET

Naissances

— Michel Le Casto et Magda, née Taber, ainsi que Frédéric ont la joie d'annoncer la naissance de Vénus, le 5 octobre 1982. Hôtel-Dieu de France, Beyrouth, Liban.

— M. et Mme Henry K. Hensey, M. et Mme Patrick Rousselet et le fils Luc-Henry, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur petite-fille, fille et sœur, Stéphanie, le 27 septembre 1982.

Décès

— La Pègre Provinciale des Fêtes Blanches et tous ses confédérés font part du décès de Jean-Louis de cinquante-deux ans, du Père Michel BEAUBOIS, survenu le 5 octobre à Paris.

— M. et Mme Robert Bismuth, M. et Mme Patrick Bismuth, M. et Mme Bismuth, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur petite-fille, fille et sœur, Stéphanie, le 27 septembre 1982.

— Les obèques ont eu lieu, le 10 octobre, à Béziers (34500).

— Mme Micheline Cohen, M. Roland Castro, de leur famille, font part du décès de

Mme ALBERT CASTRO. L'inhumation aura lieu au cimetière de Pantin-Parisien, le mercredi 13 octobre 1982, à 14 h 30 ou l'on se réunira.

— La Société Prud'homme, direction et l'ensemble du personnel, ont le plaisir de faire part du décès de

M. René COPPEL, ancien administrateur, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, médaille militaire, survenu le 7 octobre, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

— Les obèques ont eu lieu, le mardi 12 octobre 1982, à 14 heures, à la chapelle de la Madeleine espagnole, 51 bis, rue de la Pompe, Paris-16^e.

— Nous apprenons avec regret le décès subit de Charles DEKUPPE. Ses obèques ont eu lieu, ce jour, à 14 heures en l'église d'Orléans (Seine-et-Marne).

— [Entré en janvier 1982 au « Monde », il a collaboré au service composition du journal jusqu'à son départ à la retraite en 1974. « Le Monde » et ses nombreux camarades adressent leurs sincères condoléances à sa épouse et à sa fille.]

— M. et Mme Marcel Dumareix, Les familles Dumareix, Masvayraud et Veyrand, ont le plaisir de faire part du décès de

M. Georges DUMAREIX, leur fils, néveu et cousin, survenu le 9 octobre 1982, à l'âge de cinquante-deux ans.

— Les obèques auront lieu, le mercredi 13 octobre 1982, à 11 heures, au cimetière du Père-Lachaise (Paris-20^e), 18 ter, rue des Côtes-de-Vaux, 75000 Clichy-la-Garenne.

— Les conseils d'administration des sociétés Snap Durac et Verreux s'expriment.

— Le conseil de surveillance de la société S.P. France, ont le plaisir de faire part du décès de

M. Georges DUMAREIX, administrateur de Snap Durac et de Verreux s'expriment.

— M. et Mme Henri FAUVILLE, née Rita Bötcher, ont le plaisir de faire part du décès de

M. et Mme Henri FAUVILLE, née Rita Bötcher, ont le plaisir de faire part du décès de

M. et Mme Henri FAUVILLE, née Rita Bötcher, ont le plaisir de faire part du décès de

M. et Mme Henri FAUVILLE, née Rita Bötcher, ont le plaisir de faire part du décès de

M. et Mme Henri FAUVILLE, née Rita Bötcher, ont le plaisir de faire part du décès de

M. et Mme Henri FAUVILLE, née Rita Bötcher, ont le plaisir de faire part du décès de

M. et Mme Henri FAUVILLE, née Rita Bötcher, ont le plaisir de faire part du décès de

M. et Mme Henri FAUVILLE, née Rita Bötcher, ont le plaisir de faire part du décès de

MÉDECINE

DANS UN CENTRE DE SANTÉ DU RHONE

Le licenciement d'un médecin salarié provoque une polémique entre communistes et socialistes

Lyon. — Quatre-vingts personnes ont occupé, le 9 octobre, les locaux du centre social Fernand-Lamaze de Vaulx-en-Velin (Rhône). Ces usagers voulaient protester contre le récent licenciement d'un médecin de quarante ans salarié du centre, le docteur Jean Malfatti. Le différend entre l'employeur — la municipalité d'union de la gauche conduite par M. Jean Capievic (P.C.) — et

l'employé a aussi des prolongements judiciaires. Le tribunal des prudhommes de Lyon prononcera, le lundi 25 octobre, un jugement en référé sur la demande de réintégration présentée par le docteur Malfatti. A quelques mois des élections municipales, la polémique autour du centre de santé nourrit le contentieux entre socialistes et communistes tout autant alliés au sein du conseil municipal.

De notre correspondant régional

est C.G.T., qui refusait que ce centre soit un « bureau émissaire », sera abandonné après un arbitrage de l'union départementale C.G.T.

En revanche, le conflit avec les deux médecins du centre, les docteurs Jean Malfatti et André Picard, s'est envenimé après une grève administrative engagée le 8 septembre. Pour le second, la sanction sera limitée à un avertissement. Pour le premier, ce sera le licenciement sans préavis ni indemnité. Pour justifier cette sévère sanction, la directrice du centre, Mme Paulette Bernard, écrivait le 9 septembre dernier, avant un entretien sans résultat

avec M. Capievic : « En refusant de signer les feuilles de maladie (...) vous empêchez notre centre de fonctionner. Vous créez les conditions d'une remise en cause de la pratique du tiers payant dont bénéficie la clientèle du centre. Cette grave faute professionnelle s'ajoute, selon la directrice, à d'autres avertissements « écrits ou verbaux » pour « insuffisance d'activité », informations en faveur d'une drogue présentée comme « moins nocive que le tabac », absence non motivée ».

Sur chaque point le docteur Malfatti présente sa défense : « Un médecin ne peut pas faire autre chose qu'une médecine administrative. Les tribunaux auront à se prononcer sur cette notion de droit de grève pour un médecin salarié. D'autre part, le médecin assure avoir pratiqué en dix ans de présence au centre une moyenne quotidienne de dix-sept à vingt actes ».

Rejet l'accusation sur la drogue. « On glisse là vers la délation », assure M. Malfatti, qui nous a montré une affiche apposée pendant six mois dans la salle d'attente du centre et qui se conclut ainsi : « Le haschisch interdit est infiniment moins nocif que le tabac et l'alcool sur le plan physique. Merit de ne pas trop fumer ». Enfin, sur l'absence constatée : « Oui, affirme le médecin, je me suis absenté un jour et demi pour un congrès d'homéopathie, mais j'en ai fait un autre jour et demi pour un congrès de médecine générale au centre et après avoir trouvé une remplaçante ».

Dans ce conflit, le médecin n'est pas seul. Il peut compter, d'une part, sur l'appui de certains usagers et, d'autre part, sur celui des socialistes locaux. La section du P.S. a dénoncé « les pratiques qui s'imposent aux médecins employés par le patronat de choc », et demandé « instamment » que le maire « revienne sur sa décision de licenciement d'un bon médecin ».

Plus sereinement, M. René Beauvrière, adjoint culturel et rassembleur chef de file d'une liste socialiste honnête en murs prochains, déclare que « le docteur Malfatti a une conception du fonctionnement d'un centre de santé qui correspond à ce que nous, socialistes, souhaitons ». Le docteur Malfatti affirme que « la directrice a été nommée parce qu'elle est membre du parti communiste » et il relève aussi que le secrétaire de direction du centre n'est autre que... l'épouse du maire. CLAUDE RÉGENT.

FAITS ET JUGEMENTS

Les ennemis d'un ancien conseiller ministériel

La onzième chambre correctionnelle de Paris a condamné, le 11 octobre, à un an d'emprisonnement et à 30 000 francs d'amende, pour fraude fiscale, M. Gustave Hauchard, qui fut, pendant quelques semaines, conseiller technique au cabinet de l'actuel secrétaire d'Etat au tourisme. Il avait déjà été condamné, en novembre 1981, à deux ans d'emprisonnement, 50 000 francs d'amende et 10 000 francs de dommages-intérêts pour escroquerie (le Monde des 31 octobre et 29 novembre 1981).

Il lui était reproché, cette fois, de n'avoir pas fait de déclaration de revenus au titre de l'année 1978, alors qu'il avait perçu cette année-là plus de 2 millions de francs de bénéfices non commerciaux, sous forme de commissions reçues en qualité d'intermédiaire entre des entreprises françaises et des pays d'Afrique et du Proche-Orient.

Un brigadier inculpé après une « bavure »

Orléans. — Le brigadier Michel Joy, trente-quatre ans, a été inculpé, le 11 octobre, par Mme Anne Gallay, juge d'instruction au tribunal d'Orléans, pour coups et blessures avec arme. Le policier avait blessé, le 3 octobre, derrière un jeune homme, M. Thierry Passagré, à la sortie d'un bal mouvementé à Saint-Jean-de-la-Roelle (Loiret). Une information judiciaire avait été ouverte contre le policier, ce qui avait provoqué la colère de ses collègues d'Orléans qui avaient déposé symboliquement leurs armes. Le policier, ce qui avait provoqué la colère de ses collègues d'Orléans qui avaient déposé symboliquement leurs armes. Le policier, ce qui avait provoqué la colère de ses collègues d'Orléans qui avaient déposé symboliquement leurs armes.

L'Algérie contre des « squatters » parisiens

Un inconnu rencontrant, dans un café, un membre non identifié de l'ambassade d'Algérie à Paris pour louer un immeuble appartenant à celle-ci, l'histoire d'un vice-président du tribunal de Paris, M. Michel Raymond, qui a ordonné, le 11 octobre, en référé, l'expulsion d'un « squatteur » de la force publique — de squatters se réclamant de l'association ANCRE. Ceux-ci occupent en effet, depuis septembre, un immeuble de 2 000 mètres carrés appartenant à l'Algérie, 171, rue de la Croix-Nivert (quinzième arrondissement).

Selon Mlle Bonnet, présidente de l'association, déclarée le 6 août, et qui a pour but d'organiser des activités culturelles, un membre de l'ANCRE dont le nom n'a pu donner le nom, avait conclu, pour 500 francs par mois, un contrat de location avec un diplomate inconnu de l'ambassade d'Algérie.

● Ouverture d'une information après une explosion qui a causé la mort de trois personnes à Paris. — Le parquet du tribunal de Paris a ordonné, le 11 octobre, l'ouverture d'une information contre X pour homicide et blessures involontaires, après l'explosion, vraisemblablement due à une bouteille de gaz qui a détruit, le 9 octobre, deux étages d'un immeuble de la rue des Trois-Frères, à Paris (18^e). Deux personnes, Mme Suzanne Dutheil, soixante-quatre ans, et M. Georges Navet, trente-cinq ans, avaient été tuées sur le coup. Une troisième victime, Mme Ida Salerno, trente-trois ans, est décédée des suites de ses blessures.

COPIES GEANTES

SUR PAPIER BLANC COPIEUR, CALQUE, PHOTOCOPIEUR, LARGESUR, CM, LONGUEUR, LUMIÈRE, RÉDUCTION, AGRANDISSEMENT, POUR PLANS, CONTREPLANS, AFFICHES, POSTERS, ETC. 200, Av. Daumesnil PARIS 12^e - tél. 47 21 32 - tél. 22 00 64 F

SPECIAL MICRO EN 1 MOIS formez-vous à la MICRO INFORMATIQUE. carte du jour du 1^{er} au 31^{er} 1982 par stage. FORMATION 1 rue du Châleau 75002 (1) 296 65 08

RELIGION

Exécuteur testamentaire de Teilhard de Chardin

JEANNE MORTIER EST MORTE A L'AGE DE QUATRE-VINGT-DIX ANS

Jeanne Mortier, exécutrice testamentaire de Teilhard de Chardin, vient de mourir à Paris, à l'âge de quatre-vingt-dix ans. (Jeanne Mortier avait fait, notamment, ses études à l'Institut catholique de Paris et fut, dans un premier temps, secrétaire de Romano Bolland.) L'essentiel de sa vie fut consacré à travailler pour Teilhard qui avait pour elle une grande confiance. Si bien qu'il se confia à lui, contre son vœu, la fin de sa vie. L'initiative hardie puisque Rome avait interdit la publication de ses ouvrages et qu'il ne dépendait plus à sa mort que de Jeanne Mortier, laïque, de ne pas tenir compte de cette interdiction. Toute son existence, Jeanne Mortier s'efforça de faire connaître la pensée de Teilhard avec un dévouement proverbial. Elle multiplia les articles et les ouvrages de vulgarisation, releva avec courage les attaques contre son « maître ». En fin de carrière elle s'occupa activement de la Fondation Teilhard au Muséum d'histoire naturelle. — R.F.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :

André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :

Robert Bresson (1944-1959)

Jacques Favre (1959-1982)

Impression :

de « Monde »

5, rue de la Harpe

PARIS-IV

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications de presse

ISSN : 0395-2637

SCIENCES HUMAINES

LA PUBLICATION DU RAPPORT DE M. GODELIER

Renversement de tendance pour les sciences de l'homme et de la société

Le rapport sur les sciences de l'homme et de la société en France que M. Maurice Godelier, anthropologue, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, avait remis cet été à M. Jean-Pierre Chevènement, au titre de la mission qui lui avait été confiée par le ministre de la recherche et de l'industrie au début de cette année, est désormais publié (1).

Commentant, lundi 11 octobre, cet ensemble de travaux, le ministre de la recherche et de l'industrie a indiqué que ce rapport « riche de propositions diverses » correspondait « à la volonté du gouvernement que soit faite un développement des sciences de l'homme et de la société une part au moins égale à celle des autres disciplines ». M. Chevènement a, d'autre part, interprété la publication de ce rapport et les perspectives qu'elle ouvre comme « la marque du renversement de tendance » en faveur de recherches souvent délaissées ou, en tout cas, inégalement traitées par le pouvoir précédent, au dire du ministre et de l'auteur du rapport.

« Toutes les propositions du

rapport Godelier ne pourront être prises en compte, pour des raisons budgétaires, a souligné à plusieurs reprises le ministre, tout en affirmant : « Qui veut travailler doit en recevoir les moyens. »

Commentant ensuite divers aspects de son rapport, M. Godelier a notamment indiqué que les crédits de mission, qui sont « l'équivalent de l'équipement pour la physique puisqu'ils l'évidence la société et nombre de ses aspects ne peuvent être transportés en laboratoire, devraient être à l'avenir notablement développés. »

La réorganisation prochaine du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) traduira, a encore souligné le rapporteur, le refus du cloisonnement entre sciences humaines et sciences sociales par l'émergence d'un secteur unique des sciences de l'homme et de la société : le socle d'un large développement de l'interdisciplinarité concrétisée par la création de commissions interdisciplinaires qui devront pouvoir recruter. M. Godelier a ensuite indiqué que plusieurs des créations institutionnelles particulières qu'il avait suggérées dans

son rapport « étaient fortement liées au projet de collège philosophique : le projet d'institut d'analyse des migrations dans les sociétés contemporaines ; le projet d'institut national d'histoire et d'épistémologie des sciences et des techniques qui pourrait voir le jour dans trois ans ; les recherches et études féministes dont le développement avait été réclamé dès avant le colloque national sur la recherche (le Monde du 28 novembre 1981).

À propos du projet de centre pour le développement des recherches psychanalytiques, qui figure au nombre de ces propositions, et qui a déjà provoqué diverses controverses dans les milieux psychanalytiques français qui ont parfois voulu y voir une volonté de « récupération » d'une discipline par nature, indirectement, M. Chevènement a déclaré ne vouloir faire qu'une chose : « que si cela réunit le consensus » des intéressés.

(1) Les sciences de l'homme et de la société en France, analyse et propositions pour une politique scientifique, la Documentation française, 29-31 quai Voltaire, 75340 Paris, Cedex 07, 66 pages, 100 francs. Ce volume contient, outre le rapport général de M. Godelier (le Monde du 24 octobre), vingt-quatre rapports consacrés à des disciplines ou à des problèmes particuliers. La Documentation française annonce la publication d'un deuxième volume qui sera réuni une douzaine de rapports complémentaires.

AU ONZIÈME COLLOQUE DES SOCIOLOGUES DE LANGUE FRANÇAISE

Défis et défiances

Les sociologues de langue française qui viennent de se réunir à la Sorbonne (Paris), pour leur onzième colloque international, étaient assés d'une mission : définir « les défis et les tâches » des sciences sociales pour les années 80. En fait, ils se sont surtout appliqués à définir leur position de sociologues dans la société d'aujourd'hui, une société de plus en plus technicienne, avide de production concrète, soumise aux exigences contradictoires de l'État.

Les quelque cent cinquante ethnologues, anthropologues, philosophes, économistes, politologues, démographes et sociologues stricto sensu venus

d'une quinzaine de pays ont entendu plusieurs communications et conférences inaugurales « de personnalités ayant acquis la notoriété dans les sciences sociales francophones et au-delà : M.M. Jacques Ellul, Edgar Morin, Pierre Bourdieu, Georges Balandier, etc. Tous ont pu dialoguer, d'une discipline à l'autre, sans céder à la tentation des batailles de clans ou des querelles d'école. L'Association internationale des sociologues de langue française (A.I.S.L.F.) a eu son colloque et a tenu ses assemblées, grâce notamment à son comité présidentiel, M. Raymond Lestrat, et sans doute aussi grâce aux encouragements du gouvernement français.

Les sociologues de 1982 sont-ils des gens heureux ? Ils semblent en tout cas débarrassés de la mauvaise conscience qui les gagnait dans les années 60. Autant ils ont conservé un soupçon de « conscience malheureuse » que le colloque de la Sorbonne les en aurait délivrés. Tous les critères, en effet, se sont employés à rendre aux sciences sociales leurs lettres de noblesse, à présenter l'image d'une sociologie non point sûre d'elle-même et dominatrice, mais à tout le moins assez respectable que les autres sciences, et même aussi « opératoire » (on n'aime pas le mot « performant » chez les universitaires francophones).

Bien sûr, les sciences sociales n'ont pas, comme les autres sciences, la facilité de l'expérimentation en laboratoire, ni surtout la possibilité de reconnaître une expérience. « Nous raisonnons toujours sur un hâpaz, sur un cas unique », observe M. Ellul. De sorte que l'émancipation de la science, c'est avant tout le seul critère de scientificité

des sciences sociales. Mais est-ce véritablement un handicap ? Non, répondent les sociologues, à commencer par M. Morin, pour qui « il faut en finir avec l'idée que la scientificité équivaut à la vérité ». Il rappelle que la connaissance scientifique, même fondée sur des données objectives, produit des « théories subjectives changeantes », « profondément historisées ». M. Morin refuse le « terrorisme de la scientificité », dénonce « l'arrogance de la blouse blanche qui se prend pour un objet scientifique », et déclare que le physicien n'est pas plus scientifique que le sociologue. « Ce ne sont pas les physiciens qui diront ce qui s'est passé à Sabra et Chatila, même s'ils font partie de la commission d'enquête. » Donc, abandonner les réflexes mécaniques, déterministes, et accepter la complexité. Aucune science n'a le monopole de la scientificité. « Entrer dans la scientificité, c'est abandonner le monopole de la vérité », c'est oublier le dogme.

L'Etat est-il masochiste au point de donner des verges pour se faire battre ? Pas tant, il espère y trouver son compte. Lorsqu'il paie des chercheurs pour analyser les rouages de la société, il souhaite en retour quelques recettes techniques, par exemple pour manipuler l'opinion ou faire passer des mesures impopulaires. C'est ainsi que Jacques Ellul interprète l'étude d'impact : « on constitue une population pour faire accepter une mesure déjà prise. Le rôle du sociologue, dans ce cas, est de « transformer les désirs en besoins ».

Involontairement, sans doute, le représentant de M. Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, a illustré ce propos en assignant une nouvelle tâche aux chercheurs en sciences sociales : combattre l'idéologie du déclin inéluctable de la société au progrès, la « technophilie », et l'esprit anti-scientifique, participer à un « rassemblement idéologique ». Le sociologue va-t-il redevenir le grand instituteur de la République sur le modèle du Durkheim ? Au fonctionnaire scientifique, M. Balandier préfère le « décripteur du changement, ou plutôt des mutations », pour éviter toute équivalence politique.

ROGER CANIS.

La polémique sur l'INSERM : un « ridicule bouteille » ?

Interrogé sur la récente polémique relative à la durée maximale du mandat des directeurs d'unités de recherche de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale — l'INSERM — (les plus de trois mandats consécutifs en qualité de responsable d'unité), le ministre de la recherche et de l'industrie a déclaré au cours de sa conférence de presse : « Pour un ridicule bouteille (1), en voilà bien un ! »

Rappelant que « fonctionnaire, si l'on a droit à une carrière, on n'est pas propriétaire d'un emploi », M. Chevènement, après avoir rappelé qu'il n'avait fait que prendre acte de propositions souvent formulées, et souligné que ces dispositions étaient infiniment moins violentes que la ségrégation par l'octroi des crédits pratiquée aux Etats-Unis, a ajouté : « Rien d'empêche qu'un directeur de recherche ayant exercé pendant trois mandats consécutifs (...) retrouve ses fonctions dans une autre unité de recherche, ou dans la même après une année sabbatique. » M. Chevènement a ajouté que, sollicité d'apporter un nouveau dispositif « une soupape », il ne l'avait pas fait par crainte de voir cette soupape « devenir une énorme vanne ».

Faut-il voir dans ces déclara-

tions une reculade ou, simplement, une précision ? La formulation figurant dans le projet de décret de réforme du C.N.R.S., et qui devrait être reprise pour l'INSERM, précise : « Nul ne peut exercer plus de trois mandats consécutifs en qualité de responsable d'unité. » Elle pouvait sans doute être interprétée comme interdisant à un directeur ayant exercé trois mandats de retrouver une responsabilité, bien que dans l'esprit de ses rédacteurs elle ait simplement exclu un quatrième mandat, ou même deux. Les déclarations du ministre lèvent cette ambiguïté. Sur le fond elle ne change rien : il n'y aura pas de « soupape », et même si un directeur part en année sabbatique, un successeur lui sera nommé, en principe pour quatre ans. Celui-ci pourra céder la place ; il pourra aussi la garder.

(1) N.D.L.R. — Bouteillon (du nom de son inventeur) ou par allusion à la bouteille, ou encore bouteille : marotte de campagne composée d'éléments superposés accolés pendant la Première Guerre mondiale ou désignant ainsi un agent militaire ou un agent de la police. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, le terme fut de nouveau utilisé dans les camps de prisonniers pour désigner une fausse nouvelle, un reconteur.

SPORTS

CYCLISME

Un Tour de France... français

En 1983, le Tour de France partira de la région parisienne à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), le 1^{er} juillet — et ne franchira pas les frontières. C'est, en quelque sorte, de son confinement à l'intérieur de la France, originalité puisque précisément il nous avait habitués aux itinéraires les plus expéditifs. Depuis 1964, le départ avait lieu soit en province, soit à l'étranger, et il faut remonter à 1973 pour retrouver un parcours tracé en totalité à l'intérieur de l'Hexagone.

L'autre particularité du Tour 1983 réside dans la réduction des neutralisations et des transferts, et cela constitue une saine réaction contre la course « en pièces détachées » du 1^{er} juillet. Les concurrents prendront toutefois le T.G.V. sur le chemin du retour entre Dijon et Paris, l'arrivée étant jugée le dimanche 24 juillet aux Champs-Élysées. Après avoir fait deux étapes à Fontenay-sous-Bois, un des lieux où la cavalcade avait été bloquée cette année par les manifestants, à Roubaix, au Havre, à Nantes, à l'île d'Oléron, le Tour fera une incursion — et à Bordeaux, pour aborder à Paris le secteur montagneux qui s'étendra jusqu'à Morzine-Avoriaz.

La grande étape des quatre cols pyrénéens (Toulouse, Tourmalet, Aspin, Peyresourde) retrouvera sa place. C'est à notre avis une bonne initiative, de même que la mise au point du Grand Prix de la Dôle, quant au programme alpin, il comportera une dizaine d'étapes, dont la Charbonnière, le Grand Tour, escalade à deux reprises, l'Alpe d'Huez (où les organisateurs ont prévu un jour de repos), les Aravis, la Colombine, Joux-Plane et Avoriaz.

Deux étapes contre la montre se dérouleront en montagne, l'une de Chamalières au sommet du puy de Dôme, sur 18 km, la seconde de Morzine à Avoriaz, sur 14 kilomètres. Cet avantage consenti aux grimpeurs a malheureusement pour but de combler celui qu'on accorde aux rouleurs sportifs en leur réservant deux tests régionaux individuels (Châteaufort-Montenot et circuit de Dijon), d'une distance totale de 122 kilomètres, indépendants du prologue. Il est apparu, en effet, que le Tour se jouait désormais non plus dans les cols mais dans les courses contre la montre, en raison de la généralisation des grands développements qui favorisent les rouleurs complets au détriment de grimpeurs spécialisés et modifient ainsi le rapport des forces.

On savait depuis plusieurs mois que le prologue du Tour de France serait ouvert aux amateurs et aux professionnels. On apprend aujourd'hui qu'il serait réservé à treize ou quatorze équipes professionnelles et à sept sélections nationales. Le Tour de France, entre les deux catégories risque de nuire à l'intérêt de la compétition, et si le cyclisme tend vers la litanie unique souhaitable à long terme, on peut craindre que le système appliqué dans l'immédiat à une épreuve de cette dimension soit prématuré.

JACQUES AUGENDRE.

D'un sport à l'autre...

ANCIENS

COMBATTANTS

LE CONGRÈS DE L'ANACR SE TIENT A BOURGES

M. Jean Lemaire, ministre des anciens combattants, participera à la journée d'ouverture du congrès de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance (ANACR), le vendredi 15 octobre, à Bourges. Quelques six cents congressistes participeront à ces deux journées de discussions qui seront consacrées en particulier aux mesures législatives nécessaires contre les activités d'inspiration hitlérienne ou collaborationniste ; à la transmission à la jeunesse des enseignements de la Résistance ; à l'action résistante pour la souveraineté nationale, la paix et la coopération internationale. Rappelons que l'ANACR est présidée par M.M. Jacques Delors, Eddy de la Motte, fondateur du Conseil national de la Résistance, Louis Terrenoire, ancien ministre, Vincent Badier, ancien ministre, et le colonel Rol-Tanguy.

AUTOMOBILE. — Le constructeur britannique de Formule 1 Frank Williams a été débouté par la première chambre de la cour d'appel de Paris, le 11 octobre, comme il l'avait été en première instance, le 30 juillet, par le président du tribunal, de son action en référé pour faire annuler la décision du tribunal d'appel de la Fédération internationale du sport automobile, prise le 29 avril, déclarant le pilote finlandais Kalle Rosberg de la deuxième place du Grand Prix du Brésil disputé le 21 mars à Rio-de-Janeiro. Rosberg, devenu entre-temps champion du monde des conducteurs de la Brabham Nelson Piquet (Brabham), vainqueur de la course, avait été déclaré vainqueur par leurs médecins avant le départ de l'eau et du liquide de refroidissement de leurs voitures attelées afin que les voitures atteignent le poteau réglementaire de 500 kg.

VOLLEY-BALL. — L'Union soviétique, détentrice du titre et l'Argentine, pays organisateur, d'une part, le Japon et le Brésil, de l'autre, disputèrent, jeudi 14 octobre, les demi-finales du championnat du monde. La France, l'Italie, les Etats-Unis et la Roumanie joueront pour les places de treize à seize.

Belle Plagne

Village intime... enfants heureux... ski-roi !

Village intime, architecture chalet, façades de bois, toits de pierre, circulation automobile souterraine. Enfants heureux, jardin des Neiges, garderie, cours spéciaux pour les tout-petits, les futurs champions et les cracks.

Ski-roi dans l'un des plus beaux domaines skiables d'Europe : 1^{re} station française par le nombre des remontées mécaniques... glaciers équipés (3250 m) pour ski hiver et été... sécurité exemplaire... en hiver, itinéraire 15 km sur 2000 m de dénivellation pour toutes les formes de ski... ski hors piste privilégié.

Plusieurs formules d'investissement :
• Multipropriété • Copropriété traditionnelle
• Placement financier



La Plagne

Maison de La Plagne
176, rue Charles de Gaulle
92222 Neuilly St-Seine

Tél : (1) 747.07.70

Poste 27

Pour en savoir plus

Veuillez envoyer sans engagement de ma part une documentation gratuite sur :

☐ un achat en multipropriété, ☐ un placement financier,
☐ un achat en copropriété, ☐ un séjour en hiver.

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

* Société d'habitat à temps partagé.

Gènes
le quai
de la
plaisance
mondiale



ÉDUCATION

RECONSTRUIRE L'UNIVERSITÉ

(Suite de la première page.)

La pluridisciplinarité, enfin, dans l'esprit du législateur, visait à supprimer les facultés monodisciplinaires pour créer des ensembles universitaires où se retrouvent enseignants et chercheurs de formations différentes. L'influence des pesanteurs et des choix politiques ont abouti à des regroupements qui n'obéissent pas souvent à la volonté de promouvoir des enseignements nouveaux (2). Derrière le mot université se cachent encore des facultés qui n'ont rien perdu de leurs anciennes prérogatives. C'est le cas de l'université de Montpellier, fléchée derrière laquelle cohabitent deux fortes entités sans beaucoup de liens entre elles : la faculté de droit et celle de médecine.

Alteurs se sont créées de nouvelles structures, les unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.), souvent nombreuses, correspondant à des enseignements uniques et répondant parfois au désir de quelques professeurs de se constituer en groupe de pression. Dépendant d'un pouvoir fort qui, très rapidement, a mis en place un mode de contrôle financier et pédagogique tatillon, les universités ne sont qu'une mosaïque d'U.E.R. « Le système universitaire d'avant 1968 était à deux degrés (facultés-ministères) », explique M. Michel Lesage, de l'université de Paris-I. Au nom de la pluridisciplinarité, on leur a substitué un système à trois degrés : U.E.R.-universités-ministère.

plus deux années), connaissent aussi un engouement après de lycéens à la recherche d'un diplôme monnayable sur le marché du travail.

Superbement ignorants de ces évolutions, des universitaires continuent à former des enseignants du second degré sans se soucier que le nombre de postes mis au concours diminue. Ils ne se rendent pas compte que le lycéen qui se décide à aller à l'université fait « un choix négatif », pour reprendre l'expression de M. Claude Dufrano (3) : il s'inscrit dans un établissement universitaire parce qu'il n'a pu se faire accepter dans une classe préparatoire aux grandes écoles, ou a été écarté d'un I.U.T. (ceux-ci n'acceptant qu'un candidat sur dix) ou d'une classe de techniciens supérieurs.

Un jeune sur cinq

L'université n'attire pas, ou plus, les jeunes : du moins certaines disciplines, car on fait encore la queue pour devenir médecin (mais combien de gens considèrent que les études médicales font partie de l'université ?). Dans l'opinion publique, cette vieille dame a perdu de sa crédibilité. Les gouvernements précédents ayant choisi leurs cibles et leurs responsables en dehors de ses murs, son image n'a pas été valorisée. Lente érosion par les technocrates et les habiles gestionnaires des années fastes, les intellectuels critiques s'enferment dans leurs établissements.

Le retour du conformisme

Les tempêtes de mai 1968 éloignées, la loi lentement déformée ou peu appliquée, beaucoup de professeurs ont retrouvé un conformisme qu'ils avaient fait semblant d'abandonner. Aidés par M. Allice Saurier-Séné, le dernier ministre des universités, ils ont renoué avec leur pouvoir et leurs prérogatives au détriment d'autres catégories d'enseignants : maîtres-assistants, assistants, et même vacataires qui, après avoir joué le jeu de la participation, ont été écartés de l'administration des établissements au même exclusif de l'enseignement supérieur.

Des universitaires, par choix ou par obligation, se sont repliés dans leur laboratoire ou en compagnie de quelques étudiants de troisième cycle. Le système universitaire, réifié à l'innovation, continue à tourner par la force de l'habitude, absorbant des étudiants qui s'épuisent au fil des années de leur cursus. La tradition, l'emprise, la lourdeur administrative découragent les initiatives. Les novateurs, les pionniers, agissent en marge du système. Ils se battent pour créer des filières professionnelles, réfléchissent à des enseignements mieux adaptés.

Car, pendant ces quatorze années, l'environnement a changé dans l'enseignement supérieur. Favorisées par les ministères de tutelle, les écoles « dites grandes » ont modernisé leurs équipements et adapté leurs enseignements à une économie en mutation. Joutant habilement de la sélection, elles ont renforcé leur image de marque en offrant à des élèves triés la perspective d'un emploi. Les Instituts universitaires de technologie (I.U.T.), créés pour former des techniciens (baccalauréat

normatif de la population étudiante dans l'ensemble de la jeunesse, avant comme après cet accroissement, ne l'est pas moins », explique MM. Christian Baudelot et Roger Establet (4). En prenant deux années de référence, les auteurs soulignent qu'en 1960, 94 % des jeunes étaient exclus de l'enseignement supérieur et, en 1976, 82 %. Légère régression donc, mais que vient tempérer un discours trop fréquent sur « la massification de l'université ». En 1976, exactement 16,4 % des jeunes Français accèdent à l'enseignement supérieur, soit un jeune d'une classe d'âge sur cinq.

MM. Baudelot et Establet décrivent ainsi ce cinquième Français : « Il est d'abord un survivant de l'élimination scolaire et, si ses parents sont ouvriers, un miraculé. Il se, en effet, résiste à vaincre des obstacles qui ont eu raison de plus de 80 % des enfants nés la même année que lui. Comparé aux 80 % de ses contemporains, l'étudiant s'en distingue par une scolarisation primaire et secondaire hors du commun : il a appris à lire, à écrire et à compter dès l'âge de six ans, au cours préparatoire justement où il a laissé sur place nombre de ses camarades ; lorsqu'il quitte l'école primaire pour entrer en sixième, il a entre dix et douze ans ».

De nombreuses études l'ont montré, c'est bien avant l'entrée dans l'enseignement supérieur que des enfants sont définitivement éliminés du système scolaire. Même si l'université a un peu perdu son rôle de producteur d'élite, elle n'en reste pas moins réservée aux enfants de quelques classes sociales privilégiées.

Prônée par les socialistes, la lutte contre les inégalités sociales devaient les mener à interroger sur l'étrange peuplement des universités, c'est-à-dire des modifications fondamentales supposant une meilleure adaptation de tout le système scolaire, mais, sans attendre, des propositions peuvent être faites en ce qui concerne l'enseignement supérieur. C'est ce que pense M. Claude Jeanet, pour qui le système de formation « doit être capable d'accueillir un pourcentage important d'une classe d'âge » (5). En l'attente d'une école dont la finalité ne serait plus l'élimination des enfants les plus démunis, il constate que trois éléments peuvent favoriser une démocratisation : l'aide économique à l'étudiant, une meilleure répartition sur l'ensemble du territoire des actives de formations supérieures et, surtout, la mise en place de pédagogies différenciées.

Constant que dans le système éducatif « la théorisation prime sur l'apprentissage par la pratique », M. Jeanet se demande, si cette voie, parce qu'elle correspond plus à la pratique culturelle du groupe social dominant, ne privilégie pas ce dernier. Selon M. Jeanet, tous les jeunes n'accèdent pas forcément au même moment à la faculté d'abstraction. Faute de pouvoir réformer l'enseignement secondaire, il préconise de tenir compte, dans la pédagogie des cycles post-baccalauréat, de cette donnée. Ce qui implique un effort de la part des enseignants, mais aussi un choix de disciplines nouvelles, plus pratiques, plus professionnelles, à savoir plus ouvertes sur l'environnement économique des jeunes.

Cette réflexion doit entraîner aussi une meilleure acceptation par les universitaires des jeunes et des moins jeunes qui, à un moment de leur vie, après une période d'activité professionnelle, éprouvent le besoin de venir ou de revenir à l'université. En plus de la formation continue conçue en tant que stage à la finalité bien définie, l'enseignement supérieur doit être capable de recevoir des individus qui, librement, décident d'enrichir leur culture ou de découvrir une autre formation.

Accueillir plus de jeunes, mieux les former et songer à les préparer à un emploi, tel est le vaste programme qui devrait se fixer un enseignement supérieur renoué.

SERGE BOLLOCH.

- (2) « Combien d'universités se sont-elles contentées de rebaptiser disgracieusement U.E.R. les facultés d'autant », écrit dans le Monde en 1976, M. Gérard Antoine, chargé de mission auprès de M. Edgar Faure en 1968.
- (3) « De la terminale aux études post-baccalauréat », publication du Centre de recherches sur l'enseignement supérieur de l'université de Paris-VII.
- (4) « Les étudiants, l'emploi, la crise », « Petite collection Maspéro », 1981.
- (5) « Missions pour les formations supérieures », Nouvelle revue socialiste, mars-avril 1982.

Prochain article : UNE MEILLEURE PRÉPARATION À L'EMPLOI

Se perfectionner, se apprendre la langue est possible en suivant
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
cours avec explications en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BBCM
8, rue de Berni - 75008 Paris

Du meuble individuel... au grand ensemble

La maison des BIBLIOTHEQUES

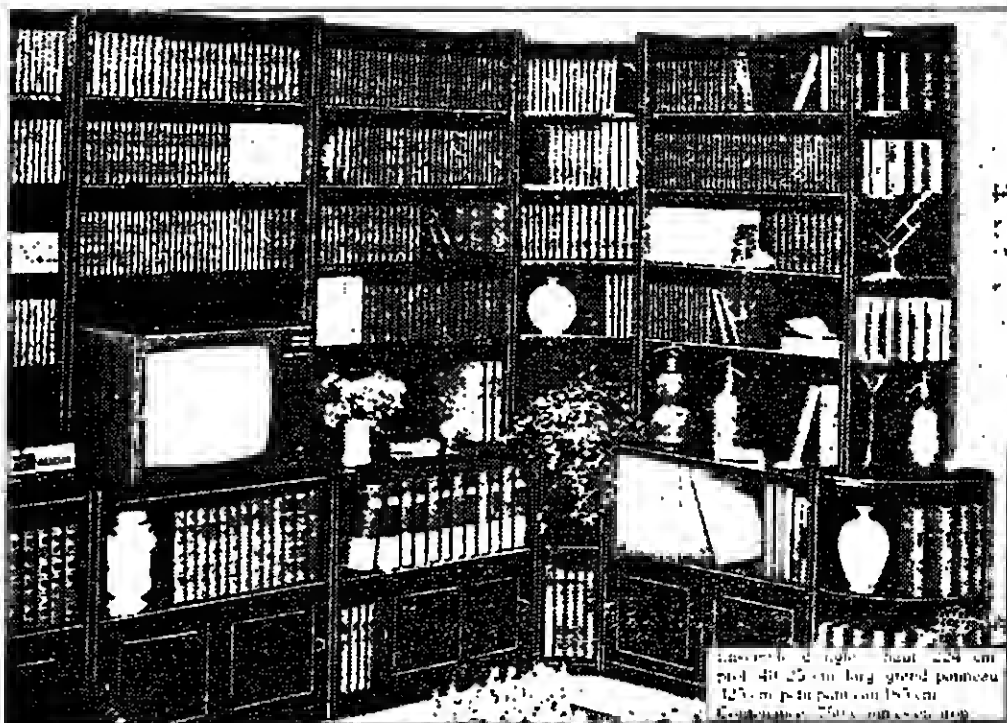
Paris • Bruxelles • Genève • New York • Rome • Rotterdam • Vienne



LIGNE OR : 24 modèles JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES 4 hauteurs - 2 largeurs - 2 profondeurs - 2 couleurs

Premier spécialiste européen pour le rangement des livres de tous formats, La Maison des Bibliothèques propose une nouvelle ligne exclusive, extrêmement sobre et fonctionnelle. La « Ligne OR » vous ainsi compléter le très large éventail de la Maison des Bibliothèques (Standard, Rustiques, Contemporaines, Ligne Noire, etc.). Ces prestigieuses modèles permettent de constituer, par simple juxtaposition et juxtaposition, la bibliothèque idéale quelle que soit la place dont on dispose. Véritable architecture de montants et de traverses OR habillées de panneaux et d'étagères Noires ou Vitrées, la « Ligne OR » apporte une solution rationnelle et très décorative au rangement de tous vos ouvrages, aussi bien professionnels que de collection ou d'agrément.

Etagères et panneaux en mélaminé noir ou incolore double face, montants en aluminium anodisé brossé doré, avec verres réglables. Système de cravattes encastré permettant le réglage en hauteur des étagères au cm. Finition des chants de tablette par un T en aluminium doré. Tous ces modèles peuvent être fermés sur option par des portes luis, des glaces claires, des glaces Persol bronze ou des glaces miroir Persol.



LIGNE NOIRE : 12 modèles VITRÉS JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES 5 hauteurs - 2 largeurs - 2 profondeurs - 5 couleurs

L'une des plus récentes créations exclusives de LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES réalise à partir d'un nouveau matériau permettant un usage dans la masse, identique à celui du bois massif. Tous les modèles de la LIGNE NOIRE JUXTAPOSABLES ET SUPERPOSABLES par simple pose sans aucune fixation permettent de constituer des ensembles bibliothèques très élégants. De nombreux accessoires (14 de ronds, meubles d'angle, abattants sectionnaires, étagères TV, etc.) offrent de multiples possibilités de décoration intérieure comme d'aménagement de cabinets de travail.

Maintenant disponible en 5 couleurs : Noir • Brun saïjou • Beige • Vert bronze • Gris.

Nouvelle série en panneaux de fibres à structure homogène et de densité moyenne et constante permettant un usage dans la masse identique à celle du bois massif. Verres 5 couleurs au choix. Côtés moulurés dans la masse avec platibandes. Etagères et côtés épaisseur 22 mm, chants arrondis. Fond contre plaque vitrée coulissante avec englets, bords doux, étagères intérieures réglables sur taquets encastrés, pieds de 5 cm avec plinthe en caoutchouc, dépassements hauts de 3 cm avec arrondis. Assemblage très facile par vis de fixation invisibles.

PRIX IMBATTABLES

REPRISE EN CAS DE NON CONVENANCE
EXPÉDITION RAPIDE ET FRANCO DANS TOUTE LA FRANCE MÉTROPOLITAINE

La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris • Bruxelles • Genève • New York • Rome • Rotterdam • Vienne

Paris : 61, rue Froidevaux, 14^e

Représentants régionaux : Bordeaux : 10, rue de la République, 33000 Bordeaux. Clermont-Ferrand : 22, rue de la République, 63000 Clermont-Ferrand. Grenoble : 59, rue de la République, 38000 Grenoble. Lille : 88, rue de la République, 59000 Lille. Limoges : 57, rue de la République, 87000 Limoges. Lyon : 9, rue de la République, 69000 Lyon. Marseille : 109, rue de la République, 13000 Marseille. Montpellier : 8, rue de la République, 34000 Montpellier. Nancy : 8, rue de la République, 54000 Nancy. Nantes : 16, rue de la République, 44000 Nantes. Nice : 8, rue de la République, 06000 Nice. Rennes : 18, rue de la République, 35000 Rennes. Rouen : 10, rue de la République, 76000 Rouen. Strasbourg : 11, rue de la République, 67000 Strasbourg. Toulouse : 1, rue de la République, 31000 Toulouse. Tours : 5, rue de la République, 37000 Tours.

BON CATALOGUE GRATUIT

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES, 75680 Paris CEDEX 14.
Veuillez m'adresser sans engagement votre catalogue en couleurs contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, matériaux, finitions, contenances, prix, etc.) sur vos modèles STANDARDS, RUSTIQUES, STYLES CONTEMPORAINS, LIGNE OR, LIGNE NOIRE.

Nom : _____
No : _____ Rue : _____
Code postal : _____ Ville : _____

Ret MO 10 CATALOGUE PAR TELEPHONE (1) 320.73.33

QUELLES AIDES À L'EXPORTATION ET À L'INNOVATION?

C'est le thème du
3^e COLLOQUE DE L'ENTREPRISE
qui se tiendra à Cergy
le 28 octobre 1982 à l'ESSEC

Chefs d'entreprise
Connaissez-vous toutes les aides financières
dont vous pouvez bénéficier en matière
d'exportation et d'innovation ?

Si vous ne pouvez répondre, alors inscrivez-vous
dès à présent à la journée d'information
organisée par l'Etablissement Public de
Cergy-Pontoise avec le concours des plus
grands spécialistes de ces questions.

(participation limitée aux 300 premières inscriptions).

Bulletin d'inscription à retourner à :

Etablissement Public de Cergy-Pontoise - BP 47
95012 Cergy-Pontoise Cedex - Tél. : 031.23.93

Nom : _____
Fonction : _____
Société : _____
Adresse : _____

désire participer sans frais au colloque du 28 octobre
et recevoir le programme de cette journée d'information.

150 من الاموال

Auteurs de logiciels, voici votre Goncourt.

APPLE crée l'événement.

Un événement : APPLE crée la Pomme d'Or du logiciel.

Ce prix se propose de récompenser chaque année les logiciels les plus intéressants, les plus originaux et les mieux adaptés à chaque catégorie d'activité.

C'est un encouragement à la créativité sans limites; un moyen de susciter de nouveaux talents ou de reconnaître les talents confirmés; une contribution au développement de l'industrie du logiciel en France et en français.

Encore une fois APPLE crée l'événement.

A l'origine de la révolution de l'ordinateur personnel, dont il est le leader mondial précisément grâce à la qualité et à la diversité de ses logiciels, seul APPLE pouvait se permettre une telle initiative.

Bienvenue à tous les auteurs de logiciels.

- Education - Gestion - Recherche et Développement - Personnel/Professionnel - Logiciels Systèmes.

Pour participer il suffit d'avoir écrit un ou plusieurs programmes.

Un jury prestigieux.

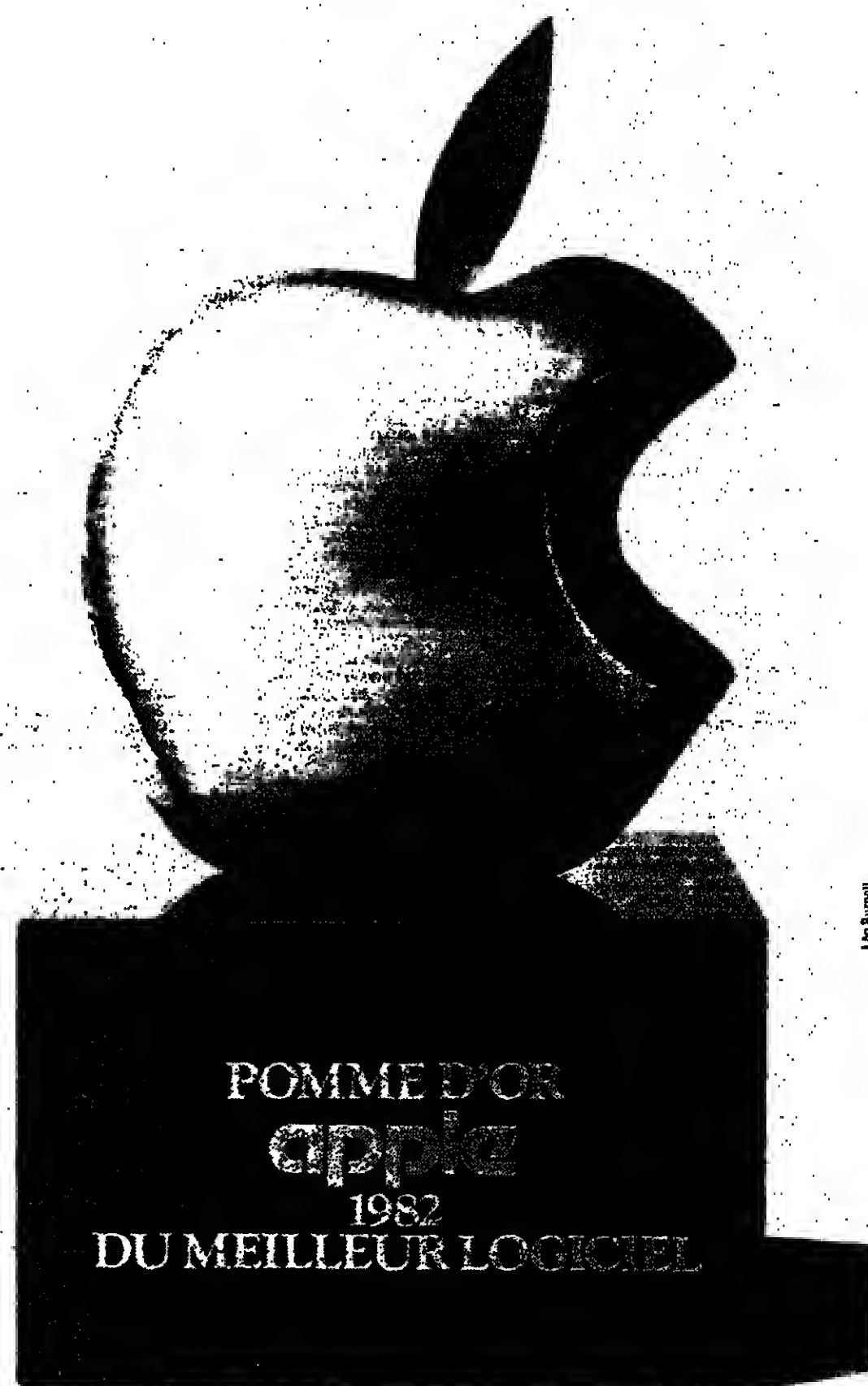
Un jury composé de personnalités du monde de l'informatique et du journalisme sélectionnera les meilleurs travaux dans chacune des cinq catégories en fonction de leur degré d'innovation et de réponse aux attentes du marché.

350.000 Francs de prix.

Chaque lauréat, outre la Pomme d'Or, recevra un prix de 20.000 Francs en espèces ainsi que l'équivalent de 50.000 Francs (prix publics) de matériel Apple.

Nul doute que le prestige conféré aux logiciels primés en assurera leur diffusion auprès des utilisateurs potentiels : il existe aujourd'hui plus de 500.000 Apple en fonction dans le monde!

Pour obtenir le règlement et votre dossier de participation à la Pomme d'Or du logiciel 1982, découpez et renvoyez le coupon réponse ci-dessous ou rendez-vous sur le stand APPLE au SICOB.



l'ordinateur personnel

Jé désire participer à la Pomme d'Or APPLE du logiciel 1982.

Adressez-moi mon dossier de participation ainsi que le règlement de l'épreuve.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Profession _____ N° de téléphone _____

Renvoyer à :

APPLE EDUCATION à l'attention de Jean-Louis GASSEE
Avenue de l'Océanie - Z.I. de Courtabœuf
91944 Les Ulis BP 131 Tél. : (6) 928.01.39

Mon

L'homme deux fois sage à la recherche de lui même

هكذا من الأهل

En toute logique

D'une magie à l'autre

PROBLEME N° 225
Les nombres premiers ont une « consistance plus ferme », « plus résistante au calcul », que les nombres divisibles, qui leur donnent un charme particulier. Ce carré magique, dû à A. W. Johnson, participe de ce charme, puisqu'il est composé exclusivement de nombres premiers. En outre, non seulement ses lignes, ses colonnes et ses diagonales ont même somme, mais les couples de nombres symétriques par rapport au centre ont également même somme.

47	31	103	59
73	83	11	67
53	109	37	41
61	17	89	73

Sachez-vous arranger les mêmes nombres différemment pour obtenir un autre carré magique, ayant la propriété d'être « pandiagonal » : la même somme se retrouve sur les lignes, les colonnes, les diagonales « brisées » ? (Une diagonale « brisée » du carré ci-dessus serait 47, 17, 37, 67, ou 53, 17, 39, 67.)

SOLUTION DU PROBLEME N° 227
La solution devant simple si l'on remarque qu'il est interdit de quitter la feuille, mais non pas de la plier. Ainsi, il est possible de replier une partie de la feuille sur le recto, de faire une partie du dessin sur le verso, de poursuivre un trait continu sans lever le crayon, mais sur ce qui sera caché au verso, puis de revenir de même à achever le dessin au recto.

PIERRE BERLOQUIN.

des secrets astronomiques

à l'Affût des étoiles
manuel pratique de l'astronomie
auteur
Pierre BOURGEOIS et Jean LACROIX
Prix : 77 F

Nébuleuses et galaxies
Atlas du ciel profond
Serge BRAUNIER
Préface de Jean Helou
Prix : 59 F

HONDA QUINTE
Boite 5 : 8 CV
Automatique
6 CV

JAPAUTO
Concessionnaire exclusif - 27, av. de la Grande Armée - Tél. 500.14.51
Service spécial export TTX - CD - K

Depuis 38 ans, le journal spécialisé
"Les Annonces" est le n°1
pour la vente des fonds de commerce
En Vente Partout 3 F et 36 r. Mont. 75011 PARIS TEL. (1) 805.30.30

HONDA QUINTE
Boite 5 : 8 CV
Automatique
6 CV

JAPAUTO
Concessionnaire exclusif - 27, av. de la Grande Armée - Tél. 500.14.51
Service spécial export TTX - CD - K

Depuis 38 ans, le journal spécialisé
"Les Annonces" est le n°1
pour la vente des fonds de commerce
En Vente Partout 3 F et 36 r. Mont. 75011 PARIS TEL. (1) 805.30.30

NUMERO SPECIAL

LE LIBAN

MORT ET RESURRECTION
Histoire et bilan de sept ans de conflit
Un point de rencontre
entre l'Occident et le monde arabe

Le Monde
dossiers et documents

OCTOBRE 1982

EN VENTE CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX **5 F**

LES COMMUNICATIONS PAR FIBRES OPTIQUES

Des millions d'images et de sons dans un « cheveu » de silice

Plus de mille spécialistes, venus de trente-trois pays, se sont réunis du 21 au 24 septembre à Cannes pour la huitième conférence européenne sur les communications optiques. Cette manifestation, organisée pour la seconde fois en France, a fait le point des recherches dans un domaine dont l'évolution est extrêmement rapide. L'utilisation des fibres optiques dans le domaine des télécommunications a été proposée pour la première fois en 1966. La première fibre utilisable a été fabriquée par Corning Glass en 1970. Et déjà les fibres ont donné naissance à une activité industrielle notable. En France, les P.T.T. ont commandé en 1981 la valeur de 1 000 kilomètres de fibres; en 1982, la commande atteindra 5 000 kilomètres. Et les autres pays développés enregistrent le même rythme de progression.

Une première réalisation des fibres optiques en France a donné lieu à la réalisation d'une liaison à fort débit entre deux centraux téléphoniques. Mise en œuvre en septembre 1980 entre les centraux de Toulon et Philippe-Auguste, elle a permis de prouver la validité économique et technique du concept. Mais d'autres emplois sont possibles, parmi lesquels les communications téléphoniques par câble sous-marin. Une telle installation vient d'être réalisée entre Cagnes-sur-Mer et Juan-les-Pins, une ligne doit relier en 1985 la Côte d'Azur à la Corse. Mais il est surtout apparu que la fibre optique pouvait remplacer la simple liaison bifilaire qui relie le poste de l'abonné à un concentrateur ou à un central téléphonique, ce qui peut représenter un marché de douze à treize millions de foyers si cette utilisation se révèle économiquement rentable.

Techniquement, ce câblage de la France en fibres optiques ne pose pas de problèmes sérieux, et personne ne doute vraiment que sa compétitivité économique ne soit bientôt prouvée.

M. Jacques Dondoux, directeur général des télécommunications, a pris un ton optimiste pour parler aux congressistes de l'utilisation envisagée des fibres optiques dans le réseau multiservice à large bande passante dont la France doit se doter avant 1988. Il a cependant rappelé que « le passage vers l'industrialisation se fait dans le sang et les larmes » techniques, s'entend, et qu'il y faut une vigoureuse impulsion des pouvoirs publics. Les P.T.T. vont d'ailleurs proposer de recouper un million et demi de foyers au réseau des télécommunications au cours des trois prochaines années (« le Monde » daté 3-4 octobre).

Plusieurs « phénomènes nouveaux » appellent logiquement, d'après M. Dondoux, l'utilisation à grande échelle des fibres optiques. L'existence prochaine de nombreux satellites de télévision directe, pour lesquels des antennes individuelles seraient trop coûteuses, et le développement de la télévision locale vont exiger le raccordement des foyers à une artère à grand débit capable de véhiculer des programmes de télévision. Simultanément, le vidéotex et les utilisations télématiques vont précipiter les demandes de seconde ligne téléphonique. Et le réseau d'émetteurs en noir et blanc, qui va être recouvert pour la diffusion de la quatrième chaîne, occupe des fréquences qui seraient bien utiles aux services de radiotéléphone.

La conjonction de ces besoins rend nécessaire la réalisation d'un réseau multiservice capable de transmettre aussi bien des images que des conversations téléphoniques ou des données télématiques. La ligne bifilaire qui relie l'abonné au central est bien insuffisante et devra être remplacée. La fibre optique paraît une voie possible, le câble coaxial en est une autre.

Les fibres optiques sont de fins fils de silice — ou d'un autre matériau transparent — dans lesquels la lumière se propage en utilisant le phénomène de réflexion totale. On sait que des rayons lumineux, frappant la surface de séparation entre deux milieux transparents, sont en général en partie réfléchis, en partie transmis. Mais si la transmission doit se faire d'un milieu d'indice de réfraction élevé vers un milieu d'indice plus faible, elle n'est possible que si l'incidence n'est pas trop rasante, sinon toute la lumière est réfléchie. Aussi, les fibres sont-elles gainées par un matériau d'un milieu d'indice plus faible et la source lumineuse injectée dans la fibre des rayons aussi parallèles que possible.

En fait, ces rayons sont toujours légèrement divergents, mais quand ils frappent la surface de la fibre, ils sont totalement réfléchis. Cette réflexion se fait sans dissipation d'énergie — contrairement à celle qui se produirait sur une surface métallique — et permet ainsi à la lumière de se propager, de réflexion totale, sur de très longues distances.

Il faut, cependant, que la transparence de la fibre soit aussi parfaite que possible. Ce n'est qu'au cours des dernières années que les verriers ont su réaliser des matériaux permettant la propagation sur de longues distances. L'atténuation du signal dans les fibres est mesurée en décibels par kilomètre (dB/km). Une atténuation de 6 décibels signifie que l'intensité lumineuse est réduite de moitié. Le schéma ci-dessus montre les progrès réalisés depuis 1971, époque des premières expériences de transmission à longue distance par fibres optiques.

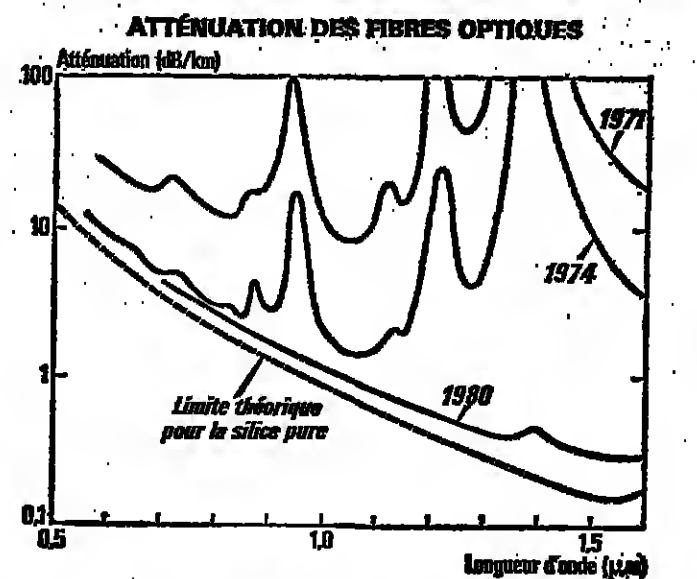
Il existe deux types de fibres optiques : les fibres monomodes et les fibres multimodes. Ces dernières sont actuellement les plus utilisées. Elles ont un diamètre de 30 à 80 microns, ce qui est supérieur à la longueur d'onde de la lumière utilisée, voisine, elle, d'un micron. La théorie indique alors que la lumière peut se propager suivant plusieurs modes (1) et que la vitesse de propagation n'est pas la même suivant les différents modes. Il en résulte une déformation progressive des signaux, qui limite le débit d'information qu'on peut transmettre.

Schématiquement, ces informations sont codées en une suite d'impulsions lumineuses qui doivent être très courtes et très rapprochées pour que le débit soit grand. Mais il faut maintenir un écart suffisant pour que la déformation des impulsions, qui augmente avec la distance

parcourue, ne les fasse pas se mélanger, ce qui brouillerait l'information à transmettre.

On peut éviter cet inconvénient en utilisant des fibres plus fines, qui nécessitent qu'un mode de transmission. Ces fibres monomodes doivent avoir un diamètre inférieur à une certaine valeur limite, fonction de la longueur d'onde de la lumière et des indices de réfraction de la fibre et de la gaine. En pratique, il faut descendre à des diamètres voisins de 5 microns, ce qui complique sérieusement la fabrication de la fibre, celle des composants qui « injectent » la lumière et celle des connecteurs qui permettent de raccorder les fibres bout à bout.

Il est probable que les fibres monomodes, malgré ces difficultés, s'imposeront pour certains usages, car elles ont une large bande passante. Ce paramètre, qui conditionne directement le débit d'information qui peut transiter dans la fibre, peut dépasser plusieurs dizaines de gigahertz, alors que les fibres



multimodes sont limitées à environ un dixième de gigahertz (2). La fabrication des fibres se fait par extrusion à partir d'une « préforme » de quelques centimètres de diamètre. Une préforme peut fournir jusqu'à 40 kilomètres de fibre. Elle doit être constituée de matériaux très purs et avoir une composition parfaitement définie. Il faut en particulier proscrire divers ions et radicaux chimiques qui absorbent la lumière. Tous les procédés actuellement en usage reposent sur le dépôt en phase vapeur, technique qu'évaluent bien maîtrisée les fabricants de semi-conducteurs. Des conducteurs chimiques sous forme gazeuse se croisent dans une région portée à haute température et réagissent pour constituer la silice, convenablement dopée pour ajuster son indice de réfraction, laquelle va se déposer sur la préforme en cours d'élaboration.

La différence entre les divers procédés tient surtout à la manière dont est constituée la préforme : à l'intérieur d'un tube de silice, à la surface d'une lame de graphite qui sera ensuite retirée, par croissance au bout d'une tige métallique d'une goutte de silice, etc. Les qualités optiques des fibres obtenues par ces diverses méthodes sont comparables, et ce sont les facilités d'automatisation, les taux de rejet des préformes, la reproductibilité des caractéristiques, qui peuvent donner à l'un ou à l'autre un avantage en terme de coût. A long terme, on prévoit que le coût des matériaux l'emportera sur celui de la fabrication.

Mais l'atténuation du signal

Abondance de services

C'EST une idée séduisante que de relier chaque logement à un central téléphonique par une minuscule fibre, qui serait l'arrière par laquelle transiteraient toutes les communications. Cette idée est beaucoup plus réaliste qu'on ne l'imagine de prime abord. Mais cela ne va pas sans quelques sérieux difficultés. Les principaux services qu'on attend d'une telle liaison se rangent, pour l'essentiel, dans trois catégories.

D'abord, les services télématiques — téléphone, vidéo, fax, télex — qui ne requièrent qu'un débit faible d'informations mais exigent une liaison bidirectionnelle et imposent des contraintes d'exploitation de type téléphonique : détermination des correspondants à « mettre en relation et mise en œuvre » de cette relation sur l'initiative d'un des usagers.

Ensuite, la transmission de programmes de télévision — communication unidirectionnelle, interrompue, à grande débit d'information, donc à large bande passante : le canal ne peut, en outre, requérir une haute fidélité de transmission.

Enfin, le téléphone, qui réunit plusieurs des contraintes répertoriées pour les deux autres catégories. Les autres services envisageables, tels que banques d'images, vidéoconférences, téléenseignement, etc., s'analysent comme combinaison des trois catégories qui précèdent.

de leurs utilisations, d'autant qu'on savait construire les sources de lumière et les détecteurs appropriés aux applications envisagées.

Les sources sont des lasers ou des diodes électroluminescentes à l'arsénure de gallium. On sait construire des lasers donnant des puissances d'environ 10 milliwatts, ce qui est le complément aux fibres de telle manière que plus de la moitié de cette puissance entre dans la fibre. Quant aux détecteurs, ce sont des photodiodes au silicium, d'une technologie éprouvée.

Plusieurs liaisons ont été ainsi réalisées, avec des transmissions sur une dizaine de kilomètres sans qu'il soit besoin d'intercaler des amplificateurs. Cette distance suffit pour la plupart des liaisons urbaines, ainsi que pour les connexions entre un central téléphonique et les abonnés qu'il dessert.

Mais, pour des transmissions à longue distance — des câbles sous-marins par exemple — il serait souhaitable d'utiliser les longueurs d'onde comprises entre 1,3 et 1,6 micron, où l'atténuation est plus faible et surtout relativement constante — ce qui est important pour les fibres monomodes, la variation de l'atténuation avec la longueur d'onde étant un facteur limitatif de la bande passante. Les diodes sont,

en ce domaine, moins avancées. Pour les sources, la situation n'est pas très différente de celle qui prévaut aux longueurs plus courtes. En revanche, les détecteurs au silicium ne conviennent plus, et il faut recourir à des composés plus coûteux, tels des photodiodes en alliages quaternaires à base de gallium, d'indium, d'arsenic et de phosphore.

Mais, pour ce problème comme pour les autres, de nombreux progrès restent possibles. A long terme, il est envisageable de transmettre sur une fibre un million de conversations télépho-

Dans une des communications d'ouverture de la conférence de Cannes, M. Michel Tréheux, du Centre national d'études des télécommunications (CNET) de Lannion, a donné quelques indications sur les choix techniques qui résulteront probablement des exigences précitées.

La structure des réseaux devrait être en étoile, bien que cette configuration, où chaque usager dispose en propre d'une liaison physique, soit coûteuse en longueur de fibre. En effet, placer plusieurs usagers en série sur une même ligne conduit, pour celle-ci, à des débits d'information qui paraissent prohibitifs. Quant à la structure arborescente où toutes les communications des divers types sont adressées à chaque usager — à charge pour l'installation de celui-ci d'en faire le tri — elle semble d'une réalisation très difficile en technologie optique.

L'information doit-elle être véhiculée sous la forme analogique ou numérique (1) ? La transmission numérique s'impose, mais il semble bien qu'il faudra, dans un premier temps, en rester aux signaux analogiques.

Quelles fibres et quels composants utiliser ? Les choix sont à faire à court terme, et ils seront déterminants.

M. A.

(1) En transmission analogique, on véhicule le signal tel qu'il est. En transmission numérique, on le mesure à intervalles réguliers et on transmet la succession des valeurs mesurées.

MAURICE ARVONNY.

(1) Les modes sont les différentes formes d'ondes qui peuvent se propager dans la fibre.
(2) Ces valeurs sont mesurées pour une longueur de fibre d'un kilomètre.

(Publié)
IRAM
Un institut franco-allemand pour la radioastronomie en ondes millimétriques, basé à Grenoble, cherche un :
INGÉNIEUR PHYSICIEN EN HYPERFRÉQUENCES
avec expérience en étude, construction et essai de composants à grande fréquence, multiplicateurs de fréquence, source dispersible quasi optique. Le candidat devra participer au sein d'une petite équipe au développement pour les radiotélescopes de l'IRAM de 1 à 3 mm de longueur d'onde. Connaissance de l'anglais écrit et parlé indispensable.
Des formules sont à demander à :
IRAM Administrateur
route 10, domaine universitaire
3800 Saint-Martin-d'Hères Cedex
et à renvoyer à la même adresse.

محکمات الاموال

EXPOSITIONS

Magritte et les autres en Belgique

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui, tous sont plus ou moins des personnages officiels : comme le surréalisme parisien, sa révolution bruxelloise, qui avait le libre développement moins tragique et de meilleure humeur, et fini par s'installer. Au centre et partout : Magritte. Son œuvre traverse cette exposition comme elle avait traversé le temps, revient de salle en salle, tel un leitmotiv, toujours sur le devant de la scène. Lorsque son œuvre est absente, son esprit le remplace à travers l'influence qu'il a exercée sur les autres. Tous les peintres qui débutaient vers la fin des années 30 et après passaient inévitablement par là. Depuis Ensor à la fin du siècle dernier, en parallèle avec la vague de réalisme dominée par le Courbet des Cassiers de pierres (qu'on expose au musée de Mafnes), un vent d'anarchisme a traversé la peinture en Belgique, dont Magritte a porté le flambeau.

Les jeunes ne pouvaient échapper à sa manière, à ses images connues et chargées de connotations. Ayant commencé par vivre de la publicité, Magritte a montré un sens de la formule saisissable et communicable. L'art ambigu du magicien œuvre et boucle cette exposition. Elle s'annonce par la silhouette d'un Magritte en costume rayé et chapeau melon, très correct, et s'achève par l'autoportrait vu de dos, une feuille accrochée à la nuque en guise de *caligine des idées*.

Poi Bury peintre fut, à ses débuts, une victime totale de Magritte. Ses premiers tableaux, comme la *Fin du christianisme* et *Étourdie*, en sont des citations hypnotiques. Il lui a fallu s'orienter vers la sculpture pour rompre le charme, échapper à son emprise. Des peintres de même génération, comme Delvaux, ont aussi payé leur tribut d'obéissance. Dix tableaux au total de dessins de ce dernier le montrent. Ils datent généralement d'avant 1948, année où il perd sa femme, seul et unique modèle de tous ses tableaux, et où sa peinture se met à changer. C'était alors un Delvaux en quête, de lui-même, encore ouvert aux influences. La splendide *Voix publique* des musées royaux de Bruxelles, d'inspiration d'Ingres. Ce grand nu languissant sur un lit de soie bleue dans un intérieur feutré, où fait irruption un train de nuit, résume son érotisme froid peuplé de beautés féminines idéales, se ressemblant toutes comme des clones.

L'apparence des songes

Tout belga qu'il apparaît aujourd'hui, Magritte n'aurait pas été ce qu'il est sans sa rencontre avec Giorgio De Chirico. Pas avec l'homme de la peinture *«cosmo mentale»*, avec l'œuvre seulement. Une reproduction a suffi : le *Chant d'amour* découvert dans la publication. Pour la première fois, Magritte croit «voir» la pensée. Cette «révélation» change sa peinture. S'il ne tardera pas à citer les *Vénus* de Hegel, c'est Edgar Poe qui est son compagnon de chevet. De Chirico peignait l'épouvante métaphysique selon Nietzsche. Magritte le frayer érotique des *Cones extraordinaires* que la rive à l'absurde finissent par

CINÉMA

«Napoléon» au Havre

C'est au Havre, les 13 et 14 novembre, que sera projeté pour la première fois en France le *Napoléon* d'Abel Gance dans sa nouvelle version, la plus complète à ce jour, reconstituée par Kevin Brownlow, avec l'aide de la cinémathèque française et du British Film Institut. La projection est organisée à l'occasion de l'inauguration des nouveaux locaux de la Maison de la culture.

Le film sera présenté ensuite aux Invalides, le 30 avril 1983, avant que soit organisée une tournée en France et à l'étranger.

conquérir. *Éros* et *Thanatos* ont toujours trouvé une issue dans la tradition picturale belge. Et l'œuvre de Magritte en a donné de nouvelles clefs, en appelant les choses par leur nom, c'est-à-dire en peignant le plus vraisemblablement l'apparence des songes.

On avait vu à la rétrospective Magritte présentée ici même, puis à Paris au Centre Georges-Pompidou, le plus d'œuvres de ce peintre où le réel est abordé de telle sorte qu'il s'évapore le mystère. Mais une part en était soit occultée, soit à peine évoquée. Il s'agit des périodes honnêtes de 1943-1946 puis de 1948. Magritte avait, pendant les années de guerre et d'immédiat après-guerre, quitté le territoire nocturne du surréalisme, dont le chef-d'œuvre est l'Empire des lumières, version des musées royaux, pour le soleil de l'impressionnisme. Le surréalisme, c'est, selon André Breton, *«l'art du coucou déposé dans le nid avec la complicité de René Magritte»*. Il ne semble pas à l'aise dans ce nid-là. *«Le soleil n'est pas à vous»*, lui lance Breton, qui l'accuse de trahison. Mais Magritte a envie de ruer dans les brancards pour sortir de sa routine. L'année suivante, en 1948, alors âgé de cinquante ans et invité à exposer dans une galerie de la rue de la Bodde à Paris, il va plus loin encore dans son défi silencieux. Sans crier gare il envoie ses tableaux de la période dite «vache», peinture libre et directe, violente et épaisse, qui jette aux orties les lentes élaborations de

la peinture mentale en quête du mystère tapis derrière le réel. *«Rira bien qui rira le dernier»*, écrit Paul Eluard en réponse à cette provocation sans objet de Magritte, mais somme toute bien dans la tradition surréaliste.

Cette période «vache», qui apparaît régressive, resta, longtemps cachée et ignorée : elle ne correspondait pas à la lecture avant-gardiste de son œuvre qu'on voulait imposer lorsque dans les années 60 il fut «découvert» et pris en charge par de riches collectionneurs américains. Aujourd'hui on la met en avant, à Bruxelles, comme on l'avait fait récemment dans d'autres manifestations internationales d'avant-garde (Wendunest, à Cologne) où il apparaissait comme un précurseur de ces «nouveaux fauves» champions du nouveau plaisir de peindre.

Du point de vue belge, la Magritte de la période «vache» est un ancre du mouvement Cobra, né dix ans après à Paris, qui recoupe joyeusement, par une peinture d'émotions directes, les raffinements sensationnels de la peinture de l'école de Paris. Toujours les barbares l'emportent sur les civilisés...

JACQUES MICHEL

* «René Magritte et le surréalisme en Belgique» aux musées royaux de Belgique, Bruxelles. Jusqu'au 5 décembre.

* *Le surréalisme en Belgique, activité de 1924 à 1950*, par Marcel Marien. Édition Lebeer-Hoeman, 510 pages.

ARTS

La mort de Jean Effel
Le dessinateur du bon Dieu

Le dessinateur Jean Effel est mort à Paris, à 40 ans, le 11 octobre. Il était âgé de soixante-quatre ans.

«De nos jours», avait dit André Malraux, Jean Effel est le plus certain de survivre. Il est mort le gentil dessinateur qui avait fait de Dieu son personnage central, et de la création du monde la source de son inspiration. Aucun de ses pairs n'aura comme lui connu la célébrité populaire et duré au fil des ans. La tendresse était son secret, et les bons sentiments sa règle de vie.

Jean Effel, né François Lejeune à Paris en 1908 dans une famille de passementiers, avait fait son premier dessin en 1934, le jour de son mariage. Moins d'un demi-siècle après, il en avait publié quelque 17 000 et édité 180 livres. Nul n'aura, dans le domaine du dessin humoristique, été aussi prolifique. Et aussi constant dans la teneur créatrice de son dessin. Le trait chez lui vient sans retours. Le génie pour Effel, c'était la patience. Ayant fait ses débuts à un moment où le dessin humoristique était nourri par de

grosses plaisanteries de chansonniers, Effel a dû conquérir de haute main son territoire de dessinateur avant mis au rancart les rois. Il a fait de son graphisme une farfouille que chacun peut comprendre. Chez lui, le dessin est un geste visuel qui s'explique de lui-même. Il n'a pas tardé à abandonner la caricature d'hommes politiques. Sout de Gaulle, tant de fois croqué qu'il l'a appelé «l'Unique» dans un album de quatre-vingt-dix-sept dessins.

Homme de gauche convaincu, Jean Effel avait très tôt annoncé la couleur, avec son premier pamphlet contre le colonel de La Rocque. Il publiait des dessins dans le *Figaro* littéraire des années 50. Il en démissionna le jour où, de retour d'un voyage en Union soviétique, il donna une interview à l'*Humanité*. Dimanche, que le *Figaro*, selon lui, rapporta d'une manière incorrecte, refusant ensuite de publier un rectificatif.

Son dessin commencé comme un éditorial politique a fini par devenir une sorte de poème. Le personnage central en était le bon Dieu, un bon Dieu bon enfant et barbu, dialoguant avec Adam et Eve. Puis la Marianne républicaine avec les citoyens pris dans le tourbillon quotidien. Il connaît bien son monde, Effel, celui de la création et celui de tous les jours, à force d'y avoir ses nœuds pour qu'il de l'enfance si commodes pour mettre les pieds dans le plat. Cela lui a sans doute ouvert la porte du paradis, le paradis des poètes dessinateurs.

J. M.

Vol de tableaux
au musée d'Oslo

Un vol de tableaux de grande importance a eu lieu, dans la nuit du 10 au 11 octobre, à la Galerie nationale d'Oslo. Sept peintures : deux Rembrandt (un portrait du frère de l'artiste déjà volé il y a dix-huit mois et retrouvé à Paris alors qu'un citoyen norvégien tentait de le vendre, et un paysage), un Goya, deux œuvres cubistes de Picasso - *Guitare et verre* (1911) et *Guitare* (1912), - un autoportrait de Van Gogh et deux Gauguin, dont le portrait de Mette Gauguin, ont en effet disparu. Le montant total du vol est estimé à 25 millions de couronnes, soit environ 25 millions de francs.

En soulignant qu'il était le fait de professionnels qui avaient bloqué le dispositif d'alarme très sophistiqué dont le musée est muni, M. Knut Berg, le conservateur, a rappelé que c'était le vol de tableaux le plus important jamais commis en Norvège.

PETITES NOUVELLES

■ Des conservateurs de musée, des universitaires et des artistes sont réunis, du 11 au 15 octobre, au musée Rodin à Paris, pour analyser les rapports entre Rodin et les sculpteurs qui l'ont suivi jusqu'à aujourd'hui. Le colloque est placé sous la direction de M. Bernard Dorval, professeur à l'université de Paris-IV. Ont été invités les sculpteurs Robert Morris, Barry Flanagan, Bernard Pailla, Mario Merz, A. et P. Pörrer et Jean Carpele.

■ Le premier Grand Prix du concours international de chant du Capitole a été remporté à Toulouse le 9 octobre par le Polonais Janusz Niedziela. En ce qui concerne les femmes, Myoung-Sook Lee (Corée du Sud) et Zamira Barquero (Costa Rica) se sont partagées un deuxième prix, le premier prix n'ayant pas été décerné.

■ Le Festival du Jeune Théâtre de Liège célèbre, jusqu'au 30 octobre, ses vingt-cinq ans et présente des troupes françaises, américaines, belges, hollandaises, polonaises, tchèques et suédoises, dix-huit spectacles de théâtre, de danse, de marionnettes, des week-ends consacrés aux «performances» et Giovanna Marini. (Renseignements : Tél. : (041) 29-19-60, et 32-09-04. Festival de Liège, les Châteaux, 6, place des Carmes, 4 000 Liège, Belgique.)

THÉÂTRE

«LA NUIT DES ROIS» A LA CARTOUCHERIE

Voyage en Illyrie

Une guirlande de lampions s'accroche à un arbre encore vert. Sur un mur de meubliers, de hautes lettres sobres écrivent Shakespeare. Le Théâtre du Soleil, revenu à la Cartoucherie, présente, en alternance avec *Richard II*, la *Nuit des rois*, créée au dernier Festival d'Avignon (le Monde du 13 juillet).

Dedans, les lais de tapis blond bordés de bandes noires dessinent des vides parallèles jusqu'au fond, jusqu'aux rideaux de soie fluide qui sont des couleurs légères - safran, rose, bleu - et des broderies d'or. Les verrières, les verrières, les verrières d'argent scintillent, le duc Orsino pleure ses amours refusées dans une tunique immaculée, Olivia arbore un sari noir pour dire son refus de l'amour, et porte du rouge guerrier quand elle est amoureuse. Les clowns cabriolent et boivent gaillardement. Les servantes, tout en glissant rapidement derrière les maîtres pour les protéger sous des ombrelles en forme de dôme, jettent à droite et à gauche des regards malicieusement auxquelx rien n'échappe.

C'est ainsi que l'on se comporte en Illyrie, terre incertaine où, sous la dure clarté de l'innocence, demeurent les traces féc-

riques d'une Inde légendaire - simplement un pays très loin où flottent des souvenirs indéfinis. Il y règne un air étrange qui contamine ceux qui le respirent : quand Viola, survivante d'un naufrage, y pose le pied, elle ne peut plus se contenir d'être ce qu'elle est, il lui faut se travestir. Sous ses habits de chevalier, elle séduit Olivia et aussi le duc, qui a deviné sa féminité.

A la Cartoucherie, le spectacle d'Ariane Mnouchkine garde l'enchantement, le charme puissant qu'il avait sous le ciel d'Avignon. Mieux encore, les comédiens ont pris leurs aises. Ils ont abandonné cette nervosité un peu sèche qu'ils avaient l'habitude. A présent, moins «Indiens» - que baladins somptueux, ils savourent le texte, en font sautiller les va-et-vient entre le présent du théâtre et celui du rêve. Toutes les nuances chantent sur la musique de Jean-Jacques Lemêtre et Claude Niset, toutes les richesses apparaissent, et aussi les redites, les longueurs, en particulier dans la deuxième partie. Mais on est sous le charme des mots, des images, et des comédiens. Une fois de plus, ils illuminent la poésie.

COLETTE GODARD.
* Cartoucherie, 18 h 30.

MUSIQUE

JANET BAKER ET JEAN-PIERRE WALLEZ A PLEYEL

Une grande tragédienne

Belle affluence le 11 octobre, salle Pleyel, pour la rentrée de l'Ensemble orchestral de Paris qui recevait Janet Baker. «Dame Janet», qui a fait ses débuts à l'opéra dans l'*Orphée* de Gluck au dernier Festival de Glyndebourne, n'est nullement sur le déclin pour autant. Les *Nuits d'été* de Berlioz conviennent admirablement à cette voix de mezzo qui marie si harmonieusement l'ombre, la lumière, la gravité et l'éclat dans la plénitude d'un timbre sans faille, soutenu dans tous les registres et des nuances. La couleur des mots, le chatoiement des émotions, s'allient à la pureté flamboyante des grands phrasés berliziens, à la richesse de la romance et de l'air d'opéra, déployés par une prononciation française d'une qualité et d'une lisibilité qui rendrait jalouses certaines de nos cantatrices.

On reste fasciné par cette voix qui s'expose à nu dans certaines pages dramatiques si lentes («*Reviens, reviens ma bien-aimée*»), portée par une technique qui va jusqu'au bout d'elle-même, jusqu'à l'incorporation plénière de la musique et du sentiment, reflétés par les attitudes de cette grande tragédienne.

Cello-ci faisait quelque peu pâlir le reste du programme. Le *Tonbeau de Couperin* et la *Pavane pour une infante défunte* de Ravel, les *Épigraphes antiques* de Claude Debussy - bien évanescents dans cette version pour orchestre à cordes - mettaient en valeur le raffinement croissant de l'Ensemble orchestral de Paris, sans que la direc-

tion de Jean-Pierre Wallez révélât quelque originalité particulière, jusqu'à ce que ce merveilleux violoniste empoigne son instrument, déployant un romantisme généreux et une exceptionnelle splendeur sonore dans *Réverie* et *Caprice* de Berlioz, dont il fit une grande scène d'opéra, électrisant alors ses musiciens.

JACQUES LONCHAMPT.

ROCK

BURNING SPEAR, JAN, KOOL AND THE GANG

Cérémonies et traditions

En terminant à l'Hippodrome de Paris sa tournée française, Burning Spear a confirmé que, si le reggae n'a plus le même écho dans les médias, son public est fidèle et nombreux. Phénomène provincial, à un degré de popularité équivalent les tournées des groupes de reggae font invariablement des scores plus importants que ceux des groupes de rock.

Identifié à son groupe au point qu'on ne l'appelle plus que Burning Spear, Winston Rodney en est bien sûr le fondateur, l'âme, le cœur, la voix. C'est lui qui lui insufflé son énergie, son calme et sa beauté serene. Attaché à la terre, vivant simplement, à l'écart des circuits musicaux, Burning Spear est pourtant l'un des personnages principaux de la scène jamaïcaine. L'un des plus radicaux aussi. Il a offert au reggae quelques-uns de ses plus beaux hymnes (*Do You Remember the Days of Slavery?*).

Si les concerts de Kool and the Gang sont aussi des cérémonies, ce sont des cérémonies consacrées à la danse. Dix musiciens diplômés de l'université de New York jouent des machines à rythmes aux Etats-Unis. Vedettes du disco à son époque la plus glorieuse, ils se distinguent des autres formations par des pulsions moins émasculées, moins méthodiques, préfigurant le caractère plus sauvage du funk. Les

DANSE

Forum au Centre
Georges-Pompidou

Sur les quatre spectacles qui ont ouvert le Forum organisé au Centre Georges-Pompidou par le Festival international de danse de Paris une seule compagnie, celle d'Elisa Monte, relève de la recherche chorégraphique.

Elisa Monte, c'est un tempérament. Très attirée par les musiques répétitives, elle crée des atmosphères de jungle avec des corps qui roulent, se déploient, se cherchent, se refusent. Ses premiers essais datent de 1978 : on ne peut pas prétendre qu'ils révélaient la danse, mais elle a le sens de la composition et un magnétisme certain. Et déjà elle a su échapper à l'influence, à l'émulation précoce du style Graham : elle est en revanche très marquée par son passage au Pinbois. Une œuvre comme *Tread*, dense, très intérieure, joue parfaitement des couleurs sombres de la musique de Steve Reich sans pouvoir toujours échapper à la structure rythmique.

On imaginait des jeunes aspirants du Nederlands Dans Theater comme une cellule de création (selon G.R.C.O.P.), alors qu'il s'agit d'une école de perfectionnement technique pour assurer la relève de la troupe du Nederlands Ballet. Les danseurs, très entraînés, parviennent à dominer des chorégraphes arides et complexes de Christopher Bruce et un exercice de Jiry Kylian, *Blue Skin*, véritable parcours du combattant.

Dans un tout autre genre, le récital de Bharata Natyam de Kumari Swarnamukhi est à voir. Forte technicienne, précise, souple, déliée, elle enchaîne sans interruption cinq séquences traditionnelles et une «danse du serpent», peut-être moins orthodoxe, mais fascinante, dont les gestes et figures ont été reconstitués par son père à partir de l'iconographie hindoue (1).

Quant à la Hubbard Street Dance Company, venue de l'Illinois, elle donne un aperçu des goûts de l'Amérique profonde. On ne risque pas de confondre son chorégraphie. Lou Conte, avec Twyla Sharp.

MARCELLE MICHEL.

(1) Kumari Swarnamukhi se produira à la Maison de la danse de Lyon, les 19 et 20 octobre, à 20 h 30.

* Deuxième programme : compagnies françaises, du 13 au 17 octobre.

* Lucernaire-Forum, 20 h 15.

MERCREDI

un film de Jean-Michel BARJOL

écrit par le roman de CHLOE DONNER

interprété par

Petit Joseph

avec Jean-Marc THIBAUT

JEAN-PAUL BLANC

et le jeune JACQUES CAUDRON

Gaumont

15.10.82

SPECTACLES

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Elysees, 10 (359-96-14); Parisiens, 14 (329-83-11); V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Athènes, 12 (343-00-65); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pas, 18 (522-47-01).

LA CHEVRE (Fr.) : Frangas, 9 (770-33-88).

CLASS 1984 (A. v.o.) : U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08); Ermitage, 8 (359-15-71); - V.F. : Rex, 2 (234-83-93); U.G.C. Boulevard, 9 (770-11-24); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelin, 13 (336-23-44); Miramar, 14 (320-89-52); Miroir, 14 (339-52-43); Mairie Convention, 15 (828-20-64); Miroir, 16 (651-99-75); Paramount Montmartre, 18 (606-34-25); Secrétan, 19 (241-77-99).

LES FILMS NOUVEAUX

LE CAVALIER AU CHEVAL (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Elysees, 10 (359-96-14); Parisiens, 14 (329-83-11); V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Athènes, 12 (343-00-65); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pas, 18 (522-47-01).

CHASSEUR DE MONSTRES (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Elysees, 10 (359-96-14); Parisiens, 14 (329-83-11); V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Athènes, 12 (343-00-65); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pas, 18 (522-47-01).

DEUX HEURES MOINS LE QUART AVANT JESUS-CHRIST (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Elysees, 10 (359-96-14); Parisiens, 14 (329-83-11); V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Athènes, 12 (343-00-65); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pas, 18 (522-47-01).

LA FEMME TATOUÉE (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Elysees, 10 (359-96-14); Parisiens, 14 (329-83-11); V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Athènes, 12 (343-00-65); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pas, 18 (522-47-01).

LE GENDARME ET LES GENDARMES (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Elysees, 10 (359-96-14); Parisiens, 14 (329-83-11); V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Athènes, 12 (343-00-65); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pas, 18 (522-47-01).

POLÉNTA (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Elysees, 10 (359-96-14); Parisiens, 14 (329-83-11); V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Athènes, 12 (343-00-65); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pas, 18 (522-47-01).

ET TOUT LE MONDE RIAIT (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Elysees, 10 (359-96-14); Parisiens, 14 (329-83-11); V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Athènes, 12 (343-00-65); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pas, 18 (522-47-01).

LA FÉLINE (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Elysees, 10 (359-96-14); Parisiens, 14 (329-83-11); V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Athènes, 12 (343-00-65); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pas, 18 (522-47-01).

LA FIEVRE DE L'OR (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Elysees, 10 (359-96-14); Parisiens, 14 (329-83-11); V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Athènes, 12 (343-00-65); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pas, 18 (522-47-01).

LES GÂMES D'ISTANBUL (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Elysees, 10 (359-96-14); Parisiens, 14 (329-83-11); V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Athènes, 12 (343-00-65); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pas, 18 (522-47-01).

GEORGIA (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Elysees, 10 (359-96-14); Parisiens, 14 (329-83-11); V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Athènes, 12 (343-00-65); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pas, 18 (522-47-01).

LE GRAND PÈRE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Elysees, 10 (359-96-14); Parisiens, 14 (329-83-11); V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Athènes, 12 (343-00-65); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pas, 18 (522-47-01).

LES GÂMES D'ISTANBUL (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Elysees, 10 (359-96-14); Parisiens, 14 (329-83-11); V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Athènes, 12 (343-00-65); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pas, 18 (522-47-01).

GEORGIA (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Elysees, 10 (359-96-14); Parisiens, 14 (329-83-11); V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Athènes, 12 (343-00-65); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pas, 18 (522-47-01).

LE GRAND PÈRE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Elysees, 10 (359-96-14); Parisiens, 14 (329-83-11); V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Athènes, 12 (343-00-65); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pas, 18 (522-47-01).

LES GÂMES D'ISTANBUL (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Elysees, 10 (359-96-14); Parisiens, 14 (329-83-11); V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Athènes, 12 (343-00-65); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pas, 18 (522-47-01).

PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Elysees, 10 (359-96-14); Parisiens, 14 (329-83-11); V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Athènes, 12 (343-00-65); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pas, 18 (522-47-01).

PORTES DES LILAS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Elysees, 10 (359-96-14); Parisiens, 14 (329-83-11); V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Athènes, 12 (343-00-65); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pas, 18 (522-47-01).

LE PULL-OVER ROUGE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Elysees, 10 (359-96-14); Parisiens, 14 (329-83-11); V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Athènes, 12 (343-00-65); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pas, 18 (522-47-01).

QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF ? (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Elysees, 10 (359-96-14); Parisiens, 14 (329-83-11); V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Athènes, 12 (343-00-65); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pas, 18 (522-47-01).

RACIATU BULL (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Elysees, 10 (359-96-14); Parisiens, 14 (329-83-11); V.F. : Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Athènes, 12 (343-00-65); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Clichy-Pas, 18 (522-47-01).

MERCREDI

un film de Jean-Michel BARJOL

Petit Joseph

Avec Jean-Marc THIBAUT

Autour de BRAC
Jacqueline BENOIST
Jean-Paul BLANC
et le jeune
MAÏCHE CAUDRON

Éditions FAYARD

CONNAISSANCE DU MONDE

SALLES PLEYEL - Mardi 12 et Vendredi 15 octobre (18 h 30 et 21 h)
Mercredi 13 (15 h), Jeudi 14 (20 h 30), Dimanche 17 (14 h 30)

MONDE SAUVAGE DE L'ALPE

Réalisé et filmé de **René-Pierre BILLE** - le Bracomier
LA VIE ET LES MŒURS DES ANIMAUX DE MONTAGNE

Salles PLEYEL : Jeu. 21 octobre (20 h 30) - Vend. 22 et mardi 26 (18 h 30 et 21 h)
Dimanche 24 (14 h 30) - Lundi 25 (18 h 30) - Mercredi 27 (15 h)

SPLendeur et CHARMES de la THAILANDE

JACQUES STEVENS - Tout l'émotion
Bangkok - Pagodes - Villages lacustres - Cités anciennes - Triangle d'or
Port de la rivière Kwai - Danse - Fêtes des éléphants

MERCREDI

Le nouveau Woody Allen...
intelligent, drôle, brillant, le meilleur depuis "Annie Hall".

Alain Berenini - TFI

COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ

(MUSIQUE DE JOHN WILLIAMS)

W. ALLEN
MIA FARROW
JOSE FERRER
JULIE HAGERTY
TONY ROBERTS
MARY STEENBURGEN

PARIFILMS

invite les lecteurs
du "Monde" à une projection exceptionnelle
en avant-première du film de

WIM WENDERS

« Lion d'Or - Venise 1982 »

avec Patrick Bauchau, Samuel Fuller, Isabelle Weingarten, Robert Kramer
le mardi 19 octobre 1982, à 20 h 30, au cinéma IMPÉRIAL-PATHÉ,
29, boulevard des Italiens, 75002 PARIS.

Les invitations seront envoyées au fur et à mesure de la réception
des demandes, dans la mesure des places disponibles.

**INVITATION POUR 1 PERSONNE (*)
2 PERSONNES**

A retourner au Monde, J.-F. COUVREUR,
5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09
accompagnée d'une enveloppe NON TIMBRÉE à vos nom et adresse.
(*) Rayez la mention inutile.

PIANO ★★★

SALLE PLEYEL

Vendredi 29 octobre - 20 h 30

ORCHESTRE DE CHAMBRE

D'EUROPE

Direction :

ABBADO

Soliste :

POLLINI

LIGETI - BEETHOVEN - BRAHMS

Loc. 563-68-73

Aller Au Théâtre,

A Gennevilliers, 82-83

G

Accueillir,

THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS
Centre Dramatique National

Léonce et Léna

De Georg Büchner.

Mise en scène de Jean-Louis Hourdin.

Du 12 octobre au 14 novembre.

793 26 30

Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens

75427 PARIS CEDEX 09

C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-DOM-TOM

273 F 442 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

533 F 962 F 1 391 F 1 826 F

ÉTRANGER

(par messagerie)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

313 F 522 F 731 F 940 F

II. - SUISSE-TUNISIE

386 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne

Tout sur demande

Les abonnés qui paient par chèque

postal (tous valent) voudront bien

joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires (deux semaines au plus) :

nos abonnés sont invités à formuler

leur demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les noms propres en

capitales d'imprimerie.

كندا والامم المتحدة

RADIO-TÉLÉVISION

LE BUDGET DE 1983 DES SOCIÉTÉS DE L'AUDIOVISUEL

Production stagnante, frais de personnel accrus

Le Parlement doit adopter à la session d'automne, dans la loi de finances pour 1983, les budgets des organismes créés par la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle. Les comptes d'exploitation, qui concernent sept organismes (1), représentent 11 717,5 millions de francs en 1983, soit 1 330,4 millions de francs de plus qu'en 1982 (+ 12,8 %).

La redevance pour 1983 représente dans ce total 5 804 millions de francs, soit 49,5 %. Elle se répartit en 5 629 millions de francs (hors taxes) pour les postes de télévision - qui passent de 280 F à 311 F pour le noir et blanc et de 424 F à 471 F pour les postes couleur, et 175 millions de francs pour les magnétoscopes. L'Etat compte obtenir avec cette nouvelle taxe unitaire de 471 F une recette brute de 206 millions de francs, c'est-à-dire une imposition sur environ 437 000 appareils. On sait que le parc actuel de magnétoscopes dépasse 800 000 unités et que plusieurs centaines de milliers d'autres seront vendues, en 1983. Les pouvoirs publics comptent donc avec un taux très important de fraude fiscale.

Les deux plus gros bénéficiaires de la redevance seront FR 3 (30 %) et Radio-France (26 %). TF 1 reçoit 13 % et Antenne 2 environ 16 %. Mais les chaînes de télévision ont d'autres ressources, en particulier la publicité (redondance et publicité représentée, pour chacune des chaînes 90 à 95 % des recettes totales). Les recettes publicitaires sont fixées pour 1983 à 1 262 millions de francs pour la première chaîne (61 % de son budget), 1 076 millions de francs pour la deuxième (53 %), 265 millions pour la troisième (13 %), 36 % pour la société d'outre-mer (9 %). La nouveauté est l'introduction à partir du 1^{er} janvier de la publicité « de marque » sur FR 3 pour un montant annuel de 250 millions de francs (s'ajoutant à 15 millions de francs de publicité « collective »).

L'augmentation des effectifs

Les capacités de production des chaînes sont-elles en régression, comme certains responsables l'ont laissé entendre récemment ? Les « travaux, fournitures et services extérieurs » - c'est-à-dire les moyens de production des émissions de toute nature - progressent de 6,8 % à TF 1, de 16,4 % à Antenne 2, de 8,5 % pour l'ensemble FR 3 outre-mer. La contribution des trois chaînes à la Société française de production est de 995,8 millions de francs, soit près de 86 % de son budget. D'autre part, l'achat de programmes déjà produits, en France et à l'étranger, est en augmentation de 6 % pour TF 1, 3,3 % pour Antenne 2 et en diminution de 3,8 % pour FR 3. Au total, compte tenu de l'inflation, seule la deuxième chaîne consacrera une part à peu près équivalente à la production des émissions, FR 3 se trouvant pénalisée du fait de la décentralisation de la chaîne, de la sécession avec l'étranger et des transferts vers Radio-France pour les stations locales de radiodiffusion (environ 80 millions de francs passent de FR 3 à Radio-France). L'Etat fait toutefois un effort.

PRESSE

LA FÉDÉRATION GRAPHIQUE INTERNATIONALE TIENT SON CONGRÈS A MONTREUIL

Le douzième congrès de la Fédération graphique internationale, qui regroupe trente-huit syndicats nationaux d'Europe de l'Ouest, d'Afrique, d'Amérique du Nord, d'Amérique latine et d'Asie, s'est ouvert lundi 11 octobre au nouveau siège de la C.G.T. à Montreuil (Seine-Saint-Denis).

M. Georges Filloud, ministre de la communication, qui participait à la séance inaugurale, a déclaré notamment : « Le temps est venu de redéfinir le cadre destiné initialement, à la libération, à protéger l'écrit, l'imprimé (lesquels) n'en sont pas moins menacés par les modes de fonctionnement de nos économies marchandes fondées sur les lois de la concurrence ».

« Dès la libération, a-t-il poursuivi, cette vérité a été connue, des règles juridiques ont été édictées et un système d'aides spécifiques de l'Etat ont été mises en place pour protéger la presse - le cas échéant contre elle-même - et lui permettre d'accomplir ses missions. Mais le temps est venu d'adapter l'ensemble de ce dispositif aux réalités présentes. Ce sera pour moi la tâche des mois qui viennent ».

Le congrès de la F.G.I., auquel participent deux cents délégués, achève ses travaux le jeudi 14 octobre.

fort pour accomplir cette transformation, puisqu'il affecte 155 millions de francs pour la mise en place des radios publiques locales et 220 millions de francs pour la régionalisation de FR 3.

Cette transformation affecte aussi la politique des personnels. Alors que les budgets prévus à ce chapitre pour TF 1 et Antenne 2 augmentent respectivement de 6 et 9 %, ils progressent de 18,4 % pour l'ensemble FR 3 outre-mer et de 40,8 % pour Radio-France et sa filiale Radio-France Internationale (894 millions de francs contre 635 millions en 1982).

L'encadré ci-dessous confirme que c'est dans ces sociétés (Radio France et FR 3) que la croissance des effectifs a été la plus forte.

17 671 PERSONNES

Les sociétés nationales de l'audiovisuel emploieront, au 31 décembre 1982, 17 671 personnes, réparties comme suit :

TF 1 : 1 564 (1 383 du budget primitif de 1981).
Antenne 2 : 1 394 (1 220).
FR 3 : 4 289 (3 685) (1).
Radio-France : 2 942 (2 410) (1).
T.D.F. : 3 754 (3 498).
I.N.A. : 969 (942).
S.F.P. : 2 581 (2 300).
GIRATEV : 178 (160) (2).

Au budget primitif de 1981, ces mêmes sociétés comptaient 15 598 personnes. Elles se sont donc accrues de 2 073 personnes en deux ans (+ 13,3 %). Cette augmentation s'est faite principalement par l'intégration de personnel travaillant auparavant au cachet ou à la vacation (la moitié des nouveaux effectifs) ; par la réintégration d'exclus sous les précédents gouvernements ; par la création d'emplois pour la décentralisation ; par l'application des dispositions sur la réduction du temps de travail.

(1) Avant transfert de FR 3 à Radio-France de 202 emplois correspondant à l'activité radiophonique.
(2) Le GIRATEV (Groupeement informatique pour la radiodiffusion et la télévision) est un groupement d'entreprises économiques existant à la disposition des chaînes des médias informatiques, notamment pour la gestion des personnes.

Le rapport du gouvernement sur ces budgets estime que « la situation des sociétés de programme est globalement saine, bien que subsistent des éléments de tension ». Le ministère de la communication, qui a établi ce rapport, s'inquiète, en revanche, de la situation de la Société française de production, dont « les dépenses ont constamment excédé les recettes » depuis la création de cette société. Le déficit d'exploitation prévu à la fin de 1982 est de 80 millions de francs, bien que les chaînes aient augmenté ces années leurs commandes de 18 %. Au ministère, on fait remarquer que toutes les sources de déséquilibre financier ont été concentrées sur la S.F.P. avec la réforme de 1974. Celle-ci, en effet, n'a pas de recettes assurées comme les sociétés de programme, et a des difficultés à bien planifier la production dans les différents départements qui la composent (cinéma, vidéo fixe, vidéo mobile). Saturée à certaines périodes, elle doit sous-traiter avec des sociétés privées ; à l'inverse, son personnel et ses équipements sont parfois sous-exploités.

Contrôle de gestion

Le gouvernement a prévu un « effort exceptionnel d'ajustement de la S.F.P. » en 1983, grâce notamment à des apports en capital de l'Etat (50 millions de francs) et des sociétés de programme, et à une dotation exceptionnelle sur la redevance (60,8 millions de francs). La société nationale de production devra, en contrepartie, organiser sa production et maîtriser ses coûts pour parvenir à un équilibre durable (2).

Plus généralement, le ministère de la communication estime que les sociétés de l'audiovisuel n'ont pas les « instruments efficaces d'information financière, de contrôle de gestion et de mesure de performances » leur permettant de gérer avec plus de sûreté et d'apporter aux autorités de tutelle les éléments indispensables au contrôle de l'usage des fonds publics. Le ministère prévoit d'imposer de tels moyens.

Y. A.

(1) Télédiffusion de France, Institut national de la communication audiovisuelle, Société française de production, TF 1, Antenne 2, FR 3, Société pour l'outre-mer, Radio-France, Radio-France Internationale.
(2) La mise en place des nouvelles sociétés créées par la loi du 29 juillet 1982 et la participation de l'Etat à l'assainissement financier des sociétés représente un montant global de 215 millions de francs.

LA POLÉMIQUE ENTRE RÉGIS DEBRAY ET BERNARD PIVOT

M. Mitterrand « aime beaucoup » l'émission « Apostrophes »

Le président de la République « aime beaucoup » « Apostrophes », l'émission de Bernard Pivot. Il l'a dit à sa descente d'avion, de retour d'Afrique, lundi soir 11 octobre, à des journalistes qui l'attendaient à Roissy et qui voulaient connaître son sentiment sur les propos de son conseiller, M. Régis Debray. Celui-ci avait en effet déclaré, vendredi 8 octobre, à Montréal, à l'issue d'une réunion avec l'Union des écrivains québécois, à propos de l'émission « Apostrophes », diffusée par Antenne 2 : « Nous avons des projets : enlever d'une émission, celle que vous avez nommée, le monopole du choix des titres et des auteurs accordé à l'arbitraire d'un seul homme, qui exerce une véritable

dictature sur le marché du livre » (Le Monde du 12 octobre).

« Je ne sais pas du tout dans quelles conditions cela s'est passé », a déclaré M. François Mitterrand. On n'a fait part dans l'air de cette déclaration de mon ami Régis Debray au Québec. Il a écrit un livre dans lequel il a déjà abordé ce sujet. Ce n'est donc qu'une redite. A l'Elysée, c'est comme ailleurs : des goûts et des couleurs... Régis Debray n'aime peut-être pas « Apostrophes », moi, j'aime beaucoup. Qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse ? Et c'est comme cela que tout va bien, dans la mesure où chacun doit respecter la pensée d'autrui, et en tout cas celle de Bernard Pivot. »

Devoir de réserve

M. Régis Debray, conseiller à la présidence de la République, devrait prendre connaissance de la loi du 29 juillet 1982, dite « sur la communication audiovisuelle ». Ses amis socialistes ont eu le mérite de voter un texte législatif qui, pour la première fois en France, établit une distance - même faible - entre les sociétés d'Etat de la radio et de la télévision et le pouvoir. Cette volonté de ne pas confondre le service public et le service d'une politique avait jusqu'ici fait défaut. Les vrais démocrates s'en sont réjouis, même si certains avaient voulu aller plus loin, c'est-à-dire jusqu'à la privatisation des grands moyens modernes de communication. Ce qui n'est pas, on le sait, dans la philosophie de l'actuelle majorité, à cet égard moins hypocrite que la précédente.

Dès lors, toute imixtion du pouvoir sera de plus en plus mal ressentie dans les rangs de la majorité qui a voulu une telle distance, et dans les rangs de l'opposition, trop contents de pouvoir « épingle » tel ou tel responsable dès qu'il se mêle de donner un point de vue sur la production des chaînes nationales, surtout s'il s'agit d'information. En ne se souvenant pas à Montréal qu'il était le conseiller du président, l'écrivain Debray a été maledroit. En ne reconnaissant pas aussitôt qu'il avait commis une bêtise, il a manqué de

jugement. Le monde politique et les moyens d'information reflètent des petites phrases ; l'opposition, qui a la mémoire courte mais la langue bien pendue, saisit toutes les occasions.

La nouvelle loi réclame des hommes au pouvoir une certaine prudence et une bonne dose d'abnégation. Il n'est pas facile d'être resté si longtemps dans l'opposition, d'avoir tant à dire sur le chapitre de l'information, et de devoir pratiquer l'autocensure. Heureusement pour eux, la conduite des affaires est plus sérieuse que les petites phrases. Et au bout du compte, plus gratifiante.

Y. A.

« M. André Rousselet, président-directeur général de l'agence Havas, vient d'être nommé membre du comité de direction de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (C.L.T.). Rappelons que l'agence Havas détient 29,98 % du capital d'Audiolfina, société holding qui participe au groupe majoritaire de la C.L.T. (avec un groupe belge). En revanche, l'ancien directeur de cabinet du président de la République a quitté, presque simultanément, le conseil d'administration de la Soffrad et celui d'Europe 1-Images et son

Mardi 12 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Au théâtre ce soir : Les Pas perdus. De Pierre Gascar, avec R. Fauré, J.-P. Brumet, C. Rollet. Mise en scène : J. Mauclair ; réalisation : P. Sabatier. Une œuvre entourée de ses trois grands fils vus d'embrasement pour tenter de sauver ce qui reste de la maison d'édition familiale.

22 h 30 Ballet : Murray Louis. Avec la compagnie de danse Murray Louis. Réalisation : L. Godevin.

Les danseurs M. Ballard, A. McLeod, J. Bremer, D. Shapiro, J. Smith, R. Fletcher, R. McWilliams, D. French dansent sur les musiques de Brubeck, Copland, Nino Rota, Tchaikovsky, Lerner, Terep, Scarlatti, Albeniz et Bolcom.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 40 Cinéma : le Petit Baigneur. Film français de Robert Dhéry (1967), avec L. de Funès, R. Dhéry, C. Brasseur, A. Paray, F. Fabrice (réalisation). Un irascible directeur de chantier naval court après son inventeur qu'il a renvoyé sur un coup de colère et qui, seul, connaît les plans d'un modèle de bateau dont un Italien vient de passer une grosse commande. Le cyclone Poulch dans l'univers du bricoleur. Deux formes de comique ne s'accrochent pas toujours bien. Il y a des chutes de rythme, des longueurs mais, dans l'ensemble, c'est amusant.

22 h 20 Mardi cinéma. Avec la participation de Jean-Claude Rameau et Pierre Louis, Jean-Marc Thibault et Robert Hossein.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Maria-Octobre. Film français de J. Daverio (1959), avec D. Darnay, R. Blier, R. Dalban, P. Fauriol, P. Guez, D. Ivanel.

Mercredi 13 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h Météorologie.
12 h 10 Juge box.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 35 Un métier pour demain : L'insertion scolaire des handicapés.
13 h 55 Mer-cro-doi-moi-tout. Des idées, variétés, actualité.
15 h 50 Jouer le jeu de la santé.
15 h 55 Les pieds au mur.
16 h 25 Le village dans les nuages.
16 h 50 Histoire d'en rire.
17 h 05 A la une.
17 h 20 Émissions régionales.
17 h 45 Si vous plaît.
18 h 53 Tirage de la Loterie nationale.
20 h 30 Tirage du Loto.
20 h 35 Les merveilles de l'information. Émission de M. Tholozan. Territoires : violence et désordre (deuxième partie). Le deuxième volet de cette émission est consacré à la lutte contre le terrorisme. Les solutions contre cette violence sont-elles politiques ou policières ?
21 h 35 Magazine : les Nouvelles de l'histoire. Émission de P. Dumayet. Réal. : J. Castreau. « La correspondance de Marthe », quelques extraits de ces lettres et interprétés par quatre comédiens : Interview du peintre Arroyo pour son livre « L'Alouette », de Michel Winock pour son livre « Edouard Drouot et compagnie. Antiquaire et collectionneur en France ». « Le journal de Delacroix », une discussion sur le texte et la peinture de la vie du grand maître.
22 h 35 Concert : l'Orchestre de chambre Jean Barthes. Festival du son 1982 au Palais des congrès. « Danse populaire roumaine, opéra 16 », de Bela Bartok ; « Concerto n° 1 en ut majeur pour violoncelle et orchestre », de Franz Joseph Haydn.
23 h 05 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal.
12 h 05 Jeu : l'Académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Stade 2 midi.
13 h 50 Série : La vie des autres.
14 h Les carnets de l'aventure. De P.-F. Degorgis. Les ombres du temps : Sur les plates d'urgence qui traversent les déserts de Nubie et de Balyda jusqu'à Khartoum, la capitale du Soudan.
14 h 30 Dessins animés.
15 h 05 Récré A 2.
17 h 10 Planète AS.
De P. Degorgis et P. Bouché. Avec David Christie, le groupe Blessed Virgin ; Poe-pourri « Spécial Beatles ».
17 h 45 Terre des bêtes. D'A. Bognain-Dubourg.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bourard.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : Fausseuses notes. Réalisation : P. Kassovitz, avec M.-J. Nat, C. Rich, R. Barry.
22 h 15 Les jours de notre vie : La main, outil sensible, la main malade. Émission de D. Thibault ; réal. : B. Abergès. Cette première partie est consacrée aux maladies modernes de la main (kyte, etc.). La suivante traitera des interventions chirurgicales.
23 h Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

15 h En direct de l'Assemblée nationale.
18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre. Présence contre gauche.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé. Il était une fois l'espace.

P. Maurine, S. Reggiani, N. Roquevert, L. Ventura (N. réalisation). Quatre ans après la libération, la directrice d'une maison de couture réunit, dans son château, neuf hommes, survivants, comme elle, d'un réseau de résistance. Elle veut le annoncer qu'il y eut un trépas pour elle. Elle veut le démentir. Exercice de suspense psychologique, moral et politique, avec un jeu de temps et de lieu. Les dialogues de Henri Jeanson, la mise en scène de Olivier, le talent des interprètes, s'accrochent parfaitement pour tenir le spectateur en haleine.

22 h 10 Magazine : Mémoires de France. De P. Ory. A travers les témoignages de propriétaires terriens, de métayers et de gens de main d'œuvre, on découvre l'histoire du fort landais de 1637, quand Napoléon III décida d'appliquer les principes de la colonisation « moderne » à un fort.

23 h 10 Journal.
23 h 40 Prélude à la nuit. Sonate pour violon et clavier en ut mineur, de J.-S. Bach, avec K. W. Chung, violoniste, et P. Moll, clavicembaliste.

FRANCE-CULTURE

20 h, Dialogues : Goethe et la société bourgeoise.
21 h, Musique de notre temps : Blanches pour un alphabet ; de Michael Levine.

22 h, Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h, Frontières loyales : œuvres de Wagner, R. Strauss par G. Ljubeck, soprano ; Scherz, bass.
21 h 30, Concert (donné salle Pleyel à Paris le 6 mai 1982) : « Le voyage à Reims », ouverture de Roussi ; « 3^e concerto pour piano et orchestre » de Bartok ; « L'Oiseau bleu » de Stravinski ; « Franciscan de Rimini » de Tchaikowski, par l'Orchestre de Paris, dir. : R. Chailly, sol. : H. Cartier-Bresson, piano.
22 h, La nuit sur France-Musique : cycle symphonique ; 23 h, Musique de nuit ; 23 h 35, Jazz Club.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h Les jeux.
20 h 35 Série : De bien étranges affaires. Le Triangle à quatre côtés, d'après W.F. Temple ; réal. : J.-C. Labrousse, avec M. Roussarie, O. G. J. Jabbour, A. Marzani et G. Roussarie. Curieuse histoire de satisfaire deux passions amoureuses, pour Zola, dont Bruno et Claude sont épris : un médecin, spécialiste de dédoublement de la personnalité, procède à une opération de la belle Zola. Qui sera l'original ?
21 h 30 Le monde croûle : Seychelles, les îles étonnantes. Réal. : C. Puvion. Un voyage en voilier dans les îles Seychelles : Ile Alphonse, Ile Assomption, etc.
22 h 15 Journal.
22 h 55 Prélude à la nuit. « Concertino », de Cécile Chaminade, avec J. Gahway, flûte.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Mémoires.
8 h, Les chemins de la connaissance : Le feu, le bœuf et l'homme, ou la symphonie des jans ; à 8 h 32, Esclaves sans maître ; à 8 h 50, Esclaves sans maître.
9 h 7, Mémoires des sciences et des techniques : Histoire des sciences.
10 h 45, Le livre, ouverture sur la vie : Ma première encyclopédie : l'atmosphère.
11 h 2, Les grands opéras de la musique : Palais Garnier (et à 17 h 32).
12 h 5, Nouveaux classiques.
13 h 45, Panorama.
13 h 50, Mémoires des jeunes musiques de France.
14 h, Son.
14 h 5, Un livre, des voix : Paul Scriver, « le Photographe ».
14 h 47, L'école des parents et des enseignants.
15 h 2, Les apogées de France-Culture : Le monde au singulier ; 15 h 45, Promenade ; 16 h 45, Contact ; 17 h, Rue libre.
18 h 30, Les villanelles, farces et aventures de Gaspard des savoyards.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, La science en marche.
20 h, La musique et les hommes : Folklore international à Dijon, Bulgarie, Chili, Colombie, Espagne, Finlande, Grèce...
22 h 30, Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques pictorales et légères : Curiosités et raretés internationales.
6 h 30, Musiques de maître : œuvres de Mendelssohn, Chopin, Hummel, Purcell, Weber, Saint-Saëns, Rubinstein, Liszt, Elgar.
8 h 7, Quotidien-Musique.
9 h 5, D'une œuvre à l'autre : œuvres de Roussi, Albeniz, Bartok, Boulez, Schumann, Wagner, Dvorak.
12 h, L'actualité de la musique.
13 h 25, Jazz : l'art et les sciences de W. Dickerson.
13 h, James Scobie (en direct de Studio 119) : œuvres de Rachmaninov, Beethoven, Liszt, Prokofiev.
14 h 4, Microcosmos : 14 h 5, Children's corner ; 14 h 30, Un quart d'heure avec B. Britten ; 14 h 20, Histoire de J. Ibert ; 15 h, La musique et son public ; 15 h 35, Le fait divers ; 16 h 10, Le jeu ; 16 h 30, Haute infidélité.
17 h 2, Répertoire contemporain : œuvres de Berio, Marceland, Tibi Tibi.
17 h 30, Les légendes : des œuvres de L. Jaskiel, sans les opéras.
18 h 30, Concert (en direct du Grand Auditorium) : Orchestre national de France, dir. : E. Krivine (œuvres de Haydn, Beethoven).
19 h 30, Jazz : Où j'en suis ?
20 h, Les chants de la terre : magazine de musiques traditionnelles.
20 h 30, Concert (donné au Centre Georges-Pompidou, à Paris, le 24 juin 1982) : « Music of changes », de Cage ; « Klavierstück n° 11 », de Stockhausen ; « Available form 1 », de Brown, par l'Ensemble, Intercontemporain, dir. : P. Ecorce ; R. Henck, piano.
21 h 55, La nuit sur France-Musique : Le club des archives.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 13 OCTOBRE

- M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, participe à l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

Portes ou fenêtres à remplacer ?

Tous travaux garantis 10 ans ISO

Telephonnez au (1) 328.77.14

- Sur mesure - BOIS - PVC - ALU
- Fenêtres pour toits : Velux - Toitcel

26, avenue Quilhou 94160 St-Mandé (Porte de France) Vincennes Métro Saint-Mandé-Tourtelte

مركز امان للأصل

	Le 10/10	Le 10/10
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	58,45
AUTOMOBILES	48,00	58,45
AGENDA	48,00	58,45
PROP. COMM. CAPITAL	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

	Le 10/10	Le 10/10
ANNONCES ENCADRÉES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

ROCHE

Nous recherchons notre futur directeur de la production pharmaceutique au Brésil.

Les responsabilités attachées à cette fonction concernent l'ensemble de la production de nos spécialités pharmaceutiques, l'ingénierie, le contrôle de la qualité, le stockage, le matériel ainsi que les services généraux.

L'unité de production emploie actuellement quatre cents personnes et est située à proximité de Rio de Janeiro.

Ce poste exigeant demande un

PHARMACIEN D'INDUSTRIE OU UN CHIMISTE

qualifié (35-45 ans), pouvant faire état d'une expérience fructueuse en tant que chef d'exploitation dans une entreprise pharmaceutique et prêt à émigrer au Brésil après une courte période de préparation à Bâle. Pour pouvoir remplir correctement ses fonctions, le candidat devra posséder de bonnes connaissances de la langue anglaise ; le portugais ou l'espagnol sont souhaités, mais ne constituent pas une condition.

Les personnes intéressées sont priées d'adresser leur offre manuscrite et les documents y afférant à notre Service du Personnel, sous pli fermé, au Monde 26-82.

Votre offre sera traitée avec toute la discrétion de rigueur. Pour un premier contact, le Dr Schiltmecht se tient à votre disposition, tél. 19-41/61/27-39-96. F. Hoffmann-La Roche & Co, Société Anonyme, 4002 Bâle.

ROCHE

GROUPE

recherche pour renforcer le service informatique d'une importante banque au CAMEROUN, un

Analyste — Camerounais —

Son intégration sera assurée par un stage de formation au siège à PARIS, où il s'initiera aux techniques et aux procédures utilisées. Il rejoindra ensuite son affectation au CAMEROUN.

Ce poste s'adresse à un Titulaire de MIAGE ou équivalent, débutant ou ayant une première expérience informatique, en poste à DOUALA, il secondera le responsable système.

Un dossier de candidature est à adresser sous réf. AZ/06 à SG2 12/14, avenue VION-WHITECOMB - 75016 PARIS



DIRECTIONS
Nationales et Internationales

Directeur commercial

Avignon

Entreprise performante du secteur Agro-alimentaire recherche son nouveau DIRECTEUR COMMERCIAL.

Homme de terrain, 30 ans minimum, ayant expérience probante dans le domaine de la distribution moderne. Il anime, entre autres, par l'intermédiaire de 4 chefs de vente régionaux, une équipe de 60 représentants sur toute la France.

Rémunération de départ : 200 000 F.

Ecrire manuscrit + photo à

L. Justet

psychologue

18, rue des Grottes

84000 AVIGNON



AVIONIQUE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIE ÉGYPTE

La Division Equipements Avioniques conçoit et fabrique du matériel de haute performance dans un domaine à technologie de pointe. L'important développement de ses activités implique des coopérations avec des industries étrangères dans les prochaines années.

Pour la création d'une implantation industrielle en ÉGYPTE, nous recherchons deux

2 INGÉNIEURS EXPÉRIMENTÉS

ayant l'esprit d'initiative et un goût approfondi des contacts humains pour des postes de responsabilité.

INGÉNIEUR QUALITÉ

ayant 3 à 5 ans d'expérience industrielle dans un service opérationnel de contrôle qualité, dans les domaines de la production d'équipements d'électronique et mécanique fine, anglais courant indispensable, âge minimum 30 ans.

Réf. IQM

INGÉNIEUR DE PRODUCTION ÉLECTRONIQUE

ayant au moins 5 ans d'expérience industrielle, avec responsabilité d'ateliers dans les domaines du câblage, montage, circuits imprimés, méthodes... anglais courant indispensable, âge minimum 30 ans.

Réf. IPKM

Après une formation, en usine en France, de 6 à 9 mois, ils seront détachés à l'étranger pour une durée d'environ 2 ans.

Les candidats sont priés d'adresser leur dossier, accompagné d'une photo en précisant la référence du poste souhaité à Madame CHARRIER,

THOMSON CSF, 52, rue Guynemer 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX.

DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES

Régulation automatique, Télémétrie, Automatisme, Mécanique.

Vous avez 25 ans ou plus et un bon niveau d'anglais. Vous souhaitez vous déplacer à l'étranger pour des missions de longue durée. Nous vous invitons à vous joindre à nos équipes de chance réputées pour leur cordiale ambiance de travail.

Notre division internationale Technical Services recherche

Ingénieurs, Techniciens supérieurs, Techniciens

pour assurer des travaux de Supervision - Préréglage - Démarrage - Maintenance - Assistance Technique - Formation.

contrôle industriel

régulation automatique :

systèmes analogiques et numériques, automates programmables, régulations décentralisées et classiques, séquences logiques.

télémétrie :

télécommunication, identification de données, télégénération, télémétrie, télécommande, télémesure de réseaux électriques, interfaces calculateurs et périphériques sociales télémesure.

électrotechnique :

transformateurs MT/BT, protections électriques, séquences logiques, automates programmables, électromécanismes, moteurs, sources de courant, interfaces calculateurs.

mécanique :

turbines à gaz, compresseurs de gaz, moteurs diesel, compresseurs d'air, pompes, groupes électrogènes (langue anglaise courante exigée).



**COMSIP
ENTREPRISE**

Ecrire avec CV et prétentions, en précisant le secteur d'activité, sous référence 5089 à COMSIP ENTREPRISE, Division DITS BP 305, 92500 Paris-Malmaison.

Afrique Noire
Une Société française d'INGÉNIEURS CONSEILS spécialiste de l'équipement dans les pays en voie de développement, recherche

INGÉNIEUR

Génie rural ou hydraulique possédant une large expérience programmation et maîtrise d'œuvre

ou ECONOMISTE

possédant une bonne expérience technique de cet ordre.

Il sera Adjoint au Directeur National de l'Eau d'un pays Sahélien avec charge de promouvoir et d'orienter la programmation nationale de l'hydraulique villageoise (il devra former des techniciens nationaux et organiser le contrôle des travaux).



Envoyer lettre manuscrite avec C.V., 4 rue Amiral Courbet 75116 PARIS sous référence 4899.

RECROTER POUR L'AFRIQUE NOIRE

Quotidien départemental outre-mer recherche :
— Un secrétaire de rédaction confirmé.
— Un journaliste sportif très polyvalent et possédant une bonne expérience de l'organisation.
— Un journaliste pour rubrique faits divers.
— Un rédacteur (politique internationale).

Adresser curriculum vitae + photo par avion au "Quotidien de la Réunion" B.P. 303, 97467 SAINT-DENIS CEDEX, ILE DE LA RÉUNION.

AGENT EXPORT-IMPORT A PARIS
Je cherche un collaborateur expérimenté et introduit en AGRO-ALIMENTAIRE capable de créer ce service et qui sera exclusivement rémunéré par commission sur ses résultats.

Téléphone : 374-75-40.

ASSOC. AIDE AUX RÉFUGIÉS

recherche **AGRONOME** Spécialisé en irrigation pour projet en Somalie. Tél. : 508-43-15. le matin.

ANNONCES CLASSEES
TÉLÉPHONÉES

296-15-01

ROCHE bioélectronique KONTRON

2, avenue du Manet
78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX

recherche pour son département SAV INTERNATIONAL en équipement électronique médical

UN INGÉNIEUR

(ou équivalent) justifiant d'une première expérience, acquise si possible en SAV.

FONCTIONS :
Sous l'autorité du Chef de Produit International, il travaille au sein d'une équipe efficace et dynamique. Formé sur un type de produit, sa mission est d'intervenir en tant que spécialiste du plus haut niveau auprès des réseaux SAV Internationaux. Basé dans la banlieue Ouest de PARIS, il est en déplacement 60 % de son temps hors de FRANCE. L'anglais est sa langue de travail.

Merci d'adresser curriculum vitae, photo et prétentions à M. LAMBERT, Service du Personnel, 2, avenue du Manet, 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX.

502/15/01

	ligne*	ligne TTA
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,84

ANNONCES CLASSEES

	la m/col.	la m/col. TTC
ANNONCES ENCADRÉES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de personnes



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Banque Populaire CENTRALE ÉLECTRONIQUE RÉGIONALE DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ

recherche

CHEFS DE PROJETS

Nous sommes un centre traitant les applications de plusieurs banques. Nous sommes équipés d'un bi-processeur DPS 8/52 et mettons en place un réseau de 450 terminaux PHILIPS

Nous recherchons des candidats :

- Justifiant d'une expérience de la fonction CHEF DE PROJET ;
- Connaissant si possible IDS II, TDS ;
- Connaissant la banque.

La mission est de conduire des projets importants dans le cadre d'un plan informatique à moyen terme.

Les personnes intéressées voudront bien adresser leur curriculum vitae, photo et prétentions à

GIE CERBFC

M. TERRIER,

1, rue du Paquier, B.P. 22, 21600 LONGVIC

Objectif Europe.

Nos produits, obtenus en grande série par moulage ou usinage mécanique, intéressent un vaste secteur industriel. Sur ce secteur, nous avons une image de marque de grande qualité. 25% de notre CA sont déjà réalisés à l'export, mais nous visons sensiblement plus haut pour les cinq ans à venir. Car nous sommes sûrs que le marché existe, et tout particulièrement en Europe. Nous voulons vous confier cet effort de pénétration, avec préjudice l'Europe comme objectif prioritaire. Nous avons déjà une représentation dans cette zone, mais nous voulons créer une impulsion nouvelle à partir de la métropole. Vous aurez à défricher de nouvelles pistes, dynamiser et peut-être réorganiser notre réseau d'agents.

Votre formation de base - de niveau supérieur - pourra être technique ou commerciale. L'important, c'est que vous ayez acquis aujourd'hui, après cinq ans d'expérience, une sensibilité suffisante à la technique pour bien comprendre les problèmes de votre client. Quelques notions de chimie vous aideront, mais il n'est pas nécessaire d'être un spécialiste des plastiques ou du caoutchouc. L'important, c'est aussi que vous ayez déjà une première expérience opérationnelle positive de l'export.

Ce poste d'ingénieur technico-commercial que nous créons sera basé dans l'Ouest où est notre production. Il comporte, bien sûr, d'assez nombreux déplacements et requiert que votre anglais soit très au point ; tant mieux si vous êtes aussi à l'aise en allemand. Les consultants de SIRCA qui nous aident dans ce recrutement vous parleront des autres secteurs d'activité de notre société (CA 300 MF). Faites-leur connaître sous référence 282 798M que ce challenge européen vous tente.



Sirca

64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

AGRO-ALIMENTAIRE
Importante société, leader sur son marché
recherche

directeur des ventes centrales achats

chargé, en liaison étroite avec la Direction Commerciale à laquelle il est rattaché, de négocier et de référencer ses produits auprès des Centrales d'Achats, d'élaborer la politique tarifaire, d'informer et éventuellement d'appuyer la force de vente sur l'application de cette politique.

Ce poste s'adresse à un candidat âgé au minimum de 35 ans, de formation commerciale supérieure et possédant une expérience réussie des Centrales d'Achats, ainsi qu'une connaissance approfondie du milieu de la grande distribution, acquise dans le secteur alimentaire de grande consommation.

Ce poste est à pourvoir dans une grande ville universitaire de l'ouest et nécessite de fréquents déplacements. Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil.

Envoyez-lui votre C.V., sous réf. 1093 M



Jean-Claude MAURICE S.A.
397 ter, rue de Valenciennes
75015 PARIS - Tél. : 333.97.33



emplois internationaux
(les départements d'Outre-Mer)

A l'occasion de la mise en informatique de sa comptabilité, une importante société commerciale, travaillant en COTE D'IVOIRE

recherche

ATTACHE DE DIRECTION

ayant formation DECS et expérience ORGANISATION/INFORMATIQUE. Il travaillera en étroite collaboration avec le responsable des comptabilités dans le domaine contrôle et organisation.

Expérience Afrique Noire Francophone très appréciée.

Résidence ABIDJAN.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous No 48928 CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

S.E.T. METZ (571)

recherche

INGÉNIEUR

BÉTON ARMÉ

(BBA ou CHESAP)

Il devra établir les notes de calcul, vérifier les plans et superviser les dessinateurs sous l'autorité de l'ingénieur principal.

Poste intéressant et capable.

Envoyer C.V., photo et réf. sous le n° T 030.342 M

RÉGIE-PRESSE

80bis, r. Hémar, 75002 Paris.

Organisme de formation pour adultes, recherche

UN RESPONSABLE

DE FORMATION

Envoie à : 1.488

à Pierre Lichau S.A., B.P. 220,

75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

CODAGE SERVICE

DE PRÉVENTION SPÉCIALISÉE

28, rue Honoré-de-Balzac,

38100 GRENOBLE.

Envoyez :
- Un chef de service éducatif.
- Un éducateur spécialisé pour équipes de quartier GRENOBLE.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
recherche
pour son établissement de Picardie (250 personnes)

UN CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

Qui aura la responsabilité de l'organisation de la comptabilité et du personnel.

- environ 35 ans
- formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent ;
- expérience de la fonction, esprit rigoureux et aptitude à la communication sont indispensables.

Sera directement rattaché au Directeur Financier Administratif et des Relations Humaines de la Société qui compte deux établissements.

Adressez C.V. et prétentions à n° 7.142

LE MONDE PUBLICITÉ

Service annonces classées, 5, rue des Italiens,

75427 PARIS 75009.

ALSTHOM ATLANTIQUE

NEYRTEC conçoit et réalise des installations complètes dans les domaines des fluides (l'eau particulièrement) et des matériaux aggrégés et minéraux (broyage et concassage)

NEYRTEC est l'un des établissements du groupe

ALSTHOM-ATLANTIQUE :

42 000 personnes

16 milliards de chiffre d'affaires

NEYRTEC recherche

NEYRTEC

GRENOBLE

TECHNICO-

COMMERCIAUX

en matériel

de concassage

Formation : INGENIEUR ou assimilé

Expérience : 5 ans minimum en exploitation de carrière ou vente de matériel de concassage.

Déplacements très fréquents.

Résidence : GRENOBLE.

Envoyez candidature et C.V. à

NEYRTEC - Service du Personnel

B.P. 61 X - 38041 GRENOBLE Cedex

Société française implantée dans 15 pays,
leader sur son marché
- les encres d'imprimerie -
recherche pour son exploitation française en



chef du service informatique

HF

Il aura pour mission la planification de l'exploitation et des études, l'assistance aux utilisateurs, la maintenance et la sécurité du système et des fichiers. Il participera aux études d'organisation pour proposer les moyens de traitement adoptés. Il dirigera une équipe de 4 personnes travaillant sur IBM 34.

Le candidat retenu aura 30 ans environ et devra justifier : - d'une formation supérieure en informatique - d'une première expérience dans cette spécialité, ou sein d'une entreprise industrielle et si possible sur IBM 34 ou matériel équivalent. Il aura une réelle autonomie de travail ou sein d'une équipe jeune et volontaire, sensibilisée aux atouts d'une meilleure utilisation de l'outil informatique.

Le poste est basé près de Compiègne, dans la nouvelle usine de notre exploitation française.

Merci de transmettre lettre manuscrite + C.V. + photo sous réf. 2775 à :

nicole outin

conseil en recrutement,

15 rue Marcel Renault, 75017 Paris,

qui assurera les premiers contacts avec toute la discrétion souhaitée.



Ingénieur Chef de Groupe Technique et Technologique (Département de la Somme)

Filiale d'un groupe privé français (22 000 personnes - C.A. 10 milliards) et leader européen dans notre spécialité, nous faisons partie des industries tournées vers l'avenir et produisons, par biosynthèse, des acides aminés utilisés en alimentation et pharmacie.

Nous recherchons l'ingénieur qui prendra la direction des services travaux neufs, informatique de process et économie d'énergie de l'unité de production (500 personnes dont 40 ingénieurs et cadres) située à 100 km au nord de Paris.

Ingénieur diplômé grandes écoles, âgé de 40 ans environ, vous avez l'expérience des B.E. et de l'ingénierie ainsi que des connaissances sérieuses en informatique de process, acquises dans l'industrie chimique, pétrolière, pharmaceutique ou de l'agro-alimentaire.

Animateur et meneur d'hommes, nous vous confierons un poste clé dans lequel pourra se développer votre sens de l'organisation, vos aptitudes à l'innovation et vos qualités de gestion rigoureuse. La pratique de l'anglais est indispensable.

Notre Conseil Michel BARBEY prendra avec intérêt connaissance de votre candidature adressée sous référence 82723 M et vous rencontrera en vous garantissant la confidentialité que vous attendez.

13 bis, rue Henri Monnier

75009 PARIS

Tél. : 285.15.53

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

1 heure de PARIS

recherche

Pharmacien adjoint chef de contrôle

Si vous aimez les techniques modernes du contrôle.

Si vous aimez les contacts humains.

Si vous aimez les P.B.F.

Si vous aimez travailler dans une équipe sympathique.

Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 7155 à

PIERRE LICHAU S.A., BP 220,

75063 PARIS Cedex 02

qui transmettra.



IMPORTANTE ENTREPRISE FRANÇAISE PARAPHARMACIE

(rattachée à un Groupe diversifié), préparant ses structures d'avenir

propose un poste de :

CHARGE D'ETUDES MARKETING

à un candidat de formation commerciale (HEC, ESSEC, Sup. de Co...)

Une expérience similaire (2-3 ans)

de préférence secteur grande consommation est souhaitée.

Anglais apprécié.

Les perspectives d'évolution, les structures en place

sont prometteuses pour un candidat de valeur.

Le poste est à pourvoir en Bourgogne, ville universitaire.

Les candidats intéressés envoient leur C.V. détaillé, photo (retournée)

et prétentions sous référence 7833 M ou enveloppe à :

JEAN REGNIER Publicité - 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

مكتبة الأمل

	Ligne	Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAL	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

	Ligne	Ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Descriptif selon surface ou nombre de parutions

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Pas-de-Calais

Ingénieurs confirmés

Filière de l'un des plus importants groupes pétroliers français, notre activité se situe dans le domaine de la chimie de spécialités. Largement représentés par nos filiales, nous réalisons plus de 50 % de notre chiffre d'affaires à l'exportation. Nous recherchons :

Ingénieur chimiste organicien

De formation Ecole Nationale Supérieure de Chimie et/ou Doctorat de Chimie, il aura acquis une expérience de 2 ans minimum en analyse et synthèse dans le domaine de la chimie organique.

Il se verra confier la direction de notre laboratoire de contrôle des fabrications et méthodes d'analyses.

(réf. 2253/AL)

Ingénieur d'entretien

De formation Ecole Nationale Arts et Métiers ou Institut Industriel du Nord, il pourra justifier d'une expérience de 10 ans minimum.

Il se verra confier la direction des services d'entretien : mécanique, chaudronnerie, électricité, contrôle et régulation (réf. 2253/BI).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, en précisant sur l'enveloppe la référence du poste choisi, à

MEDIA BA
9, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)



AVIONIQUE ET QUALITÉ DE VIE

Le Département Avionique Générale conçoit et fabrique des équipements de haute technologie dans un secteur appelé à une croissance très importante au cours des prochaines années. Ces perspectives nous conduisent à proposer des postes à des

INGÉNIEURS MÉCANICIENS GRANDE ÉCOLE

DÉBUTANTS OU EXPÉRIMENTÉS

attirés par des Secteurs de Production et motivés par des postes opérationnels en FABRICATION ou en BUREAU D'ÉTUDES. Nous sommes installés dans un cadre agréable, à moins de 10 km de BORDEAUX, dans un établissement de 500 personnes.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. IMM à Monsieur FERON, THOMSON CSF, B.P. 3, 33160 LE HAILLAN.

DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES, CENTRE DE BORDEAUX-LE HAILLAN

Valeo

1^{er} FABRICANT FRANÇAIS D'ÉQUIPEMENTS POUR L'AUTOMOBILE
PARTENAIRE RECONNU DES CONSTRUCTEURS MONDIAUX
C.A. 7 MILLIARDS DE FRANCS
27 000 PERSONNES

recherche pour son activité
Équipements Thermiques S O F I C A
(Nogent-le-Robrou 28)

INGÉNIEUR DÉBUTANT

Vous êtes diplômé d'une Grande École d'Ingénieur et avez des connaissances de base en informatique ou en gestion. Nous vous proposons de débiter votre carrière au sein du service responsable de projets d'organisation mettant en oeuvre des solutions informatiques pour cette importante division industrielle. Après une formation aux outils et techniques évolués que nous utilisons (réseaux, ordinateurs IBM 43 et mini, bases de données, ...), vous mènerez, des projets complets, de l'analyse des besoins avec les services utilisateurs à la mise en place des systèmes en passant par la conduite des équipes de réalisation informatique.

A partir de cette première expérience, notre gestion des Ingénieurs & Cadres ouvre de larges possibilités de carrière diversifiées dans le Groupe, dans l'organisation ou dans d'autres fonctions.

Adresser CV, prétentions et photographie sous référence 47310 à VALEO
Service Recrutement des Ingénieurs & Cadres
43, rue Bayen - 75017 PARIS

Crouzet recrute un jeune cadre financier (HF)

Nous souhaitons intégrer, au sein de notre direction financière, un (e) jeune diplômé (ée) d'une école supérieure de commerce ayant acquis une première expérience dans le domaine de l'analyse financière.

Votre fonction comportera notamment les trois aspects suivants :

- mise en place et suivi des tableaux de bord financiers du groupe
- analyses financières portant sur nos filiales en France et à l'étranger
- participation aux travaux de consolidation

Poste à pourvoir à Valence

Aérospatial... Composants d'automatismes...
Télécommunications... Electroménager...
CA 1,3 milliards de francs... 6 000 personnes

Crouzet

Adresser lettre, C.V., prétentions sous référence 3344 à Crouzet SA - Direction du Personnel - 26027 Valence Cedex

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue

etap

UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE RENOMMÉE, rattachée à un grand groupe international, recherche plusieurs collaborateurs de valeur pour participer activement à son développement.

• Directeur administratif et financier

Il aura la responsabilité des finances, de la comptabilité générale et analytique, du contrôle de gestion, de l'informatique et de l'administration générale. Ce poste conviendrait à un candidat, de formation supérieure (Sciences Po, Droit, expertise comptable ou ESC) ayant une solide expérience professionnelle (la connaissance des sociétés anglo-saxonnes serait appréciée), capable de s'affirmer comme un collaborateur sûr et avisé, tant à l'intérieur de la société qu'au niveau du groupe et dans ses contacts extérieurs. Connaissance de l'anglais indispensable.

Ordre de grandeur de rémunération selon expérience : 220.000 F
référence EO 204 AM

• Directeur du personnel

Il assurera cette fonction prise dans un sens large : gestion des ressources humaines (recrutement, formation, évolution de carrières), climat social (conditions de travail, sécurité...), relations avec les partenaires sociaux, administration du personnel, liaisons avec les organismes extérieurs.

Ce poste conviendrait à un excellent "professionnel" ayant une bonne connaissance du milieu industriel, capable de participer à l'élaboration de la politique sociale et humaine et de la promouvoir, légitimant de solides qualités de pondération, de rigueur et de contact humain. Connaissance de l'anglais appréciée.

Ordre de grandeur de rémunération selon expérience : 220.000 F
référence FP 205 AM

• Chef des ventes France

Il sera chargé d'animer une équipe d'attachés commerciaux exclusifs, de diriger l'administration des ventes, de participer à l'élaboration de la politique commerciale (prévisions, objectifs, budgets).

Ce poste conviendrait à un candidat actif, bon commerçant, ayant l'expérience de l'animation d'équipes et de la vente de produits techniques par réseaux de revendeurs.

Ordre de grandeur de rémunération : 160.000 F
référence HR 206 AM

• Technicien supérieur chef du service maintenance et sécurité

Il sera responsable de l'entretien de l'ensemble des moyens de la société (machines, bâtiments, fluides) ainsi que des nouvelles implantations et de la sécurité. Ce poste de cadre conviendrait à un technicien polyvalent, désireux de valoriser une expérience professionnelle lui ayant donné de bonnes connaissances en mécanique, électricité, hydraulique, pneumatique et d'accéder à un poste de chef de service, capable d'animer une équipe (40 personnes) ayant de bonnes qualités d'organisation.

Ordre de grandeur de rémunération : 135.000 F
référence IS 207 AM

Tous ces postes se situent à Lyon.
Ecrire en précisant la référence.

4, rue Massenet 75016 Paris

GÉOLOGUE CONFIRMÉ

Lafarge Coppee

Le Groupe Lafarge-Coppee, plus de 30.000 personnes, a déjà réalisé des implantations industrielles dans de nombreux pays étrangers, particulièrement dans le domaine de l'industrie cimentière.

Lafarge-Coppee Recherche et notamment son Laboratoire situé en Ardèche a pour mission de participer à l'expansion du Groupe en développant de nouvelles techniques et en préparant des implantations.

Le Géologue recherche sera intégré à l'équipe procédés et assurera pour les sociétés du groupe ou des clients extérieurs des missions :

- de recherche et études de carrières (prospection, estimation, de la qualité des matières premières, choix du procédé adopté).
- d'optimisation de l'exploitation des carrières existantes.

La préférence sera donnée à un géologue de formation universitaire (doctorat ou équivalent) ayant au moins 3 ans d'expérience dans un domaine comparable. Connaissance de l'anglais vivement souhaitée.

Base de travail en Ardèche, avec de nombreux déplacements en France et à l'étranger.

Ecrire sous référence KA 222 AM.

4, rue Massenet 75016 Paris

etap

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Chef de fabrication

Mars

Membre d'un important groupe international, fabrique et commercialise en France des produits de confiserie de chocolat leaders sur leur marché (Mars, Milky-Way, Treets...).

Pour notre unité de production proche de Strasbourg, nous recherchons un Chef de fabrication qui, après une période de formation, sera chargé de prendre en main une équipe de production travaillant en 3 x 8 (5 jours/semaine).

Nous souhaitons rencontrer avant tout un homme de terrain ayant le sens pratique (organisation, rendement, qualité coûts) et devant justifier d'une première expérience réussie de quelques années de conduite des hommes.

La formation souhaitée est de niveau ingénieur, ou équivalent, dans les domaines agro-alimentaires, chimie, biochimie...

Le salaire ne sera pas inférieur à 150 000 F/an.

Merci d'envoyer votre lettre manuscrite + C.V. + photo sous réf. RV/2 à MARS - B.P. 36 - 67501 HAGUENAU.

مكتبة الامم المتحدة

Le Monde

économie

CONJONCTURE

DANS UNE DÉCLARATION AU « MATIN DE PARIS »

Nous avons le devoir de nous préparer à une crise qui durera longtemps

estime M. Pierre Mauroy

« Nous avons le devoir de nous préparer à une crise qui durera longtemps et qui aura des conséquences pour tout le monde », déclare M. Mauroy dans une interview que publie, mardi 12 octobre, le *Matin de Paris*.

« Cette crise internationale est liée à une mutation technologique qui met en cause les systèmes de production. Nous devons nous y adapter et moderniser la France. Il y a là un pari technologique que nous devons gagner. »

M. Mauroy poursuit : « La rigueur n'est pas une politique. C'est une méthode. À l'inverse de l'austérité, qui est un état, la rigueur est un moyen ou d'une politique dont l'objectif reste pour nous la croissance. »

« En attendant, le gouvernement de gauche se trouve confronté à un dilemme : comment concilier la rigueur et le progrès social qui est dans sa vocation ? »

« Il y a un équilibre à trouver. Nous le recherchons. Nous avons réalisé en début 1981, grâce aux dix-huit ordonnances, une avancée sociale considérable. Il n'est pas question de la remettre en question. »

« Notre politique est claire : maintenir du pouvoir d'achat moyen. Chacun pourra en juger à la fin de 1983. (...) Cela étant, je demande, lorsqu'il y a discussion sur le pou-

voir d'achat, qu'on ne s'en tienne pas seulement aux rémunérations. Il faut aussi prendre en compte les prestations sociales. »

« La notion de bas salaire est différente pour un fonctionnaire ou un salarié du privé. Il y a d'importantes disparités entre les deux secteurs. La politique du gouvernement est d'accepter qu'il y ait un rattrapage du pouvoir d'achat plus rapide et plus important pour les bas salaires. Ce qui se traduit en même temps par un blocage des rémunérations les plus hautes. Je n'ai pas à donner d'indications chiffrées en ce qui concerne le secteur privé puisque les négociations relèvent des seuls partenaires sociaux. Je souhaite simplement qu'ils s'inspirent de l'exemple que donne le secteur public. »

Interrogé sur la sortie du blocage, M. Mauroy répond : « J'ai toujours dit qu'il fallait compter dix-huit mois : quatre mois de blocage, ensuite, pendant quatre mois, c'est-à-dire jusqu'à fin 1983, traitement de consolidation. (...) La rigueur ne pourra prendre fin que lorsque nous serons face à une reprise confirmée, vigoureuse et internationale. »

En ce qui concerne les modalités de la sortie, le premier ministre précise plusieurs points.

« L'ajout de la sortie du blocage, nous signons des accords de régulation portant en principe sur toute l'année 1983. Nous serons particulièrement exigeants avec ceux qui n'ont pas respecté le blocage de manière satisfaisante. Je demande tout particulièrement à la boucherie, à la restauration et aux débits de boissons de s'associer à l'effort commun. Même à la sortie du blocage, le gouvernement aura le pouvoir d'agir sur les prix en utilisant l'ordonnance de 1945. L'année 1983 sera effectivement une année de surveillance des prix et d'intervention du gouvernement chaque fois qu'il y aura le moindre dérapage. »

Après avoir déclaré que la France ne pourra réduire durablement son taux d'inflation qu'en s'attaquant aux causes structurelles qui provoquent celle-ci (inégalité, indexation, professions fermées, circuits de distribution), M. Mauroy analyse l'évolution du chômage : « Si, pour l'inflation, nous avons utilisé un remède de cheval, pour le chômage, à l'inverse, nous utilisons un traitement progressif. (...) Cette politique a réussi à contenir le chômage à 8,5 %. Contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays, comme les États-Unis et la R.F.A., par exemple, où l'accroissement du chômage est considérable, nous avons, en France, freiné sa course folle. Je sais bien que cela ne suffit pas, qu'il faut le réduire. Nous avons à faire un effort exceptionnel en faveur des

« Il y a deux secteurs. Un secteur industriel, compétitif sur le plan international, par conséquent dépendant du prix de l'énergie et des matières premières. Il se comporte en général correctement. Nous n'avons pas observé en matière de prix industriels les excès constatés dans certains domaines - limités d'ailleurs - des services et de la distribution. Aux industriels, nous demandons de prendre des engagements sur chaque produit, mais sur une moyenne. Rensu, par exemple, ne va pas engager sur le prix de chacune de ses voitures, mais sur l'ensemble de sa production. Ces engagements varieront, bien entendu, en fonction des branches industrielles. Les entreprises pourront « sortir » de ce système au printemps ou à l'été prochain dès lors qu'elles seront à même de respecter intégralement les objectifs de prix fixés par le gouvernement. Pour le secteur de la distribution et des services, les contraintes sont plus lourdes. Nous signons des accords de régulation portant en principe sur toute l'année 1983. Nous serons particulièrement exigeants avec ceux qui n'ont pas respecté le blocage de manière satisfaisante. Je demande tout particulièrement à la boucherie, à la restauration et aux débits de boissons de s'associer à l'effort commun. Même à la sortie du blocage, le gouvernement aura le pouvoir d'agir sur les prix en utilisant l'ordonnance de 1945. L'année 1983 sera effectivement une année de surveillance des prix et d'intervention du gouvernement chaque fois qu'il y aura le moindre dérapage. »

« L'idée est qu'il pourrait y avoir un taux d'intérêt spécifique pour les investissements. Ce n'est pas une idée nouvelle. L'agriculture et le logement bénéficient déjà de taux préférentiels. Pourquoi ne pas le faire pour l'industrie ? »

« Quant à l'idée de moratoire, il s'agit en fait d'aider des entreprises saines qui, pour une raison ou pour une autre, ont fait, à taux fixe, des emprunts dont l'intérêt s'est élevé qu'elles se trouvent maintenant handicapées. Il faudra naturellement bien définir les conditions de cette aide qui ne doit s'appliquer qu'à des investissements productifs. »

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
\$E.-L.	7,6445 7,6465	+ 220 + 260	+ 405 + 455	+1170 +1285
\$ can.	5,7585 5,7625	+ 30 + 75	+ 95 + 140	+ 590 + 630
Yen (100)	2,6785 2,6810	+ 140 + 180	+ 300 + 325	+ 885 + 945
DM	2,8220 2,8300	+ 155 + 180	+ 305 + 315	+ 820 + 885
Fr.	2,5390 2,5395	+ 140 + 155	+ 270 + 295	+ 810 + 845
F.B. (100)	14,5720 14,5820	+ 270 + 280	+ 435 + 450	+1025 +1035
S.S.	3,3225 3,3270	+ 300 + 325	+ 585 + 615	+1695 +1805
L. (1 000)	4,9701 4,9730	+ 265 + 280	+ 505 + 530	+1425 +1470
£	12,1480 12,1500	+ 370 + 405	+ 750 + 850	+2445 +2680

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 3/4 10	9 3/4 10	9 3/4 10	9 3/4 10	9 3/4 10	9 3/4 10	9 3/4 10	9 3/4 10	9 3/4 10
	6 15/16 7 1/4	6 15/16 7 1/4	6 15/16 7 1/4	6 15/16 7 1/4	6 15/16 7 1/4	6 15/16 7 1/4	6 15/16 7 1/4	6 15/16 7 1/4	6 15/16 7 1/4
\$E.-L.	12 1/4 13 3/4	11 5/8 12 3/4	11 3/4 12 3/4	11 3/4 12 3/4	11 3/4 12 3/4	11 3/4 12 3/4	11 3/4 12 3/4	11 3/4 12 3/4	11 3/4 12 3/4
DM	1 3/8 2 1/8	1 3/8 2 1/8	1 3/8 2 1/8	1 3/8 2 1/8	1 3/8 2 1/8	1 3/8 2 1/8	1 3/8 2 1/8	1 3/8 2 1/8	1 3/8 2 1/8
Fr.	12 1/4 13 3/4	11 5/8 12 3/4	11 3/4 12 3/4	11 3/4 12 3/4	11 3/4 12 3/4	11 3/4 12 3/4	11 3/4 12 3/4	11 3/4 12 3/4	11 3/4 12 3/4
F.B. (100)	16 1/4 17 3/4	15 1/4 16 3/4	15 1/4 16 3/4	15 1/4 16 3/4	15 1/4 16 3/4	15 1/4 16 3/4	15 1/4 16 3/4	15 1/4 16 3/4	15 1/4 16 3/4
S.S.	18 1/4 19 3/4	17 1/4 18 3/4	17 1/4 18 3/4	17 1/4 18 3/4	17 1/4 18 3/4	17 1/4 18 3/4	17 1/4 18 3/4	17 1/4 18 3/4	17 1/4 18 3/4
L. (1 000)	18 1/4 19 3/4	17 1/4 18 3/4	17 1/4 18 3/4	17 1/4 18 3/4	17 1/4 18 3/4	17 1/4 18 3/4	17 1/4 18 3/4	17 1/4 18 3/4	17 1/4 18 3/4
£	14 15 1/4	13 3/4 14 1/2	13 3/4 14 1/2	13 3/4 14 1/2	13 3/4 14 1/2	13 3/4 14 1/2	13 3/4 14 1/2	13 3/4 14 1/2	13 3/4 14 1/2

Ces courants sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

LE CONFLIT DE L'ACIER

Les concessions de la C.E.E. pourraient conduire à un règlement avec les États-Unis

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le conflit qui oppose la C.E.E. aux États-Unis à propos de l'acier semble sur le point d'être réglé. C'est du moins le sentiment de la Commission européenne, qui a publié, lundi 11 octobre, une communication en ce sens. L'accord d'autolimitation des exportations communautaires de produits sidérurgiques vers les États-Unis, conclu le 6 août entre la Commission, agissant au nom des Dix, et Washington, pourrait s'appliquer. Les entreprises d'outre-Atlantique avaient refusé cet accord et refusé de retirer les plaintes, contre leurs concurrents européens, qu'elles avaient déposées devant les juridictions compétentes de leur pays. Selon la communication publiée à Bruxelles, « la sidérurgie américaine, après une première réaction négative, a fait savoir au département du commerce qu'elle était maintenant disposée à revoir sa position et à retirer ses plaintes, dans la mesure où certains arrangements pourraient être apportés à l'arrangement ».

Les aménagements en cause, que le C.E.E. est apparemment prêt à accepter, équivalent à une extension, limitée, du champ d'application de l'accord. Pour certains des produits visés, la limitation des exportations porterait également sur les « produits alliés ». S'agissant de ces produits alliés, la part du marché américain détenue par les exportateurs européens est faible. Sauf pour l'un

d'entre eux (hot rolled carbon bar, barres en acier au carbone laminées à chaud), les parts de marché fixées dans l'accord seraient celles correspondant aux livraisons faites aux États-Unis en 1981. Il n'y aurait donc pas de réduction. En fait, les Américains cherchent principalement à se prémunir contre une extension éventuelle des ventes européennes.

Outre ces produits alliés, l'accord d'autolimitation serait étendu aux plaques, dont les Européens détiennent 22 % du marché américain.

L'approbation définitive par les sidérurgistes américains de l'accord du 6 août pourrait encore dépendre de la façon dont évolueront les négociations en cours concernant les exportations communautaires de tubes d'acier vers les États-Unis, qui semblent craindre que les producteurs communautaires ne cherchent, lorsque le marché le permettra, à renouveler l'opération de l'année 1981 au cours de laquelle ils ont levé des quantités records de tubes outre-Atlantique (10 % du marché au lieu d'une moyenne de 3 % au cours des années précédentes). La Commission voudrait éviter un règlement quantitatif mais elle est prête apparemment à prendre les engagements nécessaires pour que les tubistes communautaires maintiennent à un niveau modéré leurs exportations outre-Atlantique.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

Sombres prédictions pour la sidérurgie mondiale

« L'année 1983 promet d'apparaître dans les livres de comptes comme la pire dans la mémoire des dirigeants réunis ici », a déclaré lundi 11 octobre, à Tokyo, M. Frederick Jaicks, président de l'Institut international du fer et de l'acier (IISI), à l'ouverture de la conférence annuelle de cet organisme, qui réunit l'ensemble des sidérurgistes du monde occidental. « Le sombre scénario de l'année dernière s'est transformé en réel désastre, et il poursuit. Mon avis est que les bénéfices dans la sidérurgie seront extrêmement rares, sinon totalement inexistantes, en 1983. » Selon M. Jaicks, aucune amélioration n'est en vue, et « on se demande si le niveau record de consommation d'acier établi en 1973-1974 sera jamais approché ou retrouvé car la stagnation a remplacé la croissance ».

Le secrétaire général de l'IISI, M. Lehard Holschuh, estime que la consommation d'acier accusera, en 1982, une diminution de 8 % par rapport aux 421 millions de tonnes de 1981. Aux États-Unis, a souligné

M. Jaicks, qui est également président des aciéries américaines Inland, toutes les sociétés terminent l'année avec des pertes, pour la première fois en cinquante ans dans le cas d'Inland. Évoquant le conflit ouvert entre son pays et la C.E.E., M. Jaicks a relevé que, pour les sept premiers mois de l'année, l'industrie américaine a tourné à 54 % de sa capacité, une diminution de 37 % sur l'année précédente : selon lui, pendant la même période, la production de la C.E.E. ne fléchissait que de 10 %, et celle du Japon augmenterait. Pendant cette même période, les livraisons de la sidérurgie des États-Unis sur son propre marché diminueront de 32 %, alors que les importations de la C.E.E. augmenteraient de 21 %, et celles du Japon de 14 %, toujours selon M. Jaicks. De fait, M. Holschuh déclarait que sur les 36 millions de tonnes de réduction de la consommation mondiale en 1982, 29 millions de tonnes sont imputables aux États-Unis, où les achats d'acier sont tombés au plus bas niveau depuis vingt ans.

Les hausses des automobiles entreront en vigueur après la réunion du Comité des prix

Les prix des automobiles vont être relevés de 4 % en moyenne, mais cette hausse ne sera applicable qu'après publication de l'avis du Comité des prix, qui doit se réunir prochainement. Dans un communiqué, le ministère de l'Économie et des finances précise : « Les constructeurs automobiles ont déposé des hausses de prix en hausse de 4 % en moyenne par rapport aux prix actuellement en vigueur. Le ministre de l'Économie et des finances les a autorisés à annoncer des hausses à compter du 12 octobre mais aucune hausse de prix ne pourra être facturée avant la publication de l'avis de prix, qui devra intervenir après avis du Comité

national des prix. Celui-ci doit se réunir prochainement. La hausse globale sur l'ensemble de l'année 1982 serait de l'ordre de 8 % après la hausse de 3,5 à 3,9 % appliquée en mars dernier. »

Concrètement, cela signifie que les nouveaux prix entreront en vigueur dès le 12 octobre. Toutefois, le client paiera l'ancien tarif si la voiture lui est livrée avant la promulgation de l'avis de prix. Reste à savoir si celle-ci interviendra immédiatement après la réunion du Comité national des prix, prévue pour le vendredi 15 octobre. Or, comme le pensent certains constructeurs, seulement le 22 octobre.

Le moratoire ? Pas pour n'importe qui

Le terme de « moratoire » est très à la mode. Le chef de l'État, au cours de son voyage dans la région Midi-Pyrénées, le premier ministre dans sa déclaration au *Matin de Paris*, l'ont évoqué sans ambages, ce qui a fait naître de grandes espérances du côté des débiteurs et certaines craintes du côté des prêteurs.

Un moratoire, en effet, c'est un étalement des dettes, qui peut porter sur les intérêts, sur le remboursement du capital, ou sur les deux en même temps. Des exemples illustrent cet état de fait : comment donner par la Pologne et le Mexique, sans compter les autres.

En ce qui concerne les entreprises, une telle pratique est devenue courante, en cas de difficultés dues à la crise : lorsqu'un cas est soumis au Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI), qui a succédé au CIASI (Comité interministériel d'aménagement des structures industrielles), un tel étalement est consenti automatiquement par les banques, auquel s'ajoute, le plus souvent, un abandon de créances, total ou partiel.

L'idée qui fait son chemin à l'Elysee et à Matignon est assez différente : « Il s'agit d'aider des entreprises saines, qui, pour une raison ou pour une autre, ont fait à taux fixe des emprunts dont l'intérêt s'est élevé qu'elles se trouvent maintenant handicapées. Il faudra, naturellement, bien définir les conditions de cette aide, qui ne doit s'appliquer qu'à des investissements productifs. »

C'est alors que les difficultés commencent, si l'on veut évaluer l'impact d'une telle mesure.

Sur les 1 100 milliards de francs de crédits aux entreprises, il faut d'abord évaluer les 400 milliards de francs de crédits à court

terme, dont le taux est variable par définition. Restent les 600 milliards de francs de crédits à moyen terme, mobilisables, non mobilisables, et à long terme. L'annuel est qu'aucune information précise n'est disponible en ce qui concerne leur régime : taux fixe ou taux variable. Pour plus de 300 milliards de francs (Crédit national, 60 milliards ; Caisse des H.L.M., 160 milliards de francs ; Crédit agricole, 100 milliards de francs), l'essentiel de ces crédits est bonifié, plus ou moins (en fait, près de 45 % des crédits à moyen et long terme sont bonifiés). Reste à savoir quelles entreprises ont été pénalisées et à partir de quand : depuis 1979, dit M. Mauroy ; en fait, depuis 1980-1981, date à laquelle la hausse des taux sur le marché obligataire contraindrait les établissements de crédit à statuer spécialement, emprunteurs permanents sur ce marché, à relever leurs conditions de 11 % à 15 % au-delà.

C'est donc seulement une fraction des crédits à moyen et long terme qui serait visée par la mesure, de francs dit-on. A cet égard, des divergences de vue existent entre l'Elysee et la Rue de Rivoli, où l'on voudrait traiter « cas par cas », et ne pas secourir « n'importe qui », notamment les « pêcheurs », c'est-à-dire les imprudents. Car il faudra bien que quelqu'un assume le coût de l'étalement. Les banques sont moins concernées que les établissements à statut spécial comme le Crédit national ou le Crédit d'équipement aux P.M.E. Pour ces derniers, une aide publique sera nécessaire, comme elle qui s'applique aux bonifications. F. R.



La technique au service de l'homme

Je m'appelle Brigitte et j'ai 19 ans — Mon métier ? J'aide mon père à la scierie : je transporte 100 tonnes de bois chaque jour. Cela vous étonne ? En fait, je conduis un chariot élévateur Linde, c'est facile et sans problème.

La technologie avancée des chariots Linde, surtout leur transmission hydrostatique, a été spécialement conçue pour atteindre une productivité des plus élevées sans effort ni fatigue pour le cariste.

Linde : 19.000 employés ; 3,125 milliards de DM de chiffres d'affaires.

Linde

Linde AG, Wiesbaden (RFA), représenté par :
Linde Manutention S.A.R.L., Morainvilliers,
78630 Orgeval, Tél. (3) 975.73.00

Linde Froid et Climatisation S.A.R.L., Morainvilliers,
78630 Orgeval, Tél. (3) 975.64.79



صك: من الأمل

ANNONCES CLASSEES

	Libre	Libre T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPTAD	140,00	164,64

	Le mètre	Le mètre T.C.
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

responsable organisation industrielle

LE DEPARTEMENT FLACONNAGE DE BSN-EMBALLAGE
- 400 MF de CA, 1200 personnes - fabrique et commercialise des flacons en verre pour des marchés spécifiques, notamment ceux de la pharmacie et de la parfumerie.
Face à une concurrence extrêmement vive, cette société concentre ses efforts sur la qualité des produits, l'optimisation de la productivité et la réduction des coûts.
Le Responsable de l'Organisation participe largement à cet objectif. Avec la Direction et les différents chefs de service, il anime le changement de l'organisation pour permettre une évolution technologique de l'outil de production et une meilleure qualification du personnel. Ses interventions concernent également l'organisation administrative et la simplification des flux.
Il favorise la participation du personnel aux réflexions et actions menées en matière d'organisation.
Au cours de ses 5 ans d'expérience industrielle, cet ingénieur a acquis une solide compétence en organisation et une bonne habitude du dialogue avec les services informatiques.
Il a développé ses responsabilités soit dans un poste opérationnel en production, soit dans une fonction d'organisateur.
Homme concret, il aime la vie d'usine et apprécie le travail au sein d'une petite équipe.
La majeure partie de ses interventions se déroulera à l'usine de Montlaur, près de Carmaux.
Compte tenu du rôle privilégié de l'organisation dans la politique humaine et sociale du groupe BSN, la réussite dans ce poste ouvre de larges perspectives d'évolution.
Merci d'adresser votre candidature, sous réf. F 24 M, en précisant la rémunération actuelle à: BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Sévigné - 75008 Paris.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

ingénieur mécanicien débutant

GERVAIS DANONE FRANCE - 2,5 Md de F de CA, 4300 personnes - détient 30% du marché français des produits frois. L'accroissement des tonnages (+ 10% par an) et le lancement de nouveaux produits nécessitent une adaptation constante de ses 7 unités de production.

Au sein de sa Direction Industrielle, le service conditionnement-manutention apporte son assistance technique aux usines. Il s'attache à améliorer la productivité des équipements destinés au conditionnement et à l'emballage des produits, à leur transport en usine et à leur stockage.

Nous recherchons pour ce service un jeune ingénieur mécanicien. En relation étroite avec les usines, cet ingénieur mène de façon autonome des projets d'investissements depuis la définition du besoin jusqu'à la mise en place des machines. Il conduit les études de nouveaux matériels et équipements et assure le contact avec les fournisseurs.

La dimension de la Société et son appartenance au 1^{er} groupe agro-alimentaire français permettent d'envisager des évolutions de carrière très ouvertes. Le poste est à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. F 23 M à: BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres, 7, rue de Sévigné - 75008 Paris.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

organisation administrative

LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE GLACES ET SURGELS - 400 MF de CA, 800 personnes, 2 usines - est une filiale récente du Groupe BSN-Gervais Danone.

Elle doit assurer le développement du Groupe dans le domaine des produits surgelés. Elle fabrique des crèmes glacées et pâtisseries surgelées qu'elle distribue sous différentes marques par un réseau de concessionnaires et de dépôts intégrés.

Née de la fusion de deux sociétés anciennes, la SEGES met en œuvre un important programme d'organisation tant administrative qu'industrielle. Dans ce but elle crée le poste de Responsable Organisation Formation.

Sa mission sera de conseiller les différents services de la société en matière d'organisation et de formation.

En premier lieu il devra élaborer et mettre en œuvre des programmes d'actions dans les domaines de la formation et de l'organisation administrative: procédures, utilisation de l'informatique, adaptation des compétences en place aux besoins de l'organisation... Par la suite, il élargira son champ d'intervention aux études de productivité et de réduction des coûts dans le domaine industriel.

Ce poste conviendrait à un ingénieur ayant quelques années d'expérience en entreprise et/ou en cabinet d'organisation. Il aura assuré de nombreuses interventions d'organisations administratives, débouchant en particulier sur la mise en place de solutions informatiques. Il trouvera dans ce poste l'opportunité de créer sa fonction et d'exercer ses responsabilités dans une société récente appelée à se développer.

Le poste est à pourvoir à Nantes.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. E 43 M en précisant la rémunération actuelle à: BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Sévigné - 75008 Paris.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

MATRA

recherche pour sa Branche Automatismes et Contrôle, située à SAINT-QUENTIN EN YVELINES.

Ingénieur Informaticien

Sa fonction:
Directement rattaché au Responsable Informatique de la Branche, il est chargé de la conception, du développement et de la maintenance d'un système informatique de gestion auprès des Centres et de certaines filiales du Groupe.

Son profil:
Ingénieur de formation, il a acquis une première expérience en informatique de gestion (comptabilité - achats - stocks - vente...) et est intéressé par une responsabilité polyvalente en liaison étroite avec les utilisateurs.

Ce poste nécessite de bonnes connaissances en Matériel DATA POINT.

Envoyer CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence du poste choisi sous NO SL 978 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres B.P. NO 1 - 78146 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

Nous sommes une Société d'Etudes et Conseils en ingénierie à vocation internationale orientée vers les applications scientifiques.

Notre expansion nous amène à rechercher un

ingénieur d'affaires

Ce poste conviendrait à un Ingénieur Mécanicien, diplômé d'une grande école, ayant une expérience minimum de 5 ans en calcul de structures et si possible CAO et informatique dans les domaines: aéronautique, nucléaire, off-shore ou génie civil.

Vous assisterez le Directeur dans le développement des activités scientifiques de la Société.

Ces fonctions qui impliquent dynamisme et large autonomie, demandent un goût du contact et de la négociation.

Les possibilités d'évolution vers un poste de direction sont très ouvertes.

Adresser lettre manuscrite + curriculum vitae à **GECI** 10, rue Albéric-Magnard - 75016 PARIS.

UNILOG

UNILOG - 14 ans d'expérience, 400 professionnels intervenant dans tous les domaines de l'ingénierie informatique - renforce les équipes de plusieurs de ses filiales et recrute des

ingénieurs débutants

ou des diplômés de l'enseignement supérieur (niveau troisième cycle ou minimum).

Leur intégration à des équipes travaillant en relation étroite avec nos clients sera précédée d'une session de formation, rémunérée, commençant le 29 novembre 1982.

Leur évolution ultérieure au sein d'UNILOG leur permettra d'aborder des domaines très diversifiés et d'actualiser en permanence leurs connaissances.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 457 à UNILOG - 9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 Paris - Membre de Syntec Informatique.

MINI-INFORMATIQUE:

Vous et votre équipe

Diplômé Grande École Electronique, vous possédez une expérience minimum de 10 ans en mini (Solar appréciée).

Vous coordonnerez l'activité d'une équipe de 15 INGÉNIEURS INFORMATIENS: études, configuration, informatique avec logiciel associé.

Vos objectifs: la définition et le respect d'une méthodologie de travail dans ses aspects techniques et gestion, suivi de la sous-traitance de logiciel.

La réussite à ce poste pourra conduire à des fonctions plus importantes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, sous référence 31246.

emploi régionaux

GROUPE INDUSTRIEL OCCUPANT LA PREMIERE PLACE DANS SON SECTEUR D'ACTIVITE recherche POUR SON USINE SITUÉE A PROXIMITE DE TOURS UN JEUNE INGÉNIEUR

Votre formation supérieure (AM, IDN, ICAM, ...), dotée d'une première expérience acquise de préférence dans le service méthodes d'une unité de production, vous a préparé aux responsabilités que nous vous confions.

Après une période de formation destinée à vous familiariser avec nos techniques, vous assisterez l'ingénieur de fabrication dans la mise au point d'une ligne de produits nouveaux et la réalisation d'un programme d'investissements.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 8.881 à PIERRE LICHOU S.A. B.P. 220 - 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

Nous sommes la filiale d'un important groupe industriel français aux activités diversifiées. Nos produits du secteur bureautique bénéficient d'une solide réputation tant au plan national qu'international. Compte tenu du développement de nos études, nous renforçons nos équipes et recherchons un

INGÉNIEUR ÉTUDES MÉCANIQUES

Vous êtes ingénieur diplômé et vous avez acquis une expérience d'au moins 4 ans d'études et de conception de produits mécaniques de moyenne série, notamment outillages. Vous avez déjà animé une équipe de dessinateurs, vous êtes familiarisé avec les problèmes d'industrialisation et d'analyse de la valeur et vous avez l'habitude du dialogue avec d'autres disciplines: électronique, logiciels. Sous l'autorité du responsable de l'une de nos activités, nous vous confierons une responsabilité globale de la définition du cahier des charges du produit jusqu'à l'obtention de la pièce définitive (études, maquette, prototype, définition des outillages, liaisons avec la fabrication). Compte tenu de nos relations fréquentes avec nos bureaux d'études à l'étranger, une bonne connaissance de la langue anglaise serait appréciée. Ce poste est à pourvoir en très proche banlieue sud de Paris.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Jean-Loup Panchon sous référence 6622 M: il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.

SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS
TELEPHONE: 555.11.11

MEMBRE DE SYNTec

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE ou 1^{er} rang des sociétés de conseil et de services par le développement et les résultats offre à des TITULAIRES DECS débutants ou expérimentés

des postes de conseil en informatisation des fonctions comptables.

Les lauréats recevront une formation aux techniques informatiques de la Société.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. RS

à Mme NASTORS - CGI, 84, rue de Grenelle - 75007 PARIS.

Ei

CHEF DE BUREAU ou ATTACHE COMMUNAL

pour assurer la Direction du Bureau de l'économie, des élections, population.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. devront être adressées à:

M. le Maire de Valence Service du Personnel B.P. 2118 26021 VALENCE Cedex avant le 20 octobre 1982

ENTREPRISE INDUSTRIELLE DE 300 personnes région CHOLET (49)

CHEF COMPTABLE

E.S.C. - DECS ou équivalent ou autodidacte qualifié

Sous la tutelle de la direction générale il devra superviser un service de 8 personnes: comptabilité, paie, trésorerie, etc... Bonne pratique informatique souhaitée.

Envoyer: HAVAS Cholet - 49308 B.P. 271 et 9818 qui transmettra.

Cii Honeywell Bull

pour s'intégrer aux équipes chargées du développement de ses futures gammes d'ordinateurs, recherche des

INGÉNIEURS LOGICIEL

C'est dans le domaine spécifique du logiciel de base qu'ils exerceront leur activité: Systèmes, Télécommunications, Bases de Données, Compilateurs... Ils participeront aux divers stades de la réalisation des produits: architecture, développement, maintenance, qualification.

Les candidats seront diplômés Grandes Ecoles et posséderont des connaissances de base en informatique acquises lors de leurs études ou au cours d'une première expérience professionnelle.

Lieu de travail: PARIS 20^e / Louveciennes (78).

Adresser lettre manuscrite, CV photo et prétentions en précisant la réf. 130 M à Cii Honeywell Bull

PCOG021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

5511 من الامم

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Petite société d'ingénierie de création récente, banlieue Ouest, spécialisée dans l'AUTOMATISATION ET LA RÉGULATION DE PROCESSUS INDUSTRIELS recherche

dans le cadre de sa restructuration liée à sa filiation à un grand groupe ingénierie

INGÉNIEUR DIPLOMÉ FUTUR DIRECTEUR TECHNIQUE

Il devra avoir une expérience de plusieurs années en électronique, automatisation programmable et régulation de processus industriels et des connaissances approfondies dans les logiciels et matériels micro-calculateurs temps réel.

Il assurera avec succès une double mission :
- la mise en place et l'animation d'une équipe d'ingénieurs et techniciens expérimentés,
- la gestion technique et financière des contrats.
Vos qualités de rigueur, d'efficacité, votre ambition et votre grande disponibilité vous permettront d'accéder rapidement au poste de Directeur Technique.

2 INGÉNIEURS LOGICIEL DÉBUTANTS OU CONFIRMÉS

dans le même domaine d'activité.

Envoyer C.V., photo et présentations s/référence 1461 à PIERRE LICHAU S.A. B.P. 230. 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

DEVELOPPER, ANIMER LE TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE

Banlieue Sud F 170.000 ±

La filiale française, C.A. F 800 millions, d'un puissant groupe américain parmi les leaders de l'agro-alimentaire, recherche, pour faire face à son expansion continue un CADRE COMPTABLE de HAUT NIVEAU.

Au sein de la direction financière et comptable pour laquelle l'information comptable est un élément de gestion, il sera chargé d'harmoniser et de formaliser les règles et les méthodes comptables, de développer l'utilisation des logiciels informatiques et de former le personnel aux méthodes nouvelles. Il pourra, en outre, être impliqué dans certaines missions ponctuelles dans son domaine de compétence.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 28 ans minimum, formation Sup de Co + DECS ou l'équivalent, recherchant le travail en équipe, à l'aise dans les contacts humains, ayant déjà acquis au minimum 3 années d'expérience dans un poste à responsabilité avec utilisation de moyens informatiques. L'anglais serait apprécié.

La rémunération sera négociée autour de F 170.000/an en fonction des compétences et de l'expérience des candidats.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retourner) et présentations sous référence 22.435-M à CLA Recrutement 11, av. Delcassé - 75008 Paris.



LE GROUPE VICTOIRE nous sommes un des tous premiers groupes d'assurance.

Nous recrutons au niveau du Siège à PARIS

JEUNES DIPLÔMÉS HEC - ESSEC

Pour occuper une fonction d'AUDIT INTERNE

Vous avez choisi dans vos études l'option finance comptabilité.

Des déplacements sont prévus en France.

Possibilité d'évolution vers des postes à responsabilité dans les structures techniques commerciales ou d'études du groupe.

Envoyer C.V., photo et présentations à N. 2405 PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

Société 1500 personnes - 120 ingénieurs ou grande stabilité du personnel, fabricant d'instruments de précision et systèmes très variés en technique de pointe, leader dans sa branche, présente sur marché mondial, recherche pour son Siège à Levallois (92)

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Il sera chargé, en collaboration avec le Chef de la Division Commerciale Civile, du développement de notre activité systèmes.

En liaison avec nos services techniques, il sera chargé de l'étude de faisabilité, de la définition du produit et de la négociation avec le client.

Ce poste conviendrait à un ingénieur électronicien (ESE, ENSI, IEG...) ayant une expérience en informatique (SOFT).

Envoyer CV à SOPELEM

102, rue Chaptal 92306 LEVALLOIS PERRET cedex

4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discretion absolue



Directeur groupe de filiales

référence RB 214 AM

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS, A CARACTÈRE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, leader incontesté dans un domaine en expansion constante, recherche un Jeune Directeur, pour lui confier la responsabilité de plusieurs filiales.

Il coordonnera l'activité des directeurs de filiales et aura des responsabilités de gestion, de développement commercial et de relations extérieures. Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce, ayant déjà assumé la responsabilité opérationnelle d'un centre de profits, capable de s'affirmer comme un interlocuteur avisé, tant à l'intérieur du groupe que dans de nombreux contacts extérieurs à haut niveau. Larges possibilités d'évolution dans le groupe.

Poste à Paris

Rémunération : 300 000 F

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE IMPORTANTE ET RENOMMÉE (3 300 personnes) rattachée à un groupe leader (plus de 10 000 personnes) recherche son Chef des Études Générales.

Rattaché au Directeur Général, membre du comité de direction, sa fonction principale est d'adopter les choix de la direction générale, par la réalisation d'études et la proposition d'investissements touchant tous les domaines de l'entreprise : technique, économique, marketing, organisation générale. Il aura un rôle de conseil et d'expert, mais il sera également opérationnel et pourra piloter la réalisation complète d'importants projets. Poste de haut niveau qui conviendrait à un candidat impérativement diplômé d'une grande école d'ingénieurs (X, ECP, Mines, formation complémentaire en économie appréciée).

Il aura une expérience professionnelle lui ayant permis d'assumer des responsabilités de Direction (responsable d'un centre de profits, membre d'une Direction Générale...). Il sera capable d'entretenir des contacts à haut niveau, il aura de larges capacités de synthèse, mais aussi le goût de l'expérimentation concrète sur le terrain.

Poste à Lyon

Ordre de grandeur de rémunération : 200 000 F +



Ciments Lafarge France

CIMENTS LAFARGE FRANCE, Division du Groupe Lafarge-Coppée, représente un ensemble industriel de plus de 5 000 personnes réalisant un CA de 4 milliards de francs.

La Direction des Relations du Travail recherche un Juriste confirmé à qui seront confiées des tâches variées d'étude concernant le droit social, de préparation de réunions paritaires, de conseil et d'assistance aux directions opérationnelles... Ce poste nécessite une solide formation générale (DES Droit option droit social) et une expérience d'au moins 5 ans dans des fonctions similaires (en entreprise, fédération professionnelle ou conseil spécialisé).

Une politique active de mobilité de carrière devrait permettre une évolution vers des responsabilités plus globales dans le domaine de la fonction personnel.

Lieu de travail : Saint-Cloud.

Responsable études juridiques relations sociales

référence LB 223 AM

Responsable comptable DECS ou équivalent

référence UE 217 AM

Cadre responsable de production

référence DM 203 AM

Ingénieur électronicien

référence GV 114 CM

UNE DES PREMIÈRES MUTUELLES FRANÇAISES D'ASSURANCE recherche pour l'intégrer au sein d'une des filiales en forte croissance un Responsable Comptable DECS ou équivalent.

Ce cadre participera à la mise en place du plan comptable et à son informatisation. Chargé de fonctions variées impliquant des relations constantes avec le service gestion et le service financier du groupe, le titulaire du poste devra avoir acquis de bonnes connaissances en comptabilité générale et analytique.

Il devra disposer d'une expérience de 2 à 3 ans dans le secteur tertiaire de préférence banque, assurance ou cabinet spécialisé.

Poste à Paris.

GROUPE MÉTALLURGIQUE FRANÇAIS RENOMMÉ, réalisation de biens d'équipement en inox et métaux spéciaux, destinés à industries diversifiées : chimie, nucléaire, agro-alimentaire... recherche pour son usine principale (900 personnes) un Cadre de Production qui dirigera et animera une unité intégrée de 120 personnes comprenant : méthodes, ordonnancement, fabrication, progrès technique.

Homme d'expérience, il est rompu aux problèmes de gestion d'atelier en chaudronnerie ou en fabrications mécano-soudées.

Homme de progrès, il participera à la mise en œuvre d'une gestion de production informatisée et au développement de méthodes nouvelles de fabrication.

Poste : ville 100 km est de Paris.

IMPORTANT ORGANISME INDUSTRIEL D'ÉTAT, chargé d'assurer la conception et la réalisation d'équipements pour la Marine, recherche un Ingénieur Électronicien.

Rattaché à une Direction Technique, il agira à la fois comme spécialiste et pilote vis-à-vis d'établissements chargés du développement et de l'installation de matériels électroniques complexes.

Il aura en charge :

- la définition des procédures et normes,
- la solution de problèmes techniques concrets
- la mise en œuvre de nouvelles technologies.

Cette fonction permettant de travailler dans un domaine de technologie de pointe, conviendrait à un ingénieur électronicien diplômé même débutant, ayant si possible une bonne connaissance de propagation électromagnétique.

Nationalité française exigée.

Poste stable situé à Paris, avec courts déplacements en province.



ACTIVITÉS DE MÉCANIQUE DE PRÉCISION HYDRAULIQUE ET ASSERVISSEMENT.

Cette société en fort développement sur des marchés de technologie élaborée, crée plusieurs postes dans son usine principale de Vernon dans l'Eure (750 personnes).

JEUNES INGÉNIEURS DE PRODUCTION. Adjoint aux Responsables de départements autonomes de production (montage et essais d'équipement en petite et moyenne série). Ils seront plus directement orientés sur les gestions de production : ordonnancement, méthodes, approvisionnements, gestion informatisée. Postes à responsabilités multiples destinés à de jeunes ingénieurs AM, ENSI, ENI ou équivalent (anglais souhaité).

JEUNES INGÉNIEURS MÉTHODES-INDUSTRIALISATION. Pour une famille déterminée de produits, ils seront chargés d'assurer la liaison entre la conception et la fabrication : réalisation de dossiers d'industrialisation en fonction des exigences de qualité et de coût et suivant moyens de production. Postes d'un réel intérêt technique pour de jeunes ingénieurs diplômés ayant des notions d'analyse de la valeur (anglais souhaité).

Écrire en précisant la référence.



4, rue Massenet 75016 Paris

steria

Pour le développement de nos activités dans les grands Systèmes de Gestion, en particulier sur mainframe CI-IB, nous recherchons des

INGÉNIEURS INFORMATIENS GRANDES ÉCOLES

- Très confirmés, nous sommes prêts à leur confier la bonne marche de projets importants en leur donnant de larges responsabilités techniques, commerciales et humaines.
- Débutants, ils s'intégreront à nos méthodes de réalisation et progresseront rapidement vers la pleine possession de leur métier.

Si ces postes vous intéressent, écrivez à : Monsieur P. FLECHELLES STERIA-SYSTEMES

9 et 9 bis, rue d'Arcueil 94250 - GENTILLY.

NOUS SOMMES UN IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE dans la vocation internationale en reconstruire. Nous réalisons PLUS DE 50 % DE NOTRE CA À L'ÉTRANGER. Dans le cadre de notre expansion, nous créons pour l'une de nos divisions le poste de :

RESPONSABLE EXPORTATION

Agé de 30 ans minimum, trilingue anglais-allemand. De formation commerciale supérieure avec plusieurs années d'expérience réussie de la vente à l'exportation en milieu industriel.

- Le cadre que nous recherchons aura pour mission :
- d'organiser la force de vente
- de concevoir et mettre en œuvre la stratégie commerciale
- de développer nos ventes (colles, résines, adhésifs...) sur les marchés existants.
- de rechercher de nouveaux marchés.

Le poste est basé à Paris mais nécessitera de nombreux déplacements.

Si cette réelle opportunité vous intéresse, adressez C.V. et rémunération souhaitée N° 08242 AMEP P.A. 37, rue du Général Foy, 75008 Paris.

LE RESPONSABLE DE GESTION DE PRODUCTION D'UN IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE proche de Paris recherche

UN ASSISTANT

- Agé de 22 ans environ, cette personne a reçu une formation en gestion des entreprises et possède de bonnes bases en informatique (ESC - DUT - BTS).
- personne de terrain et de contact, elle participera, en étroite collaboration avec le responsable du service, à la mise en place d'une gestion de production informatisée.
- une fois ce système mis en place, elle suivra son évolution, apportera des améliorations et fournira aux responsables leurs instruments de gestion.

UN TECHNICIEN EN ORGANISATION

- Agé de 22 ans environ, cette personne a reçu une formation technique : BTS ou DUT en mécanique ou électrotechnique.
- personne de terrain et de contact, elle s'intéresse aux problèmes d'organisation et est convaincue de la nécessité d'utiliser un CHRONOMÈTRE dans un service méthodes.
- conscient du développement actuel de l'informatique, elle est prête à s'y adapter.

Adresser C.V. + lettre manuscrite + photo en précisant le poste concerné s/réf. 11676 à PIERRE LICHAU S.A. - BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

SOCIÉTÉ EXPORTATRICE D'INGÉNIEURIE (chiffre d'affaires : 200 millions) recherche pour sa Direction financière un

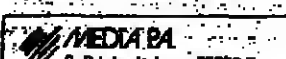
Trésorier

- Il devra assurer :
- la gestion quotidienne de la trésorerie,
- les prévisions à court et moyen terme,
- le suivi des cautions bancaires,
- l'établissement des dossiers annuels auprès des organismes de financement.

Le poste requiert 5 ans d'expérience, la connaissance pratique des techniques de financement à la grande exportation (COFACE, Crédit Achevé...).

Le candidat retenu aura de préférence une formation supérieure en gestion financière.

Écrire avec C.V. et photo, en indiquant les présentations, sous la référence 1811/2147 à



9, Bd des Italiens, 75002 Paris qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS
spécialisé dans les équipements aéronautiques
recherche pour sa Direction Technique PARIS
INGENIEURS D'ETUDES
COORDINATEURS DE PROJETS
Formation aéronautique ou électronique
FONCTION : coordination et suivi de projets
aéronautiques.
Anglais exigé.
Adresser C.V. photo et prétentions à No 49204
CONTEXTE Publicité 20, Avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
Banlieue Sud, recherche
UN CHEF DES SERVICES
ADMINISTRATIFS
ET COMPTABLES
35 ans minimum
Formation souhaitée. Expérience comptable ou formation
équivalente. Expérience dans un poste similaire ou dans un
secteur de contrôle de gestion d'une importante société.
Bonne connaissance INFORMATIQUE. Le candidat
assistera le directeur administratif et financier dans les
domaines suivants :
- Comptabilité générale et analytique (supervision) ;
- Contrôle budgétaire ;
- Plan de financement ;
- Organisation administrative, etc.
Envoyer C.V. et photo s/réf. 1210 à PUBLI LAROCHE,
3, place Jules-Ferry, 92120 MONTRouGE qui trans.

IMPORTANTE SOCIETE
Filiale du Groupe THOMSON
recherche pour son
service maintenance
20 AGENTS
TECHNIQUES
ELECTROTECHNICIENS
Les candidats auront une formation minimum
BAC F3 ou AFPA Automatismes ou électro-
technique.
Ils seront déchargés des obligations militaires.
Ces postes sont à pourvoir en région parisienne
et province, avec des contraintes d'horaires et
déplacements fréquents.
Envoyer C.V. détaillé et prétent. s/réf. 48434 au
Bureau du Personnel - B.P. 111
93203 SAINT DENIS Cedex 1.

Banque 8ème
recrute
Gradé(e)
classe IV/V
pour son service gestion des crédits en
eurodevises. Expérience bancaire (mini-
mum 3 ans) et connaissance de l'anglais
exigées.
Adresser votre candidature,
sous la référence M 2354.
C R E S filiale de MSL International
3, place de Valois 75001 Paris.

La BANQUE INDUSTRIELLE
ET MOBILIERE PRIVEE
(B.I.M.P.)
PARIS 8^e
recherche
pour renforcer sa Direction Entreprises
un EXPLOITANT
CONFIRMÉ :
- formation supérieure (grande école ou univer-
sité) ou supérieure bancaire (CESB ou ITB);
- expérience de 3 à 5 ans dans l'exploitation
(petites et moyennes entreprises).
Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et préten-
tions au Chef du Personnel de la B.I.M.P. - 22, rue
Pasquier - 75383 PARIS CEDEX 08.

D.O.O.
116, Champs-Élysées
recrute
INGENIEURS LOGICIEL
connaissant MICROS et MINUS SYSTEMES
appliqués au CONTRÔLE DE PROCESSUS
INDUSTRIELS EN TEMPS RÉEL.
Expérience TÉLÉPHONE appréciée
mais non indispensable.
Plusieurs postes sont à pourvoir
en RÉGION PARISIENNE et en BRETAGNE.
Conditions moyennes.
Pour de plus amples renseignements
nous contacter au 563-17-27, poste 254.

4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discretion absolue

Directeur
des services
techniques

référence PZ 213 AM

Responsable
recrutement
et intégration
des cadres

référence SC 215 AM

Ingénieur
automaticien

référence VF 218 AM

Assistant
de gestion

référence ZJ 221 CM

Assistant
information
communication

référence TD 216 AM

Technicien
de méthodes
rattaché au
responsable
production

référence MC 224 AM

Adjoint à
chef du service
entretien

référence BL 201 CM

Adjoint à
chef d'un service
fabrication

référence CN 202 CM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE RENOMMÉE (3 300 personnes)
rattachée à un grand groupe leader, disposant d'installations et de matériels
représentant des investissements considérables, recherche le Directeur de ses
Services Techniques.

Rattaché au Directeur Général, il sera responsable de la maintenance et des
travaux neufs. Il animerait un effectif de 1000 personnes, coordonnerait l'activité de
plusieurs chefs de service tous ingénieurs confirmés, gèrera un budget important.
Ce poste de haut niveau conviendrait à un ingénieur diplômé grande école, ESE, IEG,
ECP, Mines, 50 ans minimum.

Sur le plan technique, il aura de très solides connaissances en électricité courants forts
et sera capable d'aborder des domaines très variés : courants faibles, informatique
de process, mécanique, infrastructures.
Il témoignera d'un ascendant personnel marqué et aura une solide expérience du
commandement d'effectifs importants complétée par de réelles qualités d'organi-
sateur et de gestionnaire.

Poste à Lyon Ordre de grandeur de rémunération : 350 000 F

SAIT Groupe CGE
LE GROUPE SAIT (6 000 personnes - 450 cadres) est
leader dans la réalisation de sources d'énergie autonomes.

Son implantation est internationale. La gestion de ses cadres est un élément fonda-
mental de son Management.

Nous recherchons le Responsable du Recrutement des Cadres et de leur inté-
gration. Il sera chargé : d'assister les opérationnels pour définir les fonctions et
évaluer les besoins, d'assurer ou de piloter les recrutements (internes et externes),
d'entretenir les contacts avec les grandes écoles, de suivre l'intégration des nouveaux
embauchés.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (ingénieur, Sciences Po,
HEC, ESSEC, Sciences Humaines) ayant une première expérience professionnelle
réussie.

Cette expérience pourra avoir été acquise dans un service de personnel, au sein
d'une fonction industrielle ou commerciale ayant permis d'acquérir une connaissance
de l'entreprise et des hommes.

Large perspectives ultérieures de carrière.
Poste à Paris.

LA SOCIÉTÉ CÉRAMIQUES TECHNIQUES
DES MARQUES (150 personnes), filiale du
Groupe Lafarge-Coppée s'est spécialisée dans la
réalisation de produits de forte technicité (matériaux
composites) et à acquis dans son domaine une réputation internationale.

Afin de développer son potentiel humain et technique, la Direction de Production
recherche un Ingénieur Automaticien, diplômé d'une ENSI, ayant de préférence une
première expérience (1-2 ans).

Il sera chargé de moderniser les équipements de production (utilisation des auto-
mates programmables, de robots...). Cet ingénieur est appelé à moyen terme à une
responsabilité de service (études, méthodes) et pourra, par la suite, développer sa
carrière dans le groupe Lafarge-Coppée.

Lieu de travail : Evreux.

**UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE MATÉRIAUX DE CON-
STRUCTION** filiale d'un groupe français de tout premier plan offre un poste inté-
ressant et de réelles opportunités de carrière à un jeune Assistant de Gestion.

Collaborateur direct du Directeur du département transports (100 personnes -
gestion d'une importante flotte), il assurera des responsabilités polyvalentes dans les
domaines : comptabilité, contrôle de gestion, informatique, personnel.

Poste évolutif permettant d'assurer à terme des fonctions opérationnelles, qui
conviendrait à un jeune diplômé ESC Droit ou équivalent, ayant minimum 2 ans
d'expérience en gestion.

Poste à Paris.

UNE DES PREMIÈRES MUTUELLES FRANÇAISES offre au sein
d'une de ses filiales en forte expansion, deux postes d'Assistants Information
Communication.

Il s'agit de rejoindre une équipe polyvalente, dynamique et performante, de participer
aux différentes fonctions qui assure le service Communication :

- élaboration et diffusion des messages écrits, oraux, audiovisuels impliquant
des capacités de conception et de rédaction,
- animation d'actions de formation en particulier à la communication com-
merciale,
- diffusion de l'information auprès des bureaux de vente.

Situation intéressante et réelles possibilités d'évolution de carrière pour jeunes candi-
dats fortement motivés, ayant le goût des contacts et disposant d'une formation supé-
rieure et d'une expérience de 2 ans dans les assurances, le secteur bancaire ou les
organismes de crédit grand public.

Postes à Paris.

UNE FIRME FRANÇAISE TRÈS RÉPUTÉE DANS SA PROFESSION
(un milliard de CA, 3 000 personnes) construction matériels électriques,
recherche un Technicien de Méthodes rattaché au Responsable de Production
de son principal établissement.

Ce cadre technique sera plus spécialement chargé des méthodes équipement :

- études de postes de travail,
- définition des équipements de production,
- étude d'implantation,
- amélioration des conditions de travail.

La société recherche un Technicien BTS ayant au moins 4 ans d'expérience dans les
services d'une société de production de série et capable de mettre en place une
fonction importante pour le développement de l'entreprise.

Lieu de travail : région Fontainebleau (77).

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE FRANÇAISE
réalisant des biens d'équipement mettant en œuvre des techniques variées :
mécanique, mécano-soudure, électricité, étale les structures de son établis-
sement industriel de taille européenne (1 200 personnes) et recherche deux jeunes
Ingénieurs de valeur AM, IDN, HEI ou équivalent, ayant une première expérience
industrielle (au débutants si stages intéressants et personnalité affirmée).

Ils commenceront leur carrière dans la société en étant adjoint à des chefs de service,
ce qui leur permettra de se former tout en ayant la possibilité d'assumer rapidement
des responsabilités concrètes et effectives sur tous les plans : technique, gestion, ani-
mation de personnel.

- ADJOINT A CHEF DU SERVICE ENTRETIEN (effectif du service
60 personnes).
- ADJOINT A CHEF D'UN SERVICE FABRICATION (effectif du service
200 personnes).

Postes à Valenciennes.
Écrire en précisant la référence.

FILIALE FRANÇAISE
D'UN GROUPE EUROPEEN
distribuant une gamme d'appareils de régulation
industrielle à forte progression,
recherche pour son Siège en Banlieue Ouest

INGENIEUR DE VENTE

Spécialiste DU TRAITEMENT DES EAUX
Minimum 5 ans d'expérience
Zone d'activité : France entière
Son triple rôle : prospecter, assister la clientèle et
orienter l'usine vers les nouveaux produits à déve-
lopper dans ce domaine.
Déplacements courts mais fréquents.

ADJOINT
ADMINISTRATIF

du Chef du Département FROID
Minimum 5 ans d'expérience en bureau d'achats
techniques, en préparation au en vente de produits
industriels.
Ce cadre sédentaire règle tous les problèmes liés au
traitement des commandes à l'aide d'un système
informatique élaboré et il assure la liaison avec les
différents services concernés.

Pour ces 2 postes ANGLAIS courant indispensable.
Adresser C.V. avec photo et prêt sous n° 48596 à
CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra
75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

Importante
entreprise de T.P.
Banlieue nord de Paris
Spécialisée en travaux souterrains
Chantiers en France et à l'étranger
Holding d'un groupe français de large dimension
Recherche

ACHETEUR

4 à 5 ans d'expérience

Sous l'autorité du Directeur Administratif il sera
chargé de l'achat des matériaux et du petit
matériel de chantier.
Responsable d'un important budget, il aura à
organiser la gestion des approvisionnements en
particulier pour les gros chantiers.
Le poste implique, outre les qualités et les
compétences attendues d'un acheteur, une bonne
connaissance des circuits d'approvisionnement
tant nationaux qu'internationaux.
A prédominance sédentaire, cette fonction pourra
exiger quelques déplacements.

Merci d'adresser sous référence 82.06.03 lettre
manuscrite, C.V. photo et prétentions à SIRVO,
B.P. 59, 95020 Cergy-Pontoise Cedex.

BANQUE INTERNATIONALE
Opéra
recherche
RESPONSABLE
PROJET
INFORMATIQUE

pour projets gestion personnel et bureautique.
Ces applications s'inscrivent dans milieu infor-
matique très avancé environnement I.B.M. sous
M.V.S., C.I.C.S., D.L.I. Temps réel étendu à toutes
activités opérationnelles.
Diplôme formation supérieure / I.U.T. MIAGE ou
équivalent et 4-5 années expérience analyse pro-
grammation indispensables. Expérience des ap-
plications personnel souhaitées.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 48731, à
CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de
l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01,
qui transmettra.

BANQUE PRIVEE
Paris 8^e
recherche pour sa
DIRECTION
DE L'ORGANISATION
ET DE L'INFORMATIQUE
ORGANISATEUR

disposant :

- d'une formation de base à la métho-
dologie de l'organisation,
- de connaissances complémentaires en
informatique de gestion,
- d'une expérience minimale de 5 ans
dans la fonction, de préférence en milieu
bancaire.

afin de mener toutes missions relatives
à l'amélioration du fonctionnement des
services et à la définition de nouveaux
modes opératoires consécutifs à des
actions d'informatisation.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. pré-
cis, photo et prétentions, sous réf. 42390
à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder,
75009 Paris.

Fabricant d'équipement automobile,
leader dans sa branche, recherche

INGENIEUR MECANICIEN

DIPLOME A et M ou EQUIVALENT

de préférence ayant quelques années d'expérience,
- intéressé par études phénomènes physiques,
- connaissances en électronique souhaitées,
- langues : allemand-anglais.

Poste devant conduire rapidement à une fonction de :

CHEF DE SERVICE ESSAIS

Rémunération annuelle 125 000, 150 000 F.

Lieu de travail : Banlieue ouest de Paris.

Écrire avec C.V. et photo s/réf. 1 467 3 ;
Pierre Lichau, S.A., B.P. 230, 75063 Paris Cedex 02,
qui transmettra.

مكتبة الامم المتحدة

	large*	large TTC
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,84

ANNONCES CLASSEES

	annonces	le journal	TTC
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04	
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10	
IMMOBILIER	21,00	24,70	
AUTOMOBILES	21,00	24,70	
AGENDA	21,00	24,70	

* Dégressifs selon surface ou nombre des parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

C'est à de jeunes ingénieurs que nous nous adressons.

Constatant nous concevons, développons et fabriquons de nouveaux systèmes de mesures utilisés dans le monde entier pour la recherche pétrolière. Des systèmes d'une grande technologie, fabriqués en très petite série : presque unitairement. Nos 250 ingénieurs sont animés de la même passion : celle de la recherche. Du même but : celui de la qualité.

Nous vous voulons à leur image, jeunes mais suffisamment entreprenants pour être immédiatement intégrés à des équipes ayant en charge l'étude et la réalisation d'un ou plusieurs projets.

Débutants ou avec une première expérience, spécialisés dans l'un des domaines suivants :

Electronique - Informatique - Mathématiques - Physique

vous souhaitez investir cet acquis au sein d'une société en constante évolution, appartenant à un groupe international, résolument tourné vers l'avenir.

Les postes sont à pourvoir en toute proche banlieue parisienne.

C'est l'agence DESSEIN, en toute confidentialité, qui nous transmettra votre dossier de candidature (CV et photo). Adressez le lui sous référence 4267 M - 69, rue de Provence - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE EN TÉLÉINFORMATIQUE ET LOGICIEL DE BASE

recherche pour ses activités et celles de ses clients

INGÉNIEURS

INFORMATIENS (NES)

EXPERTS :
Professionnels de haute technicité ayant des connaissances approfondies en téléinformatique (architecture de réseaux, protocoles de transmission, ...) et possédant une réelle expérience d'encadrement.

INGÉNIEURS D'ÉTUDE :
Deux ans d'expérience minimum, connaissances réelles des logiciels de base et réseaux réseaux.

Adressez curriculum vitae à ARN INFORMATIQUE, 60-64, rue du Rendez-Vous, 75012 Paris.

ORGANISME PUBLIC DE RECHERCHE PARIS

recrute pour projet temps réel

INGÉNIEUR SYSTÈME

Formation supérieure, Ecole d'ingénieurs ou équivalent, débutant ou quelques années d'expérience.

FONCTION :
Développement de logiciel sur mini-ordinateur couplé à un système d'acquisition de données à hautes performances.

Ecrire avec curriculum vitae détaillé sous n° 346.130 M à REGIE-PRESSE, 25 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

THOMSON-CSF
DIVISION SIMULATEURS

JEUNES INGENIEURS, VOUS ALLEZ TERMINER VOTRE SERVICE NATIONAL...

Nos équipes d'études utilisent les techniques les plus avancées dans le domaine de l'informatique temps réel et de l'électronique rapide.

Vous qui préparez votre entrée dans l'industrie, vous pouvez en savoir plus immédiatement sur notre activité et peut-être déjà convenir d'un entretien en appelant :

Alexis de BEJARRY
au (3) 031.93.70.

consultant en méthodes informatiques

sema informatique

La Division informatique de sema metra, groupe européen de conseil, d'étude et d'ingénierie (720 MF de CA, 2200 personnes), a contribué largement à l'élaboration de la méthodologie MERISE appelée à être généralisée dans la conception de grands systèmes informatiques de gestion. Le département de sema, chargé d'intervenir dans le domaine du conseil en méthodes recherche un ingénieur.

Le candidat souhaité est diplômé d'une grande école d'ingénieur. Il a déjà cinq ans d'expérience et une bonne maîtrise de CICS, DL1. Il est créatif et a le goût des contacts et de l'animation d'équipes.

Après une formation MERISE, il sera appelé à intervenir en tant que conseil en méthodologie auprès des clients de sema. Des possibilités d'enrichissement de carrière dans des domaines diversifiés de l'informatique sont offertes.

Adressez votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 10360 M à J Hajage Sema-Selection : Centre Metra - 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

sema selection Paris - Centre Metra

GROUPE

SI2

RECHERCHE

Dans le cadre de l'expansion de son activité :

"GRANDS PROJETS ET RESEAUX"

SYSTEMES INFORMATIQUES IBM

- Ingénieurs concepteurs expérimentés IMS / CICS / DL1
- Ingénieurs systèmes MVS et DOS / VSE
- Ingénieurs systèmes/réseaux VTAM / RCP / SNA / RSCF

Ref. AGR/05

SYSTEMES INFORMATIQUES CII-HB

- Ingénieurs concepteurs expérimentés DM 4 TP / DPS 7 / DPS 8 / DTF et BCF / MOD 400
- Ingénieurs systèmes expérimentés GCOS 3 / GCOS 6 / GCOS 8 / GCOS 64
- Ingénieurs systèmes/réseaux DSA / DNS / DSS

Ref. AGR/06

INTERCONNEXION DE SYSTEMES OUVERTS

- Ingénieurs concepteurs expérimentés
- Protocoles transport, session, présentation

Ref. AGR/07

Les candidates et candidats retenus, participeront à des développements pilotes au sein de grands projets.

Ils auront ensuite la possibilité d'accéder à des responsabilités de chef de projets. Salaires attractifs.

Un dossier de candidature est à adresser, sous la référence correspondant au poste à : SG 2, 12/14, rue VION-WHITECOMB, 75016 PARIS.

HAVAS CONTACT

THOMSON-CSF



Les Transmissions optiques

L'avenir est aux transmissions par câbles à fibres optiques. En les développant, LTT a su préparer les transmissions de demain et ouvrir la voie aux nouveaux services. Spécialiste des équipements de transmission dans les télécommunications, transmissions numériques, vidéo-communication, nous assurons la conception générale, l'étude, l'industrialisation et l'installation des systèmes de demain. Nous recherchons des

INGENIEURS D'ETUDES ELECTRONICIENS ENST, ESE, ISEP, ISEN, ...

débutant ou ayant une expérience professionnelle, et souhaitant acquérir ou confirmer une compétence dans le domaine des techniques que nous développons (réseaux larges bandes, microprocesseurs, modems, traitement digital, numérisation du son, opto-électronique, ...).

Nous assurons la formation à nos produits et à nos méthodes. L'importance de notre groupe et ses structures internationales permettent d'offrir des perspectives de carrière très ouvertes dans les domaines techniques, industriels, commerciaux et export.

Jean VIGREUX vous remercie de lui adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) qu'il étudiera avec la plus grande discrétion.
LTT - 1, rue Charles Bourseul - 78700 CONFLANS-SAINT-HONORINE

LTT

Société d'ingénieurs-conseils Paris de grande renommée

travaillant au niveau des Directions Générales de grandes entreprises industrielles pour les assister dans le développement et les orientations leur permettant de s'adapter à l'évolution des techniques et marchés, pour faire face à son expansion, cherche à intégrer un

Ingénieur grande école

X, Centrale, Mines

Il participera à l'élaboration, puis à la mise en œuvre de chantiers importants, et animera une petite équipe d'ingénieurs.

Ce poste s'adresse à un ingénieur expérimenté

ayant une expérience de 5 ans minimum dans l'organisation, de préférence dans une entreprise, ayant vécu la mise en place de nouveaux outils de gestion, et désirant élargir le champ de ses responsabilités en choisissant le métier de conseil.

Veuillez écrire en précisant prétentions, sous réf. 5112, à

INTERCARRIÈRES
3 rue du Halder 75009 Paris

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	La ligne*	La ligne T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



USINE DE CORBEIL-ESSONNES - 91
MICRO-ÉLECTRONIQUE APPLIQUÉE À L'INFORMATIQUE, RECHERCHE
Pour assurer le support technique de ses fabrications de circuits intégrés haute densité :

JEUNES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

- **Electroniciciens** (Études/projets, tests/équipements...)
- **Généralistes** (Méthodes de fabrication/production...)

Cette annonce s'adresse à des jeunes diplômés débutants sans emploi et déchargés des obligations du service national. **Anglais souhaité.** Possibilité de séjours aux États-Unis.

Ces postes de début de carrière peuvent évoluer ultérieurement selon les aptitudes et les goûts, vers des activités industrielles différentes

et permettre un intéressant développement de carrière.

Adresser candidature et C.V. détaillé à IBM France - Service Recrutement des Cadres, 224 bd John Kennedy, 91102 Corbeil-Essonnes Cedex.

Ingénieurs, participez à notre expansion !

Filiale de l'un des plus importants groupes pétroliers français, notre activité se situe dans le domaine de la chimie de spécialités. Largement représentés par nos filiales, nous réalisons plus de 50 % de notre chiffre d'affaires à l'exportation. Nous recherchons :

Assistant contrôleur de gestion

Sa mission consistera à effectuer le contrôle de certaines de nos usines.

Ingénieur débutant, diplômé d'une grande école, il aura reçu une formation complémentaire en Gestion de type IAE, ISG, Doctorat de 3^e cycle en Gestion et possèdera, de plus, une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Cette fonction lui permettra de mettre en pratique les connaissances qu'il aura acquises tant dans le domaine technique que financier.

Lieu de travail : siège social à Vélizy (78) (réf. 2251/A).

Ingénieur chimiste

Sa mission consistera à effectuer des recherches sur des produits destinés à des applications routières, émulsifiantes, dopes d'adhésivité, etc.

Le candidat retenu aura acquis une première expérience industrielle dans ce domaine.

Lieu de travail : Centre de Recherche à Paris (19^e) (réf. 2251/B).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, en précisant sur l'enveloppe la référence du poste choisi, à

Paris et région

MEDIA BA
9, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra
(réponse et discrétion assurées)



engage pour son Centre de Développement de l'Oise :

deux jeunes chimistes

Diplômés DUT ou BTS, débutants ou apportant une première expérience.

Les candidats doivent aimer le travail en groupe pour pouvoir s'intégrer dans une équipe pluridisciplinaire. Agents d'essais, ils participeront à la mise au point de produits nouveaux. Les déplacements sont fréquents, l'anglais technique est indispensable.

Envoyez CV manuscrit sous référence DD à

Saint Gobain Vitrage
Direction du Personnel
« Les Miroirs » Cedex 27, 92096 Paris La Défense

Filiale d'un grand groupe industriel français, nous sommes spécialisés dans des domaines technologiques de pointe. Pour faire face à notre développement, nous avons mis en place une nouvelle organisation nous permettant d'améliorer la gestion de nos ressources humaines et nous souhaitons actuellement intégrer dans notre équipe un

Responsable du recrutement ingénieurs et techniciens

155 000 +

Vous êtes un spécialiste confirmé dans le recrutement des ingénieurs de haut niveau et, au-delà des techniques de recherches classiques, vous savez utiliser les contacts, la diffusion de l'information, concevoir une approche différente en fonction de la spécificité des postes à pourvoir. Vous avez exercé une fonction similaire dans une société industrielle ou dans un organisme de conseil.

Nous vous confions l'entière responsabilité des recrutements d'ingénieurs et techniciens de notre département équipements électroniques et composants associés, en étroite collaboration avec les responsables techniques. A terme, ce poste peut évoluer vers des responsabilités plus larges de gestion du personnel.

Jacqueline Sigolet vous remercie de lui écrire, sous réf. 5648M, 55 avenue Sugeaud, 75116 Paris.



Bernard Julhiet
Psycom
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

Important Groupe de Distribution Alimentaire Recherche

Assistant de Gestion

Jeune Débutant, diplômé de l'enseignement supérieur, vous serez chargé, au sein du service Contrôle de Gestion, de l'application et du contrôle des systèmes de gestion actuellement en place : tableaux de bord, statistiques.

Vous participerez à la réalisation d'études ponctuelles concernant la gestion des filiales, à la mise en place de nouvelles applications informatiques de gestion, au suivi d'opérations diverses en liaison avec les autres services.

Un goût prononcé pour l'informatique de gestion, une grande rapidité d'assimilation et un esprit de synthèse seront vivement appréciés.

Ce poste est à pourvoir à PARIS.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + prétentions, sous référence 8629 à



LTP 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

EXPERT RELATIONS PUBLIQUES AUPRÈS MILIEUX ET MÉDIAS FINANCIERS INTERNATIONAUX

Recherché par Groupe Consulting International, mission difficile mais passionnante de 3 mois à haut niveau. **Anglais indispensable.**

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à RÉGIE-PRESSE, sous le n° T 036.228 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

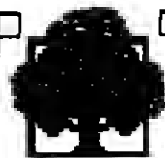
recherche pour sa Direction Informatique (à St Quentin en Yvelines 78)

Ingénieur Informaticien APL

pour prendre en charge des projets informatiques depuis la phase fonctionnelle jusqu'au lancement dans les domaines suivants : - centres-servants (info-centres), graphique, temps partagé APL sur ordinateur de grande puissance : AMDHAL V8 avec une centaine de terminaux APL.

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école ou docteur, possédant au moins 3 ans d'expérience. Larges possibilités d'évolution.

Adr. CV, phot., sal. et prêt. sous réf. D24 à CNCA Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune



Cii Honeywell Bull

pour participer au développement de ses futures gammes d'ordinateurs recherche des

INGÉNIEURS MICROLOGICIEL ET LOGIQUE

Ils rejoindront les équipes qui réalisent les unités centrales de nos grands et moyens systèmes. Ingénieurs diplômés Grandes Ecoles, leur intégration sera facilitée par des connaissances de base en électronique et informatique.

Lieu de travail : (78) Les Clayes-sous-Bois.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 129 M à Cii Honeywell Bull PCOG021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

مكتبة الأمل

		ANNONCES ENCADRÉES		tarif	le mètre TTC
OFFRES D'EMPLOI	DEMANDES D'EMPLOI	40,00	12,00	47,00	14,10
	IMMOBILIER	21,00	31,00	35,45	35,45
	AUTOMOBILES	48,00	31,00	35,45	35,45
	AGENDA	48,00	31,00	35,45	35,45
	PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64		

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DARTY: 1er prix de distribution moderne

S'adapter pour évoluer

Fondée au moment où la notion de commerce était remplacée par celle de distribution, la société DARTY a compris d'emblée que les consommateurs évoluaient en même temps que le marché. Il suffisait d'être attentif à ces changements, pour offrir avant les autres une réponse satisfaisante aux attentes. Voilà comment DARTY a réussi à se tailler la part du lion sur un marché en pleine expansion: composé de plusieurs filiales autonomes, le groupe DARTY réalise aujourd'hui un CA annuel de près de 3 milliards de francs et ses effectifs atteignent 4500 personnes, ce qui représente en moyenne 500 créations d'emploi par an.



Partageons nos succès

Voilà pourquoi nous abordons l'avenir avec confiance: nous savons évoluer, nous sommes doués de sens pratique et d'esprit d'entreprise, nous faisons confiance aux hommes et nous leur demandons la réciprocité. Nous promettons notre avenir et notre progression aux Jeunes Diplômés qui nous rejoindront, qu'ils aient ou non une première expérience. En 1 an de formation terrain, complétée par une formation spécifique à notre pratique du marché, ils prendront des responsabilités opérationnelles. Ensuite, nous avons besoin d'énergies nouvelles pour assurer l'encadrement de l'entreprise.

Jeunes diplômés, s'il vous intéresse, notre avenir vous appartient.

Nous organisons des réunions d'informations: si vous voulez y participer, merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, sous référence M3611 D à

EGOR PROMOTION
63 rue de Pontlieu 75008 Paris.

egor

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

PARIS-FRANCE

Nous sommes un important groupe de distribution exploitant 55 grands magasins et magasins populaires. Nous recherchons pour notre Siège Social un

CADRE DE DIRECTION FINANCIERE DECS + expérience expertise comptable

Sous l'autorité du Directeur financier du groupe, il sera responsable de la comptabilité générale et de la consolidation des filiales. Il prendra en charge tous les problèmes fiscaux et le montage d'opérations financières. Il participera à l'élaboration des budgets ainsi qu'à la modernisation des méthodes comptables du Groupe qui dispose d'un outil informatique performant. Ce poste implique une formation DECS et une expérience de 5 à 10 ans dans un cabinet d'expertise comptable ou chez un commissaire aux comptes. Une parfaite connaissance de la FISCALITE est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 2792 à PARIS-FRANCE Service Gestion des Ressources Humaines - 137, boulevard Voltaire - 75551 PARIS CEDEX 11



PARIS-FRANCE



df

Analyste programmeur expérimenté

Département organisation-informatique

Pour faire face à sa forte croissance dans le domaine informatique, le C.C.F. recherche un analyste programmeur expérimenté.

Vous êtes titulaire d'un D.U.T. informatique ou MIAGE et bénéficiez d'une expérience de 2 ans minimum. Vous avez la pratique du matériel IBM/OS, du Cobol ou PL/1, si possible du CICS.

Vous êtes autonome techniquement et souhaitez participer à la progression d'une informatique de pointe.

Nous vous proposons, au sein d'une équipe pluridisciplinaire, de prendre en charge le développement d'un important projet.

Merci d'écrire avec C.V. + photo et prétentions à



Crédit Commercial de France
Direction des Carrières - 103, Champs-Élysées
75008 PARIS

700 personnes, 320 millions de CA, 3 usines en France, nous avons une place prépondérante sur le marché en expansion des imprimés pour l'informatique. Nous recherchons pour consolider notre développement, un

Chef de produits

160-180 000

Basé à notre siège parisien, il est rattaché au Directeur Commercial, et assisté de 3 collaborateurs, assure le suivi et le marketing des produits existants, étudie, coordonne (technique/commercial) et lance les nouveaux produits, réalise les études de marché et supervise la publicité.

Votre solide formation marketing, votre ouverture à la technique, votre expérience réussie de chef de produits, si possible dans l'univers de papier, de l'informatique et/ou de l'imprimerie vous qualifient professionnellement. Votre dynamisme éclairé et chaleureux, votre goût des contacts professionnels et votre savoir-faire pour l'animation d'une petite équipe dans une Direction Commerciale nous attirent et nous intéressent.

Peut-être nous rencontrerons-nous ?... surtout si vous connaissez et pratiquez l'anglais.

Jean-Boussier vous remercie de lui écrire sous référence 2641M, 1 rue de Berri, 75008 Paris.



Bernard Julhiet
Psycom
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

Afin d'assurer le développement de ses activités

Acoustique et Vibration
Génération, Mesure et Traitement
numérique du signal
Electronique médicale

Le S.A.V. de BRUEL & KJAER France recherche pour son Laboratoire de Maintenance de MENNECY (91) des

TECHNICIENS ELECTRONICIENS

confirmés et débutants

- BTS ou DUT Electronique.
- Goût pour la physique générale.
- Connaissances en anglais.
- Volonté d'évolution personnelle.

• Perfectionnement technique assuré par des stages (formation continue et formation interne).
• Possibilité d'évolution vers responsabilités d'encadrement.

Adresser C.V. et prétentions
38, rue Champoreux, 91540-MENNECY.

L'assurance de qualité,
une obligation
pour certaines entreprises,
une nécessité
pour la nôtre.

Notre société (5 000 personnes)
intervient dans le secteur électro-mécanique
recherche.

Ingénieurs

ENSI, INSA...

pour les domaines:

mécanique, chaudronnerie, soudage, électricité.

Ils devront assurer:

- le suivi et la surveillance des fabrications,
- le contrôle et l'évaluation chez les fournisseurs,
- le traitement des anomalies.

Expérience de quelques années en fabrication et en contrôles non destructifs appréciée.

Ces fonctions pourront évoluer dans le cadre de nos activités à l'étranger, la connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions en indiquant sur l'enveloppe le réf. 5123 à Média-System, 104 rue Léonard 75002 Paris, qui transmettra.

Chef de projet analyste fonctionnel

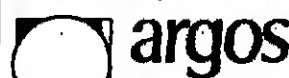
Proche banlieue (RER) et Paris Centre
150 000 F

Un des premiers noms de la tradition française des produits de luxe cherche, pour l'associer à la refonte et au développement de son informatique, un chef de projet-analyste fonctionnel.

Sous l'autorité directe du chef de service, il devra, en collaboration étroite avec le responsable des études et le responsable des réalisations informatiques, assurer l'implémentation et la mise en exploitation des projets définis par les études. Le poste implique un analyste fonctionnel expérimenté (en PMI ou en SSC), âgé d'au moins 32 ans. De formation scientifique de bon niveau, il est motivé par une participation active au développement ambitieux d'une informatique utilisant les capacités de l'IBM 38 (formation assurée). La pratique des bases de données est vivement souhaitée.

Le poste est basé en banlieue immédiate, mais le temps de travail se partage, à Paris égales, avec des interventions au centre de Paris.

Denis GUILLEMIN vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement sous la référence 5045/LM.



Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

Importante Société Industrielle Paris (8e) recherche pour le service Projets de sa DIVISION CHAUDIERES un:

Ingénieur débutant

ECP, ENSI, INSA

Le candidat retenu, libéré des O.M., sera chargé d'assurer le travail technique de conception du matériel ainsi que l'établissement des propositions commerciales auprès d'une clientèle industrielle. Une excellente pratique de l'anglais est indispensable. De courts déplacements en France et/ou à l'étranger sont à prévoir.

Adresser votre dossier de candidature C.V. détaillé + photo + prétentions sous référence 9901 à TELEX P.A. JONCTION 34, boulevard Haussmann 75009 PARIS qui transmettra.

Les candidatures seront traitées confidentiellement.

N° 1 de l'informatique interactive

Pour notre département Formation, nous cherchons un(e)

responsable de la diffusion des produits formation

qui négociera soit directement avec nos clients, soit avec notre force de vente.

Plusieurs années d'expérience dans la vente de services dans le domaine informatique de préférence ou dans la vente de matériel informatique et la connaissance de l'anglais sont indispensables. Ce poste entraîne de nombreux déplacements.

Ecrivez, sous la réf. M 11, à la Direction du Personnel:
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
2 rue Gaston Crémieux 91004 EVRY.

REPRODUCTION INTERDITE

	1400	1400
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

	1400	1400
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* D'après les tarifs en vigueur au nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

FILIALE D'UN GROUPE FRANÇAIS
INTERNATIONAL

recherche

SON RESPONSABLE COMPTABILITE/ADMINISTRATION

L'entreprise, située en Région Parisienne, est spécialisée dans la fabrication de matériel sophistiqué pour l'industrie chimique et réalise un chiffre d'affaires de 12 millions de francs avec un effectif de 43 personnes.

Le Directeur Général recherche la personne qui prendra en charge tous les aspects comptables et administratifs de la Société (comptabilité générale, analytique, établissement des déclarations, Budget, etc.).

Les candidats sont de formation comptable supérieure avec une expérience de 5 ans environ, et capable d'une grande autonomie. Une évolution de carrière attrayante sera assurée par le Groupe.

Adresser CV, photo sous réf. n° 9177 TELEX PA JONCTION 34, Bd Haussmann 75008 Paris qui transmettra.

MEL international

3, place de Valois 75001 PARIS - Tél. (1) 261.81.61.
94, rue Servient Le Mercure 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.
50, boulevard de Paris 59100 ROUBAIX - Tél. (20) 73.71.70.

Directeur exportation biens d'équipement

250 000 F +

Lille



Développement et rentabilité maximum de l'activité extérieure, maintien de l'image de marque et qualité du service au client : tels sont les objectifs permanents d'un Directeur de l'Exportation. Cette fonction passionnante est proposée par les Etablissements VERLINDE, 1^{er} Constructeur et 1^{er} Exportateur Français d'Appareils de Levage, qui réalisent 35 % de leur C.A. à l'étranger dans plus de 100 pays. Pour occuper ce poste-clé il faut impérativement être un professionnel de la vente à l'étranger de matériel technique. En outre pour pouvoir s'attaquer à des marchés importants il est indispensable d'être bien rôdé aux techniques de marketing industriel. Agé d'au moins 35 ans et parfaitement bilingue anglais-français, le candidat retenu aura en plus de bonnes connaissances en allemand et/ou espagnol. Il sera membre du Comité de Direction. Merci de vous faire connaître en écrivant sous la référence M 20079 à Daniel Landeau (Roubaix).

Chef du personnel

200/250 000 F.

Paris

Un organisme financier international recherche, pour son siège de Paris, un chef du personnel. Sous les ordres de la direction générale, le titulaire de ce poste assurera le bon fonctionnement du service (informatisé), les relations sociales internes, les programmes de recrutement et la gestion complète d'une centaine de personnes. Il aura également la responsabilité des services généraux dont il établira les budgets et contrôlera les dépenses. Il organisera et apportera les améliorations qu'il jugera nécessaires aux services archives, télé, téléphone, réception, entretien, etc... Ce poste, qui se situe dans un environnement très agréable, sera confié à un diplômé de l'enseignement supérieur, d'environ 40 ans, ayant plusieurs années d'expérience de la fonction, acquise, de préférence, dans une société de services (assurance, banque, organisme de crédits, etc...). La connaissance de l'anglais est très souhaitée et la rémunération avancée n'est pas limitative et tiendra compte de la personnalité du candidat retenu. Ecrire à Bernard Mangou à Paris - Réf. M 2355.

Jeunes ingénieurs informaticiens

140/180 000 F

Midi Méditerranéen

Un important groupe américain, souhaite, par l'intermédiaire d'une filiale, développer en France toute une gamme de produits ludiques utilisant les applications les plus récentes de l'informatique. Dans cette optique, elle offre actuellement une opportunité de carrière à de jeunes ingénieurs (23 ans minimum) intéressés par la création et la réalisation de jeux éducatifs, principalement adaptés à l'audiovisuel. Spécialistes de la programmation (2 à 3 ans d'expérience), utilisant le langage ASSEMBLEUR, ils posséderont en outre une bonne culture générale et si possible un "don" artistique, idéalement concrétisé par une formation ou une expérience en arts graphiques. La nationalité est indifférente, mais la connaissance de l'anglais, sans être indispensable, serait un atout. Ecrire à Yves Blanchon à Paris - Réf. M 9356. Discretion totale assurée.

Nous sommes un Département
EQUIPEMENTS ELECTRIQUES de

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

Pour animer notre activité (Atelier de production, Bureau d'Etudes, Réseau, d'Ingénieurs Commerciaux) basée à LYON, nous recherchons un :

INGENIEUR CHEF DE DEPARTEMENT

DIPLOME D'UNE GRANDE ECOLE (IEG, A.M. ou équivalent)

Quelques années d'expérience comme Chef de Service ou de Département Technico-Commercial dans l'électronique industrielle ou l'électrotechnique. Minimum 35 ans.

Faire offre de candidature en adressant C.V., lettre et prétentions sous no 48942 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

UNE DES TOUTES PREMIERES
SOCIETES D'INGENIERIE
INFORMATIQUE.

Maître d'œuvre et fournisseur de

- TRANSPAC
- RESEAUX PUBLICS : AUSTRALIE, BRÉSIL, LUXEMBOURG...
- RESEAUX PRIVES : CHASE MANHATTAN BANK, AGENCE SPATIALE EUROPEENNE...
- GRANDS SYSTEMES : EDF, PTT, SNCF...

recherche, pour participer à son expansion, des

INFORMATIENS CONFIRMES

FORMATION
GRANDES ECOLES

La souplesse de nos structures, la diversité de nos applications, permettent l'épanouissement de toutes les qualités et de toutes les ambitions professionnelles en région parisienne, dans nos agences régionales et à l'étranger.

Si vous désirez rejoindre notre entreprise, vous pouvez :

- soit adresser votre correspondance (sous réf. M 1210 à SESA - Direction des Affaires Sociales - 30, Quai de Dion Bouton 92806 PUTEAUX.
- soit contacter directement Claude DOUJON au (1) 776.41.00.

2 CHEFS DE PROJET HF

environnements : TDS/IDS2 ou CICS/DLI 210/240.000 F an

Notre société de conseils à haut niveau en méthodes, conception et réalisation informatiques est chargée de mener des projets importants dans l'un ou l'autre des environnements mentionnés ci-dessus. Nous recherchons 2 ingénieurs (H ou F) qui dirigeront à PARIS les équipes chargées de ces opérations. Agés d'environ 32 ans (23 ans), de préférence diplômés de grande école, ils (elles) disposeront d'une expérience d'au moins 3 années en conduite de projets (équipes de 5 personnes ou +).

Les perspectives d'évolution sont importantes au sein d'une équipe volontairement restreinte d'ingénieurs conseils de haut niveau qui bénéficie de salaires élevés auxquels s'ajoute un intéressement aux fruits de leurs interventions et aux résultats de la société.

Envoyez votre CV sous réf. M 1007 aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discretion absolue et réponse assurée.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

GFC

THOMSON-CSF

INGENIEURS- ELECTRONICIENS

- INGENIEURS DEBUTANTS pour maintenance en tant que support technique de systèmes informatisés de haute technicité. FORMATION SOUHAITEE : INPG, ISEP, ISEN, ENSHEIT...

Référence MA

- INGENIEURS CONFIRMES ayant une expérience dans le domaine du soutien logistique de produits électroniques ou informatiques, pour encadrer des techniciens et ingénieurs de maintenance. Ils participeront notamment aux études de nouveaux systèmes d'imagerie afin de permettre leur utilisation en maintenance. FORMATION SOUHAITEE : ENST, ENSTA, ESE.

Référence MB

Ces postes basés à Paris permettront de travailler dans un cadre international.

De nombreuses possibilités de carrière s'offriront aux ingénieurs à fort potentiel humain et technique.

Prière adresser C.V., photo et prétentions en précisant la référence à CGR Service du Personnel - Boite Postale 50 - 75755 PARIS CEDEX 15.

CAP SOGETI LOGICIEL

Dans le cadre de son développement, la Division Administration et Services Publics de CAP SOGETI LOGICIEL recherche, pour la conduite et la réalisation de ses grands projets

INGENIEURS CONFIRMES et CHEFS DE PROJETS

Connaissant les matériels et logiciels CII-HB et SEMS.

CAP SOGETI LOGICIEL

Un dossier de candidature est à adresser à Jean SAINT HUBERT

CAP SOGETI LOGICIEL
5, rue Louis Lejeune 92128 Montrouge Cedex. Tél. 657.13.31 poste 3586.

JEANES CONTACT

مكتبة الامم المتحدة

	1ère	2ème
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	38,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

	1ère	2ème
ANNONCES RECHERCHES	40,00	47,00
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	38,45
IMMOBILIER	31,00	38,45
AUTOMOBILES	31,00	38,45
AGENDA	31,00	38,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ROBOTIQUE

P passionnés par notre projet industriel, la conception et la fabrication de robots et les développements technologiques impliqués, nous recherchons :

CHEF DE PROJET APPLICATIONS

170.000 +

Il rédige les avant-projets d'application spécifique des robots. Il est chargé de la réalisation des commandes dans les différents services internes et sous-traitance de la Société : de l'établissement des cahiers des charges à la réception finale sur site.

Nous recherchons un ingénieur électromécanicien connaissant les activateurs, éventuellement les logiciels. Une expérience de BE, chantier ou installation serait un atout ainsi qu'un goût réel pour les contacts commerciaux. Anglais et/ou allemand souhaités. (Réf. 130-A)

RESPONSABLE METHODES

170.000 +

Il anime l'équipe d'ingénieurs méthodes chargée de l'établissement des gammes, normes et procédés de montage et usinage dans une technologie avancée. La maîtrise de l'évolution des coûts de fabrication des robots est sa responsabilité.

Ce poste s'adresse à un ingénieur mécanicien confirmé (méthodologie d'usinage et montage) hautement créatif. (Réf. 130-B)

INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN

140.000 +

Chargé des relations avec les fournisseurs en composants et systèmes électroniques, il établit les cahiers des charges, les procédures d'homologation, réception, essais. Il définit les produits permettant la réduction des coûts de fabrication et/ou l'amélioration des performances des robots.

Il devrait connaître les servomoteurs et être ouvert aux responsabilités en fabrication. (Réf. 130-C)

Ces postes sont basés en Région Parisienne.

Veillez écrire en toute confiance à notre Conseil
SYNTHESIS 16 Place de la Madeleine - 75008 Paris.

Un des premiers groupes industriels français et l'un des plus prestigieux par la performance technologique et la compétitivité internationale de ses produits, recherche

le chef du personnel de son principal établissement en région parisienne

regroupant l'ensemble des services techniques et une partie de la production, soit 4500 personnes.

Ce poste de tout premier plan dans l'entreprise, requiert une formation supérieure type Sciences Po/Droit et au moins 15 ans d'expérience opérationnelle de la fonction.

Adresser lettre de candidature et CV sous référence 1110 M à :

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS.

SIEGE PARIS
Important Groupe Scientifique et industriel, secteur Public, recherche pour ses services financiers

CADRE

DIPLOME ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (HEC, ESSEC, ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE, MAITRISE SCIENCES ECONOMIQUES)

et formation expertise comptable, ayant 2 ou 3 années d'expérience

Adresser C.V. sous No 48494, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. Opéra 75000 PARIS Cedex 01 qui transmet.

BANQUE SPECIALISEE recherche

attachés commerciaux

CLASSE III ou IV

Ces postes répartis dans différentes villes d'ILE DE FRANCE et de PROVINCE exigent une expérience commerciale "Banque de Dépôts" d'au moins 3 années.

Us nécessitent par ailleurs :
• une solide formation de base générale et/ou professionnelle (études SUP. appréciées).
• du goût pour la réussite commerciale.
• du dynamisme et de la rigueur.

Les candidats doivent accepter par avance une mobilité géographique périodique indispensable à leur promotion au sein de la Société.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions no 50.113, PUBLICITE ROGER BLEY 101, rue Réaumur, 75002 Paris.

TEMPS REEL
LE MAGAZINE DE L'INFORMATIQUE recherche, pour renforcer son équipe de rédaction, un

JOURNALISTE

PROFIL SOUHAITE :

- Environ 27 ans ;
- Diplômé d'une grande école ou école de commerce (Sciences Po, H.E.C., ESSEC...);
- Possédant une expérience de trois ans minimum chez un constructeur informatique ou une S.S.C.I. dans des fonctions d'ingénieur Commercial ou Technico-Commercial ou bien d'Analyste Marketing.

Envoyer curriculum vitae à :
Direction du Personnel,
40, rue de Collette,
75381 Paris Cedex 08.

CFIE

Chef comptable

Une importante société française d'activités internationales dans le secteur pétrolier recherche un Chef comptable parlant couramment l'anglais. Lieu de travail situé en banlieue Nord-Est de Paris. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en indiquant sur l'enveloppe la référence 2141 M à :

MEDIA BA
9, Bd des Indes 75002 Paris
qui transmettra
réponse et discrétion assurées



Chef du Service Informatique



Entreprise Générale de Télécommunications, filiale des P.T.T., connaît une forte croissance met en place un nouveau plan informatique : il lui faut trouver le CHEF de ce service. Sa mission : concevoir et réaliser le plan de ce développement informatique. Son profil : Ingénieur de Grandes Ecoles (Centrales, Sup. aéro, ENSAE, ENST, Supélec... etc) avec 3 à 5 ans d'expérience, une connaissance et pratique des gros matériels, une maîtrise des langages PL 1, assembleurs, des systèmes de gestion de bases de données et des transmissions par réseau.

Si, à ces compétences s'ajoutent de la créativité, des contacts faciles, le goût de l'animation, le désir de faire partie d'une entreprise performante, n'hésitez pas à envoyer votre manuscrite, C.V. sous référence 62825 M à Madame Claude FAVREAU qui vous assure de sa discrétion.

centor

13 bis, rue Henri Mornier 75009 PARIS

Gestion de portefeuilles de valeurs mobilières

Société financière française multinationale : avec 3 milliards de valeurs mobilières dont les 3/4 à l'étranger, nous sommes en relations d'affaires avec le monde entier. Notre département des investissements recherche un

Gérant de portefeuilles

Il participe à la conception, à l'exécution et au suivi des politiques de placements et d'investissements du groupe. Il intervient spécifiquement dans le domaine des actions, en France et à l'étranger.

Une expérience de 3 à 5 ans de la gestion d'un portefeuille d'actions dans une banque ou un établissement financier est nécessaire. Anglais indispensable, espagnol souhaité.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire s/réf. R.4619M 1, rue de Berri, 75008 Paris.

Bernard Julhiet
Psycom
Tél. 562.90.60

Membre de Syntec

CONNAISSEZ-VOUS LE CAM?

Nous sommes le service informatique filialisé de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Nous recherchons pour PARIS (Montparnasse),

UN INGENIEUR SYSTEME

Diplômé de l'enseignement supérieur, technique, vous possédez une expérience de 4 ans minimum dans la fonction système CII HB.

Vous participerez à la mise en œuvre de logiciels sur CII HB DPS 8, et vous serez plus particulièrement chargé des problèmes liés aux bases de données et aux réseaux, notamment le réseau DSA.

La maîtrise des langages COBOL et GMAP est indispensable.

L'Entreprise offre des avantages sociaux importants.

Prenez contact avec nous CAM Direction du Personnel en envoyant un CV réf. 3204 BP 16 détaillé et vos prét. à : 94114 Arcueil Cedex

LABORATOIRE GUERBET

Filiale pharmaceutique du groupe Guerbet, firme française exportatrice en expansion (450 salariés - 200 MF de CA), recherche

un cadre chef de service

« ETUDES ET QUALITE » DE PRODUCTION

Assurant un rôle fonctionnel, il dépendra du directeur de « production et qualité » et dirigera un service de 4 personnes.

Outre l'administration de la qualité (tableau de bord), il devra être animateur en cette matière, spécialement dans le domaine humain (cercles de qualité entre autres).

Plus généraliste que technicien, il devra être apte à préparer des études ponctuelles d'organisation et il sera le correspondant informatique du département.

La rémunération ne sera pas inférieure à 140.000 F/an.

Les candidats actifs, réalisateurs, ouverts au dialogue pourront mettre rapidement à profit une expérience d'au moins plusieurs années dans une fonction similaire.

La maturité exigée pour cette fonction oriente la préférence vers des personnes âgées de plus de 30 ans.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé sous référence RJ06/10/82, à :



guerbet s.a.

B.P. no 15
93601 AULNAY SOUS-BOIS Cedex

MARKETING BANCAIRE

l'une des premières banques françaises cherche pour son siège à PARIS

SON RESPONSABLE DE LA DIVISION ETUDES ET PLANIFICATION COMMERCIALES

Il dirige : 15 collaborateurs dont 9 cadres.

- Fonctions principales :
- les études du marché ;
 - la planification marketing à moyen et à court terme ;
 - la définition des objectifs et le suivi des performances ;
 - les nouvelles implantations et l'analyse des points de vente existants ;
 - la politique de prix.

Exigences du poste :
- 30 ans minimum ;
- HEC, IEP... ;
- expérience marketing en milieu bancaire ou dans une société de services.

Ce poste offre de réelles possibilités de développement.

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, sous référence 31223.

CANSON

PAPETERIES CANSON & MONTGOLFIER

(CA 250 ME, 25% à l'exportation)

GROUPE ARJOMARI

accueilleraient dans leur Département EXPORT, un

area manager senior

EUROPE - AMERIQUE LATINE

Il aura pour mission la mise en œuvre de la politique commerciale et animera le réseau d'Agents et de Distributeurs existant ou à créer. Sa mission la conduire à travailler en étroite collaboration avec les services Marketing de la Société pour la mise en œuvre de la définition des produits que des actions promotionnelles et publicitaires.

Ce poste de conception et d'action requiert une formation type HEC, ESSEC, ESC... et une solide expérience d'au moins 5 ans des ventes à l'exportation de produits de marque, acquise sur le terrain. Il exige une excellente pratique de l'ANGLAIS et si possible de l'ESPAGNOL.

Ce poste est basé soit à Paris, soit dans la Région lyonnaise.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2526 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	Le fige*	Le fige T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENCE	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,84

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le fige*	Le fige T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENCE	31,00	36,45

* Degrés selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-CSF

SERVICE CENTRAL DE PROPRIETE INDUSTRIELLE
recherche

JURISTE
de très bon niveau

Pour assister directement le Responsable de l'ensemble de l'activité marquée et modèles du Groupe THOMSON.

Expérience exigée d'au moins 3 ans dans un service marquée d'un cabinet de propriété industrielle ou dans un département spécialisé d'une importante entreprise.

Bonne pratique de l'anglais lu, écrit et parlé; indispensable.

Connaissances d'allemand souhaitées.

Situation d'avenir, avec à terme, les plus larges responsabilités.

Envoyer C.V. au Service du Personnel
THOMSON CSF 173, Bd Haussmann
75008 PARIS.

Vous êtes un

Jeune Ingénieur

aimant les contacts humains, de formation type AM, ayant de préférence une première expérience.

Notre Société vous propose une fonction d'Animation et de Coordination de ses Services Méthodes, Mécaniques et Entretien général.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf 5654 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

INGENIEUR RESPONSABLE D'EXPLOITATION USINE ALIMENTAIRE

La filiale française d'un important groupe alimentaire international recherche pour sa principale usine de plats cuisinés en conserve (500 personnes - localisation Sud-Est de la France)

UN INGENIEUR
(35/45 ans) qui sera responsable de l'ensemble de la fabrication et de l'entretien de l'usine.

Rattaché au Directeur de l'usine, le candidat devra gérer au mieux l'outil de production constitué par des équipements modernes et qui fait l'objet d'importants investissements en vue de rendre continu la plupart des process.

Le candidat devra assurer les quantitatifs de production dans le respect de la qualité et des budgets de coûts, développer la formation du personnel pour s'assurer de sa constante adéquation aux nouvelles techniques de production et participer au développement technique de l'usine.

Ce poste requiert une solide formation d'ingénieur (Agro - Arts et Métiers, ENSIA) et une expérience réussie de 10 ans en production dans une usine alimentaire bien organisée, appartenant à une Société performante. Des qualités d'animateur et de manager sont indispensables.

Adresser C.V. + lettre manuscrite + PHOTO récente à No 48.496, CONTEXTE Publicité 20, Avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SOCIETE D'EDITION
recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR
CONFIRME

Expérience 3 ans minimum
MAGE - DUT ou équivalent

MATERIEL :
IBM 3031 - 4331 - 8100
CICS - DL1

Lieu de travail : banlieue SUD
(15 km Paris par autoroute).
Restaurant d'entreprise.

Adresser CV manuscrit, prétentions et photo à No 48242 à CONTEXTE
Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

un Auditeur Confirmé
(2, 3 ans d'expérience)

un Auditeur Débutant

Sous l'impulsion d'une nouvelle équipe dirigeante, l'un des principaux Groupes Industriels Français a créé récemment son Département Contrôle Interne.

Dans le cadre d'un vaste plan d'optimisation, ce Département sera chargé de fournir à la Direction une information indépendante sur le fonctionnement de la Société et de ses filiales, de développer des recommandations et de veiller à leur application.

La constitution de l'équipe (10 personnes) amène ce Groupe à rechercher deux collaborateurs diplômés de l'enseignement supérieur (HEC, ESC, ESSEC, maîtrise de gestion...) dont l'un devra avoir acquis une première expérience dans un Cabinet d'audit (2 à 3 ans) et l'autre sera débutant.

Le désir de s'intégrer et d'évoluer dans un grand Groupe ainsi que le souci de participer à l'optimisation de sa gestion vous feront envoyer votre dossier de candidature à Yves KERNEVEZ sous référence LM 1042.

KM Mutte Kernevez & ASS. s.c.m.
27, rue du Général Foy 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES DU SECTEUR PARABANCAIRE
(250 Personnes)

à la suite de l'extension de son plan de charge crée un nouveau poste d'

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Pour s'intégrer dans l'équipe des cadres du Département Informatique.

- MAGE ou équivalent.
- 3 ans d'expérience en informatique de gestion.
- IBM DOS - VSE Copol Indispensable, assembleur souhaité.

Les conditions offertes et les larges perspectives d'évolution sont de nature à motiver une personnalité de valeur.

Lieu de travail : Paris-Champs-Élysées.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
J.C. BEY
52, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS

La filiale française d'une entreprise multinationale, regroupant plusieurs sociétés spécialisées dans la PRODUCTION AUDIOVISUELLE, recherche un

Contrôleur de gestion
Paris 160 000 F

Sous l'autorité du directeur financier de la filiale, il sera en charge :

- du reporting et du tableau de bord de l'une des sociétés;
- des budgets et du contrôle budgétaire établis par projet;
- du suivi permanent des dossiers de production, d'achat et de distribution de films avec étude préalable des risques encourus.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure : école de commerce ou de gestion, âgé d'au moins 28 ans. Une première expérience réussie de la mise en place d'un système de contrôle de gestion de type anglo-saxon, au sein d'une société de service, de négoce ou de distribution est exigée.

Il devra parler couramment l'anglais et être familiarisé à l'utilisation de l'outil informatique.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement sous la référence 3046-LM.

argos
Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

CARTONS RAJA

PME de 70 personnes en forte expansion, spécialisée dans la distribution par correspondance des matériaux d'emballage.

Responsable Financier et Administratif

Vous avez environ 35 ans, une formation supérieure complète et de bonnes connaissances en informatique.

Vous collaborerez avec la Direction Générale pour l'établissement de bilans, de situations, de comptes de gestion. Vous analyserez la situation financière. Avec la Direction Commerciale vous gèrerez un très gros service clients, totalement informatisé.

Le dynamisme de la société et le votre vous amèneront à développer la fonction gestion.

C'est un poste évolutif que nous vous proposons, qui est à pourvoir très rapidement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV photo et rémunération souhaitée à :
cartons Raja 20, rue Rampal 75019 Paris

BANQUE RÉGIONALE
recherche pour son AGENCE de PARIS

GRADE, CLASSE IV
SERVICE DOCUMENTAIRE
(pratique des remises et crédits documentaires)

- connaissances des transferts, rapatriements, opérations de portefeuille;
- bonnes notions d'anglais;
- pratique de la clientèle;
- situation d'avenir si capable.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prétent. à
O.C.B.F., 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS, qui transmettra, sous référence 5010 M.

Importante SSCI filiale d'un groupe international
C.A. 160 Millions - 620 personnes

recherche pour son siège parisien

CADRE
CONTROLE DE GESTION

rattaché au contrôleur de la société, il participera avec d'autres cadres aux :

- suivi des contrats (budget, réalisation, écarts, prévisions)
- suivi des résultats (reporting interne mensuel)
- budget (élaboration et réactualisation mensuelle)
- plan informatique (étude d'un système intégré sous SGBD)

Le poste, ouvert aux candidats de tous horizons, requiert :

- une formation supérieure
- une première expérience professionnelle (2 à 3 ans)
- un acquis en gestion
- du savoir en informatique.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 2418
PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

CIMSA

Filiale de THOMSON CSF, nous sommes spécialisés dans la conception et la fabrication de systèmes informatiques pour des environnements aéronautiques, spatiaux et industriels difficiles.

Nous recherchons pour la négociation de contrats et le suivi contractuel de sous-traitances d'études de systèmes informatiques (logiciel et matériel), un

INGÉNIEUR

Il possède au minimum 5 années d'expérience en étude de logiciels de base et temps réel sur mini-ordinateurs.

Son aptitude à la négociation, ses qualités de méthode et de rigueur seront des atouts indispensables pour réussir dans cette fonction.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. INM 82 à Edwige DACQUAY, CIMSA, Service Emploi, 10-12, avenue de l'Europe, BP 44, 78140 VÉLIZY - France.

Société commerciale (Paris) C.A. 100 Millions de F, importateur de matériel hi-fi et vidéo recherche son

CHEF DE PRODUIT
(Marketing)

en collaboration avec le D.G., il déterminera et appliquera la politique commerciale de son département (révision, suivi de gamme). Il animera le réseau national de distributeurs, les aidera à développer leurs points de vente.

Le parç commercial et les qualités de management alliées à une expérience réussie dans un domaine similaire détermineront notre choix.

Ecrire avec CV + photo au tél. Mercredi 13 Octobre à Patrick BOMSTEIN 30, rue d'Astorg 75008 PARIS - Tél. 266.36.81

JOB CONSEIL Strasbourg - Nancy - Mulhouse - Annecy.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
en expansion recrutée pour PARIS et LYON

CHEFS DE MISSION

3 à 4 ans d'expérience de la révision. Connaissances des méthodes utilisées au plan international souhaitées.

Possibilité d'évolution rapide en fonction du potentiel.

Ecrire avec C.V. + prétentions sous réf. 4.656 à PIERRE LICHOU S.A., Boite Postale 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Pharmacien galéniste

L'OFFRE : un poste de pharmacien galéniste avec pour missions essentielles :

- la mise au point de nouvelles formulations,
- la réactualisation de formulations anciennes,
- la préparation de produits destinés aux expérimentations et la mise au point des techniques de fabrication.

VOUS ÊTES : un homme de 35 ans environ, diplômé de pharmacotechnie industrielle et ayant quelques années d'expérience en mise au point galénique.

Vous avez de bonnes connaissances en anglais et la capacité de vous intégrer dans une équipe performante.

NOUS SOMMES : un groupe pharmaceutique spécialisé en produits dentaires, situé en proche banlieue Paris Est.

Merci d'adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 821008 M à mentionner sur l'enveloppe.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BK&C BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 PARIS - Tél. 544.38.29.

55121

	ligne*	ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	71 00	83 50
DEMANDES D'EMPLOI	21 00	24 70
IMMOBILIER	48 00	56 45
AUTOMOBILES	48 00	56 45
AGENDA	48 00	56 45
PROP. COMM. CAPITAUX	140 00	164 64

ANNONCES CLASSEES

	ligne*	ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	40 00	47 04
DEMANDES D'EMPLOI	17 00	19 10
IMMOBILIER	31 00	36 45
AUTOMOBILES	31 00	36 45
AGENDA	31 00	36 45

* Droits de reproduction sur la surface du journal de parution

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Centre National d'Etudes
des Télécommunications

MINISTÈRE des POSTES,
des TÉLÉCOMMUNICATIONS
et de la TÉLÉDIFFUSION
recherche

ingénieurs

diplômés d'une grande
école ou universitaires

débuts ou ayant quelques années d'expérience dans les
domaines ÉLECTRONIQUE, MICROINFORMATIQUE ou TELE-
COMMUNICATIONS, pour participer à des études de systèmes de
télécommunication ou de télémesure sur ligne d'abonné.

Adresser C.V. et prétentions au CNET
DIVISION OGE/Centre Paris A - 38/40, rue du Gal Lacroix
92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

cnet

Ministère de la Défense
Section d'Etude et Fabrication des Télécommunications
recherche

Ingénieur

Intégré dans un service d'analyse de systèmes de technologie avancée, cet
ingénieur sera responsable de la coordination des études, expérimentations et
fabrications de matériel radar.

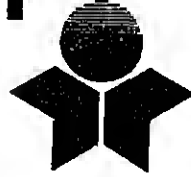
Notre candidat devra justifier d'un diplôme supérieur d'électronique avec une
bonne approche des systèmes dans les domaines de la détection, traitement
de signal et automatique.

La connaissance de l'anglais est fortement souhaitée.

Il sera domicilié à Paris ou région proche.

Nous acceptons les débutants.

Nous vous remercions d'adresser un dossier complet sous réf. 777 EM, à :



nicole
maury
conseil
5 rue Saint-Pantaléon
31000 Toulouse,
qui vous assure d'une totale discrétion.
Les entretiens auront lieu à Paris

annonce parlée*

Jeunes Ingénieurs électroniciens :
au-delà de la technique
des microprocesseurs...

Vendre nos compétences

Analyser le besoin des utilisateurs et assurer la liaison avec les
bureaux d'études et la fabrication.

Notre Société dispose d'une large autonomie au sein d'un groupe de
dimension internationale. Le développement remarquable de ses
activités et sa compétence dans les technologies MOS (NMOS,
HMOS, CMOS) et bipolaires donnent à ces postes d'avenir et de
rigueur une dimension particulièrement enrichissante pour de jeunes
ingénieurs désireux d'aborder concrètement la vie active.

* Pour plus d'informations et l'organisation accélérée d'une
rencontre, appelez SVP INFORMATION CARRIÈRE au 763.11.15.
réf. M 451.

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

Nous recherchons pour le compte de notre client,
une importante société de distribution, un

auditeur interne

Il s'agit d'une création de fonction. Le poste sera rattaché
directement à la Direction Générale. La personne recrutée aura à établir un plan général d'audit et à assurer sa réalisation ; il devra aussi évaluer les procédures existantes et proposer leur modification ou la création de procédures nouvelles.

Sont nécessaires pour ce poste une formation supérieure et 4 à 5 ans d'expérience en audit soit interne, soit externe. Les possibilités d'évolution de carrière, ainsi que la rémunération proposée, sont intéressantes.

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant votre
salaire actuel sous la réf. 210 à Marie Jo MARTIAL
4 avenue Marceau, 75008 Paris

SOCIÉTÉ DE PROMOTION
IMMOBILIÈRE

Filiale d'un très important
Groupe Financier
recherche

ingénieurs responsables d'opérations

diplômés Ponts - Mines - ECP - ESTP ou
similaires. Une formation complémen-
taire en Gestion serait appréciée.
Dans un premier temps, les titulaires
des postes seront affectés en formation
au siège parisien et seront appelés à
effectuer des missions ponctuelles d'as-
sistance auprès des unités opération-
nelles décentralisées.

Au terme d'une période de 1 à 2 ans, ils
recevront, dans une implantation régio-
nale, une affectation en fonction de leur
potential.

Une expérience de 2 à 5 ans environ
dans le Bâtiment est indispensable.
Adresser CV, lettre manuscrite, photo et
prétentions sous référence 3200 à

LION PUBLICITE
2, rue des Dardanelles 75017 PARIS
qui transmettra.

Groupe d'Assurance implanté gare St Lazare
équipé de matériel IBM fonctionnant avec
MVS et TRANSPAC

recherche
PUPITREURS CONFIRMES MVS

(réf. 101)

ANALYSTES

ayant 5 ans d'expérience au minimum et une
formation supérieure, (Ingénieur ou MIAGE)
avec des connaissances pratiques de program-
mation (ASM, COBOL, CICS, TSO)

INGENIEUR SYSTEME

MVS expérimenté

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à N. 2411
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd
Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE INFORMATIQUE
SPÉCIALISÉE

EN SYSTEMES DE
TELECOMMUNICATIONS
ET PROCESS CONTROL

recherche

DES INGENIEURS INFORMATIENS

1) CONFIRMÉS ET CHEFS DE PROJETS
2) DÉBUTANTS AYANT UNE EXPÉRIENCE
DE 6 MOIS MINIMUM.

Pour développer des logiciels temps réel
sur microcalculateurs et microprocesseurs.

La croissance importante de notre activité, l'inter-
rêt des projets qui nous sont confiés, la qualité des
relations dans l'entreprise ainsi que la rémunération
permettent d'offrir un travail enrichissant et une
évolution compatible avec les aspirations de chacun.

Envoyez votre curriculum vitae à Pierre GILLIER
2, avenue de Ségur - 75007 PARIS.

SEGIME

MEESCHAERT & ROUSSELLE et Cie
Agents de Change - 75009 PARIS
Recherche pour son Département
Clientèle Institutionnelle

UN ASSISTANT OBLIGATAIRE

— Diplôme scientifique et/ou économique
— Débutant ou 1^{ère} expérience

Après une période de formation et d'adaptation au
poste, il sera chargé d'apporter une aide technique
et commerciale aux Responsables de clients, tout
en assurant et contrôlant la fiabilité et l'optimisa-
tion des outils informatiques d'aide à la décision
proposés à notre clientèle.

Des perspectives d'évolution sont offertes à des
candidats de valeur, motivés par un environnement
économique et informatique, et intéressés par les
contacts commerciaux à haut niveau.

Envoyer C.V. + photo + prétentions
sous réf. AO à BERNARD CEYROLLE
MEESCHAERT & ROUSSELLE et Cie
16 Bd. Montmartre 75009 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
au premier plan mondial dans son secteur d'activité
recherche pour l'une de ses Unités de Production
(800 personnes)

JEUNE INGENIEUR

FONCTION :
— concevoir, mettre au point et faire réaliser des sous-ensembles
d'équipement faisant appel aux nouvelles technologies (micro-
informatique, électronique...)
— aider des équipes techniques très motivées à intégrer ces tech-
nologies.

PROFIL :
— formation mécanique
— connaissance complémentaire en électronique
— passionné de créativité.

Les conditions offertes et les perspectives de l'entreprise consti-
tuent des atouts intéressants pour des candidats de valeur.

Lieu de travail : ville Centre Ouest à 150km de Paris.

Envoyer CV, photo et prétentions sous No 45328 à Coteaux
Publicité 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cédex 01 qui
transmettra.

Importante Société Française
recherche
pour son département AERONAUTIQUE

Un responsable technico-commercial

qui aura la charge de promouvoir des produits électroniques de haute
technologie sur le marché militaire français.

Nous souhaitons une personne de formation électronique (Sup-Aéro ou
équivalent) ayant une première expérience dans ce secteur.

Anglais souhaité.

Adresser dossier de candidature complet, sous la référence S 177.

SVP RESSOURCES HUMAINES
7 rue de Logelbach 75017 Paris

ORGA CONSEIL

ORGANISATION ET CONSEIL D'ENTREPRISE
recherche

DIPLOMES GRANDES ECOLES DEBUTANTS

Intéressés par une carrière dans l'organisation
Il s'agit d'un métier passionnant, varié et formateur, nécessitant le sens des
contacts et le goût du travail en équipe. Les déplacements sont à prévoir.

Ecrire avec CV à ORGA CONSEIL 64, rue du Ranelagh 75016 Paris

ORGA
N2

THOMSON-CSF

Notre Division Avionique réalise des équipements
de pointe dans un domaine en plein
développement.

Nous recherchons pour le SERVICE GESTION
INDUSTRIELLE des

D.U.T. GESTION

Ces postes impliquent de nombreux contacts et le
sens des responsabilités.

Merci d'adresser C.V. et photo à M. COLLET,
THOMSON CSF, 52, rue Guyane,
92132 ISSY-LES-MOULINEAUX, ss réf. S.G.I.

DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES



GIXI ingénierie
informatique

JEUNES INGENIEURS INFORMATIENS

titulaires d'une maîtrise d'informatique ou d'un diplôme de grande école.

Nous vous proposons des missions d'étude et de réalisation au sein d'équipes de
haut niveau où vous développerez votre formation et votre personnalité.

Notre métier d'ingénierie de systèmes complexes administratifs ou techniques vous
garantit la formation puis la maîtrise des techniques de pointe dans lesquelles GIXI a acquis
une grande notoriété : télécommunications, bases de données, graphique,
études fonctionnelles...

Lieu de travail : région Sud de Paris (déplacements éventuels).

Merci de nous adresser un C.V. détaillé à : GIXI - Annie-Paule Sarvil
BP 110, 91944 Les Ulis Cédex.

GIXI

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	14/10	15/10
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	14/10	15/10
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	38,45
AUTOMOBILES	31,00	38,45
AGENDA	31,00	38,45

* D'après les tarifs en vigueur au 1er octobre 1982

OFFRES D'EMPLOIS

TECHNICIEN
formation DUT, électromécanique ou équivalent pour suivi et développement de matériels électroniques et automatisés.
Envoyer C.V. manuscrit à : 11, rue de la République, 75001 Paris.

FOLEX
recherche
REPRESENTANT DYNAMIQUE
Pour produits pour :
- Anses graphiques ;
- Audio-visuel ;
- Bureau d'études ;
- Poste Paris et province.
Nous offrons :
- Foyer + commissions + frais.
Envoyer candidature + C.V. + photo à : FOLEX, 16, rue de la République, 75001 Paris.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
de Cadres Commerciaux
Cadre Commercial
Peintures
connaissent bien le bâtiment, les grandes surfaces et le marché du bâtiment.
Ecrire à : 581, rue de la République, 75001 Paris.

INGÉNIEURS
INFORMATIQUE - LOGICIEL
DOMAINE TÉLÉMATIQUE
sortant grandes Ecoles.
Postes stables.
Téléphone ou écrire :
SOPRAS E.T.T.,
100, boulevard Voltaire,
PARIS-20. 356-36-38.

PERSONNES DE CARACTÈRE
Capables après STAGE d'entreprendre en quelques mois de 5.000 à 7.000 F mensuels.
Nous leur offrons :
- une formation complète ;
- une activité permanente ;
- un plan de carrière précis.
Si vous pensez pouvoir faire :
« PEAU NEUVE »
Ecrire avec C.V. et photo à : 2420 Publicité Reunies, 112, boulevard Voltaire, 75011 Paris.

GRUPE D'INGENIERIE INFORMATIQUE
PARIS-BRETAGNE
Pour parcs d'import, projets de conception, de processus industriels de base de données, ingénieurs téléphones.
4 ans d'expérience en logiciel appliqué à la télécommunication.
INGÉNIEURS SYSTÈMES
4 ans d'exp., MOTOROLA 6800 + 68000, projets de conception, de logiciel de télécom.
INGÉNIEURS LOGICIEL
4 ans d'exp., en temps réel, processus industriels, sur ALTRA - SOLAR - POP.
Postes à responsabilité.
SALAIRE TRÈS MOTIVANT
Ecrire à : 2427 Publicité Reunies, 112, boulevard Voltaire, 75011 Paris.

LYCÉE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE PRIVE
SAINT-PHILIPPE, 81, rue de la République, (91), centre d'Association pour le Centre de Calcul de Rouen (78) équipé d'un 98 DPS MULTICS :
UN INGENIEUR responsable du fonctionnement
UN INGENIEUR SYSTEME des TECHNICIENS de support d'exploitation
UN TECHNICIEN pour son réseau télé informat. Adresse C.V. et photo au Service du Personnel, BP 105, 78133 La Chesnay Cedex.

UN INGENIEUR CONTRACTUEL
de 2^e cat., connaissant la pratique de la conduite des travaux.
Salaire mensuel à partir de 5.200 F.
Envoyer C.V. à C.S.T.S., Service Technique et Administratif, 84, avenue Jean-Jaures, 77428 CHAMPS-SUR-MARNE, Marne-la-Vallée Cedex 02.

BON COMPTABLE
EXPERIMENTE
Séveres références exigées.
Téléphone ou écrire : 307-38-89.

ANIMATRICE
25 ans, mariée, Foyer de Jeunes Travailleurs. Exp. soignée, formation soignée. Salaire : 4.500 F. Ecrire avec C.V. au 54, rue de Montmartre, 75002 Paris.

R.F.A.
Agent Commercial
Déplacements fréquents
Allant, avion, train, 15 à 25.000 F.
Téléphone au : 889-47-31.

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE-MALADIE D'ILE-DE-FRANCE
recherche
TECHNICIEN CHIMISTE
- soudeuse à l'arc mini-électrique ;
- B.T.S. ou O.U.T., min. de 25 ans, + de 3 ans d'expérience, nationalité française, permis de conduire V.L. ;
- expérience acquise dans C.F.G., H.P.L., A.A., etc. pour prétraitement d'atmosphères dans usines et analyses chimiques en laboratoire.
Adresser C.V. détaillé à M. le chef du personnel de la Caisse Régionale d'Assurance-Maladie d'Ile-de-France, 17-19, rue de Flandre, 75003 Paris Cedex 19.

UN INGENIEUR CONTRACTUEL
de 1^{re} catégorie, niveau INSA de Lyon ou école d'ingénieur de Strasbourg.
Salaire mensuel à partir de 6.700 F.
Envoyer C.V. à C.S.T.S., Service Technique et Administratif, 84, avenue Jean-Jaures, 77428 CHAMPS-SUR-MARNE, Marne-la-Vallée Cedex 02.

ANIMATEURS DES VENTES
Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce ou équivalent. Nous sommes une filiale d'un des premiers groupes industriels français n° 1 dans notre activité.
Nous recherchons pour nos directions régionales de NANCY, PARIS, LILLE, REIMS et TOULOUSE des animateurs de vente dynamiques et expérimentés, d'expérience pour suivi et développement de notre clientèle.
Mettre à l'épreuve C.V., photo et références n° 47.382 M. à : BLEU, 17, rue de la République, 75001 Paris.

ORGANISME MUTUALISTE (plus de 600 salariés)
recherche
CADRE
chargé de promouvoir et développer son implantation nationale.
PROFIL :
- Diplôme d'enseignement supér. ;
- 35 ans minimum ;
- Expérience professionnelle. Libre recrutement ;
- Une vie de travail proche de la mer.
Ecrire sous le n° 036.350 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

MARIE DE VOISINS-L.S. SNETONNEUX
(78), recrute
ANIMATEUR 2^e CLASSE
- Diplôme B.A.F.D., par Direction Centre de Loisirs Associés à l'école ;
- CAPASE ou cycle DEFAO ;
- Exp. de Direction enq. ;
- 35 ans minimum.
Tél. pour R.V. : 044-27-14.

FLAKT
Entreprise
La spécialité du traitement de l'air recherche pour son
DÉPARTEMENT MARINE
à SAINT-CLOUD (92)
INGENIEUR
ayant expérience 3 ans min.
CLIMATISATION NAVIRE OFF-SHORE
Pour poste responsable technique. Anglaise indispensable.
Ecrire avec C.V., photo, prêt à : F.M.T. Entreprises, Service du Personnel, 82212 SAINT-CLOUD.

UN INGENIEUR
responsable du fonctionnement
UN INGENIEUR SYSTEME
des TECHNICIENS
de support d'exploitation
UN TECHNICIEN
pour son réseau télé informat. Adresse C.V. et photo au Service du Personnel, BP 105, 78133 La Chesnay Cedex.

UN INGENIEUR CONTRACTUEL
de 2^e cat., connaissant la pratique de la conduite des travaux.
Salaire mensuel à partir de 5.200 F.
Envoyer C.V. à C.S.T.S., Service Technique et Administratif, 84, avenue Jean-Jaures, 77428 CHAMPS-SUR-MARNE, Marne-la-Vallée Cedex 02.

BON COMPTABLE
EXPERIMENTE
Séveres références exigées.
Téléphone ou écrire : 307-38-89.

ANIMATRICE
25 ans, mariée, Foyer de Jeunes Travailleurs. Exp. soignée, formation soignée. Salaire : 4.500 F. Ecrire avec C.V. au 54, rue de Montmartre, 75002 Paris.

R.F.A.
Agent Commercial
Déplacements fréquents
Allant, avion, train, 15 à 25.000 F.
Téléphone au : 889-47-31.

secrétaires

ÉDITEUR 6^e arrondissement
recherche pour sa
DIRECTION GÉNÉRALE
Secrétaire expérimentée.
Très bonne STENO et DACTYLO.
Niveau DEUG ou CAPES.
Pratique d'une langue étrangère.
Libre très rapidement.
Prévoir d'adresser candidature manuscrite et C.V. sous n° 810 à O.P.L.E.C., 2, rue Séguier, 75006 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
Banque SUD-EST recherche
SECRÉTAIRE ASSISTANTE BILINGUE
Vous avez :
- un B.T.S. de secrétaire bilingue (anglais ou espagnol) ;
- une expérience réussie de plusieurs années ;
- une excellente connaissance de la dactylo ;
- une bonne capacité et rapidité de travail ;
- un esprit d'équipe et des facultés d'adaptation ;
- un travail très varié, très motivant et une bonne rémunération ;
- une ambiance de travail jeune et agréable.
Envoyer C.V. détaillé à : NGUYEN, 147, bd Saint-Michel, 75006 Paris, qui transmettra.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
EXPERIMENTÉE
Adresser C.V., photo et présentation n° 48.938.
Compensation Publiée, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

SECRÉTAIRE
STENOGRAPHIE expérimentée. Aptitudes rédactionnelles, relations publiques. Connaissance machine traitement de texte souhaitées. Début, s'abstenir. Env. C.V., photo et prêt à A.M.P., sous n° 5248/S, 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS qui transmettra.

Représentations offres
Importante Société Leader sur son marché fabricant et distributeur des produits de papeterie grand public. recherche :
I REPRÉSENTANT EXCLUSIF
Pour visiter clientèle de papeterie, librairie, imprimerie et entreprise.
Expérience de cette branche appréciée. 2 ans minimum de vente aux revendeurs et entreprise.
Clientèle existante Paris et région parisienne.
Fixe + commission + frais + voiture.
Adresser C.V. + lettre manuscrite et photo + présentations à : OBERTHUR - 30, rue de Laender, 75009 Paris - Téléphone : 878-87-72.

formation professionnelle
IAP
INSTITUT D'ANALYSE ET DE PROGRAMMATION
Formation reconnue par les plus importantes sociétés. Equipement exceptionnel : 18 terminaux.
Formation en 3 mois
INGENIEUR
Logiciel de base (orientation système)
Niveau requis : Diplôme Ingénieur toutes disciplines ou maîtrise scientifique.
Postes assurés (propositions d'embauche permanentes).
Tests et entretien d'admission sur R.V.
376.42.03
31, cours des Juilliottes
94700 MAISONS-AUFORT (M^e Les Juilliottes)

Une nouvelle formation à Metz
Créée par la chambre de commerce et d'industrie de la Moselle
DEVENIR CADRE LOGISTICIEN
Durée totale du cycle : 1 an (dont 12 semaines en entreprise)
OUVERTURE LE 8 NOVEMBRE
Cycle conventionné et agréé par le ministère de la recherche et de l'industrie.
Niveau de recrutement :
- BAC + 2 (économique, gestion, sciences) avec un minimum d'expérience professionnelle.
SÉLECTION DES CANDIDATS SUR DOSSIER ET ENTRETIEN
Cycle de formation organisé avec l'AFT et l'IFTIM, avec la participation de l'Institut supérieur de management et de la S.N.C.F.
Pour tous renseignements sur ce stage, s'adresser :
Chambre de commerce et d'industrie de la Moselle, 10/12 av. Foch - 57000 METZ. Tél. (8) 774-51-23.

UN COMMIS DE VILLE
Les candidats doivent posséder :
- une excellente connaissance pratique de la ville (S.A.A.) et de l'administration des travaux T.C.E.
- au moins 6 années d'expérience professionnelle ;
- un examen de départage éventuellement les candidats.
Adresser C.V., photocopies des diplômes justifiants de l'expérience professionnelle, à : M. LE CHEF DU PERSONNEL de la CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE d'ILE-DE-FRANCE, 17-19, rue de Flandre, 75003 Paris cedex 19.

DEMANDES D'EMPLOIS

ALLEMANDE (45 ans)
parfaitement trilingue : anglais, allemand, français.
ayant dirigé 12 ans (Prokurist)
filiale allemande de société française produisant des biens d'équipement.
Parfaite connaissance du travail avec les administrations.
C.A. 45 MILLIONS DE F.F.
recherche situation en R.F.A., région Cologne.
Ecr. s/n° 3.560 le Monde Pub. service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRES PARIS ET RÉG. PARIS.
nouvelle centre d'emploi au reclutement du - GIER CADRES ILE-DE-FRANCE -
Le mardi 19 octobre, 17 heures
au studio BERTRAND, 29, rue du Général-Bertrand, 75007 Paris (Métro Duroc)
et avec les cadres liés de 50 ans et plus, constitution d'une liste de candidats pour les élections de décembre 82 aux Conseils de Prud'hommes de Paris et Région parisienne.

MOYEN-ORIENT
Depuis de nombreuses années, l'effectif régulier des voyages d'affaires dans le Golfe, P.M.I. qui souh. réduire vos frais d'action commerciale, contactez-moi.
Ecr. s/n° 3.522 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.
Homme très bonne expression orale pour enregistrements techniques et artistiques. Ecr. s/n° 3.577 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INVESTIR 1,80 FRANC
EST LE TARIF FIXÉ PAR L'ADMINISTRATION POSTALE POUR PRENDRE CONTACT AVEC UN ANCIEN ÉLÈVE DE
L'INSTITUT AUGUSTE COMTE
40 ans, prêt à joindre son expérience à celle d'une équipe motivée.
Ecrire sous n° 3.607 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

EX-SPORTIF DE HAUT NIVEAU
● 26 ans.
● Finaliste Olympique 1980.
● Niveau Bac, bonnes connaissances générales, anglais courant.
Roch. emploi stable pour reconversion définitive.
Tél. : 306-11-35.

CURIOSITÉ EFFICACITÉ OUVERTURE
J. F. 42 ANS, SUP. DE CO.
Connaît parfaitement les problèmes de création et de lancement produits grand public.
Expérience centrale d'achats et agence
CHERCHE NOUVELLE SITUATION
Ecrire sous n° 036.341 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

ANALYSTE PROGRAMMEUR
Polonais, 32 ans, parlant français, anglais, cherche stage rémunéré dans l'informatique, niveau études supérieures, 5 ans d'expérience dans l'industrie, conn. COBOL T. 742-39-70.
33 ans, O.E.F.A., 13 ans exp. professionnelle dont 7 ans position cadre
ANIMATEUR SOCIO-CULTUREL
cherche poste en rapport association 1901, C.A. service culturel, sport, tourisme social.
Rég. Paris ou Alpes.
Ad. propos. M. NICOLAS, 13, r. E. Varin, 94000 Villejuif.

J.F. 15 ans d'expérience
recherche emploi, secrétaire, sténodactylo, récept. Marnes-la-Vallée.
Ecr. s/n° 6.384 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.
F. 45 ans, Licenciée Histoire-Géo. Étude des propositions. Ecr. sous le n° 036.281 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JURISTE
29 ans, libéré O.M. Maîtrise de Droit Privé, D.E.A. Propriété Littéraire, artistique et industrielle. Préparation thèse doctorat 2^e cycle, étude toutes propositions.
CADRE SUPÉRIEUR
exp. confirmée, direct. générale recherche situation équivalente. Ecr. sous le n° 036.122 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.
J. H. 29 ans, DUT gestion Métrisa de Communications option animation, exp. gestion, animation rech. emploi secteur Social ou Tourisme.
Ecr. sous le n° 036.121 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 23 ans diplômée de l'école des Cadres (MARKETING)
rech. poste en rapport avec sa formation.
Ecr. SAFFRAY Corinne, 15 bis, rue Danielle-Casanova, 92500 RUEIL-MALMAISON. 761-76-36.
Jeune fille allemande, 19, cherche famille française pour travail au pair avec possibilité de suivre des études. Rep. à : Christine Rosenauerstr., 4, D-6935 DOERFLER-ESSBACH.

Que proposez-vous à Cadre, 35 ans. Formation Direct CREP de Paris CAPASE - DEFA
Solide expérience Direction gestion + pédagogie.
Références premier ordre.
Ecr. s/n° 7.139 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.
P.-D.G., 47 ans. Française
● parle l'anglais ;
● 29 ans exp. toutes disciplines chaîne de transport ;
● entrepreneur, créateur, animateur groupe multinational 700 personnes ;
● rompu rel. internat. USA-Europe-Afrique-Amérique du Sud ;
● rech. poste hautes resp. à voc. mondial. France ou étranger pour mise en val. qualités « bâtisseur » ;
● évent. changerait métier.
Ecr. s/n° 7.143 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

travail à domicile
J. F. trappe THÈSE mémoires, manusc. s'ach. électro. Trav. sap. techn. Tél. 535-25-85.
Dactylo cherche frappe de textes, factures, etc. 859-06-66, répondre à sbs.

COMMIS ARCHITECTE
16 ans d'exp. réf. bdt. scil. lgr. collect. M.H. chercheur urban. étudiant tte propositions.
Ecr. sous le n° 036.328 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.
J. F. 31 ans, dipl. Sc. Po. DESS communication, 7 ans exp. prof. ch. poste responsable MARKETING communication, dans entreprise, cabinet études, journal entreprise, publiciste.
Ecr. s/n° 3.816 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

VOUS CHERCHER DES COMPÉTENCES
acquises en chimie, dans l'encadrement en gestion commerciale et marketing
UNE FORMATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE, un dynamisme organisé, rapidement opérationnel.
J'ai 31 ans et propose de vous rejoindre, représentation exclusive. Tél. 370-19-36.

VOUS CHERCHER DES COMPÉTENCES
acquises en chimie, dans l'encadrement en gestion commerciale et marketing
UNE FORMATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE, un dynamisme organisé, rapidement opérationnel.
J'ai 31 ans et propose de vous rejoindre, représentation exclusive. Tél. 370-19-36.

VOUS CHERCHER DES COMPÉTENCES
acquises en chimie, dans l'encadrement en gestion commerciale et marketing
UNE FORMATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE, un dynamisme organisé, rapidement opérationnel.
J'ai 31 ans et propose de vous rejoindre, représentation exclusive. Tél. 370-19-36.

VOUS CHERCHER DES COMPÉTENCES
acquises en chimie, dans l'encadrement en gestion commerciale et marketing
UNE FORMATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE, un dynamisme organisé, rapidement opérationnel.
J'ai 31 ans et propose de vous rejoindre, représentation exclusive. Tél. 370-19-36.

VOUS CHERCHER DES COMPÉTENCES
acquises en chimie, dans l'encadrement en gestion commerciale et marketing
UNE FORMATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE, un dynamisme organisé, rapidement opérationnel.
J'ai 31 ans et propose de vous rejoindre, représentation exclusive. Tél. 370-19-36.

VOUS CHERCHER DES COMPÉTENCES
acquises en chimie, dans l'encadrement en gestion commerciale et marketing
UNE FORMATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE, un dynamisme organisé, rapidement opérationnel.
J'ai 31 ans et propose de vous rejoindre, représentation exclusive. Tél. 370-19-36.

VOUS CHERCHER DES COMPÉTENCES
acquises en chimie, dans l'encadrement en gestion commerciale et marketing
UNE FORMATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE, un dynamisme organisé, rapidement opérationnel.
J'ai 31 ans et propose de vous rejoindre, représentation exclusive. Tél. 370-19-36.

VOUS CHERCHER DES COMPÉTENCES
acquises en chimie, dans l'encadrement en gestion commerciale et marketing
UNE FORMATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE, un dynamisme organisé, rapidement opérationnel.
J'ai 31 ans et propose de vous rejoindre, représentation exclusive. Tél. 370-19-36.

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

A vos pieds

Les chaussures de l'hiver sont bicolores : caméléon de rouge et de bleu, noir éclairci de rouge, de blanc ou de miel.

Faisant face à la crise, les fabricants « réinventent » leurs marques. Ainsi chez Charles Jourdan, le nouveau P-D. G. Patrick Niehertz relance-t-il Séducta, la gamme à succès des années 50. Celle-ci figure après la grille C. Jourdan en haut de gamme et Xavier Danaud : une trentaine de modèles jeunes, faciles à porter toute la journée, soit du genre ballerine, soit à petit talon, vendus entre 200 F et 450 F, réalisés dans les usines du groupe à Rome.

Le premier bottillon souple et plat se trouve déjà dans le magasin rénové du boulevard de la Madeleine.

Les bottines et bottillons réchauffent les chevilles des promeneuses. Claude Montana pour Stéphane Kallan joue le nappa lacé sur le devant, à revers replié, sur semelle de caoutchouc à bords crantés. Christian Dior imprime une demi-botte de veau à petit talon compensé. Sacha contraste le chevreau rouge pour un modèle inspiré de la guêpe de ville masculine des années 30, à pointe de vernis noir. Plus, en poulaine, le modèle d'André Pflister (4, rue Cambon et 56, rue du Four), boutonné sur la cote, contraste le nappa noir avec un liséré blanc et une doublure de flanelle rouge (1 400 F). Encore une forme étrée chez Arche, en cuir gras sur semelle de cuir. Enfin, sur le mode rustique, Arcus, de Pontacq-en-Béarn, lance la peur d'été, souple et moelleuse, en boots, moccassins et bottes, à semelle de latex dans les mêmes couleurs vives (650 F).

Darby féminins et boots courts, chez André, se portent avec jeans ou pantalons, resserés d'un élastique à la cheville ou d'un jeu d'œillères. A talon flamenco, ils se vendent 199 F.

Parmi les succès de Balby, l'escarpin sur talon aiguille existe en chevreau bordeaux, beige, bleu R.A.F., gris, noir ou verni qui sont les coloris de la saison (595 F).

Chez Bata, les bottillons courts rappellent ceux portés par les petites filles modèles, à 199 F, tandis que les escarpins vernis noirs à petit talon se parent d'un noué blanc cassé, 169 F.

Les ballerines plates font partie de la mode rétro des années 50. Celles de Carrel sont à bout rond et double noué plat, en variantes de rouge et de noir, 545 F, auxquelles on peut préférer des « boots smoking » à

l'empeigne montante en forme de chemise à col cassé, 595 F.

Yves Saint-Laurent pisse un grand noué sur une sandale de crêpe noir dégageant les orteils, à talon fin et haut juché, mais n'oublie pas le modèle facile à petit talon bobine en vernis noir garni de chevreau rouge. Encore un talon de 12 centimètres pour cet escarpin de Maud Frizon, en vernis noir, orné d'applications de veau velours et de serpent bleu.

Très rue Faubourg-Saint-Honoré, les escarpins Adige sont nacrés bleu et vert Nil, à motif banane incrusté sur le côté (620 F environ). Tiers, Palais des congrès.

Dur propose des escarpins de chevreau bicolores à bout perforé en contraste, tandis que les sandales très découvertes à lanières sont en jais, léopard, toujours à talon de 7 centimètres (94, avenue Victor-Hugo).

Fili Rossetti s'inspire du Moyen Âge et de la Renaissance avec beaucoup d'esprit. Le daim imprimé écossais et le veau martelé en reptile séduisent les sportives. Une bottine se pare d'une corolle plissée pouvant enserrer la cheville ou descendre en revers, frambouise ou miel sur du chevreau noir. (De 790 F à 1 400 F, rue du Faubourg-Saint-Honoré).

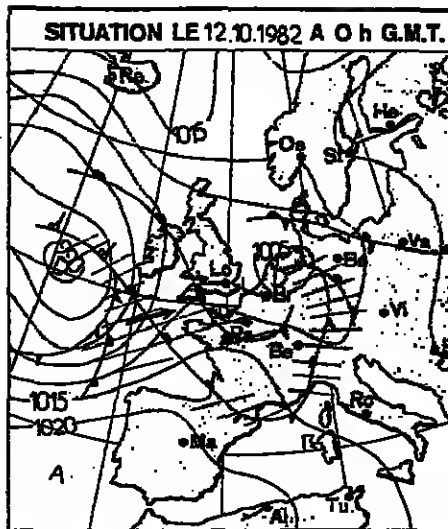
Des découpes géométriques soulignent le contraste des couleurs chez Mancini, à cambrure élégante sur talon moyen, comme cet escarpin noir à empeigne rouge (950 F), ou les modèles de couturiers en crêpe de soie, à commander sur mesure (20, rue du Boccador et 72, avenue Victor-Hugo).

Autant que les grands pieds, les petits sont difficiles à chauffer, surtout en formes élégantes. C'est là une spécialité de Sidonie Larzi, qui regroupe les modèles pour enfants et adolescents, 28, rue de la Trémoille. Les ballerines noires en vernis à noué vont du 28 au 40, d'autres en cambrure de bleu ou de rouge, à talon bobine, commencent à 34, entre 450 F et 550 F.

Les tailles extrêmes de Thiot habitent les longueurs et largesurs exceptionnelles, du 32 au 43 (17, rue du Louvre; 82, boulevard Haussmann; 97, rue d'Alsace). Boots et bottillons sont fournis pour l'hiver, ornés d'applications ou de surpiques, de 275 F à 650 F. Les bottes ne compriment pas le mollet et les moccassins à semelle de cuir sont ornés de mors.

Prévisions pour jeudi. — Sur les régions méditerranéennes, les Alpes, la Corse, après des pluies matinales et par-

MÉTÉOROLOGIE



Probabilité du temps en France entre le mardi 12 octobre à 0 heure et le mercredi 13 octobre à 24 heures :

La France restera sous l'influence d'un vent d'ouest fort. Après le passage de deux perturbations actives et vigoureuses, le vent passera au nord-ouest mercredi soir apportant un net rafraîchissement.

Mardi, une bande pluvieuse abordera dès le matin les côtes de l'Atlantique pour traverser en cours de journée toute la France. Les régions méditerranéennes resteront un peu à l'écart, mais le ciel sera malgré tout assez chargé.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 12 octobre à 7 heures, de 1 017 millibars, soit 762,8 millimètres de mercure.

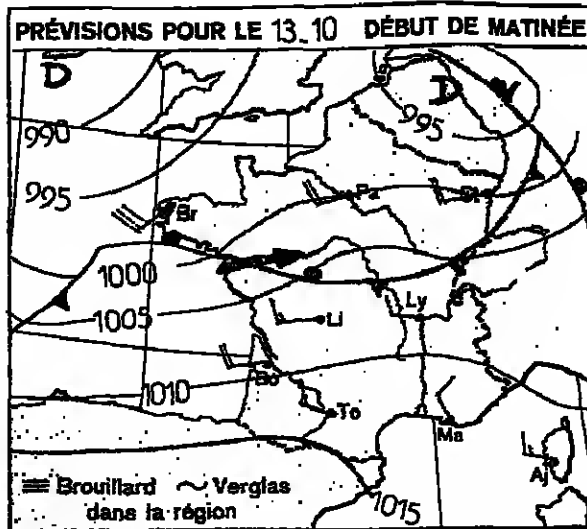
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 11 octobre; le second, le minimum de la nuit du 11 au 12 octobre) : Ajaccio, 22 et 15 degrés; Biarritz, 18 et 14; Bordeaux, 15 et 12; Bourges, 16 et 8; Brest, 14 et 9; Caen, 14 et 8; Cherbourg, 13 et 8; Clermont-Ferrand, 14 et 7; Dijon, 12 et 7; Grenoble, 16 et 6; Lille, 12 et 9; Lyon, 16 et 7; Marseille-Marganne, 18 et 10; Nancy, 11 et 9; Nantes, 16 et 10; Nice-Côte d'Azur, 21 et 13; Paris-Le Bourget, 15 et 7; Pau, 18 et 13; Perpignan, 21 et 15; Rennes, 16 et 9; Strasbourg, 12 et 10; Tours, 16 et 8; Toulouse, 18 et 12; Pointe-à-Pitre, 32 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 12 degrés; Amsterdam, 13 et 5; Athènes, 26 et 13; Berlin, 15 et 8; Bonn, 12 et 10; Bruxelles, 12 et 10; Le Caire, 33 et 22; New-Caracas, 26 et 21; Coppenhague, 10 et 2; Dakar, 31 et 27; Djérba, 28 et 22; Genève, 18 et 8; Jérusalem, 31 et 19; Lisbonne, 22 et 12; Londres, 12 et 5; Luxembourg, 10 et 8; Madrid, 22 et 9; Moscou, 3 et 1; Nairobi, 25 et 15; New-York, 16 et 9; Palma-de-Majorque, 23 et 13; Rome, 23 et 13; Stockholm, 7 et 4; Tézour, 30 et 23; Tunis, 25 et 15.

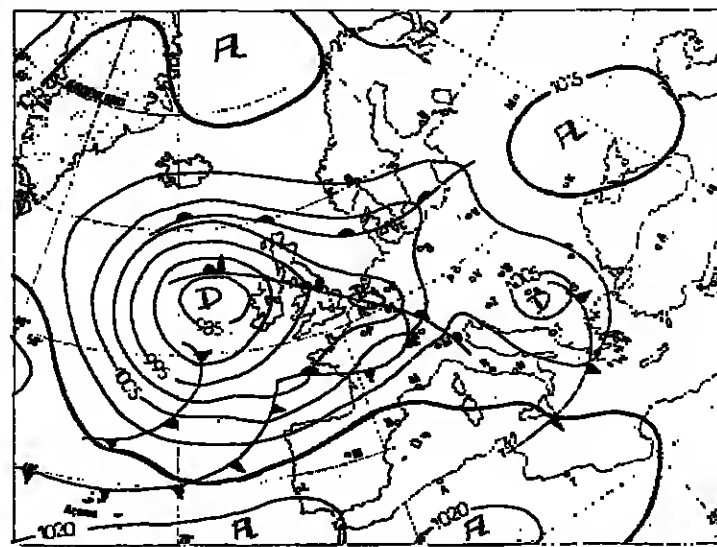
LE TEMPS POUR LA SEMAINE

Une zone dépressionnaire couvre le Nord-Atlantique et tout l'Ouest de l'Europe. Elle dirige sur la France des masses d'air maritime frais et instables.

Prévisions pour jeudi. — Sur les régions méditerranéennes, les Alpes, la Corse, après des pluies matinales et par-



PRÉVISIONS POUR LE 13 OCTOBRE À 0 HEURE (G.M.T.)



fois quelques orages, amélioration dans la journée avec des vents d'ouest à nord-ouest assez forts et des éclaircies. Maximum 17 à 20 degrés. Ailleurs, c'est l'alternance d'éclaircies, de passages nuageux accompagnés d'averses. Les vents sont forts de secteur ouest, notamment sur les côtes. Minimum 5 à 7°, maximum 14 à 15 au nord de la Loire, 16 à 17 au sud.

Vendredi et samedi. — Après de belles éclaircies matinales favorisant la baisse des températures minimales

(3 à 5°) dans l'intérieur, prédominance toujours d'un temps instable et frais avec des averses locales, des averses de neige au-dessus de 1 500 mètres et de très belles éclaircies sur la Provence, le Roussillon où il y aura du mistral. Par ailleurs, les températures seront stationnaires l'après-midi. Probabilités de nouvelles pluies samedi soir sur les régions atlantiques et sur le sud-ouest de la France.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES -

JEUDI 14 OCTOBRE

- Hôtel de Sens, 15 heures, 1, rue du Figeac, M^e Garnier-Ahlberg.
- Saint-Serge, 15 heures, 93, rue de Crimée, M^e Penne.
- Saint-Séverin, 15 h 15, entrée, M. Guillier (Caisse nationale des monuments historiques).
- M. de Balzac, 15 heures, 47, rue Raynouard, M^e Ferrand.
- Sur les pas des templiers, 15 heures, métro Temple, M^e Hauller.
- Le palais de justice, 15 heures, métro Cité, P.-Y. Jaslet.
- Du Sentier à la place des Victoires, 14 h 30, 89, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).
- Notre-Dame, 15 heures, entrée de la crypte (Paris et son histoire).
- L'île Saint-Louis, 14 h 30, métro Pont-Marie (Résurrection du passé).
- Notre-Dame, 14 h 30, façade, portail central, M^e Roman.
- Les Gobelins, 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

18 h 15 : 35, rue de Sévres, M. R. Chahine : « Sources communes de quelques-unes de nos fêtes » (Fraternité d'Abraham).

19 heures : 62, rue Madame : « Oracles d'Apollon à Delphes » (Arcus).

20 h 30 : 26, rue Bergère, M. L. Bufard : « La psychosomatique en psychologie analytique » (L'homme et la connaissance).

21 heures : 5, rue Laffitte, M^e M.-J. Cavarero : « Tontankhamon » (Nouvelle acropole).

JOURNAL OFFICIEL — Sont publiés au Journal officiel des lundi 11 et mardi 12 octobre 1982 :

DES DÉCRETS

- Relatif à la composition et au fonctionnement des comités économiques et sociaux régionaux (Le Monde daté 10-11 octobre).
- Modifiant le tableau A annexé au décret du 22 août 1978 fixant dans les territoires d'outre-mer la nomenclature et la composition des cours et tribunaux.

UN ARRÊTÉ

- Relatif à l'organisation du comité des fruits à cidre et des productions cidricoles.

UNE DÉCISION

- Relative à l'application du régime des produits pétroliers.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3 296

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Moyen le plus rationnel pour rassembler ses pensées. — II. Beaucoup voudraient connaître son âge. Rongeur attaquant l'homme. — III. S'impose quand on vient de dépasser la quarantaine. Naissance d'un ange et chute de Satan. — IV. Son mouvement descendant en provoque un ascendant. Creuse la mine lentement mais sûrement. — V. Dur facilement réduit par un cabot. Fin de ballade ou départ en voyage. — VI. Pousse physique dans laquelle s'associent masse et vitesse. Domaine de certains inquisiteurs. — VII. Négation. Pour bien le rendre, il faut le bien posséder. — VIII. Il a fait beaucoup pour l'emploi du cosmétique. Agents de la réaction. — IX. Dentelle pour bagatelle. Aveugle qui nous en fait voir. — X. Retraqué, il complique les opérations des divisions. Le fin mot à la belote. — XI. Quand on tombe sur lui, on se demande ce qu'il peut bien nous rappeler.

VERTICALEMENT

I. Ouvrir pour son avancement ou avancer pas à pas. — 2. Doré d'éléments avantageux. Donne plus

de pliquant aux programmes des festivités de palais. — 3. Nœud ferroviaire. Marabout à Marrakech. — 4. Quand il allonge le bras, c'est pour taper. On y coupe une communication. — 5. Un Mack s'y fit moucher par un Ney. Sur le boulevard, ses tubes sont plus répandus que les hauts-de-forme. Saint béarnais. — 6. Qui, agissant comme de jeunes chiens, peuvent être assimilés aux braques. — 7. Personnel. Centre de perfectionnement. Fait subir des ans irréparable outrage. — 8. Garant l'assiette du végétarien et, sous une forme populaire, celle de l'impôt. Des ballots qu'on mène facilement en bateau. — 9. Oblige à se mettre la ceinture et sévit sous une autre

forme lorsqu'on l'a revêtu. Force de frappe pour d'antiques combats de coques.

Solution du problème n° 3 295

Horizontalement

I. Exerce. — II. Surus. — III. Pêcheuses. — IV. Aride. — V. Sel. Ne. As. — VI. Introit. — VII. Nuc. U.S.A. — VIII. Rang. Ea. — IX. Sur. — X. Irai. Rare. — XI. Lég-relé.

Verticalement

1. Exposit. II. — 2. Gré. — 3. Escalier. Ag. — 4. Ruhr. Asie. — 5. Ercintant. — 6. Souder. Gare. — 7. Essc. Ou. Rat. — 8. Aisé. Ré. — 9. Assistance.

GUY BROUTY.

Fuys induction à commandes sensitives Scholtes

La cuisson de demain dès aujourd'hui chez quelques spécialistes

Dans quelques années, les cuissons sur des foyers fissés qui ne chauffent pas seront généralisées. La voie aura été ouverte par une table à 4 foyers par induction et commandes sensitives que l'on peut acquérir des maintenant chez quelques spécialistes de l'équipement de la cuisine.

Cet appareil, fabriqué en France par Scholtes, est l'un des plus au point pendant 5 ans, est le seul de ce type en Europe. Ses foyers provoquent l'échauffement direct des récipients métalliques sans production de chaleur eux-mêmes. Ils agissent seulement lorsqu'ils sont recouverts par les récipients. Les commandes et régulateurs électroniques ultra-précis s'effectuent en éclairant les marques du tableau de bord.

La vaste surface lisse en vitrocéramique de cette table de cuisson Scholtes et sa faible émissivité au-dessus du plan de travail lui confèrent une grande qualité esthétique, évitent les chahutements de casseroles et réduisent l'entretien à sa plus simple expression.

Les 10 spécialistes qui présentent cette table de cuisson Scholtes dans la région parisienne sont les suivants :

A Paris 46 - MILLET 11, rue Malher 86 - DECUILE 161, rue Faubourg Saint-Honoré 86 - ZOOMA 38, rue Laborde 106 - CENTRE INFORMATION ET VENTE Ets M. G. 104, rue de Maubeuge 116 - CREATION J.F. 6, rue Saint-Bernard 106 - I.D. 165 165, rue de la Pompe	166 - SECEM 152, avenue Malakoff A Neuilly-sur-Seine BIGNANT Charles 11 bis, rue du Commandant Pilon A Rueil-Malmaison CUISINES 189 189, route de l'Empereur A Versailles NORDORM 42, rue Camut	Le centre d'exposition Scholtes, 26-28, avenue Claude-Vielletaux à Paris-16 présente l'appareil et reçoit les demandes téléphoniques de documentation au (1) 740-40.40
---	---	--

Scholtes
La cuisine y gagne

OLD ENGLAND

Chester Parrie
12, boulevard des Capucines PARIS 9^e

du 5 au 23 octobre

TRICOTS FACILES

chez

PHILDAR

un album tricotés

5^F

au lieu de 12^F

مكتبة الأمل

Le Monde

économie

CONJONCTURE

DANS UNE DÉCLARATION AU « MATIN DE PARIS »

Nous avons le devoir de nous préparer à une crise qui durera longtemps

estime M. Pierre Mauroy

« Nous avons le devoir de nous préparer à une crise qui durera longtemps et qui aura des conséquences pour tout le monde », déclare M. Mauroy dans une interview que publie, mardi 12 octobre, le *Matin de Paris*.

« Cette crise internationale est liée à une mutation technologique qui met en cause les systèmes de production. Nous devons nous y adapter et moderniser la France. Il y a là un pari technologique que nous devons gagner. »

M. Mauroy poursuit : « La rigueur n'est pas une politique. C'est une méthode. À l'inverse de l'austérité, qui est un état, la rigueur est un moyen ou d'une politique dont l'objectif reste pour nous la croissance. »

« En attendant, le gouvernement de gauche se trouve confronté à un dilemme : comment concilier la rigueur et le progrès social qui est dans sa vocation ? »

« Il y a un équilibre à trouver. Nous le recherchons. Nous avons réalisé en début 1981, grâce aux dix-huit ordonnances, une avancée sociale considérable. Il n'est pas question de la remettre en question. »

« Notre politique est claire : maintenir du pouvoir d'achat moyen. Chacun pourra en juger à la fin de 1983. (...) Cela étant, je demande, lorsqu'il y a discussion sur le pou-

voir d'achat, qu'on ne s'en tienne pas seulement aux rémunérations. Il faut aussi prendre en compte les prestations sociales. »

« La notion de bas salaire est différente pour un fonctionnaire ou un salarié du privé. Il y a d'importantes disparités entre les deux secteurs. La politique du gouvernement est d'accepter qu'il y ait un rattrapage du pouvoir d'achat plus rapide et plus important pour les bas salaires. Ce qui se traduit en même temps par un blocage des rémunérations les plus hautes. Je n'ai pas à donner d'indications chiffrées en ce qui concerne le secteur privé puisque les négociations relèvent des seuls partenaires sociaux. Je souhaite simplement qu'ils s'inspirent de l'exemple que donne le secteur public. »

Interrogé sur la sortie du blocage, M. Mauroy répond : « J'ai toujours dit qu'il fallait compter dix-huit mois : quatre mois de blocage, ensuite, pendant quatre mois, c'est-à-dire jusqu'à fin 1983, traitement de consolidation. (...) La rigueur ne pourra prendre fin que lorsque nous serons face à une reprise confirmée, vigoureuse et internationale. »

En ce qui concerne les modalités de la sortie, le premier ministre précise plusieurs points.

« L'ajout de la sortie du blocage, le gouvernement aura le pouvoir d'agir sur les prix en utilisant l'ordonnance de 1945. L'année 1983 sera effectivement une année de surveillance des prix et d'intervention du gouvernement chaque fois qu'il y aura le moindre dérapage. »

Après avoir déclaré que la France ne pourra réduire durablement son taux d'inflation qu'en s'attaquant aux causes structurelles qui provoquent celle-ci (inégalité, indexation, professions fermées, circuits de distribution), M. Mauroy analyse l'évolution du chômage : « Si, pour l'inflation, nous avons utilisé un remède de cheval, pour le chômage, à l'inverse, nous utilisons un traitement progressif. (...) Cette politique a permis de contenir le chômage à 7,5 %. Contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays, comme les États-Unis et la R.F.A., par exemple, où l'accroissement du chômage est considérable, nous avons, en France, freiné sa course folle. Je sais bien que cela ne suffit pas, qu'il faut le réduire. Nous avons à faire un effort exceptionnel en faveur des

« Il y a deux secteurs. Un secteur industriel, compétitif sur le plan international, par conséquent dépendant du prix de l'énergie et des matières premières. Il se comporte en général correctement. Nous n'avons pas observé en matière de prix industriels les excès constatés dans certains domaines - limités d'ailleurs - des services et de la distribution. Aux industriels, nous demandons de prendre des engagements sur chaque produit, mais sur une moyenne. Résultat, par exemple, ne va pas engager sur le prix de chacune de ses voitures, mais sur l'ensemble de sa production. Ces engagements varieront, bien entendu, en fonction des branches industrielles. Les entreprises pourront « sortir » de ce système au printemps ou à l'été prochain dès lors qu'elles seront à même de respecter intégralement les objectifs de prix fixés par le gouvernement. Pour le secteur de la distribution et des services, les contraintes sont plus lourdes. Nous signerons des accords de régulation portant en principe sur toute l'année 1983. Nous serons particulièrement exigeants avec ceux qui n'ont pas respecté le blocage de manière satisfaisante. Je demande tout particulièrement à la boulangerie, à la restauration et aux débits de boissons de s'associer à l'effort commun. Même à la sortie du blocage, le gouvernement aura le pouvoir d'agir sur les prix en utilisant l'ordonnance de 1945. L'année 1983 sera effectivement une année de surveillance des prix et d'intervention du gouvernement chaque fois qu'il y aura le moindre dérapage. »

« L'idée est qu'il pourrait y avoir un taux d'intérêt spécifique pour les investissements. Ce n'est pas une idée nouvelle. L'agriculture et le logement bénéficient déjà de taux préférentiels. Pourquoi ne pas le faire pour l'industrie ? »

« Quant à l'idée de moratoire, il s'agit en fait d'aider des entreprises saines qui, pour une raison ou pour une autre, ont fait, à taux fixe, des emprunts dont l'intérêt s'est élevé qu'elles se trouvent maintenant handicapées. Il faudra naturellement bien définir les conditions de cette aide qui ne doit s'appliquer qu'à des investissements productifs. »

« Quant à l'idée de moratoire, il s'agit en fait d'aider des entreprises saines qui, pour une raison ou pour une autre, ont fait, à taux fixe, des emprunts dont l'intérêt s'est élevé qu'elles se trouvent maintenant handicapées. Il faudra naturellement bien définir les conditions de cette aide qui ne doit s'appliquer qu'à des investissements productifs. »

« Quant à l'idée de moratoire, il s'agit en fait d'aider des entreprises saines qui, pour une raison ou pour une autre, ont fait, à taux fixe, des emprunts dont l'intérêt s'est élevé qu'elles se trouvent maintenant handicapées. Il faudra naturellement bien définir les conditions de cette aide qui ne doit s'appliquer qu'à des investissements productifs. »

« Quant à l'idée de moratoire, il s'agit en fait d'aider des entreprises saines qui, pour une raison ou pour une autre, ont fait, à taux fixe, des emprunts dont l'intérêt s'est élevé qu'elles se trouvent maintenant handicapées. Il faudra naturellement bien définir les conditions de cette aide qui ne doit s'appliquer qu'à des investissements productifs. »

« Quant à l'idée de moratoire, il s'agit en fait d'aider des entreprises saines qui, pour une raison ou pour une autre, ont fait, à taux fixe, des emprunts dont l'intérêt s'est élevé qu'elles se trouvent maintenant handicapées. Il faudra naturellement bien définir les conditions de cette aide qui ne doit s'appliquer qu'à des investissements productifs. »

« Quant à l'idée de moratoire, il s'agit en fait d'aider des entreprises saines qui, pour une raison ou pour une autre, ont fait, à taux fixe, des emprunts dont l'intérêt s'est élevé qu'elles se trouvent maintenant handicapées. Il faudra naturellement bien définir les conditions de cette aide qui ne doit s'appliquer qu'à des investissements productifs. »

« Quant à l'idée de moratoire, il s'agit en fait d'aider des entreprises saines qui, pour une raison ou pour une autre, ont fait, à taux fixe, des emprunts dont l'intérêt s'est élevé qu'elles se trouvent maintenant handicapées. Il faudra naturellement bien définir les conditions de cette aide qui ne doit s'appliquer qu'à des investissements productifs. »

« Quant à l'idée de moratoire, il s'agit en fait d'aider des entreprises saines qui, pour une raison ou pour une autre, ont fait, à taux fixe, des emprunts dont l'intérêt s'est élevé qu'elles se trouvent maintenant handicapées. Il faudra naturellement bien définir les conditions de cette aide qui ne doit s'appliquer qu'à des investissements productifs. »

« Quant à l'idée de moratoire, il s'agit en fait d'aider des entreprises saines qui, pour une raison ou pour une autre, ont fait, à taux fixe, des emprunts dont l'intérêt s'est élevé qu'elles se trouvent maintenant handicapées. Il faudra naturellement bien définir les conditions de cette aide qui ne doit s'appliquer qu'à des investissements productifs. »

« Quant à l'idée de moratoire, il s'agit en fait d'aider des entreprises saines qui, pour une raison ou pour une autre, ont fait, à taux fixe, des emprunts dont l'intérêt s'est élevé qu'elles se trouvent maintenant handicapées. Il faudra naturellement bien définir les conditions de cette aide qui ne doit s'appliquer qu'à des investissements productifs. »

« Quant à l'idée de moratoire, il s'agit en fait d'aider des entreprises saines qui, pour une raison ou pour une autre, ont fait, à taux fixe, des emprunts dont l'intérêt s'est élevé qu'elles se trouvent maintenant handicapées. Il faudra naturellement bien définir les conditions de cette aide qui ne doit s'appliquer qu'à des investissements productifs. »

« Quant à l'idée de moratoire, il s'agit en fait d'aider des entreprises saines qui, pour une raison ou pour une autre, ont fait, à taux fixe, des emprunts dont l'intérêt s'est élevé qu'elles se trouvent maintenant handicapées. Il faudra naturellement bien définir les conditions de cette aide qui ne doit s'appliquer qu'à des investissements productifs. »

« Quant à l'idée de moratoire, il s'agit en fait d'aider des entreprises saines qui, pour une raison ou pour une autre, ont fait, à taux fixe, des emprunts dont l'intérêt s'est élevé qu'elles se trouvent maintenant handicapées. Il faudra naturellement bien définir les conditions de cette aide qui ne doit s'appliquer qu'à des investissements productifs. »

LE CONFLIT DE L'ACIER

Les concessions de la C.E.E. pourraient conduire à un règlement avec les États-Unis

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le conflit qui oppose la C.E.E. aux États-Unis à propos de l'acier semble sur le point d'être réglé. C'est du moins le sentiment de la Commission européenne, qui a publié, lundi 11 octobre, une communication en ce sens. L'accord d'autolimitation des exportations communautaires de produits sidérurgiques vers les États-Unis, conclu le 6 août entre la Commission, agissant au nom des Dix, et Washington, pourrait s'appliquer. Les entreprises d'outre-Atlantique avaient refusé cet accord et refusé de retirer les plaintes, contre leurs concurrents européens, qu'elles avaient déposées devant les juridictions compétentes de leur pays. Selon la communication publiée à Bruxelles, « la sidérurgie américaine, après une première réaction négative, a fait savoir au département du commerce qu'elle était maintenant disposée à revoir sa position et à retirer ses plaintes, dans la mesure où certains arrangements pourraient être apportés à l'arrangement ».

Les aménagements en cause, que le C.E.E. est apparemment prêt à accepter, équivalent à une extension, limitée, du champ d'application de l'accord. Pour certains des produits visés, la limitation des exportations porterait également sur les « produits alliés ». S'agissant de ces produits alliés, la part du marché américain détenue par les exportateurs européens est faible. Sauf pour l'un

d'entre eux (hot rolled carbon bar, barres en acier au carbone laminées à chaud), les parts de marché fixées dans l'accord seraient celles correspondantes aux livraisons faites aux États-Unis en 1981. Il n'y aurait donc pas de réduction. En fait, les Américains cherchent principalement à se prémunir contre une extension éventuelle des ventes européennes.

Outre ces produits alliés, l'accord d'autolimitation serait étendu aux plaques, dont les Européens détiennent 22 % du marché américain.

L'approbation définitive par les sidérurgistes américains de l'accord du 6 août pourrait encore dépendre de la façon dont évolueront les négociations en cours concernant les exportations communautaires de tubes d'acier vers les États-Unis, qui semblent craindre que les producteurs communautaires ne cherchent, lorsque le marché le permettra, à renouveler l'opération de l'année 1981 au cours de laquelle ils ont livré des quantités records de tubes outre-Atlantique (10 % du marché au lieu d'une moyenne de 3 % au cours des années précédentes). La Commission voudrait éviter un règlement quantitatif mais elle est prête apparemment à prendre les engagements nécessaires pour que les tubistes communautaires maintiennent à un niveau modéré leurs exportations outre-Atlantique.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

Sombres prédictions pour la sidérurgie mondiale

« L'année 1983 promet d'apparaître dans les livres de comptes comme la pire dans la mémoire des dirigeants réunis ici », a déclaré lundi 11 octobre, à Tokyo, M. Frederick Jaicks, président de l'Institut international du fer et de l'acier (IISI), à l'ouverture de la conférence annuelle de cet organisme, qui réunit l'ensemble des sidérurgistes du monde occidental. « Le sombre scénario de l'année dernière s'est transformé en réel désastre, et il poursuit. Mon avis est que les bénéfices dans la sidérurgie seront extrêmement rares, sinon totalement inexistantes, en 1983. » Selon M. Jaicks, aucune amélioration n'est en vue, et « on se demande si le niveau record de consommation d'acier établi en 1973-1974 sera jamais approché ou retrouvé car la stagnation a remplacé la croissance ».

Le secrétaire général de l'IISI, M. Lehard Holschuh, estime que la consommation d'acier accusera, en 1982, une diminution de 8 % par rapport aux 421 millions de tonnes de 1981. Aux États-Unis, a souligné

M. Jaicks, qui est également président des aciéries américaines Inland, toutes les sociétés terminent l'année avec des pertes, pour la première fois en cinquante ans dans le cas d'Inland. Évoquant le conflit ouvert entre son pays et la C.E.E., M. Jaicks a relevé que, pour les sept premiers mois de l'année, l'industrie américaine a tourné à 54 % de sa capacité, une diminution de 37 % sur l'année précédente : selon lui, pendant la même période, la production de la C.E.E. ne fléchissait que de 10 %, et celle du Japon augmenterait. Pendant cette même période, les livraisons de la sidérurgie des États-Unis sur son propre marché diminueront de 32 %, alors que les importations de la C.E.E. augmenteraient de 21 %, et celles du Japon de 14 %, toujours selon M. Jaicks. De fait, M. Holschuh déclarait que sur les 36 millions de tonnes de réduction de la consommation mondiale en 1982, 29 millions de tonnes sont imputables aux États-Unis, où les achats d'acier sont tombés au plus bas niveau depuis vingt ans.

Les hausses des automobiles entreront en vigueur après la réunion du Comité des prix

Les prix des automobiles vont être relevés de 4 % en moyenne, mais cette hausse ne sera applicable qu'après publication de l'avis du Comité des prix, qui doit se réunir prochainement. Dans un communiqué, le ministère de l'Économie et des finances précise : « Les constructeurs automobiles ont déposé des hausses de prix en hausse de 4 % en moyenne par rapport aux prix actuellement en vigueur. Le ministre de l'Économie et des finances les a autorisés à annoncer des hausses à compter du 12 octobre mais aucune hausse de prix ne pourra être facturée avant la publication de l'arrêté de prix, qui devra intervenir après avis du Comité

national des prix. Celui-ci doit se réunir prochainement. La hausse globale sur l'ensemble de l'année 1982 serait de l'ordre de 8 % après la hausse de 3,5 à 3,9 % appliquée en mars dernier. »

Concrètement, cela signifie que les nouveaux prix entreront en vigueur dès le 12 octobre. Toutefois, le client paiera l'ancien tarif si la voiture lui est livrée avant la promulgation de l'arrêté de prix. Reste à savoir si celle-ci interviendra immédiatement après la réunion du Comité national des prix, prévue pour le vendredi 15 octobre. Or, comme le pensent certains constructeurs, seulement le 22 octobre.

Le moratoire ?

Pas pour n'importe qui

Le terme de « moratoire » est très à la mode. Le chef de l'État, au cours de son voyage dans la région Midi-Pyrénées, le premier ministre dans sa déclaration au *Matin de Paris*, l'ont évoqué sans ambages, ce qui a fait naître de grandes espérances du côté des débiteurs et certaines craintes du côté des prêteurs.

Un moratoire, en effet, c'est un étalement des dettes, qui peut porter sur les intérêts, sur le remboursement du capital, ou sur les deux en même temps. Des exemples illustrent cet état de fait : comment donner par la Pologne et le Mexique, sans compter les autres.

En ce qui concerne les entreprises, une telle pratique est devenue courante, en cas de difficultés dues à la crise : lorsqu'un cas est soumis au Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI), qui a succédé au CIASI (Comité interministériel d'aménagement des structures industrielles), un tel étalement est consenti automatiquement par les banques, auquel s'ajoute, le plus souvent, un abandon de créances, total ou partiel.

L'idée qui fait son chemin à l'Elysee et à Matignon est assez différente : « Il s'agit d'aider des entreprises saines, qui, pour une raison ou pour une autre, ont fait à taux fixe des emprunts dont l'intérêt s'est élevé qu'elles se trouvent maintenant handicapées. Il faudra, naturellement, bien définir les conditions de cette aide, qui ne doit s'appliquer qu'à des investissements productifs. »

C'est alors que les difficultés commencent, si l'on veut évaluer l'impact d'une telle mesure.

Sur les 1 100 milliards de francs de crédits aux entreprises, il faut d'abord évaluer les 400 milliards de francs de crédits à court

terme, dont le taux est variable par définition. Restent les 600 milliards de francs de crédits à moyen terme, mobilisables, non mobilisables, et à long terme. L'annuel est qu'aucune information précise n'est disponible en ce qui concerne leur régime : taux fixe ou taux variable. Pour plus de 300 milliards de francs (Crédit national, 60 milliards ; Caisse des H.L.M., 160 milliards de francs ; Crédit agricole, 100 milliards de francs), l'essentiel de ces crédits est bonifié, plus ou moins (en fait, près de 45 % des crédits à moyen et long terme sont bonifiés). Reste à savoir quelles entreprises ont été pénalisées et à partir de quand : depuis 1979, dit M. Mauroy ; en fait, depuis 1980-1981, date à laquelle la hausse des taux sur le marché obligataire contraindrait les établissements de crédit à statuer spécialement, emprunteurs permanents sur ce marché, à relever leurs conditions de 11 % à 15 % au-delà.

C'est donc seulement une fraction des crédits à moyen et long terme qui serait visée par la mesure, de francs dit-on. A cet égard, des divergences de vue existent entre l'Elysee et la Rue de Rivoli, où l'on voudrait traiter « cas par cas », et ne pas secourir « n'importe qui », notamment les « pêcheurs », c'est-à-dire les imprudents. Car il faudra bien que quelqu'un assume le coût de l'étalement. Les banques sont moins concernées que les établissements à statut spécial comme le Crédit national ou le Crédit d'équipement aux P.M.E. Pour ces derniers, une aide publique sera nécessaire, comme elle qui s'applique aux bonifications. F. R.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
\$E.-L.	7,6445 7,6465	+ 220 + 260	+ 405 + 455	+1170 +1285
\$ can.	5,7585 5,7625	+ 30 + 75	+ 95 + 140	+ 590 + 630
Yen (100)	2,6785 2,6810	+ 140 + 180	+ 300 + 325	+ 885 + 945
DM	2,8220 2,8300	+ 155 + 180	+ 305 + 315	+ 820 + 885
Franc	2,5890 2,5995	+ 140 + 155	+ 270 + 295	+ 810 + 845
F.B. (100)	14,5720 14,5820	+ 270 + 280	+ 435 + 450	+1025 +1035
S.S.	3,3225 3,3270	+ 300 + 325	+ 585 + 615	+1695 +1805
L. (1 000)	4,9701 4,9730	- 265 - 280	- 595 - 630	-1425 -1470
£	12,1480 12,1500	+ 370 + 405	+ 750 + 850	+2445 +2680

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 3/4 10	9 3/4 10	9 3/4 10	9 3/4 10	9 3/4 10	9 3/4 10	9 3/4 10	9 3/4 10	9 3/4 10
\$E.-L.	6 7/8	7 1/4	6 15/16	7 1/4	6 15/16	7 1/4	6 7/8	7 1/4	6 7/8
DM	7 1/4	7 3/4	7 1/4	7 3/4	7 1/4	7 3/4	7 1/4	7 3/4	7 1/4
Franc	12 1/4	13 3/4	11 5/8	12 3/4	11 3/4	12 3/4	12 1/8	13	13
F.B. (100)	1 3/8	2 1/8	2 7/8	3 1/8	3 1/8	3 3/4	4 1/8	4 1/8	4 1/8
L. (1 000)	16 1/4	17 3/4	18 1/4	19 3/4	18 3/4	19 3/4	18 3/4	19 3/4	19 3/4
£	18 3/4	19 3/4	18 13/16	19 3/4	18 3/4	19 3/4	18 3/4	19 3/4	19 3/4
£ français	14	15 1/4	15 3/4	17	16 1/4	17 1/2	17 3/4	19	19

Ces courants pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



La technique au service de l'homme

Je m'appelle Brigitte et j'ai 19 ans — Mon métier ? J'aide mon père à la scierie : je transporte 100 tonnes de bois chaque jour. Cela vous étonne ? En fait, je conduis un chariot élévateur Linde, c'est facile et sans problème.

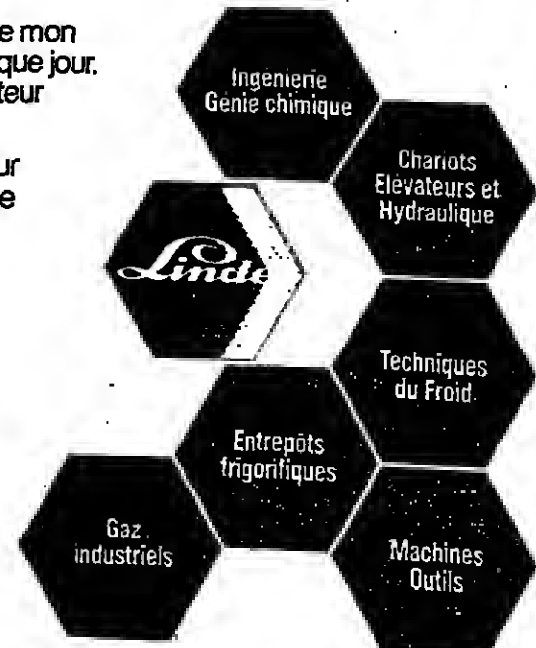
La technologie avancée des chariots Linde, surtout leur transmission hydrostatique, a été spécialement conçue pour atteindre une productivité des plus élevées sans effort ni fatigue pour le cariste.

Linde : 19.000 employés ; 3,125 milliards de DM de chiffres d'affaires.

Linde

Linde AG, Wiesbaden (RFA), représenté par :
Linde Manutention S.A.R.L., Morainvilliers,
78630 Orgeval, Tél. (3) 975.73.00

Linde Froid et Climatisation S.A.R.L., Morainvilliers,
78630 Orgeval, Tél. (3) 975.64.79



سكنا من الأمل

ÉTRANGER

En R.F.A.

Selon le rapport des cinq « sages »
le chômage toucherait 2,25 millions de personnes
en 1983 (contre 1,8 million en 1982)

Les cinq « sages », onest-allemands estimant, dans leur rapport présenté le 11 octobre, que 1983 sera une nouvelle année difficile. Le chômage toucherait 2,25 millions de personnes. Les « sages », universitaires indépendants chargés de conseiller le gouvernement, prévoient quatre cent mille demandeurs d'emploi supplémentaires en moyenne pour l'an prochain. De 7,5 % actuellement, leur pourcentage par rapport à la population active passerait à 9,5 %. Cette situation pourrait même se dégrader, et il pourrait y avoir 2,5 millions de chômeurs durant l'hiver 1983-1984, au lieu de 1,85 en moyenne cette année.

Les experts ont revu en baisse leurs prévisions de croissance. Alors qu'il y a six mois ils croyaient à une reprise et s'attendaient à un taux de croissance de 3 % en 1983, ils ne prévoient plus qu'une progression de 1 % en raison de la fragilité de la demande. L'augmentation — prévue dans le budget de 1983 — de 1 % du taux de T.V.A., qui passerait ainsi de 13 % à 14 %, leur semble en particulier inadaptable. De la même manière, les « sages » critiquent le projet d'emprunt exceptionnel et obligatoire pour les hauts revenus.

L'ACCÈS
ET LA POLITIQUE
CONCERTÉE
DES INVESTISSEMENTS

L'action communautaire préconisée par la Commission de Bruxelles pour les investissements comporte un volet de moyens financiers, ainsi que nous l'indiquions dans le Monde du 12 octobre, page 44. Un paragraphe qui a été malencontreusement omis et que nous rétablissons précisons le montant des sommes mobilisées : deux tranches de 1 milliard d'ECU (6,55 milliards de francs) ont ainsi déjà été mobilisées (la deuxième tranche, approuvée en avril 1982, devrait être totalement engagée dès le début de 1983). La Commission, conformément aux orientations arrêtées par le conseil européen de Londres de décembre 1981, propose d'ouvrir une nouvelle tranche de 3 milliards d'ECU, soit près de 20 milliards de francs.

● Vente de beurre européen à l'U.R.S.S. : la commission de Bruxelles a décidé, le 6 octobre, sa décision sur la reprise éventuelle des ventes de beurre subventionné à l'U.R.S.S. interrompues depuis l'intervention soviétique en Afghanistan. La reprise de ces ventes avait notamment été demandée par M. Edith Cresson et le commissaire chargé de l'agriculture, M. Dalsager, avait fait valoir qu'une telle décision constituerait l'un des moyens les moins onéreux pour se débarrasser de la production excédentaire. L'opposition des commissaires anglais et allemands à une telle décision explique sans doute le report du vote sur cette question.

MONNAIES
STABILITÉ DU DOLLAR
7,07 F

Sur des marchés des changes très calmes, le dollar est resté stable, mardi 12 octobre, après le viril fléchissement amorcé à la veille du week-end et poursuivi lundi 11 octobre. A Paris, il s'est inscrit à 7,06 F environ contre 7,07 F et, à Francfort, à 2,4975 DM contre 2,50 DM.

un mieux fiscal
pour
un mieux social

1870 f.
exonérés par an
et par salarié
tél. (1) 723.38.16

La fin du monétarisme

(Suite de la première page.)
Mais les banques, par une politique agressive d'emprunts, avaient d'autres moyens de se procurer des liquidités pour satisfaire, à des conditions extrêmement onéreuses, la forte demande de crédits émanant des entreprises désespérées à la recherche d'argent frais pour assurer leur survie.

Cette politique est incontestablement parvenue à réduire l'inflation, inférieure à 6,5 % en rythme annuel (contre plus de 13 % en 1980), sans doute sous l'effet de deux facteurs. L'un a été l'aggravation des charges financières des emprunteurs, qui a poussé les entreprises à liquider leurs stocks et à réduire leurs dépenses. Toute diminution de l'inflation obtenue par ce biais consistant à créer artificiellement un excès de l'offre sur la demande est éminemment réversible. Le deuxième facteur est la quasi-disparition de la monétarisation de la dette publique : l'énorme déficit bud-

gétaire n'est plus financé indirectement par la création monétaire, c'est-à-dire par des achats de bons du Trésor par le Système de réserve fédéral (Institut d'émission). Ce qui est remarquable dans la réaction favorable des marchés aux propos de M. Volcker est précisément qu'ils ne pensent pas que l'abandon de fait du monétarisme strict se traduira dans l'avenir proche par une reprise de l'inflation. Cet abandon date en réalité de juillet. Depuis le Fed ne réagit plus automatiquement à une croissance excessive par rapport aux normes établies arbitrairement de la masse monétaire. L'évolution de cette masse est une donnée extrêmement difficile à saisir, difficulté que les autorités responsables ont négligé pendant longtemps pour justifier leur politique. Les inavouables auraient-ils oublié le leçon de l'ère Carter ? En 1977, alors que l'on

croyait la stabilité rétablie pour longtemps, les taux à long terme étaient redescendus en moyenne à 7,5 % : au quatrième trimestre de 1979, ils étaient remontés à 12 %, ce qui se traduisait par une baisse de presque la moitié des cours des obligations. Le monétarisme était censé jouer le rôle de garde-fou contre la politique « discrétionnaire » des autorités monétaires en fournissant une règle supposée précise (la norme de croissance de la masse monétaire) à leurs interventions sur le marché, étant entendu que (ce qui devrait être une évidence dans tous les pays) toute politique de rachat massif par la Banque centrale des créances émises sur le marché engendre l'inflation.

Si les milieux financiers ne redoutent pas un retour immédiat à l'inflation, c'est qu'ils estiment que les forces déflationnistes actuellement à l'œuvre continueront pendant un certain temps à opérer. Les entreprises réduisent leurs dépenses et licencient leur personnel (le chômage a dépassé 10 % en septembre aux États-Unis) : les banques, échaudées par le quasi-faillite de grandes sociétés (International Harvester, par exemple) et de plusieurs États très fortement endettés (Maxiqua, Pologne, etc.) mesurent chichement leurs concours quand elles ne les refusent pas purement et simplement.

Le développement inexorable des faits aura au moins des conséquences à pratiquement abandonner l'illusion de l'« économie de l'offre » dans sa version dite « reaganomics » (il suffit de réduire les impôts pour provoquer la reprise économique et augmenter à terme... les recettes de l'État) ; le Fed prend ses distances avec le monétarisme fondé sur une interprétation étroitement statistique et à volontarisme de la fameuse théorie quantitative de la monnaie.

PAUL FABRA.

LE TRANSPORT AÉRIEN INTÉRIEUR FRANÇAIS

Air Inter

Une mission nationale :

participer au développement de la France et de ses régions

Vingt ans... Il y a exactement vingt ans qu'entraient en service les premiers Viscounts d'Air Inter. Les premiers à porter les couleurs de la jeune compagnie intérieure qui, depuis deux années, ne vivait que d'emprunts à d'autres transporteurs. Une compagnie aérienne sans avion : voilà une image qui illustre bien le dénuement et l'incertitude dans lesquels naissait le transport aérien intérieur.

Vingt ans déjà. Vingt ans seulement. En vingt ans, Air Inter a donné à l'aviation intérieure ses lettres de noblesse. Air Inter a prouvé que cette aviation intérieure était viable : depuis 1972, la compagnie ne reçoit plus aucune subvention. Air Inter a prouvé que l'aviation intérieure était essentielle à l'activité économique, qu'elle était un moyen puissant de décentralisation, d'aménagement du territoire et de développement : combien de villes ou de régions françaises doivent-elles leur essor économique,

technologique, culturel, à des liaisons aériennes commodes avec Paris, avec d'autres provinces, et, grâce à des correspondances, avec le monde entier... Enfin, Air Inter a prouvé aussi que l'avion pouvait devenir un moyen de transport démocratique, accessible à des couches sans cesse plus larges de la population, participant pleinement à l'établissement de ce « droit au transport », revendiqué légitimement aujourd'hui.

Grâce à une conception dynamique du service public, Air Inter a fait de l'avion une partie intégrante du paysage économique et social français. Il n'est pas vain de le rappeler au moment où se mettent en place les nouvelles structures administratives du pays à travers la régionalisation, et où se préparent de profondes réformes qui engageront l'avenir des transports intérieurs de manière déterminante.



En 1983, dix millions de passagers à transporter

Vingt-troisième compagnie mondiale pour le nombre de passagers transportés en 1981, dix-neuvième en 1982, Air Inter voit, depuis 1979, son trafic s'accroître à raison d'un million de voyageurs par an.

Un tel développement de la demande prouve, mieux que tout autre critère, la vitalité exceptionnelle du marché national, qui ne paraît pas avoir atteint son essor, en dépit de la crise économique mondiale.

Les quelque six millions de déplacements professionnels, qui re-

présentent la plus grosse part de l'activité d'Air Inter, témoignent d'un dynamisme des entreprises françaises en même temps que des besoins de mobilité des responsables administratifs, sociaux et culturels du pays. Tous ceux-là choisissent l'avion en raison, bien sûr, de sa facilité d'emploi et de sa rapidité, mais aussi de son coût de plus en plus modique, en valeur relative, qui finit par le rendre comparable, voire même avantageux, à celui des autres moyens de transport.

Quant aux voyageurs pour « motifs personnels », ils apprécient en nombre grandissant les effets de la politique dynamique de tarifs réduits d'Air Inter : trois millions d'entre eux en auront profité cette année.

Un pareil afflux ne s'explique que dans la mesure où Air Inter répond bien aux besoins, à la fois sur le plan national et en matière d'échanges inter-régionaux.

Pour la compagnie intérieure, chaque région est capitale

La vocation d'Air Inter est de servir la politique de décentralisation voulue par les pouvoirs publics, soucieux de favoriser le développement et le réajustement des différents territoires français. Ses efforts ne se limitent donc pas aux lignes les plus importantes, mais ont, de tout temps, visé aussi à satisfaire des besoins de développement.

ment : pour y répondre, la compagnie a développé des lignes radiales (entre Paris et la province) avec les régions les moins favorisées économiquement, et des lignes transversales (de région à région), qui suppléent souvent des infrastructures au sol mal adaptées.

L'importance du trafic réalisé sur l'ensemble de ces lignes place

Air Inter largement en tête des compagnies à vocation régionale. Néanmoins, ces dessertes, essentielles à la vie et au développement des régions concernées, représentent une lourde sujétion pour Air Inter : en 1981, près des deux tiers de ses lignes étaient déficitaires et lui ont coûté 106 millions de francs.

Air Inter première compagnie aérienne des régions

Plus d'un million de passagers (1 050 000) ont utilisé les lignes inter-régionales du réseau Air Inter en 1981.

A titre de comparaison, le trafic assuré par l'ensemble des compagnies régionales sur leurs trans-

ports est de l'ordre de 250 000 passagers annuels.

Air Inter soutient financièrement ces lignes, que leur taux de fréquentation actuel ne permet pas encore de rentabiliser. Conscience

de leur importance, la compagnie leur ménage même de gros moyens, multipliant les vols, augmentant le nombre des places offertes, mettant en ligne des avions modernes. Pour Air Inter, les « lignes secondaires » ne sont pas des parents pauvres.

Une politique de « carrefours inter-régionaux »

En plus de ses lignes directes à forte fréquentation entre régions, Air Inter organise, pour répondre à des besoins de trafics plus limités, des correspondances à partir de certaines escales-prévoies de son réseau. Les horaires des vols sont calculés de façon à permettre aux passagers

d'effectuer des aller-retour dans la journée dans la plupart des cas.

Les deux principales plaques tournantes d'Air Inter en province sont Lyon et Marseille. Mais d'autres carrefours offrent des correspondances pratiques vers de nombreuses destinations : c'est le cas de

Nice. Mais d'autres encore concentrent sur les vols d'Air Inter des trafics locaux, souvent trop faibles pour justifier une ligne longue vers Paris ou d'autres métropoles. A Lismoges, les voyageurs en provenance de Brive trouvent une correspondance facile — et en Carcassonne vers Paris. L'intention de la société est de développer le nombre de ces carrefours — des études sont menées à Toulouse et à Nantes, — pour donner aux passagers le maximum de combinaisons leur permettant d'atteindre dans les meilleurs délais et aux meilleurs prix le plus grand nombre possible de destinations.

Air Inter a d'autre part décidé de mener son action régionale sur un autre terrain : celui de la coopération avec les compagnies à vocation plus strictement locales. Les accords récemment signés avec Brit Air, sur Paris-Rennes et Paris-Quimper, et avec Jet Service, sur Avignon-Lyon, constituent les deux premières applications de cette nouvelle orientation. Air Inter entend désormais jouer à fond sur la complémentarité des lignes, pour autant que la nécessité économique de ces dernières soit justifiée par un marché potentiel réel.

Le service public

La « mission d'étude et de proposition sur le transport aérien français », confiée en novembre 1981 par le ministre des transports à deux hauts fonctionnaires, MM. Paul Funel, ingénieur général des ponts et chaussées, et Jacques Villiers, ingénieur général de l'aviation civile, a remis l'été dernier son rapport, qui vient d'être rendu public.

L'analyse des deux experts concerne très largement le transport aérien intérieur en général, et Air Inter en particulier, que sa position dominante expose fatalement à un examen sans complaisance. Le rapport observe, par exemple, que « le réseau et la politique d'Air Inter se sont dessinés en fonction d'une logique d'entreprise basée sur des considérations commerciales propres à la compagnie, et sur la cohérence de l'exploitation, beaucoup plus que sur une définition a priori d'objectifs d'intérêt national ou régional ».

Mais MM. Funel et Villiers apprécient l'apport de la compagnie aux grands équilibres socio-économiques du pays : « L'avion, qui place désormais toutes les collectivités directement desservies entre elles à une heure de vol environ, pour un prix de l'ordre de 1 000 francs aller-retour, a accompli une véritable mutation dans l'aménagement du territoire, en gommant ainsi les « injustices » de la géographie (perpétrées par les modes de surface et renforcées par la rigidité de ces modes) au profit des villes les plus éloignées des centres d'activité et de décision », écrivent-ils.

Jugeant la politique des prix pratiquée par Air Inter, les rapporteurs affirment que « la tarification tricolore a eu pour effet une démocratisation appréciable du transport aérien » et que, grâce à une gestion fondée sur l'adaptation subtile de l'offre à la demande satisfaisant correctement l'usager, malgré de forts coefficients de remplissage moyen (...), Air Inter peut offrir des tarifs raisonnables, malgré des coûts de production particulièrement élevés ».

Le « rendez-vous lyonnais »

Un véritable réseau régional, constitué par huit liaisons transversales, place l'aéroport de Lyon-Satolas au premier rang des aéroports régionaux français. Près de 300 000 passagers ont transité par Lyon en 1981, en provenance ou à destination de Lille, Mulhouse, Strasbourg, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Marseille et Nice.

Le « rendez-vous marseillais »

Venant de Bordeaux, Nantes, Lille ou Strasbourg, les passagers d'Air Inter peuvent gagner les trois grandes villes corses, Ajaccio, Bastia et Calvi, en changeant d'appareil à Marseille-Marguare.

Paris-Orly-Ouest, plate-forme de correspondance

De nombreuses correspondances sont organisées sur l'aéroport d'Orly-Ouest, qui permet l'aller et le retour dans la journée entre quinze villes de province reliées par Air Inter et entre quatorze villes desservies par les autres compagnies régionales.

Ainsi, les passagers de Brest, de Lorient, de Strasbourg et de Grenoble peuvent gagner huit métropoles régionales, ceux de Mulhouse et de Pau, six autres grandes villes, etc.

Roissy-CDG, plate-forme d'accès aux vols internationaux

Des accords lient Air Inter et Air France dont les services sont installés dans l'atmosphère 2 de l'aéroport Charles-de-Gaulle (CDG). Les horaires d'Air Inter permettent aux passagers en provenance de Strasbourg, Mulhouse, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Lyon, Montpellier et Marseille de trouver des correspondances commodes sur le réseau international, avec les avions d'Air France en particulier.

De leur côté, de nombreux passagers habitant dans le nord de l'agglomération parisienne rejoignent avec facilité cette autre plate-forme Air Inter. Plus de 200 vols Air-Inter hebdomadaires sont aujourd'hui effectués à partir de Roissy-CDG (dont 4 fréquences quotidiennes sur Lyon et 3 sur Marseille, Toulouse et Bordeaux).

(Jeudi, dans le Monde : Air Inter — une vocation essentielle : donner des ailes à l'économie.)

La fréquentation des principales lignes (1981)
(passagers)

Paris-Marseille	1 264 000	Paris-Montpellier	385 000
Paris-Lyon	907 000	Paris-Strasbourg	354 000
Paris-Toulouse	879 000	Paris-Nantes	290 000
Paris-Nice	762 000	Paris-Creteil	243 000
Paris-Bordeaux	626 000	Paris-Toulon	237 000

Les vingt premières lignes inter-régionales d'Air Inter

Marseille-Bastia	125 507	Strasbourg-Lyon	30 333
Marseille-Ajaccio	112 664	Marseille-Calvi	34 330
Lille-Nice	94 011	Strasbourg-Nice	25 787
Lyon-Marseille	82 638	Nice-Calvi	22 062
Nantes-Lyon	69 049	Bordeaux-Nice	20 294
Bordeaux-Marseille	62 634	Lille-Strasbourg	15 825
Lyon-Toulouse	55 827	Toulouse-Nice	15 502
Lyon-Bordeaux	52 569	Lyon-Ajaccio	15 096
Lille-Nice	50 933	Mulhouse-Lyon	14 896
	42 185	Lille-Marseille	13 406

SOCIAL

EN MANIFESTANT DANS TOUT LE PAYS

Les artisans réclament du gouvernement qu'il tienne ses promesses

Après les petits et moyens entrepreneurs (S.N.P.M.I.) au début de septembre, puis trois semaines plus tard des membres des professions libérales, ce sont les artisans qui, ce mardi 12 octobre, devaient « descendre » dans la rue. En effet, l'Union professionnelle artisanale (U.P.A.) qui regroupe trois cent cinquante mille des huit cent mille entreprises

artisanales françaises, a invité tous ses adhérents à une journée d'action nationale. De nombreuses manifestations devaient avoir lieu, mais la principale était prévue à Paris entre la place de la Bastille et le ministère de l'économie et des finances (le Monde daté 10-11 octobre). Les syndicats interprofessionnels des marchés couverts de la capitale

avaient ainsi décidé de fermer leurs étals dans l'après-midi de ce mardi.

L'U.P.A. fédère les artisans du bâtiment, ceux dont l'activité est propre au milieu rural; elle rassemble aussi la section artisanale de la Confédération générale de l'alimentation de détail et enfin la Confédération de l'artisanat et des métiers. En organisant cette journée, les artisans veulent obtenir du gouvernement des mesures concrètes après les engagements pris le 20 septembre par le premier ministre. Ce jour-là, les représentants de l'U.P.A. avaient rencontré plusieurs membres du gouvernement, parmi lesquels M. Pierre Mauroy. Cette « table ronde » était en fait la reconnaissance de l'U.P.A. comme organisation représentative du secteur des métiers.

La manifestation de ce mardi était destinée aussi à souligner cette « reconnaissance » des pouvoirs publics à l'organisation artisanale. Elle n'a aucune finalité politique, a précisé avec insistance le lundi 10 octobre, le président de l'U.P.A., M. Albert Léon.

Les engagements pris par le gouvernement en faveur de l'artisanat portent plus particulièrement sur les modalités de sortie du blocage des prix et des revenus. L'U.P.A. s'étonne qu'elle n'ait pas encore reçu « une quinzaine de jours de la date de la « sortie » du blocage des prix et des revenus » de convocation du ministre de l'économie et des finances pour en négocier les conditions.

De même, l'organisation syndicale a demandé aux pouvoirs publics un allègement des charges des entreprises artisanales.

Toutes revendications qui au demeurant ne sont pas propres au seul artisanat mais aussi à l'ensemble des entreprises industrielles ou commerciales.

Plus spécifiques en revanche sont les demandes relatives à la lutte contre le travail au noir, et à la formation continue. Nombre d'artisans auront - ont déjà - leurs activités profondément modifiées par les nouvelles technologies et ils souhaitent être préparés.

Le gouvernement est conscient de l'importance de l'artisanat dans l'activité économique du pays, l'un des rares secteurs à être encore créateur d'emplois. Toutefois, selon les responsables de l'U.P.A., près de vingt mille emplois ont été perdus l'année dernière par ce secteur (il emploie au total un million deux cent mille salariés).

Le lundi après-midi 11 octobre, deux manifestations de petits patrons, d'artisans et de commerçants ont eu lieu à Brest (Finistère) et à Dijon (Côte-d'Or). La première a rassemblé près de cinq mille personnes, la seconde environ deux mille.

« C'est l'asphyxie »

De notre envoyée spéciale

Brest. - « Cette fois, nous n'en pouvons plus. C'est l'asphyxie. » Nous devons agir, c'est pour nous une question de vie ou de mort. Il est loin l'âge d'or des indépendants. C'était, pour cet artisan plombier-chauffagiste qui emploie trois salariés; « En 1953-1954, on avait du travail. Les clients étaient fidèles, ils attendaient même deux ans. Ils payaient leurs factures. On avait pu construire notre maison. » Et puis il y a eu mai 68. « L'ambiance a changé dans l'entreprise. Avant on travaillait en copains avec nos employés; aujourd'hui, il y a un malaise. Tout est dû aux syndicats; le patron est devenu l'homme d'obédience. »

Le « marché » a, lui aussi, évolué; les artisans et patrons de P.M.E. accusent pile-mêle « les grossistes, les grandes surfaces, les travaux au noir ». « Aujourd'hui, les clients font leurs travaux eux-mêmes. Certains nous demandent un devis pour obtenir un prêt et nous les retrouvons chez les grossistes. Les grandes surfaces font des promotions de quelques semaines sur un produit qu'elles vendent au prix coûtant alors que nous faisons un effort permanent sur toute une gamme. »

Enfin, « les travailleurs au noir profitent de la complicité générale. Ils n'ont à payer ni charges sociales ni taxes, mais sont-ils garantis par leurs installations ? »

Si les travailleurs indépendants du Finistère sont descendus dans la rue, c'est d'abord pour accuser le gouvernement. « Les charges sociales ? Tous les ans on nous en rajoute une. Nous sommes les vaches à lait de l'économie. Ma taxe professionnelle, par exemple, est passée de 3 400 F il y a cinq ans à 14 000 F aujourd'hui. » Cette politique ne date pas des socialistes, mais « cette fois c'est trop. Avec le blocage des prix et l'augmentation de 1 % de la T.V.A., la coupe est pleine ». Le gouvernement doit « bloquer nos charges, libérer les prix, sinon c'est l'asphyxie ». « Si le patronat ne peut plus payer les salaires, l'Etat va-t-il le faire à sa place ? »

La colère des indépendants est-elle politique ? Pas tout à fait, affirment-ils, mais « le gouvernement s'attaque bel et bien à la libre entreprise. Nous sommes contre les extrémistes, mais rien ne nous arrêtera car nous n'avons pas le choix. »

M.-C. R.

(Publicité)

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES
OFFICE NATIONAL DE RECHERCHES
ET D'EXPLOITATION PÉTROLIÈRES
(ONAREP)

AVIS D'APPEL D'OFFRES

En prévision d'un prêt de la Banque mondiale pour l'exploration pétrolière au Maroc, l'Office national de recherches et d'exploitation pétrolières lance une consultation pour la fourniture de deux équipes sismiques (une équipe conventionnelle et une équipe vibro-sismique) pouvant travailler au Maroc pour une durée minimum globale de quinze mois prorogables de mois en mois à partir de janvier 1983.

Les cahiers des prescriptions techniques ainsi que tous renseignements supplémentaires peuvent être demandés à la direction de l'exploration pétrolière de l'ONAREP, 4, avenue de France, Rabat-Agde (Maroc) Tél. Europe 31 715 M.

Les offres doivent parvenir au plus tard le 30 novembre 1982 sous pli scellé à l'attention de Monsieur le Directeur général de l'ONAREP, 4, avenue de France, Rabat-Agde (Maroc), portant la mention « offres équipes sismiques 1982-1984 ».

Salutations distinguées.

Signé : le Directeur général de l'Office national de recherches et d'exploitation pétrolières.

MOHAMED DOUIER.



BD SUCHET

**A LOUER
ÉTAT NEUF,**

**TRÈS BEL
HOTEL
PARTICULIER**

**à usage de
HABITATION
BUREAUX D'AMBASSADE
LOGEMENT D'AMBASSADEUR**

S'adresser à M. BING
9, rond-point des Champs-Élysées, Paris-8^e
tél. 359.14.70

Devant les grévistes
de la FNAC-Paris

LE REPRÉSENTANT DU MINISTRE DU TRAVAIL S'OPPOSE AU MAINTIEN DE L'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES INSCRITE DANS L'ACCORD D'ENTREPRISE

Le conflit à la FNAC-Paris commencé le 9 octobre se poursuit. Le 11 octobre, le directeur des relations du travail au ministère a reçu une délégation C.G.T. et C.F.D.T. des salariés de la FNAC. Il leur a rappelé que les « accords » - comme ceux existant à la FNAC - « prévoyant l'indexation des salaires sont illégaux depuis l'ordonnance du 4 février 1959, et le demeurant ». Ils sont, de plus, « contraires à la justice sociale », a ajouté ce responsable. Il a enfin invité ses interlocuteurs à négocier « dans le respect de la loi et en tenant compte des orientations du gouvernement ». Les grévistes demandent le maintien de la clause d'échelle mobile dans l'accord d'entreprise.

À Orly, une partie du personnel du service hôtelier d'Air France soutient la grève lancée par l'inter-syndicale C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. à l'exclusion de la C.G.T.

À Brest, les grévistes de la Société bretonne de carénage poursuivent leur mouvement, pour obtenir l'annulation des cent six licenciements annoncés par la direction.

Contre le travail noir. - L'Association artisanale du Libournaise (2 360 petites entreprises en Gironde) a menacé de demander la radiation de ses membres du répertoire des métiers et du registre de commerce si le gouvernement ne prend pas d'importantes mesures de contrôle contre « le travail clandestin, qui entretient le chômage, la concurrence déloyale et sape les entreprises les mieux structurées ». (Corresp.)

Précision sur la rupture des négociations sur l'assurance-chômage. - Dans nos premières éditions du Monde daté 10 et 11 octobre 1982, deux coquilles ont modifié le sens de certaines phrases : ce sont la C.G.C. et F.O. - et non pas la C.G.T. et F.O. - qui sont allées plus loin dans les propositions d'économies. Les cinq confédérations qui ont fait des propositions communes sont la C.G.T., la C.F.D.T., la C.G.C., la C.F.T.C. et F.O.

L'autorisation préalable nécessaire pour la vente des filiales étrangères des sociétés nationalisées est supprimée. - Le Journal officiel du 10 octobre 1982 publie un décret supprimant pour les sociétés nationalisées l'obtention d'une « autorisation préalable » pour la vente de filiales étrangères. Cette disposition avait été demandée par le ministre de l'économie et des finances M. Delors après la cession par Paribas du contrôle de sa filiale suisse dans le courant de l'été 1981.

AGRICULTURE

Londres semble décidé à assouplir les mesures protectionnistes visant les volailles des autres pays de la C.E.E.

De notre correspondant.

Bruxelles (Communautés européennes). - Les Britanniques semblent décidés à assouplir les mesures vétérinaires à effet protectionniste qu'il applique aux importations de volaille, et en particulier de dindes et de poulets des autres pays de la Communauté. La France et les Pays-Bas étaient les plus touchés. Le 15 juillet 1982, la Cour de justice européenne avait condamné la mesure britannique. La Commission de Bruxelles a récemment mis en demeure Londres d'appliquer une réglementation vétérinaire qui n'oppose pas les échanges. M. Walker, le ministre de l'agriculture, vient

d'adresser une lettre à Bruxelles annonçant son intention de modifier cette réglementation. Il reste à l'examiner de près, ce à quoi s'emploient les experts britanniques, si :

- Cet aménagement signifierait effectivement une réouverture du marché, autrement dit à vérifier si le nouveau système ne dissimule pas d'autres barrières ;

- S'il intervient encore à temps pour que les Français puissent passer avec les grossistes britanniques les contrats concernant les dindes de Noël.

Ph. L.

Une offre exceptionnelle en octobre !

Votre **PEUGEOT**
OU **TALBOT** 1983
moins chère



reprise
de votre voiture plus chère !
NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

Chaque lundi et mardi
Dans les annonces classées du Monde

Une nouvelle Rubrique

DIRECTIONS

Fonctions Matérielles et Administratives

Publicité

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
Avis d'appel d'offres restreint
Service consultant : Université du Maine
Route de Laval
72017 LE MANS CEDEX

Objet du Marché : Abonnements de périodiques français et étrangers
Ce marché à commandes est passé pour une période de douze mois, du 1^{er} janvier au 31 décembre 1982.
Les fournisseurs désireux de soumissionner doivent adresser leur candidature à M. le président de l'université du Maine, route de Laval, 72017 Le Mans Cedex, avant le 8 novembre 1982.
Pour prendre connaissance du cahier des charges et pour tous renseignements, s'adresser au Service Central Intendance, téléphone 24-72-36, poste 392.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SINTRA ALCATEL

EMPRUNT
de F 120 millions
en 240.000 obligations de F 500 nominal
CONVERTIBLES EN ACTIONS

Prix d'émission : F 500
Taux d'intérêt : 12 %
Taux de rendement actuariel brut : 12 %
(en cas de non conversion)
Durée : 8 ans, 2 mois et 19 jours

Conversion des obligations : A tout moment à partir du 1^{er} janvier 1983, à raison d'une action pour une obligation (ajustements prévus en cas d'opérations financières).

Caractéristiques de l'obligation

libération : 12 Octobre 1982
Intérêt : F 60 payable le 1^{er} janvier de chaque année (exceptionnellement, le 1^{er} coupon, payable le 1^{er} janvier 1984, représentera l'intérêt couru du 12 Octobre 1982 au 31 Décembre 1983 et s'élèvera à F 74,20).
Amortissement : en 5 ans au maximum, à partir du 1^{er} janvier 1983, soit au moyen de tirages au sort annuels, par remboursement au pair, soit par rachats en Bourse.
Premier remboursement le 1^{er} janvier 1987
Garantie : Clause « pari passu »

BALLO 20 S 1982
La note d'information qui a tenu le visa C.O.B. n° 82/143 en date du 29.10.82 est tenue à la disposition du public, sous frais, au siège social et aux guichets des banques chargées du placement

SINTRA-ALCATEL
SA au capital de F 321.482.300
26 rue Malakoff
à ASNIERES
RCS NANTERRE
B 632 026.625

CREDIT LYONNAIS
EUROPARTENAIRES

Banco di Roma
Banco Hispano Americano
Commerzbank

SITUATION AU 31 AOÛT 1982

La situation au 31 août 1982 s'élève à 545 267 millions contre 536 562 millions au 30 juin 1982. Au passif, les comptes d'inscriptions d'émission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 27 209 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers à 206 478 millions de francs. Les ressources fournies par la clientèle totalisent 198 605 millions de francs. À l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Établissements Financiers s'élèvent à 200 073 millions de francs. Les crédits à la clientèle à 205 615 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la clientèle à 25 325 millions de francs.

PRÉCISION MÉCANIQUE
LABINAL

Le conseil d'administration de Précision mécanique Labinal, dans sa séance du jeudi 7 octobre 1982, a nommé M. Amoury Hains de Fretay, ancien ingénieur au corps des mines, directeur général de Précision mécanique Labinal, auprès de M. Jean-Louis Clerc, président-directeur général, et de M. Jean-Louis Dordilly, vice-président directeur général.
Cette nomination prend effet à compter du 1^{er} novembre 1982.

Compagnie d'Investissements
Française Immobilière
COGIF

An cours de sa séance du 7 octobre 1982, le conseil d'administration a pris connaissance de la situation provisoire au 30 juin 1982.

Les recettes nettes de loyers du premier semestre 1982 se sont élevées à 33 983 000 F contre 32 870 000 F pour la même période de 1981, soit une augmentation de 9,5 %, qui provient en partie des investissements réalisés au milieu de 1981.

Compte tenu des produits financiers, des recettes diverses et d'une dotation aux comptes d'amortissements et de provisions de 4 186 000 F contre 3 975 000 F l'année précédente, le bénéfice d'exploitation pour le premier semestre de l'exercice 1982 ressort à 29 193 000 F contre 26 496 000 F pour le premier semestre 1981, soit une augmentation de 10,1 %.

D'autre part, la société a réalisé, pendant le premier semestre 1982, une plus-value nette à long terme de 591 000 F sur la vente d'éléments d'actif.

**L'ASSOCIATION RÉGIONALE
DES CASTORS DE L'ÎLE-DE-FRANCE**

tiendra son assemblée générale le samedi 23 octobre 1982 à 14 h 30, mairie de Versailles, salle Cadoret.

ORDRE DU JOUR :

- Approbation P.V. de l'assemblée générale 1981.
- Rapport moral.
- Rapport du trésorier.
- Rapports des commissions.
- Rapports des commissions.
- Élections nouveaux administrateurs.
- Questions diverses.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. P.L.M. « La force tranquille de la démocratie », par Nicole Uric. « Les embarras de Paris », par Pierre Uri. « La fin des dissidents », par Dominique Bido.

ÉTRANGER

- 3. AMÉRIQUES
 - BOLIVIE : un long chemin vers la démocratie.
 - GUATEMALA : les massacres d'Indiens prennent les proportions d'un génocide.
- 4. ASIÉ
 - JAPON : la convention pour l'Europe s'est tenue à Versailles.
- 5. EUROPE
 - ITALIE : les suites de l'attentat à la synagogue de Rome.
- 6. ENQUÊTE
 - Les terroristes venus d'ailleurs (II), par Philippe Boggia.
- 7. PROCHES-ORIENT
 - M. Chirac : l'intention de reconnaître M. Arafat à Téhéran.
 - ISRAËL : la commission d'enquête sur les massacres engage ses travaux dans une totale indépendance à l'égard du pouvoir.
- 8. AFRIQUE
 - CONGO : la coopération avec Paris va être renforcée.

POLITIQUE

- 9. Les travaux de l'Assemblée.
 - M. Mauroy et la P.C.F.
- 10-11. La politique sur la gestion de la mairie de Paris.

RÉGIONS

- 12. Réalités de la décentralisation.

SOCIÉTÉ

- 13. Les succès de la loi contre le cyclisme.
- 14. CYCLISME : au Tour de France.
- 15. SCIENCES HUMAINES : la publication du rapport Godelier.

LE MONDE DES SCIENCES

- 17. PALÉONTOLOGIE HUMAINE : l'homme deux fois sage à la recherche de lui-même.
- 18. Les communications par fibres optiques.

CULTURE

- 19. THÉÂTRE : la Nuit des rois, à la Cartoucherie.
- 20. ARTS : le sort de Jean Effel.
- 21. RADIO-TELEVISION : le budget de 1993 des sociétés de l'audiovisuel.

ECONOMIE

- 22. CONJONCTURE.
- 23. AFFAIRES : la crise de la sidérurgie.
- 24. SOCIAL : les artisans manifestent.

RADIO-TELEVISION (22) INFORMATIONS
SERVICES (30)
La météo, MétéoMétéo
Mots croisés : « Journal officiel »
Annonces classées (23 à 30), Carnot (13), Programmes spectacles (20-21), Bourse (143).

Le numéro du « Monde », daté 12 octobre 1982 a été tiré à 538 853 exemplaires.

Après Sicob, voir Duriez

Les 8 Ordinateurs domestiques sont là.

DURIEZ a éprouvé pour vous tout le Sicob d'un œil enthousiaste mais rationnel. Il y a sélectionné et vous présente en action les 8 top-modèles de l'informatique chez soi : individuelle, domestique, familiale...

Mettez-vous à l'aise dans ce domaine fascinant et étonnant : vous enseignerez à vos enfants toute la magie des micro-ordinateurs. C'est le moment, "le futur sera 80 % informatique".

Chez Duriez : Texas Instr., Sinclair, Commodore, Hewlett-Packard, Casio, Sharp, etc., de 670 à 2490 F, etc. Ce n'est vraiment pas cher pour des ordinateurs, comme dit Romain Perrot.

Duriez : 132, Bd St Germain, M° Odéon. Catalogue-banc d'essai gratuit.

A B C D F G H

L'Algérie et la France souhaitent coopérer davantage dans le domaine aéronautique

La commission mixte de coopération économique franco-algérienne, créée le 21 juin, s'est tenue les 11 et 12 octobre sous la double présidence de MM. Abdolhamid Brahim, ministre algérien du plan, et Michel Jobert, ministre français du commerce extérieur. Pour les sept premiers mois de 1982, les exportations françaises ont représenté 7,3 milliards de francs, en recul de près de 10 % par rapport à la même période de 1981, tandis que les importations ont atteint 12,3 milliards de francs, en hausse de 122 %. Le déficit commercial de la France s'est établi à 5 milliards de francs, le double de celui enregistré de janvier à juillet 1981.

M. Brahim a été reçu, lundi après-midi, 11 octobre, par M. Mauroy. Le premier ministre a rappelé la volonté de la France d'aider à la planification du développement de l'Algérie. La coopération dans le domaine des transports a notamment été évoquée.

De notre correspondant

Alger — M. Pierre Pailleret, directeur commercial d'Airbus Industrie, vient de faire une visite aux dirigeants de la compagnie aérienne Air Algérie, les 9 et 10 octobre. Il était à la tête d'une mission de haut niveau, par laquelle les deux compagnies ont convenu de coopérer dans le domaine des transports aériens. M. Pailleret a été reçu par le directeur général de la compagnie, M. Abdelhak Benbouza, et par le directeur des opérations, M. Abdelhak Benbouza. Les deux compagnies ont convenu de coopérer dans le domaine des transports aériens. M. Pailleret a été reçu par le directeur général de la compagnie, M. Abdelhak Benbouza, et par le directeur des opérations, M. Abdelhak Benbouza. Les deux compagnies ont convenu de coopérer dans le domaine des transports aériens.

Deux pôles vont être constitués dans l'industrie de l'engrais

La restructuration de l'industrie française des engrais (116 000 salariés) est pratiquement achevée. Le ministère de la recherche et de l'industrie doit annoncer incessamment la création de deux pôles industriels à partir des actifs qui possèdent Rhône-Poulenc dans ce secteur (le Monde du 11 septembre).

D'une part, la société générale des engrais (GESA) sera rattachée au groupe Azote et produits chimiques (A.P.C.), filiale de C.F. Chimie. D'autre part, la société de participation Gardinier (SOPAG) se rapprochera de la COFAZ (88 % Poulenc et 12 % Total). Rhône-Poulenc, qui avait racheté en 1978 la participation des frères Gardinier dans la SOPAG et en 1979 la participation de PUK dans GESA, se désengagera donc du secteur. La participation de Grand-Quilly, près de Rouen, ainsi que A.P.C. Rhône-Poulenc pourrait conserver une participation minoritaire dans ce pôle.

Le chiffre d'affaires des deux nou-

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un maître tailleur
COSTUMES ET PARDESSUS
MESURE

A partir de 1.350 F
3.000 francs
Luxe des draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
Boutique Femmes
TAILLEURS et MANTEAUX
sur MESURE
Prêt-à-porter Hommes
LEGRAND Tailleur
21, r. de la République, Paris Opéra
Tél. 702-70-81
Du lundi au samedi, de 10 h à 18 h

VOIR LE DETAIL
pour objet et œuvre d'art
REALY MADE
SPECIALISTE DE L'ÉCLAIRAGE
21, rue de la République, Paris Opéra
Tél. 702-70-81
Du lundi au samedi, de 10 h à 18 h

Après l'échec des négociations sur l'assurance-chômage

M. Bérégovoy a entamé ses consultations avec les organisations syndicales

M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a entamé, mardi 12 octobre, la consultation des organisations syndicales sur la révision et le financement de l'assurance-chômage (UNEDIC) après l'échec des négociations, vendredi 8 octobre. Après avoir reçu, mardi matin, M. André Bergeron (F.O.), puis Edmond Maire (C.F.D.T.), il devait rencontrer l'après-midi M. Jean Menn (C.G.C.) puis mercredi M. Henri Kraschinsky (C.G.T.) et jeudi, MM. Gattus et Chopard (C.N.P.F.), puis M. Jean Bernard (C.F.T.C.) et M. Bernasconi (C.G.P.M.E.).

Une campagne d'intervention auprès du patronat a été déclenchée. P.O. a demandé, le 11, à l'ensemble de ses fédérations et sections départementales de prendre contact avec les organisations patronales en vue de tenter de les convaincre de modifier leurs attitudes après leur refus de majorer les cotisations. Menn, conseiller à la C.G.T. qui invite les salariés à « exprimer fermement leur protestation » et à la C.F.D.T. qui a aussi lancé un appel dans ce sens. Cette dernière centrale a décidé de faire du mardi 12 octobre « une journée d'information et d'initiation à l'action ».

Un effort conjoint des salariés, de l'État, mais aussi du patronat a été à nouveau demandé par le premier ministre (lire page 40) et par M. Raymond Barro (le Monde du 12 octobre). De son côté, les syndicats des chômeurs ont exprimé « sa plus vive inquiétude » et décidé d'envoyer des délégations auprès du gouvernement du patronat mais aussi des syndicats, reprochant à ces derniers d'avoir « pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier accepté de négocier un accord de régression sociale ».

Un incendie a marqué le lundi 11 octobre, la soirée d'ouverture du premier festival de film des cultures méditerranéennes qui se déroule jusqu'au 20 octobre, à Bastia. M. Jean-Paul Poletti, au nom de Santa n Popula, le plus connu des groupes insulaires, a eu en scène son guide de poésie, une dédicace mettant vivement en cause la politique culturelle de la gauche.

RAYMONDE LESCUR
présente
Femmes **Burberrys** Hommes
Centre Maine-Montparnasse
Paris - 15^e arr.

Boutique Royale
Femmes Hommes
LIQUIDATION TOTALE!
par réduction préférentielle
Prêt à Porter de Luxe et accessoires
Grandes Griffes
21, rue Royale
Paris

VU CHEZ HANLET
A Paris, 264, Fg Saint-Honoré, 7665194
A Valéry, 21, rue Grange-Dame-Rose, 9460052
PETROF
K.M.3 pédale - Noyers - Origine Tchèque - Garantie 5 ans.
Prix au 60 x 90 F par note avec assurance 1000 F d'apport.
Régularité à partir de 24.400 F assurance comprise, T.V.G. 24,00 % C.E.T.E.M.
HANLET IMPORTATEUR EXCLUSIF

UN DES AUTEURS PRÉSUMÉS DE L'ATTENTAT DE BOLOGNE ARRÊTÉ EN BOLIVIE

Ce qu'on avait pu d'abord penser de l'attentat de Bologne, le 12 octobre, le 13 octobre, le 14 octobre, le 15 octobre, le 16 octobre, le 17 octobre, le 18 octobre, le 19 octobre, le 20 octobre, le 21 octobre, le 22 octobre, le 23 octobre, le 24 octobre, le 25 octobre, le 26 octobre, le 27 octobre, le 28 octobre, le 29 octobre, le 30 octobre, le 31 octobre, le 1^{er} novembre, le 2^e novembre, le 3^e novembre, le 4^e novembre, le 5^e novembre, le 6^e novembre, le 7^e novembre, le 8^e novembre, le 9^e novembre, le 10^e novembre, le 11^e novembre, le 12^e novembre, le 13^e novembre, le 14^e novembre, le 15^e novembre, le 16^e novembre, le 17^e novembre, le 18^e novembre, le 19^e novembre, le 20^e novembre, le 21^e novembre, le 22^e novembre, le 23^e novembre, le 24^e novembre, le 25^e novembre, le 26^e novembre, le 27^e novembre, le 28^e novembre, le 29^e novembre, le 30^e novembre, le 1^{er} décembre, le 2^e décembre, le 3^e décembre, le 4^e décembre, le 5^e décembre, le 6^e décembre, le 7^e décembre, le 8^e décembre, le 9^e décembre, le 10^e décembre, le 11^e décembre, le 12^e décembre, le 13^e décembre, le 14^e décembre, le 15^e décembre, le 16^e décembre, le 17^e décembre, le 18^e décembre, le 19^e décembre, le 20^e décembre, le 21^e décembre, le 22^e décembre, le 23^e décembre, le 24^e décembre, le 25^e décembre, le 26^e décembre, le 27^e décembre, le 28^e décembre, le 29^e décembre, le 30^e décembre, le 31^e décembre.

Les services secrets italiens avaient repéré la présence, à Santa-Cruz, en Bolivie, de M. Pierluigi Paglia, l'un des auteurs présumés de l'attentat contre le gare de Bologne, qui fit quatre-vingt-cinq morts et deux cents blessés, le 2 août 1980. Des policiers venus de Rome menèrent leur opération avec, samedi 9, la collaboration des services boliviens alors qu'un gouvernement démocratique venait de s'installer à La Paz. La capture du terroriste, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt international, a eu lieu à la suite d'une escouade au cours de laquelle il a été blessé. Il a été aussitôt embarqué dans le DC-8 venant du Brésil, qui avait été arrêté par les Italiens et qui attendait à l'aéroport de Santa-Cruz. L'avion est parti à l'aube pour San-Juan-de-Porto-Rico, d'où il a été transféré à Rome et il était attendu au fin de semaine.

M. Paglia est âgé de vingt-huit ans. Il est issu d'une famille italienne. Son nom a été découvert par ses camarades d'extrême droite, il était entré dans la clandestinité en 1978 après qu'un mandat d'arrêt ait été lancé contre lui pour sa participation présumée à un autre attentat. Les accusations portées contre lui à propos de l'attentat de Bologne reposent sur la confession d'un terroriste récemment arrêté : M. Paglia aurait été recruté directement pour cette action par M. Stefano Della Cella, le fondateur des Noyers, une organisation révolutionnaire, en fuite depuis deux ans et que la police, semble-t-il, a essayé de capturer à Santa-Cruz au cours de la même opération.

En Corée du Sud

UN DIRIGEANT ÉTUDIANT MEURT APRÈS QUARANTE JOURS DE GRÈVE DE LA FAIM

Séoul (A.P.F.). Le dirigeant d'un mouvement étudiant sud-coréen, Park Kwun-Hyun, qui avait été condamné à cinq ans de prison pour avoir pris part aux émeutes antigouvernementales de Kwangju, en mai 1980, est mort ce mardi 12 octobre, après quarante jours d'une grève de la faim. Selon les autorités, Park Kwun-Hyun, âgé de trente ans, est mort d'une attaque cardiaque.

A Paris

INCENDIE CRIMINEL A L'AMBASSADE DU BRÉSIL

Un début d'incendie, d'origine criminelle, s'est déclaré, lundi soir 11 octobre, dans les locaux de l'ambassade du Brésil en France, 24, cours Albert-I^{er}, à Paris (7^e). Les pompiers ont rapidement maîtrisé le sinistre, qui n'a provoqué que quelques dégâts matériels, notamment la destruction d'archives dans les combles de l'ambassade. Cet incendie volontaire, puisque sept traces de foyer ont été relevées par les enquêteurs de la brigade territoriale, a été revendiqué par un homme qui, dans un appel téléphonique à l'état-major des sapeurs-pompiers, se prétendait appartenir à une organisation inconnue nommée « Touki » ou « Toki ».

M. JOSPIN A TENU UNE CONFÉRENCE-DÉBAT AU CRÉDIT LYONNAIS

Le vice-président du tribunal de Paris a rendu, mardi 12 octobre, une ordonnance déboulant une organisation dénommée Association pour la sauvegarde du personnel bancaire, et son vice-président, M. Tailleur de la Portallière, fondé de pouvoir à la direction du Crédit lyonnais, qui lui demandait d'adhérer à cette direction d'interdire la tenue d'une conférence-débat de M. Lionel Jospin. Au nom de cette association et de son vice-président M^{me} Fauriol et M^{me} Morette ont soutenu qu'une telle réunion « a caractère politique », ne pouvait entrer dans les attributions d'un comité d'entreprise. Le magistrat a constaté que la décision d'organiser cette réunion n'est contestée par aucun membre du comité d'entreprise (y compris le représentant de la direction de la banque) qu'il existe une contestation sérieuse sur la recevabilité de l'association demanderesse et que cette dernière ne justifie ni d'un trouble de l'ordre public ni de l'illégalité de la réunion.

Cinq trafiquants de drogue appartenant à la filière chimiste ont été arrêtés par les policiers de la brigade de répression des stupéfiants de la préfecture de Paris et défilés lundi 11 octobre au parquet. Trois kilos d'héroïne, de provenance asiatique, ont été saisis au cours de l'opération.

محکمات اللہ اصل